

HENRI MASSIS

MAURRAS

ET

notre temps



LA PALATINE

PARIS-GENÈVE

VOICI LE TOME II,
si attendu, de ce
«LIVRE CAPITAL»



ROBERT KEMP

LA PALATINE

DU MÊME AUTEUR

(Grand Prix de Littérature de l'Académie française)

L'ESPRIT DE LA NOUVELLE SORBONNE (en collaboration avec A. de Tarde). (*Épuisé.*)

LES JEUNES GENS D'AUJOURD'HUI (en collaboration avec A. de Tarde) (Librairie Plon). (*Épuisé.*)

LE SACRIFICE (1914-1916) (Librairie Plon). (*Épuisé.*)

JUGEMENTS (1^{re} série). Renan, France, Barrès (Librairie Plon). (*Épuisé.*)

JUGEMENTS (2^e série). André Gide, Romain Rolland, Georges Duhamel, etc. (Librairie Plon). (*Épuisé.*)

En marge de « Jugements » : RÉFLEXIONS SUR L'ART DU ROMAN (Librairie Plon).

DÉFENSE DE L'OCCIDENT (Librairie Plon). (*Épuisé.*)

AVANT-POSTES (Chronique d'un redressement, 1910-1914). (*Épuisé.*)

EVOCATIONS (1905-1911) (Librairie Plon).

DÉBATS (Librairie Plon).

NOTRE AMI PSICHARI.

LE DRAME DE MARCEL PROUST. (*Épuisé.*)

L'HONNEUR DE SERVIR (Librairie Plon). (*Épuisé.*)

CHEFS (Librairie Plon). (*Épuisé.*)

LA GUERRE DE TRENTÉ ANS (Librairie Plon). (*Épuisé.*)

LES IDÉES RESTENT.

DÉCOUVERTE DE LA RUSSIE.

D'ANDRÉ GIDE A MARCEL PROUST.

L'ALLEMAGNE D'HIER ET D'APRÈS-DEMAIN.

PORTRAIT DE M. RENAN.

MAURRAS ET NOTRE TEMPS * (La Palatine).

Pour paraître prochainement.

DÉFENSE DE L'OCCIDENT (1925-1952).

HENRI MASSIS

MAURRAS

ET

notre temps



LA PALATINE

PARIS-GENÈVE

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE :

10 EXEMPLAIRES SUR PAPIER MONTVAL DES
PAPETERIES CANSON ET MONTGOLFIER,
NUMÉROTÉS MONTVAL I à X;

75 EXEMPLAIRES SUR VÉLIN PUR FIL DES PA-
PETERIES LAFUMA, A VOIRON, DONT 60
NUMÉROTÉS VÉLIN PUR FIL LI à L 60 ET 15
HORS COMMERCE, MARQUÉS VÉLIN PUR FIL
H. C.

LE PREMIER VOLUME SEUL EST NUMÉROTÉ.

IL A ÉTÉ TIRÉ EN OUTRE :

50 EXEMPLAIRES SUR VÉLIN PUR FIL DES PAPE-
TERIES LAFUMA, RÉSERVÉS A LA SOCIÉTÉ
DE BIBLIOPHILES « LES AMIS DES BEAUX
LIVRES » ET NUMÉROTÉS VÉLIN PUR FIL
A. B. L. I à A. B. L. 50;

35 EXEMPLAIRES SUR VÉLIN PUR FIL DES PAPE-
TERIES LAFUMA, RÉSERVÉS AU CERCLE
« LES AMITIÉS FRANÇAISES » ET NUMÉRO-
TÉS VÉLIN PUR FIL A. F. I à A. F. 35.

Copyright 1951 by La Palatine, Genève et Paris.

Droits de reproduction et de traduction réservés
pour tous pays, y compris l'U.R.S.S.

III

à V. H. Debidour.

De la rue de Rome au Boccador.

C'est à la généreuse intuition de Léon Daudet, au crédit que m'ouvrit Maurras, à l'amitié qu'aussitôt Bainville² me témoigna que je dois d'avoir été, dès son départ, associé à la Revue qu'ils avaient résolu de fonder et d'avoir du même coup établi une longue fréquentation avec l'*Action française* et avec ses amis. Je n'ai jamais écrit à l'*Action française*, et je n'y ai collaboré qu'en esprit, mais il n'est guère de jour, de l'automne de 1919 à celui de 1939 qui me rappela pour la deuxième fois aux armées, où je ne me sois trouvé mêlé à sa vie. Presque tous les soirs, vers six heures, j'allais du boulevard Saint-Germain ou de la rue du Dragon à la rue de Rome ou à la rue du Boccador... J'entrais d'abord dans ce bureau où Bainville et Daudet étaient assis à la même table, cette « table magique » qui les avait suivis partout et dont Bainville disait un jour : « Je crois que si on voulait la scier, elle résisterait comme du granit, bien qu'elle ne soit que de bois blanc. » Cette table avait la solidité de leur amitié. A cette heure-là, Léon Daudet lui, ne « travaillait » pas, je veux dire que, dès le matin, Daudet avait écrit son article d'un jet, de cette plume de feu qui ne connaissait point de repentirs. Après avoir regardé les journaux du soir, il se levait, allait respirer l'air de la maison, la remplir de sa voix

éclatante, la secouer de son rire, et, rien qu'en passant, animer tout et tous de sa vie prodigieuse!...

2 Bainville, lui, avait d'abord jeté les yeux sur la dernière heure du *Temps* et les informations de la presse anglaise, discernant l'essentiel d'un clin d'œil, car nul ne débrouillait les faits avec plus de rapidité. Il semblait lire dans le présent, comme dans les lignes de la main, les traits de l'avenir. Ce dépouillement achevé (qu'il avait fait les jambes allongées, le dos appuyé à son fauteuil) Bainville se redressait, se tournait vers sa table, posait sa montre à côté de l'encrier et, d'un geste impatient, tirait du classeur deux ou trois petits feuillets de papier vert; puis il saisissait sa plume sur laquelle son index se recourbait d'une prise tenace; la tête baissée sur son papier, il le couvrait de son écriture menue, aux lignes serrées, sans jamais s'interrompre. Il ne lui fallait guère plus d'un quart d'heure pour écrire de la sorte un de ces courts chefs d'œuvre qui, chaque jour, apportait à l'ignorance et à l'incertitude les avertissements de la clairvoyance... Bainville relisait alors avec soin son « papier », les yeux près de son texte, précisant certaines lettres, corrigeant un mot ici ou là quand il en trouvait un autre qui fût plus simple encore, se frottant parfois les lèvres sur les doigts de sa main gauche. Puis il signait : c'était fini... L'instant était venu où il se détendait, l'instant des anecdotes, celui où, sans avoir l'air de rien, il savait, si Daudet était là, jeter des brindilles de bon sens à travers leurs propos. Le lendemain, dans son article, le cher Léon en faisait une flambée étonnante : Bainville avait été l'étincelle...

Le génie du lieu.

Vers sept heures, Maurras surgissait soudain comme le *daimon*, le génie de ces lieux; et à peine avait-il dit « *Bonjour* », serré les mains de ses amis, qu'il leur

lançait d'une voix sourde et avide son éternel : « *Quoi de nouveau?* » Quand un simple mouvement d'épaule qui voulait dire *rien* ou *pas grand'chose* ne suffisait pas à le satisfaire, un bref dialogue s'engageait entre lui, Bainville ou Daudet, à hauteur de son front... Puis, du même pas impétueux dont il était entré, Maurras sortait et, brusquement, passait dans la salle de rédaction voisine où, à nouveau, il posait à chacun sa « question », impatient de savoir ce qui s'était passé depuis la veille. « *Quoi de nouveau, à la Chambre, au Sénat... au Palais?* » Maurras écoutait tout et tous, retenait le moindre fait et, en le voyant réagir, que de choses ses collaborateurs ne comprenaient-ils pas du même coup! Il avait l'œil à tout, prescrivait ceci, admonestait celui-là, éprouvait les uns et les autres... Il ne quittait jamais la rédaction sans être allé vers la table où étaient éparpillées les feuilles du jour; il y fourrageait et, entre vingt autres, se saisissait, comme d'une méchante bête, du journal ennemi, et d'un regard d'acier, il le toisait de haut en bas, de long en large, et soudain son doigt se posait sur une ligne, sur un mot qui lui faisait faire une terrible grimace; de son ongle, il marquait, soulignait l'erreur ou le mensonge de l'adversaire, en attendant qu'on lui passât le crayon bleu dont il allait d'un trait furieux briser la pointe! Et, là-dessus, un cri : « *L'imbécile! Le misérable!* » traversait, faisait vibrer la salle, suivi d'une phrase aussi brève, d'une sentence, décisive, illuminante!

Si quelqu'un s'avisait de parler à voix basse, hors du champ de son oreille, un : *Qu'est-ce qu'il dit?* rappelait bien vite le murmure à l'ordre. Non, Maurras n'aimait pas, ne supportait pas qu'on fit autour de lui de ces « messes basses » : « *Voyons, dit-il un jour à l'un d'eux, si vous me parlez, vous parlez pour tout le monde et tout le monde entend! Si vous ne parlez pas pour tout le monde, je n'entends pas...* »

Car il fallait que tout fût net et clair. Sous l'aparté, Maurras flairait quelque manœuvre, une façon trop facile de ne pas lui dire ce qu'il fallait qu'il sût, une manière de « trahison », à tout le moins une précaution qui lui rendait suspect celui qui s'en rendait coupable, et c'est à cette épreuve qu'il discerna longtemps d'avance certaines « brebis galeuses »... Qu'il admirait, par contre, l'empressement que tous mettaient à ne jamais rien lui laisser ignorer de ce qui intéressait l'œuvre commune ! Et quel hommage Maurras ne rend-il pas à ces trésors de complaisance, de loyauté, de patience, que lui prodiguèrent ses amis !

« Si l'on veut réfléchir, dit-il ¹, au temps que notre action a duré, aux campagnes que nous avons faites, aux embûches et aux pièges contre lesquels nous avons marché, à la gravité des intérêts publics que nous avons engagés, au sérieux du moindre faux pas, du moindre *quiproquo* et du moindre malentendu, il faudra admirer la scrupuleuse vigilance de cette amitié ainsi liée et coordonnée. Nous avons été trahis, certes, c'était écrit. Sans comparer l'humain au divin, il est de fait qu'en trois ans de vie publique, le Fils de Dieu a rencontré un traître sur douze disciples. Notre vie politique à douze ou à quatorze, aurait dû nous valoir en trente-cinq années dix Judas au moins. Il n'y en eut que deux : ni l'un ni l'autre ne parut invoquer pour prétexte cette dureté de mon ouïe, dont ma première vie s'était fait un épouvantail. Cela mesure quel *tonus* moral, quel degré de respect de soi, d'affectueuse confiance absolue liait les uns aux autres tous nos éléments. Ce point, si vulnérable pour moi et si souvent pris pour cible, n'aura jamais été touché. Entre cette dizaine d'hommes qui ne se tutoyaient pas, qui appartenaient aux mondes les plus divers, qui ne votaient pas, qui prenaient les résolutions à l'unanimité ou qui les tiraient d'un assentiment général, le dévouement personnel, joint à l'esprit de salut public qui nous inspirait,

¹ Cf. *Tragi-Comédie de ma surdité*.

a été assez fort pour neutraliser les risques et maintenir les conditions premières de l'entente et celles du gouvernement de la barque entre ses conducteurs. »

Tous ses collaborateurs dûment visités et interrogés, Maurras passait à l'administration, puis s'enfermait quelques instants avec Pujo, Pujo le sage, au sûr conseil, et discutait avec lui du prochain numéro, des décisions à prendre si quelque action dans la rue était en vue. C'est alors seulement que Maurras rentrait dans son cabinet, cet indescriptible bureau où, sous le portrait de Maurice Barrès et l'égide de Pallas Athénè pleurant sur un tombeau, le directeur de l'Action française disparaissait derrière des piles de livres, de revues, de journaux : il y en avait partout, sur les fauteuils, sur la cheminée, par terre ! Un désordre inextricable où seul, agile et preste, il était capable de se retrouver. Sur la table, derrière laquelle il était assis, d'immenses enveloppes jaunes gonflées à craquer, pleines de paperasses, de lettres, de coupures de presse, élevaient leurs piles instables à hauteur d'homme : à peine la place d'un sous-main pour écrire ! Et c'est dans ce capharnaüm que, tard dans la soirée, Maurras recevait ses visiteurs et ses amis. Il leur fallait d'abord se frayer jusqu'à lui un chemin difficile ; il leur faisait alors prendre place à son côté, en débarrassant la chaise ou le fauteuil des papiers qui l'encombraient pour qu'ils pussent s'asseoir. « Tous, a écrit Abel Manouvriez, tous, même les plus humbles, même les plus importuns parfois, Maurras les écoutait avec une patience qui étonnerait d'un homme accablé de tant d'affaires et pressé de tant de soins, si l'on ne savait qu'il n'était pas une de ces conversations où il ne découvrit un intérêt, un intérêt dont son interlocuteur n'avait pas toujours aussi clairement conscience que lui-même. »

Eloge du Raseur.

Quelle gratitude Maurras n'a-t-il pas gardée à ceux qui composent ce qu'il appelle « l'auguste congrégation des Raseurs », à tous ses bons et braves membres qui l'ont si bien servi, si bien aidé, si bien éclairé, sans le vouloir, sans même s'en douter! « Combien de fois, nous dit-il, mes meilleurs amis m'ont plaisanté sur le goût très vif que je marquais pour les *raseurs*, sur le temps que je leur donnais, sur l'attitude que je leur prêtais! Il fallut un jour m'en expliquer en toute lumière. C'est Lucien Moreau qui en eut, je crois, la première confidence avec Montesquiou, Bainville et Vaugeois. » Et voici le récit que Maurras nous a fait de cette confession mémorable ¹ :

« Nous sommes aux temps héroïques de l'*Action française*, dit-il. Matin et soir, nos premiers collaborateurs venaient me rejoindre après déjeuner ou dîner, au premier étage du café de Flore, boulevard Saint-Germain, et ils n'y manquaient pas. Nous y faisions la Revue, nous y fondions la doctrine, nous préparions, nous parlions le grand dessein de l'avenir. Et nous avions très souvent de belles visites, quelquefois Barres, plus souvent Moréas, plus souvent Bourget, quand il n'était pas dans son ermitage de Costebelle d'où il m'écrivait : Je me languis de Flore. On imaginerait difficilement des réunions plus animées où l'on mît en cause plus d'idées éternelles et de choses mouvantes. Cependant il y avait là un camarade, excellent homme, qui ne brillait ni par l'intelligence, ni par l'esprit, ni par le savoir, et l'on se demandait ce qui pouvait l'intéresser dans nos causeries. Il était là pourtant, toujours là, et sa paradoxale présence était encore compliquée du fait curieux qu'il m'arrivait de tenir de longues séances supplémentaires près de lui, après le départ de tous les autres. Qu'avait-il de si captivant? Il fumait lentement une courte pipe. A chaque

¹ *Tragi-Comédie de ma surdité.*

bouffée, sa voix claire et pure, que j'entendais fort bien, laissait tomber un mot, un seul, et dans lequel il n'y avait jamais, très exactement, rien. Ce qui s'appelle rien. Le mot vide. Le mot parfaitement épuré et passé à la pompe pneumatique. Quelque chose de moins que : *il pleut* ou *il fait beau*; *le il fait chaud* ou *froid* du pire désœuvré! Comment faisais-je donc pour écouter des superfluités aussi pures, c'était le cri public au restaurant de Flore!

« Messieurs, dis-je enfin, c'est justement à cause de ce dont elle est si pauvre et si vide que cette voix m'est délectable, agréable, utile même. Cela intéresse ma psychologie la plus personnelle. Sourd, j'apprends, à vous écouter, beaucoup de choses de la vie lointaine ou proche qui m'enveloppe. Vous ne me dites jamais que des choses du plus grand intérêt. Mais à n'écouter que vous, je serais assurément trompé sur le grain, la valeur, la densité de tant d'autres propos échangés dans les dialogues que je peux observer sans les entendre. Tenez, ces messieurs de la brasserie d'en face, chez Lipp, je serais porté à me figurer qu'ils conversent et se donnent la réplique, comme vous le faites près de moi, sur des sujets définis, sur des idées claires, avec des raisons à l'appui. Or, en fait, comme je m'en doutais, non seulement les sujets de leurs propos sont beaucoup moins élevés que les vôtres, mais je sais maintenant qu'ils n'existent pour ainsi dire pas. Ce sont de simples riens tombant de bouches oisives et venus de têtes insanes. Le banal, le trivial, le creux, voilà leur précieux domaine, et il m'échappait. Grâce au Raseur béni qui vous offusque, je suis en état de reconstituer ces discours. Si je n'avais que vous, messieurs, je me représenterais le tracé de la vie comme une fresque toujours haute en couleur, peinte de signes trop voyants et trop chargés de sens : de sorte que je ferais, toujours par le fait de votre distinction et de votre valeur, une erreur perpétuelle sur la moyenne d'intelligence et de signification qui est propre aux rapports des êtres entre eux. Le Raseur dont vous vous plaignez et, en général, tout raseur, apporte à ma surdité de quoi la détromper. Grâce à notre ami X... à la nullité même ou, si vous voulez, au néant de ses propos, les choses reprennent leur proportion, et j'imagine le réel, tel qu'il

est, c'est-à-dire très inférieur au plan où m'exalte votre amitié.

« Cette théorie du Raseur eut un certain succès au pays de Flore, ajoute Maurras. On cessa de me plaisanter sur notre ami X... On me le toléra, on me le considéra comme d'utilité publique, on me l'alla même quérir, quand il manquait trop. »

« *Je suis sourd...* »

Longtemps, pendant toute « sa première vie », sa surdité et les malentendus physiques qui s'y attachent avaient inspiré à Maurras la crainte de la société des hommes. « *Je suis sourd* » était sa réponse à tout et motivait son refus à toutes les sollicitations que cette société lui faisait. Insociable par essence, étant la « privation du sens social de l'homme », sa surdité était son « épouvantail ». Jeté par amour de la France, de l'ordre et de la vérité, dans une action publique où il allait remplir des fonctions de pilote, il n'y avait plus moyen de dire : *Je ne sais pas, j'ignore, je n'ai pas entendu!* Directes ou indirectes, quelles n'en eussent pas été les conséquences! Il fallait savoir, il fallait avoir entendu ce dont lui, le chef, il avait à répondre. Ainsi la surdité de Maurras aura établi entre ses collaborateurs et lui les liens et les rapports d'un genre de vie qui a été un « chef-d'œuvre de sociabilité et d'amitié ».

Les nécessités de l'action le mirent pareillement au contact de la vie en lui donnant, cette fois, pour partenaires des interlocuteurs hasardeux, auxquels on l'a tant moqué de dispenser trop généreusement son temps.

Peut-être leur doit-il d'avoir su entourer d'une frange d'indétermination, d'un halo de doute, d'incertitude et d'« inconnu », ce que le propos de ses proches avait trop souvent d'elliptique, de dépouillé, de ramassé en formules trop nettes, trop frappantes : « On ne me dit jamais que l'essentiel, alors que c'est

le reste qui est important », faisait-il avec dépit. Eh bien, je crois que Maurras doit aux plus « quelconques » de ses visiteurs d'avoir pu, au hasard des conversations ordinaires, réintroduire dans ce que ses amis lui servaient en « condensés » certaines vitamines qui gardaient, même insipides, quelque chose de vivant. C'était aussi « comme ça » que parlaient les gens, c'était cela aussi ce qu'ils avaient à lui dire, pour quoi ils avaient fait souvent un long voyage ! Non, rien de cette sorte commune ne lui semblait à dédaigner. Et voilà pourquoi Maurras gardait parfois si tard certains « raseurs » dans son cabinet de l'Action française !

Se mettre à écrire.

La salle de rédaction était déjà vide et noire, le garçon de bureau parti, tout était désert au journal, quand Maurras raccompagnait son dernier visiteur. Je crois qu'il retardait ainsi jusqu'à la limite l'instant où il lui faudrait se mettre à écrire, dût l'A. F. « rater » le départ d'Hachette et n'arriver que le surlendemain à ses abonnés de Seine-et-Oise !... Aucune des réformes que Lucien Moreau ou Robert de Boisfleury ont successivement tenté d'apporter à ce genre de vie ne dura plus de quelques jours. Maurras se rendait pourtant aux raisons de ses amis et leur promettait d'« organiser » ses heures de travail ; il essaya même plusieurs fois de leur donner satisfaction. Rien à faire ! A cette mystérieuse, insondable impossibilité, je n'ai jamais trouvé qu'une explication, si paradoxale qu'elle puisse d'abord paraître. Maurras, dirais-je, a la terreur d'écrire, ou plutôt Maurras n'a jamais cessé d'avoir une sorte d'horreur physique de la page blanche où il lui va falloir passer à l'acte d'écrire. — Quoi ? Maurras qui, au cours de son existence, aura couvert trois fois plus de pages que Voltaire lui-même, Maurras se cabrerait devant son papier ?

C'est inimaginable! — Je crois pourtant que si le journalisme ne l'y avait heureusement contraint, comme l'action publique lui fit non moins heureusement surmonter son effroi de la société des hommes, je crois, dis-je, que Maurras n'aurait jamais écrit que quelques rares poèmes, toujours repris, refaits cent fois, dans un désir de perfection infrangible. Voyez comme le *seul* livre que Maurras ait trouvé le loisir d'écrire — je parle des *Amants de Venise*, car tous ses autres ouvrages sont des « recueils » — voyez comme ce livre s'est en quelque sorte figé, contracté en axiomes, définitions, propositions, démonstrations, scholies, qui font songer à Spinoza! Un véritable *Traité des Passions romantiques*! C'est de cette tendance à l'abstraction « théorétique » que l'article quotidien a délivré Maurras, en le libérant du désir d'atteindre à l'absolu! Mais avant que de se décider à couvrir d'hiéroglyphes les feuilles d'un cahier qu'il déchire à mesure, soyez sûr que Maurras attendra... jusqu'à ce que les « formes » du journal soient sur le point de « tourner »! Tous les prétextes lui seront bons pour reculer l'heure redoutable où il se décidera à s'asseoir, sous la lampe électrique, devant la petite table de bois blanc tachée d'encre. Il relira d'abord toutes les épreuves du journal, il reverra les articles de tous ses collaborateurs, il demandera qu'on lui apporte sur-le-champ tel ouvrage, telle revue; que n'inventera-t-il pas pour ne pas commencer son « papier »?

Rue de Rome ou rue du Boccador, avant d'aller dîner — à moins qu'il n'en laisse passer l'heure ou qu'il ne remonte chez lui chercher quelque dossier — il aura consacré le plus précieux de son temps à dépouiller tout le courrier, à ouvrir toutes les lettres qui répondent à ses appels d'argent, à noter lui-même au crayon bleu sur l'enveloppe la somme que contient chacune d'elles, il aura lu chaque billet qui l'accompagne; que n'aura-t-il pas fait pour ne pas

s'y mettre encore! Ah! que Maurras avait donc du mal à « renverser la vapeur », à passer de la vie active à la vie contemplative, à faire prendre à son corps la « position » de l'homme qui écrit! — N'aurait-il pu, dira-t-on, laisser ces besognes à l'administrateur du journal ou à quelque secrétaire? Ce serait oublier que Maurras prend ainsi la température de son action, qu'il en suit la courbe, qu'il se recharge en quelque sorte; oui, c'est à ces contacts que son effort de chaque jour se retrempe, et c'est l'allégresse qu'il y trouve qui lui donne la force d'accomplir son prodigieux, son surhumain labeur! La belle distraction, il la prolongera dans la solitude, le silence de ses bureaux vides jusqu'à ce qu'il n'y ait vraiment plus moyen d'échapper au Minotaure. Quelle pâture ne va-t-il pas maintenant lui jeter pour apaiser les dieux!

...Quatre heures du matin. Voici le journal terminé. « Voici, nous dit l'un des témoins de ces travaux nocturnes, voici l'aurore qui paraît. Vous pensez peut-être que Maurras va se coucher? Pas avant d'avoir lu les éditoriaux, les articles de tête des principaux journaux qui lui arrivent, humides encore de l'encre d'imprimerie et de la rosée du matin. Alors, mais alors seulement, Maurras prend son pardessus, met son petit feutre cabossé sur sa tête et se saisit de sa lourde canne. Par les rues désertes, dont les voitures de maraîchers qui se rendent aux Halles troublent seules le silence, il regagne son logis de la rue de Verneuil. Il chantonne, aussi allègre et dispos que s'il sortait de son lit... » C'est l'heure où Maurras se défend et se repose. A l'ami qui l'accompagne, il récite des vers, des vers de Moréas, de Ronsard, ou si personne ne fait route avec lui, il reprend le poème qui, depuis des nuits et des nuits, s'élabore au fond de sa mémoire; il le refait encore, il le refait toujours, comme chaque matin le jour refait la création tout entière et la

ressuscite à nouveau comme un don, comme une grâce...

*...L'élan sacré de sa nature
Emporte l'Ame jusqu'au ciel,
O Parque, et rit de ton injure.
Le Désir est spirituel...*

« Un quinconce d'âmes contrastées... »

De cette longue fréquentation à l'*Action française*, du contact que les rencontres de la vie m'ont ménagé avec ses hommes, depuis son chef jusqu'au plus humble des siens, quelle image ai-je gardée vivante au fond de ma mémoire? Celle d'abord d'une extrême, d'une extraordinaire variété de tempéraments — et cela de tout temps. « Un quinconce d'âmes assez contrastées », disait, un jour, Maurras pour la définir... Comment des individualités, des hommes aussi divers, aussi opposés même, ont-ils pu vivre ensemble? Jacques Bainville nous a livré le secret de l'harmonie qui a soutenu les forces de cette collectivité et qui tenait « au plus vif des esprits et des âmes, à leur accord profond, au respect non moins profond de leurs différences » : « Nous sommes très différents ici, disait-il un jour. Nous avons nos façons de voir les choses, nos goûts personnels, nos manières de penser, et nous ne nous chicanons jamais sur l'accessoire. Nous ne sommes pas libéraux, mais nous respectons, nous aimons même la liberté de chacun de nous. C'est ce qui fait notre harmonie. Sans un nuage! »

Ce qui par-dessus tout liait ces hommes qui ne connaissaient point la camaraderie vulgaire, ce qui, si je puis dire, les unissait *par en haut*, c'était Maurras, la confiance absolue, unanime, qu'ils avaient pour Maurras. — Oui, nous avons vu cette chose incomparable : un homme un et qui unissait tous les siens

dans une même fidélité à la France, à l'ordre et à la vérité.

« Qui saura l'histoire de l'*Action française* finira peut-être par concevoir comment s'est accompli ce chef-d'œuvre », dit Maurras. S'il est malaisé de l'écrire, cette histoire, sans laisser échapper l'essentiel de la vie qui l'anime, on y peut, croyons-nous, contribuer en évoquant les images encore vives qu'elle a laissées au fond de nos mémoires. Je n'essaierai pas de les « monter », ces images, d'en faire un film continu : je me bornerai à les mettre bout à bout, telles qu'au hasard des jours j'ai pu les prendre, pour les projeter une à une, sur l'écran du souvenir. L'atmosphère, le fond sonore ? La « rédaction » de l'*Action française*, les conversations en voiture quand, la journée finie, Daudet, Bainville et moi nous quittions le journal, les nuits passées à l'imprimerie, les maisons amies où nous dînions avec Maurras ! Les personnages ? Ceux qui, de près ou de loin, furent éclairés par ce buisson ardent, en reçurent les retours de flamme et n'ont pas fini d'en être éblouis !...

Maurrassiana.

Un soir de 1920, rue de Rome, au coin de la rue de l'Isly, devant la librairie de l'*Action française*, Maurras descend de taxi, paie son chauffeur, et, ses journaux sous le bras, va franchir le seuil du journal, quand il nous rencontre, Bainville et moi, prêts à partir. « Bonjour !... » Il échange avec nous quelques mots, puis, saisissant dans la poche intérieure de son manteau un papier qu'il défroisse d'une main nerveuse, il le tend à Bainville : « Saviez-vous ça ? Vous l'avait-on déjà dit ? Il se rêve en Warwick ! Il veut faire un roi, et de la semence de Parme ! Ces songes montrent assez ce qu'il y a d'extravagance dans la tête de ce très grand Français ! » Il s'agit du maréchal

Lyautey qui songe à une dynastie nouvelle dont le chef serait le prince Sixte de Bourbon-Parme, que ses négociations pour une paix séparée avec l'Autriche ont mis en vedette. Et Maurras de reprendre d'une voix frémissante :

« Si nous sommes monarchistes, c'est pour n'avoir pas à choisir notre Prince!... L'idée de choisir est une folie! Si l'on choisit son roi, au lieu de le prendre tel que l'histoire nous l'apporte, il n'y a plus de royalisme, ni de royauté... Là-dessus ne fléchissons pas, ou tout s'effondrerait dans notre Vive la France parce que notre Vive le Roi ne tiendrait plus!... Et quelle idée d'imaginer un instant qu'un Parme puisse être roi de France! Les rois de France sont des Français. Un Bourbon peut fort bien ne pas l'être! Qui a prétendu qu'Alphonse XIII fût Français, voyons! La monarchie naturalise le pouvoir... Les Hohenzollern de Roumanie sont devenus Roumains, les Bourbons d'Espagne Espagnols, les Bourbons de Naples Napolitains, les Bourbons de Parme Parmesans! Tout le reste est de fantaisie! Nos amis ne s'en laisseront pas troubler... Non, non pas de trouble! Il s'agit d'aller fermement et tout droit au seul but qui est national... Si vous voyez Lyautey, dit-il à Bainville, répondez-lui que nous n'avons qu'un roi, et puisse-t-il lui-même avoir honte de ses rêveries! »

D'un coup, sur un trottoir du quartier Saint-Lazare, Maurras a défini, en quelques mots, toute la théorie de la monarchie française traditionnelle.

Quant à Lyautey, être un Warwick, faire des rois, ce songe anti-dynastique dura peu, et Maurras, quelques années plus tard, fut lui-même témoin que le maréchal Lyautey donna son adhésion finale, complète, sans réserve, à la Légitimité française. « La vérité politique était redevenue sa règle. »

* * *

Dans l'auto d'Alary qui nous conduit rue du Bac, Bainville me parle des débuts de Maurras au *Soleil*,

des habitudes qui étaient alors les siennes... « Vers 1900, dit-il, Maurras fréquentait le même café que Jaurès; chaque nuit, au « Grand U », rue de Richelieu, il écrivait, lisait, corrigeait ses épreuves, séparé par quelques tables de celle où le directeur de la Petite République (l'Humanité n'était pas encore fondée) rédigeait son article. Certain soir, un journaliste habitué de l'endroit, et qui les connaissait l'un et l'autre, demanda à Jaurès : « Voulez-vous que je vous présente « Maurras? — Pourquoi pas? » répondit Jaurès. Immédiatement, le confrère traversa la salle et, se penchant vers Maurras, lui dit à l'oreille : « Jaurès désire vous « connaître! » Sans même relever la tête, le nez plongé dans ses journaux, Maurras fit non de la main. Rien qu'un signe, l'index levé en l'air, et de continuer sa lecture. » « On ne verrait plus cela aujourd'hui », ajoute Bainville qui songe, avec tristesse, à la dégradation des « caractères » que nous avons sous les yeux...

— J'avais déjà une horreur sacrée de Jaurès, me dit Maurras quand je lui rappelai cette histoire. Son germanisme, son verbalisme, sa position d'exploiteur démagogique des foules, tout fortifiait mon éloignement, et je n'ai jamais pu éprouver à l'égard de Jaurès l'espèce de considération qu'il inspirait à Barrès. Cela doit tenir à ma surdité. Peut-être si j'avais « entendu le monstre » aurait-il ébranlé ma fibre physique! En tout cas, j'étais à l'abri... Je me souviens à cet égard d'un mot de Barrès à propos de M. de Mun, cet autre « écho sonore »... Je disais à Barrès : « Mais enfin, (de Mun) n'a rien pensé par lui-même, tout ce qu'il a de sérieux vient de la Tour du Pin; ce n'est qu'une voix! » Et Barrès me répondit : « Oui, mais une bien jolie voix! » Celle-là, il l'aimait aussi...

* * *

René Benjamin me rapporte les épreuves de *Maurras, ce fils de la mer* qui est en cours de publication dans la *Revue*. « Avec ce diable d'homme, nous n'en finirons jamais, me dit-il, et si je l'écoutais encore, tout serait à recommencer! Ah! je n'ai pas de chance, ajoute-t-il, mélancolique, avec les gens que j'admire! »

Faire entendre les grandes voix du genre humain, c'est son bonheur à lui, Benjamin... D'où vient donc que la plupart de ses portraits scandalisent, et d'abord les intéressés, ses modèles? Il apprend d'expérience ce qu'on peut avoir à subir des gens de génie... Mais quelle idée a-t-il eue de communiquer à Maurras les épreuves de son livre! Maurras n'en laissera que la trame, et encore! Je le vois, en train de lire ces pages où Benjamin le montre dans sa maison, dans sa Provence natale, au bord de sa mer... Cette mer, Maurras l'aime toujours, la louant, s'y baignant, se retrem pant en elle, et Benjamin a raison de l'appeler « ce fils de la mer »... Certes, Maurras n'a pas pu ne pas se plaire aux anecdotes, aux vivantes images que Benjamin lui tend. Mais, dans tout cela, où sont ses idées? Peut-il, lui, Maurras, laisser paraître un livre écrit sur lui par un ami aussi proche que René Benjamin, et où il n'est qu'incidemment question de sa pensée, de ses doctrines politiques? Que dirait le public, leur public, qui, naturellement, croira qu'ils sont d'accord?...

C'est pour l'en persuader que Maurras a invité son peintre à venir déjeuner avec lui chez Drouant, et « avant même qu'on servît les hors-d'œuvre, me dit Benjamin, il a tiré les épreuves de sa poche — des épreuves couvertes de surcharges, d'additions de toutes sortes — et il a commencé par me soumettre tel « petit morceau » qu'il me demande d'insérer au début de mon second chapitre ». « Je l'ai regardé

épouvanté, fait Benjamin. *Le cher homme m'a transformé ce chapitre en un discours magnifique, mais qui n'est plus qu'un discours, quelque chose comme le premier prix d'éloquence d'une Académie de génie! Le livre fiche le camp!... Ah! je m'en souviendrai longtemps de cet après-déjeuner chez Drouant! Nous sommes sortis de table à cinq heures!... Maurras était littéralement cramoisi, et moi j'avais envie de demander au chasseur une voiture d'ambulance! J'ai tout de même obtenu la permission de remettre du mouvement dans tout cela. J'ai essayé de donner quelque divertissement au lecteur... Enfin vous verrez, me dit Benjamin, je vous rapporte ce chapitre, mais il faudra tout faire recomposer.* »

Quand le numéro de la *Revue* parut, Maurras reconnut qu'ainsi coupé, animé, son « discours » devenait « lisible », et lorsque l'imprudent Benjamin lui soumit à nouveau les épreuves de son livre il n'y changea plus rien. Mais, à certains endroits, il ajouta, il glissa, ici ou là, des choses qui lui tenaient à cœur, et notamment une histoire sur Paul Souday qu'il ne voulait pas garder pour lui seul. L'admirable passage sur « la bonne foi dans la discussion » avait été, lui aussi, ajouté aux dernières épreuves : c'était du meilleur Maurras! Mais il fallut, pour le coup, refaire toute la mise en pages! « *Au total*, me dit Benjamin que cette collaboration avait fini par ravir, *au total*, je n'ai qu'à lui embrasser les genoux! »

* * *

Bainville me raconte : « Une fois Maurras fut mordu par un chien. Et comme on le pria de se faire panser : « *Il est bon*, dit-il avec calme, *il est bon qu'un polémiste soit un peu enragé!* »

Enragé, il ne laisse pas parfois de l'être. Ses colères sont fameuses. La lecture de la « presse ennemie » en est l'occasion la plus fréquente. Ceux

qui ont fait avec Maurras cette fameuse revue de la presse qu'il rédigea longtemps seul sous le pseudonyme de *Criton*, savent ce que peuvent être ses fureurs, quand il y découvre quelque « erreur cornue » ! L'un d'eux m'a raconté : « Maurras entre dans mon bureau en brandissant un journal tout zébré des signes dont il l'a couvert d'un crayon vengeur. « *Empoignez-le, empoignez ce crétin!* me dit-il. *Ne le lâchez pas!* » Le lendemain, comme je n'en avais rien fait, Maurras revient à la charge, me somme d'expliquer mon retard. — *Mais, dis-je avec embarras, l'auteur de cet article est mon oncle!* — *Ne le nommez pas, mais empoignez-le tout de même!* » fit Maurras en claquant la porte.

* * *

Ceux qui furent successivement les titulaires de cette rubrique, dont les trois colonnes quotidiennes étaient si riches en idées, en discussions d'idées, ceux-là seuls peuvent dire ce que Maurras savait exiger d'eux. Avait-il omis de répondre lui-même à quelque démocrate chrétien qu'il se réservait pour cible, c'est au rédacteur de la « revue de la presse » qu'il en faisait reproche, et, comme l'autre s'en disculpait, Maurras de répartir : « *Vous êtes là pour suppléer à mes propres insuffisances!* »

Maurras refuse de céder devant les obstacles : il n'en existe pas pour lui. Une nuit, à l'imprimerie, il demande un livre dont il a besoin pour vérifier certaine citation que, de mémoire, il vient de faire dans son article. Il s'agit d'un ouvrage qu'on ne saurait trouver qu'à la Bibliothèque Nationale. On le lui dit. — « *Je le sais* », fait-il. Et comme on ajoute : « *Il est trois heures du matin et la Bibliothèque n'ouvre qu'à neuf heures!* » Maurras de répondre : « *Mon pauvre ami, comme vous vous résignez vite à l'impossible!* » Lui, Maurras, ne se résigne jamais.

* * *

Les retards que Maurras causait au « départ » du journal faisaient le désespoir des typographes, des rédacteurs, des chefs d'atelier, tout autant que des abonnés en province et en banlieue. « Un jour — Brasillach l'a conté — une délégation vint trouver Maurras qui les écoute gravement, hochant la tête devant tant de souffrances, puis levant le front et avec une imperturbable honnêteté, comme celui qui a soupesé tous les termes du problème et propose la solution, de sa voix étouffée, il dit : « *Si vous estimez, messieurs, que je sois le principal obstacle au développement de l'Action française...* » Personne n'insista.

* * *

Barrès relève ce trait de Maurras : « Je cause, dit-il, avec le jeune Jean Longnon et je vois que s'il lui arrive, par exemple, de dire à Maurras : « J'ai lu vos articles « de la *Réforme sociale* ¹ », Maurras s'inquiète un peu, veut savoir : « *Qui vous les a signalés ? Bremond ?* ». C'est dans le même esprit qu'il se refuse à réunir ses vieux articles de la *Revue Encyclopédique*.

— C'est bien là son besoin de systématisation, ajoute Barrès. Il veut que sa pensée ait toujours été ce qu'elle est aujourd'hui. Il veut se raturer, se mettre au point, s'appuyer sur une vérité qu'il sait... Ce serait pourtant intéressant un Maurras se faisant devant nous... Moi, je ne m'inquiète pas d'avoir été différent !

Et le jeune Longnon de répondre à Barrès ceci qui est beau :

— Maurras sait qu'on le lit, l'étudie, le suit. Il ne faut pas donner du crédit à des erreurs. Et voilà

¹ Ces articles sont parmi les plus anciens de Maurras. On en trouve de courtes citations dans son *Dictionnaire politique*.

pourquoi Maurras ne veut pas laisser réimprimer ni regarder son passé sans une sévère revision.

A un jeune homme qui, un jour, remerciait Maurras d'un de ses livres : « *Ne me remerciez pas, fit-il. Ces livres, je vous les dois!* »

* *
* *

Dimanche matin, chez Bourget. Barrès est là qui vient d'assister à la messe chez les Bénédictines de la rue Monsieur. Barrès n'est pas content de mes articles sur Renan. A travers le vieil idéaliste, il semble croire que c'est lui, Barrès, que j'ai pointé. Quelle drôle d'idée! Et il se met à défendre Renan, tel au moins qu'aujourd'hui il le voit. Bourget, lui, m'approuve, ce qui fait dire à Barrès : « Vous verrez, Bourget... Après Renan, ce sera le tour de Taine. » Mais Bourget m'en discolpe par avance. « Non, dit-il, Massis ne s'en prendra pas à l'historien des *Origines!* Que dirait Maurras? » De là, je crois, que nous en sommes venus à parler de celui-ci! J'avais, la veille, entendu Maurras prononcer un de ses plus beaux discours à la séance d'ouverture de l'Institut d'Action française, salle des Sociétés savantes. Je dis à Bourget, à Barrès, la prise extraordinaire que Maurras orateur a sur ce jeune auditoire, combien son esprit est prompt à prévoir les objections, à y répondre par avance, et je ne sais pourquoi j'ajoute : « *Naturellement, Maurras est arrivé en retard!* »

— Ce n'est pas par hasard ni par négligence que Maurras arrive toujours en retard, dit Bourget. Il sait très bien ce qu'il fait et pourquoi il le fait... Son entrée sur l'estrade, quand la séance est déjà commencée, n'est-elle pas saluée d'applaudissements où tout son auditoire se soulève et lui crie : *Vive Maurras!* Cette clameur l'entoure d'une vague d'enthousiasme qui déferle au pied de la tribune! C'est là ce que cherche Maurras, ce qu'il veut, encore que,

d'un geste irrité, il feigne d'apaiser ce tumulte». « C'est d'un art supérieur, poursuit Bourget. Ainsi faisait Lucien Guitry. Dans les pièces où il jouait — et avec quel génie! — il demandait toujours à l'auteur de faire en sorte que, lui, Guitry, ne fût pas sur scène au lever du rideau! Aussi, quand au cours de l'acte, Guitry faisait son entrée, toute la salle le saluait de « bravos » qui n'en finissaient plus. Maurras a retenu la leçon du grand acteur. L'action publique, elle aussi, n'est-elle pas de théâtre? »

Quand je rapportai le propos de Bourget à Maurras — c'était à Lyon, en 1942 ou 1943 — je l'entends encore s'écrier :

— Quelle psychologie de mes retards! Et à l'imitation de notre seigneur Lucien Guitry! — Moi qui n'allais jamais au théâtre, et pour cause! Moi qui ne connaissais ce seigneur que de nom! Dès le lancement du journal, en 1908, je ne quittais la chaussée d'Antin ou la rue Caumartin qu'après avoir écrit tout mon « Criton » de la revue de la presse! Comment n'être pas en retard, même sans dîner? Au début, j'avais dit à Pujo : « Est-ce que dans les conditions de désordre inévitable que produit mon arrivée, il ne vaudrait pas mieux ne pas venir aux réunions où je n'ai que faire? — Détrompez-vous, me dit-il, l'incident fait de la chaleur, du mouvement, de l'animation et comme notre « numéro » de la soirée! » Cela fit taire mon scrupule, mais il m'était venu...

* * *

A l'A. F. — Exigeant pour lui-même, Maurras ne l'est pas moins pour ceux qui travaillent avec lui. Il faut qu'ils soient là quand il y est lui-même. Qu'ils y soient *avant*, cela ne compte pas pour lui. Henri Longnon me racontait un jour : « A huit heures et demie du soir, j'avais fini ma revue de presse, mais il m'arrivait souvent de rester au jour-

nal jusqu'à onze heures, et parfois même jusqu'à minuit. Un soir, comme je me disposais à partir, Maurras entre dans mon bureau et me dit : « *Et cet article de Blum? Vous l'avez oublié?* » C'était lui qui venait de me l'apporter! « *Je n'en puis plus,* » fis-je. — *Encore un coup de collier! — Je l'ai donné tout à l'heure! — Redonnez-le à nouveau. — Je suis fatigué, je n'ai pas mangé depuis midi : il est onze heures. — Moi non plus je n'ai pas mangé depuis midi!* » Mais ce que Maurras ne disait pas, c'est que c'était *midi d'hier*. Voilà ce que peut la volonté de cet homme qui pousse toujours plus avant. Mais il n'a jamais voulu comprendre que les gens eussent un autre rythme de vie que le sien! »

Au cours du terrible hiver de 1917, où les avions allemands traversaient chaque nuit le ciel de la ville, Maurras dînait dans un hôtel meublé de la rue du Bac, où il avait dû prendre pension, n'ayant plus de servante pour faire, rue de Verneuil, son ménage. La cuisine y était exécration, de quelque bouteille de Châteauneuf-du-Pape que Maurras en relevât l'indigence! Certains soirs, dégoûté à l'excès du bœuf mal cuit qu'on lui servait à tous les repas, il se décidait à souper dans une brasserie des Boulevards; un ami, un collaborateur venait souvent l'y rejoindre. « J'assistai, me dit Longnon, à l'un de ses repas, chez Vetzels : un potage, un fromage, une orange, voilà tout son dîner! Et comme je lui disais : « Vous ne mangez pas assez », Maurras me répondit : « *Mes moyens ne me permettent pas de prendre davantage. Mais cela, je vous assure, me suffit largement!* » et là-dessus il tira de sa poche un petit cube rougeâtre : de la poutargue de Martigues!

« Ce soir-là — un soir d'avions — nous descendîmes ensemble l'avenue de l'Opéra déserte et noire. Comme nous passions les guichets du Louvre et marchions vers la Seine, Maurras remarqua que je me tenais

un peu en arrière de lui. « *Venez près de moi*, fit-il. — *Je préfère*, lui dis-je, *surveiller ce qui se passe derrière vous, car vous n'avez pas d'arme! — Des armes?* fit-il indigné, *des armes? J'ai mes poings!* »

* * *

Gaudy, Georges Gaudy, ce soldat qui rejoint derechef sa « garnison » d'*Action française*, lorsque la guerre lui accorde congé et ne le retient plus à Verdun, au Chemin des Dames, sur les champs de bataille d'Afrique, d'Italie ou du Palatinat, Gaudy, à son tour, me raconte : « C'était un jour de bagarre au Quartier Latin. Notre manifestation, par hasard, avait échoué... Celui qui la conduisait avait été blessé dès le début de l'affaire. Ses camarades avaient pu le soustraire à la police et l'avaient ramené, le front bandé, à l'*Action française*, en taxi... Maurras se rendit aussitôt près de lui pour le féliciter de son courage, lui faire donner des soins. Mais le blessé, lui, tenait surtout à expliquer les raisons de l'échec... A ce mot d'*échec*, Maurras bondit : « Je vous ordonne « de vous taire, fit-il. Votre blessure vous diminue... « Vous n'êtes pas dans votre état normal... Ah! voici « Gaudy qui arrive de là-bas : il en a vu l'ensemble, « il va nous dire la vérité! » Je ne pus, hélas, que confirmer le récit de notre camarade, le renforcer même de quelques précisions désastreuses. Maurras sortit, le regard dur, serrant la mâchoire, et remonta vers son bureau en bougonnant : « D'autres vont « arriver qui, eux, nous apporteront les éléments qui « nous manquent... » Jusqu'au bout, Maurras refusa de se rendre. Et je songeais à ce que Caulaincourt nous raconte de Napoléon à la Moskowa. Un officier de son état-major lui rapportait avec détails et insistance les mauvaises nouvelles. L'empereur, pâle de colère, les yeux flamboyants, le saisit au collet, leva sur lui sa cravache, et s'arrêtant soudain :

« Monsieur, lui dit-il, vous voulez donc m'ôter mon « calme ! » Maurras, ce jour-là, m'a fait penser au général Bonaparte : la même volonté de fer, celle qui ne plie jamais, qui veut garder la maîtrise de soi — sa force. »

Un soir, pareil à beaucoup d'autres.

Il faudrait les interroger tous, ces amis, ces collaborateurs de Maurras pour composer ce mémorial. Dans mon « journal » — que je n'eus jamais ni le loisir ni le courage de tenir régulièrement — il m'arriva, certain soir, de noter telle de mes rencontres avec Maurras, avec Daudet, rencontres dont je crois pouvoir dire qu'on n'en ferait plus aujourd'hui de pareilles à Paris... Pourquoi celle-ci, quand il y en eut cent autres de semblables ? Ce n'est point, au reste, l'une des plus « notables », mais peut-être montrera-t-elle assez bien le libre mouvement des propos quotidiens qu'échangeaient avec leurs amis ces deux hommes si dissemblables qui, à travers leur amour de l'art, de la littérature et de la France, se rejoignaient dans une chaude, merveilleuse amitié... Je transcris ces pages sans y rien changer...

« Je retrouve Maurras dans le bureau de Lucien Moreau. Appuyé contre la bibliothèque, Maurras dépouille son courrier et met à part les enveloppes qui contiennent les réponses à son appel d'argent... Léon entre, comme on dit du soleil qu'il entre dans une pièce : tout en est soudain transfiguré, animé... C'en est fini des paperasses et des comptes... Comment le nom de Courbet a-t-il été prononcé ? Ma foi ! je n'en sais rien... Mais il a suffi qu'on parlât du peintre des *Femmes damnées* pour déchaîner l'enthousiasme de Daudet.

— *Courbet, dit-il, est le maître de la forme, de la forme féminine surtout, où il est l'égal d'un Titien !*

Manet, lui, est le maître de la couleur... Voilà nos deux grands peintres! Nul, comme Courbet, n'a senti, n'a fait sentir le frémissement de la chair de la femme... C'est splendide!...

Maurras, l'épaule rejetée en arrière, l'écoute, la lèvre gourmande, l'œil brillant, s'exalter des visions voluptueuses de Courbet : « *Il est étrange, reprend Léon, que les peintres, les sculpteurs n'aient pas été plus souvent attirés par ces tressaillements, ces frissonnements de la chair enamourée... Il y a, chez Courbet, des corps admirables, magnifiques...*

— *La Femme au perroquet, fait Maurras qui ajoute : je préfère ce Courbet-là à celui de l'Enterrement au Cimetière d'Ornans qui me fait irrésistiblement songer à Flaubert.*

— *Oui, dit Daudet, c'est l'Enterrement au Cimetière d'Yonville! »*

Là-dessus, on passe à Rodin. « *Je l'admire, dit Maurras, et je crois que ce faune était très intelligent! Les propos rapportés par Gsell le prouvent, et là où il parle de ce que je connais, de Dante, par exemple, il a des vues remarquables. Mais sa sculpture, qui a des parties si belles, me laisse sur je ne sais quelle insatisfaction... Elle ne me donne qu'un plaisir incomplet : il n'y a que des morceaux! Jamais Rodin ne communique cette impression d'êtreindre, d'embrasser dans un large mouvement d'espace un ensemble de formes, ce qui est le propre de la sculpture, si supérieure en cela aux représentations du peintre. Dans sa Porte de l'Enfer, où il y a des fragments admirables, l'œuvre, elle, est manquée! Voilà ce qui fait la supériorité de Carpeaux. Je ne passe jamais le Pont Royal sans un regard ravi sur son groupe du Pavillon de Flore! Comment ce Carpeaux a-t-il pu être le contemporain de votre Courbet? Carpeaux, c'est un artiste de notre XVIII^e!*

— *Oui, reprend Léon, il fait songer à Clodion ».* Et sans doute telle statuette de Clodion qui représente

une pariaade humaine lui remet-elle en mémoire une scène « extraordinaire » dont lui, Daudet, avait été, dans l'atelier de Rodin, le témoin :

— *Il faisait presque nuit... Sur le plateau, deux modèles, deux femmes nues aux corps emmêlés... Rodin nous les donne à contempler en tournant autour d'elles, les caressant de sa grande barbe de satyre, éclairant les mouvements et les formes... avec une bougie! C'était prodigieux! Quelle vision dans cette quasi-obscurité, au milieu des ébauches de glaise recouvertes de linges mouillés!...*

Et Daudet, à ce souvenir de sa jeunesse, de prendre Maurras à part pour lui conter je ne sais quelle histoire sur une élève de Rodin qui était devenue folle et à qui il avait fait un enfant... — *Quoi? Vous ne saviez pas ça?...* Mais Bainville vient d'entrer, en se frottant les mains : son article est fini!

C'est l'instant de la détente, celle où l'on raconte des histoires pour amuser Maurras, pour lui donner aussi l'impression de participer à la vie du monde, à ses racontars, à ses potins. La veille, nous avions, Bainville et moi, dîné avec le maréchal Lyautey. Et au cours du repas, Lyautey nous avait rapporté un mot atroce de Jules Lemaître, de ce *pauvre Lemaître*, comme disait Barrès.

On sait que, vieux garçon, sans foyer, veuf, si l'on peut s'exprimer ainsi, de M^{me} de Loynes — dont Hébrard lui disait pour le consoler de sa perte : « Vous la retrouverez dans l'autre (demi-)monde », — Lemaître dînait tous les soirs en ville, et il n'était guère de jour où il ne dût se mettre en tenue et passer son habit. « Ce soir-là, nous avait raconté Lyautey, nous dînions chez M^{me} de X... Plusieurs jolies personnes, quelques hommes politiques et des salonnards! Pendant tout le repas, Jules Lemaître, dont on excitait la frivolité, ne cessa de brocarder sur tout et sur tous, et ses moindres mots étaient

soulignés de murmures approbateurs qui l'incitaient à poursuivre. « *Oh! charmant!* » faisait-on à toutes ses réparties. Impossible aux autres de placer une parole!... Ça m'agaçait un peu. Et je l'eusse montré, si certains propos que Lemaître tint alors ne m'avaient dégoûté à ce point que je me renfrognai dans mon mutisme. Je ne me souviens plus de ses paroles, mais il s'agissait d'un discours qui démentait avec une sorte d'impudeur, malgré la narquoise humilité du ton, tout ce que je croyais savoir de l'homme, de ses convictions, de ses idées. Quand nous passâmes ensuite au fumoir, je le pris à part, et je me permis de lui dire : « Enfin, monsieur Lemaître, pourquoi faites-vous cela? Pourquoi, tout à l'heure, avez-vous eu cette répartie qui semble si peu dans votre caractère? Et tout cela pour placer une drôlerie! » Et j'entends encore le pauvre Lemaître me répondre : « *Il faut bien que je paie mon dîner!* » J'eus pitié de ce petit homme! »

L'anecdote avait un arrière-goût affreux qui était singulièrement sensible au cher Bainville dans ses jours de morosité, et il n'en finissait pas, depuis vingt-quatre heures, d'en savourer la tristesse. Et voilà ce qu'il raconte à Maurras en achevant son récit par un petit rire désabusé.

« *Ce mot de Lyautey est-il bien authentiquement de Lemaître?* fait Maurras. *N'a-t-il pas été fabriqué par lui et puis ajusté, emprunté à lui-même?* C'est là, cher ami, un article de Paris dont le faire est courant. Et puis je me méfie un peu de Lyautey et de son imagination créatrice! Il a attribué à Barrès un mot sur l'affaire Dreyfus qui est impossible. Barrès lui aurait dit qu'on pouvait refuser la revision jusqu'à la découverte du faux Henry, mais « pas après »! Barrès n'a certainement pas dit ça! Ce mot inventé l'a été tout de travers. Non, Barrès ne s'est jamais renié!...

« ...Mais revenons à notre Lemaître. Lemaître ne fut pas un prince, ni Lorrain, ni même Tourangeau... Il

y avait en lui du paysan, du petit bourgeois, mais solide et droit... Venu à la monarchie, il a voulu retourner dans toutes les villes où il avait prêché la bonne république, afin de se rétracter devant le même public. J'aime cette honnêteté de Français moyen. Et son amour des lettres! On dit qu'il n'a loué Verlaine que sur l'instance de Tellier... C'est vrai. J'ai vu cela! Mais c'est malgré Tellier, hugolâtre fieffé, qu'il a organisé, conçu et mieux qu'écrit son Racine et son Lamartine. Il a rompu en visière avec tout le monde par son panégyrique de Veuillot, et ses patrons de l'Echo de Paris, les Simond, n'ont pas été contents quand il a engagé avec un aussi petit compagnon que moi sa polémique sur Tolstoï, dont leur journal publiait alors Résurrection! L'amour des lettres donnait à Lemaître de la bravoure.» Et se tournant vers Léon, Maurras ajouta : « Vous vous souvenez du soir où, chez Pampille, Lemaître nous lut de sa voix d'or l'Ode de Malherbe à Louis XIII! C'était de toute beauté. Et je l'entends encore :

Que l'hydre de la France en révoltes féconde
 Par Vous soit du tout morte ou n'ait plus de poison

 Sans choir en sacrifice au Démon de la France
 Va, ne diffère plus tes bonnes destinées... »

Pujo, là-dessus, arrive avec sa « copie » : c'est l'heure où Maurras et lui vont s'entretenir du prochain numéro, celle où Daudet et Bainville rentrent dîner, car ils sont de vie régulière. Nous regagnons leur bureau. Bainville range ses journaux, remonte sa montre, et tandis que j'aide Léon à mettre sa pelisse, il lui raconte encore une histoire : « Savez-vous, cher ami, que c'est George V qui veut garder Macdonald! Il l'adore, il ne peut se passer de sa compagnie! Par contre, il déteste Baldwin, le chef des conservateurs, il ne peut pas le voir en peinture! L'autre le ravit avec

sa pipe, son air cordial, bon enfant, une sorte d'Herriot dans un moule écossais. Et voilà pourquoi l'Angleterre est livrée aux travaillistes! » Léon rit en entendant Bainville railler les rois; la chose lui arrive, mais non pas de moquer la monarchie.

Nous descendons le grand escalier du Boccador : les « camelots » nous ouvrent la porte, la voiture d'Alary est là qui nous attend. Nous y montons tous les trois... C'est l'heure charmante, celle où nous nous reconduisons et nous déposons les uns chez les autres... La conversation continue... Léon parle de Naples où se passe son prochain roman, il en parle avec ivresse. Bainville, qui visita Naples à son retour de Grèce, dit combien il fut déçu de n'y trouver qu'un décor d'opéra, et de louer la beauté du paysage grec aux lignes d'une pureté sans seconde qui s'épousent et s'emmêlent dans une lumière divine! « *Que nul peintre ne pourra jamais rendre*, ajoute-t-il. — *Il y faudrait de la musique*, fait Léon. — *Oui*, dit Bainville. *D'ailleurs, architecture, musique, c'est tout un!* »

Nous voilà devant les Tuileries où l'exposition Degas vient de s'ouvrir. « *Degas m'embête*, dit Léon; *ses danseuses, ses blanchisseuses, ses sujets m'assomment... Je suis allé les voir. Quel ennui!* — *Il ne faut jamais voir tout l'œuvre d'un artiste*, reprend Bainville : *c'est comme si l'on était obligé de relire de bout en bout tous les livres d'un écrivain! Il y a trois ans, j'ai vu la « rétrospective » de Courbet. « Quel effroyable imbécile! me disais-je en sortant de là. »* Bainville tombe bien! Il n'était pas là, tout à l'heure, quand Daudet parlait de Courbet avec Maurras. Mais Léon semble ne pas avoir entendu et ne répond rien... Nous sommes arrivés rue du Bac; Bainville nous dit gentiment « bonsoir »... J'accompagne Daudet jusqu'à la rue Saint-Guillaume, et je l'entends encore me dire, dans la nuit de la voiture, avec bonne humeur : « *Maurras, quelle tête politique! Mais*

ses idées littéraires, *ah ça, non!* » Et comme j'allais lui répondre que toute la politique de Maurras est sortie de son esthétique, l'auto s'était arrêtée devant le 33 de la rue Saint-Guillaume.

Oui, une soirée pareille à tant d'autres que j'ai vécues déjà... Mais quand tout cela *aussi* n'existera plus, qui pourra jamais l'imaginer? »

Léon Daudet.

Le tempérament de Léon Daudet exigeait une entière liberté. C'est parce que l'*Action française* la lui a donnée, cette liberté, que Daudet a pu développer tous ses dons, toutes les puissances de sa nature. Les richesses, les infinies curiosités de cet esprit si ample dans ses profondeurs, tout ce qu'il y avait en lui de vivant et de fort, l'*Action française* a su l'intégrer, s'en accroître. « *Si nous n'avions pas Daudet, nous serions un journal de professeurs!* » disait Maurras. L'amitié de Léon Daudet et de Charles Maurras avait accompli ce miracle, et si l'on songe que ces deux personnalités si entières étaient loin de coïncider en tous points, il y eut là une sorte de merveille! Rien jamais ne détendit ces liens; les épreuves ne firent que fortifier leur amitié en la sublimant.

« Je ne me suis jamais disputé une seule fois en vingt ans avec Maurras », disait Léon Daudet avec une fierté où il y avait du bonheur. Et à Saint-Rémy-de-Provence, sur la tombe de son ami, Maurras nous a livré leur secret : « Notre amitié, dit-il, avait à sa base un respect profond, le respect de nos différences de goûts, d'idées, de caractères, le respect de nos raisons d'être où chacun avait besoin de se complaire et d'aboutir. » Quand, le 21 mars 1908, Maurras et Daudet s'attelèrent ensemble au journal, les bonnes langues leur donnaient de trois à six mois de cohabi-

tation possible; elle devait durer plus de trente ans, et la mort seule les sépara. Leur accord parfait tenait au plus vif de leurs esprits et de leurs âmes. Au terme du voyage, quand détaché de presque tout, le regard déjà fixé sur le visage d'un autre monde, Daudet songeait aux seules choses qui lui importassent encore, il les ramassait toutes en ce trait suprême : « *Ma prière du soir... et ma vie pour Charles Maurras!* »

Il y avait chez Léon Daudet, sous la spontanéité de ses mouvements, la vivacité de ses appétits, une aspiration non moins instinctive à l'harmonie, à l'équilibre, à l'ordre, un désir de perfection humaine qui, chez lui, prenait sa forme dans l'image qu'il se faisait de l'artiste supérieur, de l'homme de génie, et Maurras, à ses yeux, était de ces hommes-là. Leurs esprits se rejoignaient, en dépit des différences, dans ce quelque chose d'organisé qui est au fond des grandes constructions de la logique et de la raison. Tout, au reste, chez Léon Daudet, tendait à la synthèse, jusqu'à ce sens du surnaturel si puissant en lui, et qu'il ne faut pas confondre avec l'illimité. S'il avait soif d'infini dans la pensée, le précis, le concret, le réel, l'attiraient invinciblement. Oui, ce visionnaire possédait le « sens synthétique » par excellence. Tous les appoints de la connaissance et de l'expérience nourrissaient ses visions, mais rien ne lui faisait tant horreur que le rêve vide, inorganique par essence. L'« universel créé », c'était sa pâture, à lui Daudet — mais seul l'ordre le divinise qui permet à la liberté intérieure d'y atteindre et d'étendre son champ. Voilà ce que Maurras lui avait fait redécouvrir, et sa rencontre avait été pour lui une illumination de tout l'être. « Quel homme! » s'écriait Daudet au spectacle que, rien qu'en vivant, Maurras lui offrait. Et je ne sais pas de plus belle définition de Maurras, fils du Stagirite, que celle où Daudet le nomme : « *stratège de l'esprit, battant toutes les places rétives, avec l'aide de Minerve, et les forçant par les mots* ».

D'où ne revenait-il pas?

Mais lui, Léon Daudet, d'où ne revenait-il pas? Ses propres expériences eussent suffi à lui faire reconnaître en Maurras cette grande et profonde poésie où, jeune homme à l'intelligence enfiévrée, il avait cherché à étancher sa soif d'infini. Il avait dès l'abord fréquenté les plus hauts penseurs que lui proposait son époque. C'étaient Jean-Paul, Hartmann, Herder, c'étaient les noires images d'un Schopenhauer succédant au mystère personnel de Spinoza, que son esprit, tourné vers la spéculation, avait interrogés tour à tour. Son « appétence » lui avait fait successivement tout prendre, tout absorber, avec une sorte d'ardeur inassouvie.

Entre dix-huit et vingt-cinq ans, cette nature si riche, si complexe, pleine de réflexions, de souhaits, d'ambition inquiète, s'était nourrie de tout. Que d'hérédités diverses cherchaient en lui à se frayer leurs voies, à travers l'orbe entier du savoir humain! Hegel La métaphysique allemande qu'il avait étudiée avec passion sous son maître Burdeau, puis tout seul, lui avait ouvert des horizons infinis et mouvants : « Jamais, au cours de l'existence, dit-il, je n'ai plus retrouvé cette magie, cette euphorie comparable seulement à celle de l'opium, alors que la douleur disparaît comme une reine courroucée, traînant après elle un bruissement de soie. »

Léon Daudet n'avait pas fini d'être à l'école du rêve et de diviniser la chimère! Les crépusculaires mystagogies du Nord et leur transfiguration wagnérienne l'eussent davantage encore enivré de leur philtre, ce fils du Midi, s'il n'eût su, de naissance, que la clarté recèle un plus profond mystère et que, dans le lumineux azur du ciel de Provence, les noirs sentiments d'un Nostradamus s'élèvent comme des flammes : c'était là qu'était sa cosmogonie, à lui

Daudet... A quels voyages ne l'invitait-elle pas? Elle l'avait d'abord conduit sur les traces de Shakespeare, dans cette Hollande qui lui offrit un stimulant intellectuel qu'il n'oublia jamais, où il revint en exil, où sa première vieillesse retrouva la vigueur originelle. Mais c'est Shakespeare, ce dieu Pan de la nature, dont il dit qu'il promène sa torche sur la paroi de la caverne mystérieuse, c'est le grand Will qui le fera retourner à ses sources, à Rabelais, à Montaigne, à Pascal, ses pères nourriciers. Et voilà refermé son premier cycle intellectuel et sensible. L'heure n'était pas encore venue, où, introduit par Mistral, Daudet découvrira Maurras. Mais Maurras, lui, avait déjà découvert Léon Daudet. Il avait vu tout de suite dans le *Voyage de Shakespeare* « un maître livre, non un livre de maturité, non un livre de perfection, mais un livre de vigueur ». Devant ce don prodigieux de multiplier la vie, Maurras avait dit son admiration; il avait dit aussi sa crainte, la crainte que ce jeune Léon Daudet ne s'abandonnât à tant d'enivrement, car lui, Maurras, n'en concevait pas le profit. « Je conçois, disait-il alors avec une prescience singulière, je conçois au contraire, un saint désir de mettre au jour, de faire respirer, de faire palpiter un être enveloppé d'une forme non plus terrestre, mais céleste. » Ce haut désir, Léon Daudet allait bientôt le formuler au terme d'une œuvre vengeresse où il se libéra d'un coup du nihilisme, du déterminisme, dont ses premières études philosophiques et médicales avaient gorgé sa jeunesse; et c'est par une prière que s'achevaient les *Morticoles* : « Mon Dieu, vous êtes la source de toute bonté, de tout amour. Sans vous la conscience n'est qu'un mot, l'homme qu'un amas de boue et de sang... Les malheureux ont cru que la Matière suffirait à tout : ils vous ont chassé de leurs âmes... Se croyant libres, ils sont esclaves; se croyant immortels par la connaissance, ils sont les plus ignorants et les plus éphémères des hommes, car la

HEGEL

— 8

Jéan

A

haute vérité n'est qu'en vous et ne vient que de vous. Gloire à vous, seul glorieux! Malheur, trois fois malheur à cette Cité néfaste où votre nom est oublié. »

Tel était l'homme que son destin devait un jour associer à celui de Charles Maurras. Des années passeront encore devant qu'ils ne se rencontrent, des années où Léon Daudet, royaliste, catholique, défendra, dans les feuilles conservatrices, la cause qui est la sienne, où il révélera ses dons d'étonnant journaliste, cette intrépidité du style qui, par sa marche rapide et sûre, avait, dès l'abord, frappé Maurras. « Le merveilleux tient chez Daudet, qu'il s'agisse d'une phrase d'article ou d'une page de livre, à la fermeté de l'expression, à la justesse du trait, au définitif du langage, disait Maurras. Il lui est impossible de se tromper sur le choix du mot approprié, du rythme expressif, de l'inflexion juste. Ce comble de l'art est inné. »

C'est une sorte de bonheur, d'excitation à vivre qu'éprouvera Maurras devant Daudet lui-même. « Cette voix éclatante, mi-clairon, mi-tonnerre, qu'il n'avait pas besoin de forcer pour moi, dit-il, m'avait fait à nos premières rencontres la plus délicieuse de toutes les surprises, que soutinrent ensuite les forces de notre collectivité, la vigueur et la durée de notre amitié. Il serait ridicule d'en faire tout dépendre. Mais tout en a été facilité, aplani et simplifié. » Le son de la voix ajoutait aux jugements de Léon Daudet sa fascination étonnante et son rire, ce rire homérique, un de ces rires qu'on imagine être celui des dieux devant la stupidité des hommes!

Daudet à la Chambre.

Dans quel désarroi, lorsqu'il fut à la Chambre, le rire d'un Léon Daudet ne jetait-il pas un Aristide

Briand! Quand Briand, par sa mélodie, croyait tenir l'Assemblée tout entière sous le charme, l'entraîner jusqu'aux nues, quand, engourdie sous la caresse, l'opposition — à droite comme à gauche — se sentait vaincue et expirait au pied de la tribune d'où s'élevait sa musique, quand tout et tous subissaient l'ensorcellement du vide, un rire, un rire d'une force d'éclat, d'une puissance surhumaine, faisait soudain retentir son tonnerre, comme une protestation du ciel courroucé par l'imposture et le mensonge! Tout était rompu, les têtes se relevaient, les échines se redressaient, les huissiers ne dormaient plus, les sténographes s'agitaient, les pupitres s'ouvraient, les conversations reprenaient leur train, le public se réjouissait dans les tribunes et, en haut, les journalistes pouffaient... Briand, lui, avait perdu pied; le dos courbé, l'œil mauvais, il attendait en levant les épaules... La réplique d'un adversaire fait rebondir l'orateur, mais un rire? Bien des vengeances futures ont là leur origine : un contradicteur de cette sorte n'était-il pas invincible?

Un jeune Dionysos.

Barrès, qui connaissait la Chambre, ne laissait pas d'être frappé par le « tonus » que la seule présence de Léon Daudet donnait à ses séances. « Quelle joie, quelle puissance, quelle intensité, quelle surintensité de vie! » songeait Barrès. Le cher Léon, l'heureux Léon avait tout ce qui lui manquait à lui Barrès, ce que, dans sa vie publique, il eût tant désiré d'avoir; mais il ne l'en admirait, il ne l'en aimait que davantage encore. Oui, un émerveillement sans fin, voilà ce qu'éprouvait Barrès au spectacle que lui offrait cette nature si ardente, si riche. Certain dimanche — c'était le 10 mai 1920 — Barrès avait vu Léon Daudet, député de Paris, au cortège de Jeanne d'Arc et, le soir même, encore ébloui, il n'avait pu

se retenir de lui adresser ces lignes magnifiques :
« Mon cher Léon, je vais vous dire une folie, une folie qui m'a dans un éclair, à la hauteur des Tuileries, prodigieusement frappé, hier, quand je rentrais chez moi après le défilé et que je vous croisais là. C'était le cortège du jeune Dionysos, un Léon rayonnant d'audace, de force et de joie, et vous marchiez tous dans un tel rythme d'allégresse et d'orgueil que l'imagination s'allumait. Je vous ai vraiment vu, l'espace d'une seconde, comme un être venu du fond des âges, couronné de feuillage, au milieu des cymbales et de ses partisans qui menaient des tigres enchaînés : vos jeunes gens, la bouche ouverte et ruisselants de fureur animale, et vous réellement le centre physique et spirituel de cette marche triomphale! » Et Barrès qui savait combien Léon avait aimé son père, Barrès ajoutait comme en confidence : « Je me suis rappelé votre père, chez qui il y avait aussi une part divine à ses heures d'expansion, votre père, un jeune faune que je n'ai connu que douloureux et pourtant distributeur de joie. » Puis revenant à sa « vision », Barrès lui disait encore : « C'est prodigieux ces moments où la force de l'âme se manifeste au dehors, et l'ayant vue, cette goutte de sang héréditaire, ayant vu l'éternel au plein soleil, ce dimanche à midi, j'essaie de vous en reproduire la vision, j'essaie de fixer la minute éblouissante. Jungamus dextras, MAURICE BARRÈS. »

De là que Barrès, parfois, se sentait plus du côté de Daudet que du côté de Maurras, du « despote » Maurras qui avait « mis en clef de voûte son mythe de la monarchie! » En songeant aux jeunes gens qui suivaient ce maître impérieux, on surprend Barrès à se dire : « Ils veulent un chef qui ne cherche pas la vérité devant eux, qui la tient sur toutes choses à leur disposition. » Et c'est au nom de « quelque modestie, de quelque sens du vrai » qu'il se refusait, lui Barrès, à « coucher toute pensée sur le lit de Procuste de sa propre pensée ». Faute de croire à

l'objectivité du vrai, fautive, si je puis dire, de certitude « ontologique », Barrès croyait en effet déceler dans le meilleur des systèmes une part d'insincérité. « Il y a là des œillères », faisait-il; et de tous il disait : « On sait ce qu'en vaut l'aune ! » Et s'il pensait que c'est une force et une noblesse que d'organiser ses idées et de se construire un système, Barrès, comme Daudet, voulait qu'on le laissât parfois s'asseoir à « la table des dieux » ! Mais, de vitalité moins forte que Léon, jusqu'où n'allait pas son propre trouble ? « Savez-vous où j'en arrive ? » confessait-il un jour. Je n'oserais pas détruire les idées de mon adversaire et je dis : « Holà ! Je crains d'avoir tapé « un peu fort... » Mais non, il vit. Tant mieux, je craignais d'être vainqueur et de demeurer seul au monde... »

Cette crainte-là, ni Daudet ni Maurras ne l'ont jamais éprouvée, car la victoire pour eux, ce n'eût pas été leur victoire, ce n'eût pas été la solitude, mais la reconquête, le rétablissement de tous les biens nécessaires à l'homme — à l'homme qui ne s'appelle pas individu, mais qui s'appelle société. Jusque dans l'action publique, un Barrès se sentait seul. Maurras, lui, ne connut jamais d'autre angoisse que celle de rester emmuré dans cet isolement qu'est la surdité. La rencontre de Léon Daudet, à cet égard aussi, fut pour lui une manière de grâce. « Elle aura été cause, dit Maurras, que j'ai accepté une vie publique, une vie politique, où ma parole aura pu tenir quelque place. » « Avant de le connaître, précise-t-il, il m'était arrivé à de rares intervalles d'être moralement forcé de dire quelque mot dans une assemblée où la force d'une évidence put même arracher le succès. Mon début eut lieu en 1904, dans une réunion du *Sillon* où nos orateurs avaient été empêchés de venir. Je dus donner la réplique à Marc Sangnier en personne et ne m'en tirai pas mal... Parce que j'avais la langue bien pendue, l'obsession du *Si je n'entendais*

pas? ne me quittait guère. L'habitude de délibérer avec Léon Daudet dissipa le scrupule et m'enhardit jusqu'à mépriser ce risque constant ¹. »

Un moraliste cruel.

Ce que Maurras admirait dans le compagnon que l'action lui avait donné pour combattre chaque jour l'ennemi public, c'était son don de décision rapide et instinctive, ce don qui multiplie dans des proportions incalculables la force de l'écrivain, du polémiste. « Daudet voit les personnes et les peint comme il les voit, dit-il. Sous les idées et les passions destructrices, Daudet perçoit les animaux profiteurs. Avec leurs vanités, leurs cupidités, leurs ambitions, il révèle, trait plus cuisant, leurs ridicules. Ce politique est un moraliste cruel. Ce rude polémiste a la grande verve comique; il dispose de moyens formidables pour rendre sensible à tous les yeux toutes les tares qu'il saisit. Couleur vive, dessin violent, génie de la grimace déformatrice implacablement ressemblante. toutes ces armes, comme celles de Veuillot, de Dru-
mont, mettent l'adversaire à la gêne, et celui-ci n'a rien de mieux à faire en somme que d'insinuer des scrupules dans le cerveau des conservateurs ahuris. — Oui, sans doute Briand a tort d'être Briand et Fallières, Fallières. Mais est-il convenable, est-il propre de se souiller l'âme et la plume à ces analyses, à ces descriptions de leur mal? Notre vieil Agrippa d'Au-
bigné a déjà répondu :

Dernys — On dit qu'il faut cacher les exécrables choses
Dans le puits de l'oubli et au sépulcre encloses
Et que par les esprits le mal ressuscité
Infectera les mœurs et la postérité!
Mais le vice n'a point pour mère la science
Et la vertu n'est pas fille de l'ignorance.

¹ Tragi-Comédie de ma surdité.

Et Maurras de conclure : « Daudet exerce une œuvre d'utilité publique. Le mal est dénoncé comme faisant le mal. » De là que Léon Daudet fut l'objet de grandes amours et de grandes haines — moins durables pourtant que les haines qu'a inspirées Maurras, qui sont la haine de la raison!

Demy

Sylla, poème de l'Ordre.

Comment cet homme qui joignait à d'écrasantes besognes de journaliste et de directeur l'effroyable surcroît des tournées de conférences en province, des réunions de faubourg, sans parler de son assiduité aux séances de la Chambre (quand il était député, il n'en manquait pas une), comment Léon Daudet trouvait-il encore le loisir de rêver, de composer et d'écrire des romans? Ses journées avaient donc quarante heures? Sachant ce qu'était alors sa vie quotidienne, quelle ne fut pas notre stupeur à Bainville et à moi lorsque Léon Daudet, en 1922, nous apporta *Sylla et son destin!* Toute son hérédité latine, méditerranéenne, toute sa méditation de politique, toute sa volonté de grand réactionnaire qu'alarmaient les périls de la cité, s'étaient concentrés autour du nom de Sylla. Ce nom avait agi sur lui comme une métaphore soudaine, comme une grande image de lutte qui avait tout fixé dans son orbe. C'étaient les vivantes similitudes qu'il avait découvertes entre la position politique de Rome en l'an 87 avant Jésus-Christ et celle de la France de 1922, qui avaient conduit Daudet à étudier le caractère du grand Romain, son génie d'action, et à montrer en lui un de ces hommes à qui incombait le génie de l'espèce. Et comment n'eût-on pas été frappé de ce qu'il y avait d'autobiographie dans ce récit de l'aventure syllanienne, de consanguinité entre son héros et lui? Ce qui se dégageait du livre de Daudet, dans la lumière

1 0
2

de l'évidence, c'était que ce tonique de l'autorité reste le même à toutes les époques et que, dans ce domaine, il ne peut pas plus y avoir de changement qu'il n'y en a dans la constitution anatomique et physiologique du cerveau humain! De Sylla, Léon Daudet avait fait le poème de l'Ordre et de l'Autorité. En composant au Romain cette épitaphe, n'était-ce pas celle qui eût pu être la sienne que Daudet avait gravée: « Lucius Cornelius Sylla, le plus grand, le plus sage « et le meilleur des Romains, en qui apparut comme « en nul autre cet art de développer tous les possi- « bles politiques, avec majesté, dans tous les sens, « et de les rendre favorables à la Cité. »

La totale agonie.

Mais la France, songeait-on en lisant le *Sylla* de Daudet, la France, assiégée par l'anarchie et le désordre, n'était-elle pas, elle aussi, en butte aux factions? Presque chaque jour, devant la révolution montante, Léon Daudet se déclarait prêt à assumer la charge de ministre de l'Intérieur... C'est alors que se produit le drame, le drame qui va faire du trop heureux Daudet un « pauvre Léon malheureux ». Le 24 novembre 1923, son fils Philippe, âgé de quatorze ans et demi, est trouvé dans un taxi, mortellement atteint d'une balle de revolver à la tempe. Transporté à l'hôpital Lariboisière, il devait y mourir sans avoir repris connaissance : son corps, étendu froid et sanglant sur une dalle d'amphithéâtre, fut reconnu par sa mère deux jours plus tard. Qu'il se fût suicidé, les parents eux-mêmes l'avaient d'abord admis, l'enfant étant atteint d'une maladie nerveuse; mais, pour le monde, on avait dit que Philippe était mort d'une grippe maligne. C'était là ce que nous croyions le jour où l'on conduisit le pauvre enfant au Père-Lachaise, où nous suivîmes Daudet dans sa marche, là-haut, à travers les tombes...

Bouleversés par le malheur qui atteignait les parents, nous ressentions leur affreuse souffrance; mais comment eussions-nous pu imaginer que ce n'était là que la première station d'un long, d'un effrayant calvaire? Le 3 décembre — le jour de la mort de Barrès — Jacques Maritain m'écrivait : « Voilà que je reçois l'A. F. qui m'apprend l'affaire du Libertaire. Quelle atroce tragédie! C'est épouvantable de toucher à ces abîmes de haine immonde! » Tout s'éclairait du même coup, l'énigme était dissipée : l'enfant avait été attiré dans un guet-apens anarcho-policier et le meurtre camouflé en suicide. Son passage au *Libertaire*, puis chez le libraire Le Flaoutter, les consignes données aux policiers chargés de l'arrêter, son transfert à l'hôpital dans le taxi du chauffeur Bajot, tous ces faits Léon Daudet allait les mettre dans une clarté telle qu'elle ne permettrait ni les hésitations ni les timidités. Une patiente, victorieuse instruction allait s'engager que Daudet conduisit seul. Oui, « ce père en deuil, ce père encore saignant aura pris par la main la police et la justice et les aura conduites toutes les deux jusqu'à l'abîme d'horreur et de honte dont elles n'osaient approcher. » Mais c'est Léon Daudet que le régime poursuivra devant les Assises pour crime de paternité! Daudet connut alors la totale agonie. Ah! que Bernanos avait donc su pénétrer d'un coup, sous ses vivantes humeurs, le « destin surnaturel de cet homme au regard brûlant et glacé qui semblait nous apporter parfois le visage d'un autre monde ». « Il est fait, disait-il de Daudet, il est fait pour les sueurs profondes que virent couler, une Nuit entre les nuits, les Oliviers prophétiques. » Bernanos disait aussi de Daudet : « Il est le seul héritier d'Eschyle et de Sophocle. » A quelle humanité sublime, à quelle grandeur antique le père de Philippe n'atteignit-il point quand, à l'issue du procès, se tournant vers les jurés, il leur dit :

« Après ces trois semaines d'audiences émouvantes pour vous et pour moi, je me contenterai de quelques mots très simples.

« Je me reporte vers le temps de ma jeunesse, vers ce temps où j'étais pour mon père, Alphonse Daudet, ce que mon petit Philippe était pour moi. Laissons de côté mon rôle politique, littéraire et philosophique. Tout cela n'est guère à considérer ici. Une seule chose compte dans la vie, ce sont les sentiments naturels. J'en ai usé et j'ai joui autant qu'homme au monde. J'ai aimé mon père passionnément. J'ai été son bâton, non de vieillesse, mais d'âge mûr, car il fut cloué de bonne heure par la maladie. J'ai été son compagnon pendant les dix dernières années de sa vie. J'ai eu sa pensée intime. Il m'a appris le latin et tout ce que je sais. Mettant l'amour filial et paternel au-dessus de tout, après la foi et l'amour de la Patrie, j'avais rêvé de faire à mon tour de mon fils ce que j'avais été pour mon père.

« La Providence ou le destin hostile ne l'a pas voulu... La question qui se débat maintenant devant vous, c'est celle que les tragiques grecs ont mise sur la scène : celle de savoir si l'on peut mettre une barrière au mal, c'est de savoir si l'on peut aider ou entraver ou anéantir les sentiments humains dans ce qu'ils ont de plus fort, de plus profond, de plus lumineux et de plus juste.

« Vous êtes la Justice, messieurs, et je suis devant vous. Je veux, je le répète, oubliant les fracas du forum et la poussière des assemblées, n'être qu'un homme malheureux.

« A la mémoire de mon enfant, mort à ma place, j'en ai la certitude, je dois la dure poursuite qui se juge ici. Je devais faire mon devoir. Mon honneur était engagé. Je l'ai fait. Républicains ou royalistes, au point où nous en sommes, qu'est-ce que cela fait ? Il faut faire son devoir malgré les catastrophes et les coups de la destinée...

« Philippe est mort parce qu'il a rencontré la méchanceté humaine, et la méchanceté ici s'est attaquée à la famille française. Ce drame est un grand drame, non pas parce qu'il a touché la vie de tel ou tel, mais parce qu'il a touché la Famille, et dans son point le plus sensible...

« Messieurs, vous savez cela : je n'insiste pas. La

Patrie est touchée. J'y ai voué ma vie, et c'est pour cela que mon enfant a été tué. C'est parce que, sur les points les plus durs, les plus délicats, parce que, dans la grande lutte que j'ai menée depuis plus de quinze ans contre l'Allemagne, je me suis battu au premier rang contre les éléments qui, chez nous en France, combattaient pour nos ennemis, pour vos ennemis, messieurs, et pour ceux de vos familles, c'est pour cela que, ne pouvant m'atteindre, moi, parce que je suis trop robuste, et puis parce que ma destinée n'est pas de mourir de l'assassinat, on s'est attaqué à mon enfant. On n'a pas voulu le tuer, messieurs, mais l'engager dans un scandale. Comme il arrive toujours, en pareil cas, le scandale a glissé et l'enfant a été assassiné. Après cela, on a cherché à cacher le crime...

« Messieurs, j'ai terminé. Le sort qui vous est remis, ce soir, est un sort auguste et solennel. C'est le sort de toute la Famille française. Je vous le répète, frappez-moi, mais derrière moi, vous frapperez cette Famille. Dans le drame croulant de toutes choses, qui est le drame d'aujourd'hui, vous attaquerez gravement le réduit dans lequel nous pourrions faire la Patrie grande et prospère et qui est celui du Père, de la Mère et des Enfants. »

Le 25 novembre 1925.

C'est à la Brasserie Lipp, par des journalistes qui arrivaient du Palais, qu'à minuit nous apprîmes l'odieux verdict qui venait de condamner Léon Daudet à cinq mois de prison. Cette condamnation insultait à l'honneur, au bon sens, à la dignité du pays : elle portait tous les stigmates de l'infamie. Indignés, nous montâmes bientôt rue Saint-Guillaume, chez Daudet. Devant le portrait de son père, Léon était là, debout, entouré de sa femme, de ses enfants, de ses amis. Un long cortège passait sous ses fenêtres et, dans la nuit, montait la clameur des cœurs révoltés qui appelaient : Daudet ! Daudet ! Daudet !... Il se mit un instant au balcon, puis ferma les volets, rentra parmi les siens... C'était le 25 novembre 1925.

00 Le 10 juin 1927, dix-huit mois plus tard, Léon Daudet recevait l'injonction de se constituer prisonnier. « L'iniquité était si énorme, dit Robert Havard de la Montagne dans sa récente *Histoire de l'Action française*, que Daudet décida de se dérober à cette « invitation » et de se retrancher, protégé par ses amis, dans l'immeuble du journal. » Pourtant, le troisième jour, il accepta de se constituer prisonnier et déclara au préfet de police, Jean Chiappe :

« Je ne veux pas, pour une cause où le salut national n'est pas directement intéressé, faire couler un sang précieux et déchaîner une guerre civile. Non!... Je me rends... je me rends pour la France et pour la mémoire de mon fils. J'ai derrière moi la force et le dévouement de mes amis. Leur conflit avec la police pourrait occasionner les pires malheurs; je préfère me rendre. Il y a ici, dans les rangs de vos hommes et parmi mes amis, des jeunes gens qui ont des parents; je ne veux pas que d'autres enfants subissent le sort de mon fils assassiné, ni que d'autres parents souffrent ce que j'ai souffert. »

On sait comment, quinze jours plus tard, Léon Daudet fut « libéré ». Cette évasion fit rire la France entière. L'exil à Bruxelles allait commencer.

Au-delà et ailleurs.

Nous rendîmes visite à Léon Daudet au printemps de 1928... Il nous sembla qu'il y avait en lui quelque chose de changé, qu'il habitait à nouveau ces régions spéculatives, ces au-delà de la pensée où jadis son esprit synthétique avait déjà plongé pour rejoindre, dans les grandes profondeurs, l'âme universelle et diffuse du monde. En l'élargissant de tous les trésors de la vie et de la science, passant du monde organique au monde intellectuel comme en se jouant, Daudet

était retourné à son premier cycle spirituel et imaginaire. L'image de l'artiste, de l'écrivain de génie, des grands monstres de l'esprit, le hantait, comme elle avait hanté sa jeunesse : il revenait à Hugo, au Hugo visionnaire, au Hugo de la *Fin de Satan* et de *Dieu*, au Hugo de l'exil. De son exil, à lui Daudet, il peuplait le ciel intérieur des fulgurations éclatantes qui illuminent son *Courrier des Pays-Bas*, cette suite extraordinaire de méditations dont chacune a pour titre le nom d'un tableau célèbre : la *Melancholia* de Dürer, la *Ronde de Nuit* et les *Pèlerins d'Emmaüs* de Rembrandt, les *Horreurs de la Guerre* de Goya. Ce choix est révélateur : « le songe et le réel y marchent côte à côte avec des intervalles lumineux, des jets fulgurants sur l'homme : il y a là des pages qui tiennent de l'humain et du fantômal, de la souffrance d'exil, des bras dans la nuit. » Située au point de rencontre des contradictoires, là où « les antinomies de la vie et de l'art, du blanc et du noir se rejoignent », sa pensée, à le découvrir, éprouvait une véritable euphorie. A l'occident de son âge, la Hollande stimulait, surexcitait une fois encore son intelligence, et la poésie de ses villes réveillait ses fantômes... Oui, Léon Daudet vivait ailleurs. Son cœur gardait ses fidélités à tous ceux avec qui il avait souffert et lutté; mais son esprit habitait une autre terre, une terre inconnue dont il nous découvrait au fur et à mesure les trésors...

Quand, vers la fin de 1930, Daudet rentra en France, dans cette France déjà hantée par la guerre, le prophète politique était mort en lui. A tout le moins semblait-il écarter d'instinct les images annonciatrices de nos prochains malheurs. Trop lucide pour ne point voir se rouvrir devant nous les portes de la guerre, c'était par une sorte de refus, de révolte inscrite au plus intime de son être, que Léon Daudet n'en parlait jamais. La vie, la terrible vie lui avait déjà trop pris, elle lui avait été trop cruelle pour qu'il

assombrît de telles visions ce qui lui restait d'ans à vivre. C'était de son bonheur qu'avaient d'ailleurs besoin ses amis! Lorsqu'il reprit sa place parmi eux, ce n'avait été qu'un cri : les belles heures communes allaient pouvoir reflamber! Quant à lui, Léon Daudet, conscient d'avoir tout donné à la Cause, il se sentait tranquille, de la tranquillité de l'homme qui a presque tout vu. Que pourrait-il lui arriver? La mort, d'ailleurs, lui faisait beaucoup moins peur que la vie, et il savait la regarder en face. Pour le reste, Maurras n'était-il pas toujours là? Si Daudet ne se sentait plus le chef de la lutte, la « dyarchie » de l'amitié, elle, s'était encore resserrée dans l'épreuve : elle survivrait à tout : « *Ma prière du soir, et ma vie pour Charles Maurras...* » Non, le flambeau qui, depuis tant d'années, éclairait les profonds mystères de leurs affinités, ce flambeau n'était pas éteint, ne s'éteindrait jamais; mais d'étranges lueurs y passaient soudain, des lueurs inattendues, surprenantes — et là-dessus Maurras et les siens se taisaient...

Daudet et Gide.

Vais-je rompre leur silence et parler ici d'une contestation dont on pourrait penser qu'elle n'intéresse que moi-même? J'en garderais le secret, comme je le fis du vivant de Léon Daudet, si la chose ne touchait qu'à un sentiment particulier et si je ne croyais pas qu'elle eût sa place dans une histoire qui n'est pas la mienne, mais celle d'une époque que j'essaie de faire revivre ici. La question qu'elle me posa d'abord, c'était celle qui, un jour, avait conduit Barrès à dire à Léon Daudet, à propos de certain article où il lui semblait rabaisser l'Académie et louer Marcel Proust à l'excès : « Faites attention que vous dites cela dans votre journal qui fait une certaine besogne de réfection de la pensée française. Et je vous dis : Etes-vous d'accord tous les deux, Maurras et vous? » Oui, c'est

une inquiétude de cette sorte que j'éprouvai en lisant, non pas dans l'*A. F.* mais dans *Candide*, l'article que Léon Daudet, à son retour en France, publia sur André Gide. Quelle pierre dans mon jardin que ce superbe éloge où Gide, situé entre Dionysos et Apollon, recevait à l'improviste, et d'un côté qu'il se croyait hostile, un brevet de pérennité littéraire bien fait pour le ravir! Daudet ne trouvait-il pas sa pensée, à lui André Gide, « beaucoup plus vaste et synthétique que celle de Marcel Proust »? Non, disait Daudet, Gide n'a rien à craindre — fût-ce de ceux qui, comme le « cher Henri Massis », lui attribuent un pouvoir satanique et funeste et lui tendent cruellement la ciguë *quod corrumpet juventutem*... Gide n'avait qu'à laisser dire : il préoccupait, donc il existait. Pour lui, Daudet, il l'admirait d'avoir choisi « la plus difficile » entre toutes les routes qui s'ouvraient devant lui. Oui, Gide avait bien fait de renoncer aux succès de foule, de ne pas « se laisser forcer dans les retraites sacrées de son esprit »; et Daudet le louait de « soulever la terre de la *société sans entrailles*, comme une taupe avec son dos, lentement, savamment ». Que Gide eût une réelle attraction pour l'impur, Daudet ne le niait point. « Mais faites attention, ajoutait-il, que beaucoup d'humains sont ainsi construits, en plus réduit. Etant donné que Gide est ainsi fait, dans ses fibres secrètes, que lui demandez-vous? Le mensonge. » Et ce Gide, témoin, martyr de la sincérité, Léon Daudet le saluait en ces termes : « J'ai vu une seule fois dans ma vie, pendant une heure, M. André Gide. Il m'a paru aussi éloigné du mensonge que possible. En cinq minutes, j'ai eu de la sympathie pour lui. Je ne le lui fais savoir qu'aujourd'hui. »

Sans doute l'auteur de l'*Immoraliste* était-il un « pédagogue dangereux ». « Il doit être laissé à l'usage des adultes, disait Daudet. Mais il porte avec lui son contre-poison, qui est la destruction des mirages

funestes, des illusions faciles. *Enfin est-il pire poison que le déroulement de la vie terrestre, que le spectacle de la vertu punie, DU CRIME ATROCE RÉCOMPENSÉ¹, de la générosité méconnue, de la stupidité triomphante?* « *Gide a fait lever les dents du dragon*, concluait Daudet; *par ses excès, il profite à la communauté : ses attaques feutrées et fourrées à la famille peuvent resserrer le lien familial.* » Fallait-il que Daudet fût lui-même révolté et meurtri pour avoir rendu pareil tribut à cet homme qui était à l'antipode de ses vues morales et religieuses sur tous les points! « Cela, disait Daudet, n'a aucune importance! Et puis, ajoutait-il, on me l'a pas donné à garder. »

Pas de sujet réservé.

André Gide n'était pour Léon Daudet qu'un prétexte à élargir un débat qui, en son fond, était *le sien*. En littérature romanesque ou dramatique, Daudet n'admettait pas de « sujet réservé ». « *Le sujet réservé*, disait-il, *est une invention du stupide XIX^e siècle.* En art comme en médecine — et ces deux branches de l'activité humaine se rejoignent sur beaucoup de points — je ne connais pas de sujet réservé. Les gens du XVI^e siècle, qui est notre grand siècle littéraire et érudit, ne connaissaient pas non plus de tels sujets. On a embêté toute sa courte vie, Baudelaire, poète et critique immense, avec des histoires de même calibre, et l'on voit ce qu'il est resté de ces attaques. Même aventure pour Courbet, le plus grand peintre moderne avec Manet et qui a peint des femmes damnées avec ou sans perroquets. Même prétendu scandale pour Rodin, sa *Porte de l'Enfer* et le reste. Toute cette poussière, soulevée par la pruderie d'un temps ou les préjugés, disparaît au bout de cinquante ans. Je

¹ C'est nous qui soulignons.

ne m'y attarde pas. » Et ayant ainsi tout mêlé, la médecine, la morale, les sciences, les arts plastiques, la poésie et la prose, Daudet revenait à Gide — *son prétexte* — et c'était pour ajouter :

« C'est en quoi M. André Gide m'est *particulièrement cher*. Il écrit avec une *indépendance totale* sans se soucier de la couleur du temps, ni des humeurs de ses contemporains. Il n'est de plume valable sans cette liberté absolue. Trop de nos confrères sont emprisonnés dans des poncifs, des conventions, un conformisme officiel ou officieux qui écœure. Quoi de plus sinistre que de voir un Bergson incliner ses thèses au gré des gouvernants, *métaphysiquer pour telle ou telle majorité* — surtout quand on sait de quoi sont faites les dites majorités! — colporter à l'extérieur des bobards affreux contre un macaron ou une cravate; ou que de voir un Valéry, tout en vert, mettre l'Académie dans la besace, d'ailleurs usée et percée, du pacifisme briandin? En vérité, je rougis pour ces serfs chargés de décorations et d'honneurs. Mieux vaut mille fois être un réprouvé ou un « à part ». Même remarque pour ce que j'appelle la littérature de patronage, de bien pensants. »

Dans le premier moment, quand je lus cet article de Léon Daudet, publié par *Candida*, je n'en crus pas mes yeux! C'est moins la douleur, la souffrance qu'on y décèle — il y a là quelques larmes qui sont d'un père — c'est moins, dis-je, sa *révolte* qui, dès l'abord, me frappa que l'effet désastreux que cette apologie pour André Gide allait produire. J'en fus littéralement consterné. Et sans réfléchir davantage, j'écrivis sur l'heure à Léon Daudet :

« Mon cher Maître et ami,

« Ai-je besoin de vous dire que votre article sur André Gide m'a causé une surprise douloureuse! Mais pour vous faire comprendre la profonde tristesse qu'il me laisse, il me faudrait des pages et des pages : je vous

les épargnerai. Voilà près de vingt ans bientôt que je suis à la trace l'artiste retors que vous absolvez avec une générosité où se reconnaît votre grande âme, mais dont il se prévaut pour sa propre justification. L'art que vous invoquez pour l'absoudre est précisément au principe du mensonge, de l'hypocrisie gidienne; c'est par ce biais que tout le reste a passé. Mais je me suis assez longuement expliqué là-dessus...

« Je ne vous dirai pas davantage ce que j'ai personnellement fait auprès de l'homme, avant de le condamner avec une « cruauté » qui n'était peut-être qu'une forme de la charité à l'endroit des malheureux qu'il a corrompus. Il y a un an encore, pendant mon séjour chez les bénédictins de Maredsous, je lui communiquai un beau texte d'où se levait l'espérance de lui voir faire place à la douleur qui pourrait le sauver, s'il consentait à l'accueillir... Je ne m'intéressais alors qu'à lui-même : il n'y a répondu que par la dérision ¹.

« Laissons cela. Ce n'est pas parce que Gide a les vices qui sont les siens que je l'ai attaqué, c'est parce qu'il les a justifiés. De pauvres gosses invoquent les « théories » de Corydon jusqu'au confessionnal; de jeunes êtres ont été radicalement pervertis, des existences gâchées, dévoyées, perdues par son exemple; et vous savez, vous psychologue et médecin, quelles misères physiques, intellectuelles et morales, sont le lot de ces dévoiements. Que Gide doive être laissé à l'usage des adultes, peut-être, mais c'est un fait qu'il n'est lu que par la jeunesse, qu'il ne s'adresse qu'à elle, qu'il ne compte que sur elle, et qu'il a prolongé sa propre puberté jusqu'à la soixantaine pour davantage la séduire. Ah! mon cher Maître, si certains pères de famille pouvaient vous faire leurs confidences, vous en seriez effrayé... Des suicides, des crimes « immotivés », sans parler de tant d'affreux désordres de l'esprit, voilà ce qu'il faut mettre au compte de la transmutation des valeurs et de l'éthique gidienne. Mes études sur Gide m'ont valu des aveux poignants, des confessions lamentables et aussi la reconnaissance de quelques-uns. Je crois, en les ayant écrites, avoir fait la meilleure action de ma vie.

¹ Cf. *Journal*, pp. 972-974; 13 mars 1930.

« Non, il ne s'agit pas de plaider pour la littérature de patronage et de bien-pensants. Reste que si, au cours de ces dix années d'après guerre, les jeunes écrivains ont fui l'événement, se sont détournés des leçons d'un Maurras et des vôtres, se sont désintéressés des grandes causes que nous servons, c'est à l'influence de Gide qu'il faut encore l'attribuer. Et je ne parle pas de la propagande anti-nationale, germanophile, bolchevisante dont la N. R. F., c'est-à-dire les disciples de Gide, sont les zéloteurs; vous me renverriez à la phrase : « Rien n'est plus gênant que les disciples. » Car Gide a su fuir la responsabilité, éluder les conséquences. Mais c'est en Allemagne que se fait la propagande gidienne la plus active; c'est en Allemagne qu'on fête son soixantième anniversaire : c'est le seul écrivain français qu'on y honore de la sorte — et pour cause! Quand Bergson a « incliné » ses thèses métaphysiques, c'était en 1914, et c'était au service de la civilisation française contre le germanisme; peut-être n'était-ce qu'un « bobard », et les bolchevistes de Monde, les amis de Barbusse, ne cessent de le rappeler pour l'en flétrir; mais les « bobards » internationalistes et européens de Pontigny reçoivent, chaque été, le patronage d'André Gide et des siens. Voilà les causes où s'emploient ses « dons princiers », où va sa secrète connivence, car là encore il « aime mieux faire agir que d'agir ».

« Les dons de Gide, je ne les ai jamais contestés. C'est parce qu'ils sont grands en prestige et en séduction, et que j'ai pu en mesurer les effets sur des êtres vivants, que je me suis donné un tel adversaire. Et c'est à l'heure où le procès semblait gagné, où ses meilleurs amis, un Du Bos, un Marcel Arland, s'en déprennent, où tant de jeunes victimes inconnues lui échappent enfin, que vous lui apportez votre haut témoignage! Que pèsent désormais dix années de lutte, d'efforts pour combattre cette « influence »? Vous avez tout rayé d'une plume magnifique. J'en éprouve une déception si cruelle que je ne puis vous la cacher. Vous aurez peut-être pour vous, mon cher Maître et ami, le jugement de la « postérité »; mais c'est en ce temps-ci, à l'époque où nous vivons, que Gide fait du mal, souille des âmes qui n'ont, elles, que cette vie pour se sauver ou se perdre à jamais.

« Pardonnez-moi de vous dire ainsi ce que j'ai sur le cœur... »

Le procès fait à Baudelaire?

De la Chaussée Saint-Victor où il passait ses vacances, Léon Daudet me répondit aussitôt :

« Cher ami,

« Notre mouvement d'A. F. n'a subsisté que par l'extrême liberté de chacun de nous — sauf sur le terrain politique — dans les domaines de littérature, de philosophie, de science et d'art. Autrement où irions-nous? La question morale, en littérature et en art, m'importe peu, alors qu'en pédagogie je la crois essentielle. J'ai été accusé, moi-même, de corrompre mes contemporains en leur montrant, dans mes livres, ce qui est, non ce que je voudrais qui fût. Le procès que vous faites à Gide a été fait, dans les temps contemporains, à Baudelaire, à Wilde, à Rimbaud, etc. C'est un domaine où je n'entre pas. A mes yeux, aucun sujet n'est réservé; et s'il fallait supprimer les « mauvais livres », il faudrait faire sauter une partie de Balzac, presque tout Diderot, la moitié de Voltaire, les *Liaisons*, etc., sans compter Rabelais. Où irions-nous encore une fois!

« J'ai fait quant à Gide, les restrictions nécessaires, selon moi. Le reste ne me regarde pas. Un livre très pur peut corrompre un esprit jeune et corruptible. Un livre impur peut donner l'horreur du vice, etc., etc. Quant au penseur et à l'écrivain, il a quelquefois des pages souveraines. Vous ne le niez pas, c'est entendu. Littérairement parlant, j'ai trouvé votre engueulade de Gide excellente, mais je n'y suis pas entré. Affections.

« LÉON DAUDET. »

J'avais sans doute eu tort d'obéir à mon premier mouvement et d'écrire ma lettre à Daudet... Il était trop évident que nous ne posions pas la question dans les mêmes termes. Poursuivre le dialogue ne pouvait que le contrarier sans le convaincre. J'eusse pourtant aimé lui dire : « Il ne s'agit pas d'interdire certains sujets à l'artiste. J'estime qu'on peut aller aussi loin qu'on voudra dans la connaissance de l'homme, à condition que la notion de la personne humaine n'en subisse point d'atteinte. Voilà ce que votre Baudelaire lui-même a bien soin de marquer. « Il n'y a, dit-il, qu'un art dangereux, c'est celui qui dérange les conditions de la vie, et la première condition pour faire un art sain est la croissance à l'unité intégrale... Je ne crois pas qu'il soit scandalisant de considérer toute infraction à la morale, au beau moral, comme une espèce de faute contre le rythme et la prosodie universelle. » Et ailleurs : « Le crime est-il toujours châtié, la vertu gratifiée? Non, mais cependant si votre roman est bien fait, il ne prendra l'envie à personne de violer *les lois de la nature*. » S'il n'y a pas de « sujet réservé » pour l'artiste, cette subversion, dont parle Baudelaire, lui est néanmoins interdite. Ce n'est donc pas un procès d'immoralité — ce procès stupidement fait à Baudelaire, à Rimbaud ou à Wilde — que je fais à Gide, c'est le procès fait à Rousseau, c'est-à-dire à un réformateur. Gide est ce réformateur et ce pédagogue, en ce qu'il vise à porter atteinte à l'unité intégrale de la personne humaine, à l'organisation même de l'être spirituel pour y substituer d'autres lois, une nouvelle table des valeurs, et « déranger les conditions de la vie ». Ce que Gide met en cause, c'est la notion même de l'homme sur laquelle nous vivons; et ce n'est pas tant la morale que la métaphysique qui se trouve ici engagée... »

Lucien Moreau, à qui je parlais de tout cela, m'avait conseillé d'en écrire à Léon Daudet : « Ce

sont des choses qu'il est bon de lui dire, m'avait-il répondu. *Cela lui fera du bien.* » Je me permettais d'en douter. Maurras pourtant m'avait, lui aussi, encouragé à le faire. *« Daudet est une nature d'une grande loyauté, me dit-il, et votre argument, celui où vous montrez Gide comme un réformateur, un pédagogue, cet argument le frappera. »*

Maurras était navré de l'effet déplorable qu'avait produit un tel article : étonnement chez les uns, scandale pour d'autres. Et s'approchant de moi, Maurras me dit à voix basse : *« C'est un véritable miracle qu'un homme comme Daudet soit des nôtres! Songez d'où vient Léon! Songez à madame Alphonse Daudet, songez à son frère Lucien! Léon, c'est un enfant de la balle! »* Mais Maurras ne l'en aimait que davantage encore.

Bainville, lui, regrettait que j'eusse envoyé ma lettre à Daudet, car s'il la jugeait inutile, il craignait que Daudet n'en eût eu de la peine — et il ne fallait pas, on ne devait pas lui en faire. Quand Bainville avait lu son article de *Candide*, il n'en avait pas été moins surpris que moi-même, mais pour d'autres raisons. Ce qui l'avait frappé surtout, c'était la sympathie que Daudet y montrait pour la *révolte*. Bainville le lui avait dit : *« Mais, lui avait répondu Daudet, c'est que je suis de plus en plus révolté! »*

« Maintenant j'en suis sûr... »

C'est en revenant de Corse qu'André Gide avait pris connaissance de l'article où Daudet, passant sur ses... travers, l'égalait aux plus grands, à Nietzsche, à Poë, à Racine... Gide prit sur soi de ne pas s'en montrer surpris, et c'est à sa manière, par un « détour » qu'il confia sa satisfaction à un jeune garçon dont il avait fait connaissance sur le bateau :

— *J'avais toujours cru bien démêler la raison pour*

laquelle Léon Daudet, malgré certaines apparences, dédaignait la pensée de Barrès... Je ne m'étais point trompé, et maintenant j'en suis sûr...

Gide, avec beaucoup d'intelligence, avait touché au point vif, celui-là même où Maurras, lui aussi, avait touché quand voyant là le sens, la portée du débat, il avait cru devoir en parler lui-même à Daudet et lui dire : « *En approuvant Gide, c'est toute l'œuvre de Barrès que vous rayez d'un trait* ¹ ! » Le cher Léon s'était contenté de rire, sans d'ailleurs que la chose parût autrement le gêner. Il aimait Barrès d'une chaude et profonde amitié, mais la « pensée » de Barrès — s'il la comparait à celle de Maurras — lui semblait singulièrement pauvre. Quant à son art, à cet art volontaire et tendu, rien n'était plus étranger à sa nature, à son instinct à lui, Daudet. Ecrire difficilement, avec malaise, avoir toujours peur de « manquer » et se surcharger l'esprit de toutes sortes de choses, cet avare souci de ne rien laisser perdre pour en nourrir un lyrisme étroit, sans abondance, c'était, pour Daudet, manque de tempérament, stérilité. *Pauvre Barrès!* disait-il en feuilletant les *Cahiers*. Et pour un peu, mais gentiment, il l'eût traité de « constipé »!

Aussi Léon Daudet riait-il, sans réserve, de son rire claironnant, quand Abel Bonnard se livrait, chez la comtesse Joachim Murat, à cette sorte de danse du scalp ou de supplice chinois dont Barrès était l'habituel patient : c'était un spectacle affreux!

¹ Barrès le sentait bien. Aussi ne parlait-il jamais de Gide et feignait de ne point connaître ses livres. Quand on le louait en sa présence (car il y avait alors de jeunes barrésiens qui étaient admirateurs de Gide) Barrès semblait ne pas entendre. Avant que parût la première série de *Jugements*, où j'avais réuni mes études sur Renan, France et Barrès, on avait dit à l'auteur des *Déracinés* que le volume contiendrait aussi... un chapitre sur Gide. Et Barrès de répondre avec hauteur : « *Que vient-il faire avec nous, celui-là?* »

Agitant en l'air ses mains pâles, mêlant à des imitations caricaturales de la voix de Barrès des propos dont il prenait plaisir à distiller l'amer goutte à goutte, au terme de la torture, il ne restait plus de Barrès qu'un cadavre dérisoire au bout de la corde dont lui, Bonnard, avait tordu avec raffinement tous les fils! Benjamin, Corpechot, moi-même, nous protestions, indignés! Léon, lui, semblait s'amuser beaucoup et laissait dire « le petit Bonnard ». Il suffisait de son éclat de rire pour purifier l'atmosphère... Que la haine de Gide pour Barrès était donc autrement subtile! Il en réservait les poisons à son *Journal*. Mais là-dessus Léon Daudet s'était tu.

Une grande cause?

Son fameux article de *Candide* se terminait, il faut le dire, par une étonnante « prophétie ». Songeant au développement de Gide, à « l'envergure qui lui poussait rapidement, telle une paire d'ailes noires », Daudet n'avait-il pas écrit : « Je crois que Gide n'est pas encore sorti d'une puberté malade et indéfiniment prolongée, que son chef-d'œuvre est encore devant lui. Le jour où il transposera son drame intérieur — lui donnant ainsi plus d'universalité et d'élan — il étonnera jusqu'à ses ennemis. Il concède qu'il ne sait pas où il va, qu'il ne va nulle part. Ce qu'il lui faudrait, c'est une grande cause à laquelle il emploierait ses dons princiers, son *misereor super turbam*. Il la trouvera. »

Trois mois plus tard et sentant sa veine se tarir, voyant son « influence » en échec, battue en brèche, André Gide allait trouver sa cause en se ralliant à la III^e Internationale : « Je voudrais crier très haut ma sympathie pour l'U. R. S. S., fit-il alors, et que mon cri soit entendu. Je voudrais vivre assez pour voir la réussite de cet énorme effort, son succès que

je souhaite de toute mon âme, auquel je voudrais pouvoir travailler. » Et, comme preuve dernière de sa sincérité, Gide croyait devoir ajouter : « S'il fallait donner ma vie pour assurer le succès de l'U. R. S. S. je la donnerais aussitôt, comme ont fait, comme feront tant d'autres et me confondant avec eux. » Puis, comme au bas d'un testament, il traçait ces trois lignes : « J'écris ceci la tête froide, par grand besoin de laisser du moins ce témoignage, si la mort vient avant qu'il n'ait été possible de mieux me déclarer. » Cette conversion n'était, au reste, que l'aboutissement logique de toute une existence. Elle accusait — à travers les hésitations et les contradictions — une ligne essentielle et profonde. L'écrivain anarchisant qui s'écriait jadis : *Familles, je vous hais!* renouvelait son défi avec une curiosité de vieil homme : « Voir ce que peut donner un Etat sans religion, une société sans cloisons. La religion et la famille sont les deux pires ennemis du progrès. »

Et devant qu'il ne partît pour Moscou, Gide allait parler aux meetings de l'Humanité, prendre part aux manifestations des écrivains pacifistes, adhérer à la propagande antimilitariste. Quand je communiquai à Maurras la déclaration de Gide à Barbusse, Maurras me répondit aussitôt : « Votre Gide finit dans la honte suprême. Comme vous l'aviez bien vu! Ceux qui étaient tentés de vous trouver trop rigoureux admirent comme son évolution obéit à votre diagnostic. On le dirait asservi à votre fameuse formule : démoniaque. Moi, ajoutait Maurras, moi qu'il intéressait si peu, et en raison même de son faible intérêt, je sous-estimais sa nocivité! Vraiment, c'est un sale être, et un esprit de basse espèce : vous souvient-il qu'en 1917 il souscrivait à l'Action française? » Et Maurras de pousser le cri du Florentin : « Tuons-le, tuons-le tous! »

Je n'en demandais pas tant. Et puis ne l'avais-je pas déjà « enterré? » Depuis longtemps Gide me sem-

blait « mort », de cette mort anticipée dont parle Dante en son *Enfer* et qu'un raffinement du démon lui a fait si longtemps prolonger! Mais en cet été 1931, c'était la jeunesse qui sonnait le glas de l'influence de Gide, et voilà ce que venait justement de mettre en évidence l'enquête du jeune Brasillach¹ sur la *Fin de l'après-guerre*, qui se poursuivait dans *Candida* où Daudet avait publié son article : l'effet qu'il avait produit n'en était que plus déplorable.

Faillite de Gide?

Oui, la désapprobation montait alors de toutes parts autour de Gide. En 1928, son ami Charles Du Bos avait publié un livre dont la gravité ne tenait pas seulement au crédit qui s'attachait à ce profond esprit, mais au fait qu'il était un des rares qui connût Gide *du dedans*. Son témoignage en prenait une importance d'autant plus émouvante, et ce témoignage était terrible à force de vérité. Ce que Du Bos établissait, c'était la *faillite d'André Gide* — faillite du théoricien de l'homosexualité avec *Corydon*, faillite du romancier avec les *Faux-Monnayeurs*, faillite de l'autobiographie avec *Si le Grain ne meurt* : faillite quant à cela même que Gide avait voulu *faire*. C'était son propre échec à lui, Gide, que Du Bos mettait en évidence. « Gide, me disait alors Charles Du Bos, Gide est désormais percé à jour, lui et ses prestiges... Je persiste d'ailleurs à penser qu'il y a dans le Gide actuel un élément de sénilité, ne serait-ce que par la cour qu'il ne cesse de faire de plus en plus aux plus jeunes... Mais son influence sur les jeunes gens a beaucoup diminué; nombreux sont ceux qui s'en détournent pour chercher ailleurs, et notamment dans une

¹ Le premier article publié par Robert Brasillach n'avait-il pas été une *Oraison funèbre pour M. Gide*?

sorte de nouvel humanisme, ce qu'ils croyaient pouvoir demander à Gide. Gide en a pris conscience et voudrait s'insinuer dans un tel humanisme; mais, en son fond, Gide reste étranger à des recherches de cet ordre, car ses problèmes ne sont pas là, ne vont pas dans ce sens-là, et c'est en vain qu'il s'efforce. Tout cela ne fait qu'aggraver ce sentiment d'échec qui est au fond de son désarroi, de sa solitude. Son silence d'ailleurs impressionne : on lui trouve une sorte de dignité qui lui fait regagner en sympathie ce qu'il a perdu en influence. Aussi ne devons-nous pas donner l'impression, vous et moi, que nous nous acharnons. Mauriac, Maritain souhaiteraient qu'on ne parlât plus de Gide. Et puis, ajoutait Du Bos, il faut craindre de lui fermer la porte, de rendre tout retour impossible... »

Tous n'avaient point les scrupules de l'affection que Du Bos gardait pour Gide, car son « dialogue avec Gide » avait été pour lui un véritable drame de l'amitié. Ce dialogue désormais était rompu. Dans cet abandonnement, c'était vers Marx, vers Lénine que Gide s'était tourné. Mais dans cette adhésion à la Révolution on n'avait vu, du côté des écrivains de gauche, qu'un désir naïf et littéraire d'avoir son drame, le drame sur mesure, authentique et garanti, qu'ont eu tous les « grands écrivains ».

« *Un homme qui vieillit et qui veut mourir jeune, tel m'apparaît M. Gide*, écrivait alors Jean Guéhenno. *Il ne veut surtout pas que la mort le saisisse prononçant une parole de vieux.* » Mais l'avatar de Gide prenait la valeur d'un symbole — et c'était tout le procès de l'après-guerre que posait à son propos cette enquête qu'en s'amusant beaucoup le jeune Brasillach, de sa turne de l'Ecole et avec ses camarades, avait ouverte, cet été-là, dans *Candide*. Ce fut l'événement littéraire de la saison : elle marquait un « tournant » et portait les promesses d'une nouvelle aube. Dirai-je qu'elle avait fait lever devant nous un immense espoir?

Qu'il y eût eu solution de continuité en littérature entre l'avant et l'après-guerre, la chose était manifeste. On avait laissé la jeune génération littéraire s'égarer sur de fausses routes, suivre des pentes dangereuses, parcourir en son propre nom le cercle des erreurs, sans rien opposer aux excès où la portait son désir d'occuper rapidement la place que les pertes irréparables causées par la guerre avaient laissée vacante. Elle avait trouvé chez ses aînés une ouverture d'accueil, une facilité d'audience, une sympathie si indulgente que ses véritables intérêts furent, en fait, desservis. Il ne s'agissait pas de lui faire un barrage, mais de l'avertir, de la protéger contre elle-même, de ne pas encourager ses ignorances et ses mépris, de ne pas répondre à ses exclusions et à ses dédains par une flagornerie qui stimulât ses exigences et ses dédains. En la flattant, on n'avait abouti qu'à creuser davantage le fossé ouvert par la guerre entre les générations; on avait déçu son attente, et l'on n'en avait recueilli qu'un surcroît de mépris. Ces garçons qui prétendaient tout dater d'eux-mêmes et se voulaient sans maîtres, on avait cherché à en faire des *clients*. Les jeunes gens ne sont pas dupes de telles habiletés; ils en profitent, mais elles ne leur donnent pas le change, et ceux-là mêmes dont elles avaient tourné la tête n'en gardèrent par la suite que du ressentiment.

Ce que nos cadets désiraient, bien qu'il n'y parût guère, c'était la direction et le conseil, un « milieu » où ils pussent se rattacher. Chez ceux qui eussent dû être leurs guides naturels, ils n'avaient trop souvent rencontré que complaisante connivence. Après des commencements si faciles, la génération qui était entrée, dix ans auparavant, dans la vie littéraire s'apercevait soudain qu'en dépit de quelques réussites brillantes, elle ne laisserait de soi qu'une idée sans consistance et déjà prête à se dissoudre. Pendant ces dix années, il n'y avait pas eu une seule grande discussion

dont la génération survenante eût pris l'initiative. Qu'il s'agît des débats sur la poésie pure, sur la distinction de la mystique et de la politique, sur les humanités et la pensée bourgeoise, tous ces débats lui avaient été imposés du dehors par des hommes d'un autre âge, qu'il s'agît de sexagénaires comme M. (Bremond) ou M. Julien (Benda) ou de (Maritain, de Berl, de Guéhennô qui n'étaient plus des « jeunes » au sens où elle l'entendait. Aussi bien toutes les querelles qu'elle a cru promouvoir n'étaient-elles que les « suites » des discussions d'avant 14.

Quant à la littérature elle-même, au « concept de littérature » qui jadis s'appliquait à l'objet formel de l'art, à sa fin intrinsèque, il avait été transféré, par une curieuse déviation, à la sincérité individuelle, à l'exploration et à la découverte des faits mentaux les plus complexes ou les plus troubles, à ce qu'on nommait alors « l'approfondissement de la représentation psychologique ». Sous l'influence de Gide — de Proust aussi — ce morne domaine intérieur où tant de jeunes analystes s'étaient égarés, faute de principes pour diriger leurs recherches, voilà ce qu'était devenue la littérature : un monde clos, secret comme un vice, où seuls les initiés pouvaient pénétrer. C'était à cette tendance dissociatrice et destructive qu'on devait ces tristes confidences soustraites au contact fécondant de la vie et qui, sous prétexte « de capter les larves », redisaient incessamment les moindres turpitudes de l'homme. Anomalies, névroses, instincts déviés, remplissaient les confessions de ces héros quelconques, victimes eux-mêmes de la pire littérature, la plus impuissante à se renouveler et à enrichir l'âme. Illustrée par quelques œuvres d'une valeur authentique, elle imposait ses désolants modèles à l'imitation des plus jeunes qui s'épuisaient à se contrefaire et n'aboutissaient qu'à la stérilité et à l'ennui.

Il semblait que les lettres, au lendemain du premier bouleversement mondial, fussent devenues le

rendez-vous de tous les éclopés de la vie, des sensibilités malades ou précocement déçues, de tout ce qui se sentait faible, contristé, orphelin, de tous les êtres sans ami, sans confident, sans joie. Tout s'enlisait, se décomposait dans le marécage psychologique pour chercher la personne humaine là où elle n'est pas, où elle ne peut pas être, où, l'eût-on même découverte, elle apparaissait si médiocre et de si peu de prix qu'elle était comme si elle n'était pas. Une littérature d'inadaptés, de monstres, d'anormaux, tel était le bilan qu'après inventaire un Benjamin Crémieux établissait à l'époque. Refus de la vie, volonté d'évasion, crise d'angoisse, esprit de révolte, voilà ce qui, d'après ce témoin non prévenu, caractérisait la période 1918-1930 : elle se traduisait par une double faillite : « faillite du monde extérieur, faillite du monde intérieur », et cette double faillite culminait dans celle d'André Gide qui en offrait un cas de représentation éminente.

La fin de l'après-guerre.

C'était là ce que l'enquête de *Candida* sur la fin de l'après-guerre était venue mettre, en cet été de 1931, dans une lumière d'aube. Une nouvelle « volée », celle des Brasillach, des Thierry Maulnier qui picoraien encore sur les toits de la rue d'Ulm, tournait soudain son regard vers certains de leurs aînés comme vers un corps de réserve où leurs premières démarches se cherchaient des guides, des appuis... Les hommes qui étaient arrivés à la vie de l'esprit peu avant la guerre de 14 ne leur étaient plus tout à fait inconnus; ils avaient les mêmes intercesseurs, les Péguy, les Claudel, dont la génération précédente ignorait tout. Les débats qui avaient été ceux de notre propre jeunesse, ils ne demandaient qu'à les connaître, à les poursuivre, pour déboucher sur des problèmes qui fussent vraiment les leurs. Et c'est aux écrivains de notre

génération — de la génération survivante — qu'ils demandaient de leur déblayer la route pour leur transmettre le dépôt. Les ponts allaient pouvoir être rétablis, le dialogue interrompu reprendre. Dirai-je que nous en conçûmes un immense espoir?

La *fin de l'après-guerre* était venue cristalliser en une formule heureuse le désir de reconstruction, de retour à l'équilibre qui travaillait alors tous les esprits soucieux de l'avenir de l'intelligence. Elle avait aidé à percevoir clairement que quelque chose était fini, dont on proclamait un peu partout la faillite. Mais cette réaction bienfaisante risquait de s'égarer : on disputait du nom des victimes, alors qu'il ne s'agissait ni de leur talent ni de leur originalité propre, mais de l'*esprit* que leur œuvre manifestait. C'était d'un changement d'orientation spirituelle que témoignait l'abandon ou la chute brutale qui affectait certains des écrivains mis en cause : c'était ce besoin de changement qui seul nous importait. Non point « mort de quelqu'un », mais « mort de quelque chose », voilà ce qu'on discernait sous des « refus » qui appelaient une nécessaire reclassement des valeurs. Le faire dévier vers une querelle de personnes en demandant : « Les noms! les noms! » — *Beaux fossoyeurs*, s'écriait Delteil, *je réclame le nom des cadavres!* — c'était tenter une diversion qui ne pouvait profiter qu'à ceux qui s'imaginaient ainsi être quittes : il n'importait pas de savoir si l'œuvre de Drieu avait été un échec ou celle de Cocteau un échec beaucoup plus grand. *De quoi ne voulait-on plus?* C'était la seule question qui se posât vraiment. Eh bien, l'on était las des fictions dont la « sincérité », l'« inquiétude » avaient fourni les prétextes! Les thèmes du non-conformisme, de la révolte, de l'« évasion », tous ces thèmes gidiens qui sous-tendaient les vacillants aveux d'adolescences désastreuses avaient, semblait-il, fait leur temps. Si, par bien des côtés, la littérature de ces années 1920-1930 avait traduit de

la lassitude, de la veulerie, du découragement, elle avait fait montre, par ailleurs, d'un besoin d'absolu, de pureté, de vérité, d'authenticité qui eussent été dignes d'un meilleur sort. Il y eût fallu des principes : elle les avait tous rejetés : c'était l'intelligence, plus que la volonté, qui avait été défaillante.

Sans doute cette génération d'écrivains avait-elle dû se former et grandir à une époque où les idées n'avaient pas eu moins à souffrir que les hommes. Ce n'était pas un des moindres dommages causés par la guerre que d'avoir mobilisé les idées à son service, et les mots, où les idées s'expriment, en avaient subi de telles violences qu'elles en étaient sorties méconnaissables. Comment les retrouver sous le verbalisme dont on avait fait le pire usage ? Toutes les notions semblaient suspectes : les mots avaient trop servi : on ne croyait plus aux réalités qu'ils recouvrent. Aussi la première révolte de cette génération avait-elle été une révolte contre les « mots ». *Dada* les avait démolis par horreur de la rhétorique, ne voyant plus qu'une tyrannie arbitraire là où Baudelaire découvrait une exigence réclamée par l'organisation même de l'être spirituel. C'était sous le signe de ce « refus » qu'était née la littérature d'après-guerre. Ajoutons que, dans le désarroi du monde, les valeurs morales avaient subi une épreuve non moins redoutable : là encore, il y avait une disproportion si évidente entre les préceptes et les exemples, entre les actes et les mots, que les nouveaux venus n'avaient su que se rebeller contre un « conformisme » dont ils n'étaient pas dupes.

Ainsi s'explique ce qui les avait séduits dans l'œuvre de Gide : c'était la révolte, et la révolte en ce qu'elle a de naturel et même de bon, la révolte contre un monde faussé, contre un univers moral qui n'était plus qu'une architecture de conventions et de mots, avec de fausses fenêtres. La vérité dont ces jeunes êtres étaient avides, le relativisme philosophique de

1920-
1930

leur époque s'était montré impuissant à la leur restituer : ses idées sur l'homme et sur la vie étaient trop incertaines pour qu'elles les aidassent à « retrouver des raisons essentielles viriles, totales, de vivre et de mourir ». De l'élan vers la sincérité, l'authenticité, du besoin de vrai salut qui étaient l'angoisse et l'honneur de cette jeunesse, de tout cela qu'était-il resté? Un grand appel sourd, douloureux, à un *absolu*, un immense désir métaphysique insatisfait. Toutes les tentatives de l'après-guerre le révélaient, au reste, à leur façon : car ce qu'elles souhaitaient d'atteindre en s'engageant dans l'impasse de la psychologie subjective, c'était la réalité de l'être, la partie éternelle de l'homme; et si elles avaient échoué, c'était pour n'avoir pas fait à l'intelligence sa place. Tout essai de reconstruction qui ne rétablirait pas l'esprit dans sa primauté risquait un semblable avortement. Ce besoin de virilité, de force, d'une certaine grandeur humaine qu'on voyait aux nouveaux venus risquait d'échouer, lui aussi, sans un retour à l'essentiel.

HEGEL

Retrouver l'homme.

Le mot décisif de l'enquête avait été dit par un jeune normalien, Jacques Talagrand qui venait de faire des débuts éblouissants dans la critique, sous le nom de Thierry-Maulnier. Il donnait à l'enquête de son ami Robert Brasillach sa véritable portée. « Ce débat de l'après-guerre, disait-il, n'était pas une question d'hommes; l'après-guerre n'était pas une génération. L'après-guerre n'avait été ni une équipe ni une école. Il ne s'agissait pas d'équipes, mais de valeurs, il ne s'agissait pas de prouver qu'une réussite avait trop duré, mais qu'il n'y avait pas eu de réussite ». « Qu'on ne nous parle point d'âges ni de générations, déclarait Thierry-Maulnier; ce qui fut toujours inhumain n'a pas de vieillesse ni de jeunesse :

- NBS

la « fin de l'après-guerre », ce n'est pas *quelque chose qui finit, qui a fait son temps*, c'est : « *Quelque chose qui finit qui ne devait pas, qui n'aurait jamais dû commencer.* »

1925 Et Thierry-Maulnier de rappeler — ce qui ne faisait plus de doute pour personne — que nous entrons dans une des phases critiques de la civilisation et peut-être de l'espèce : « La crise actuelle, écrivait-il, dont on ne dira jamais assez qu'elle n'est pas une crise entre les crises, mais le commencement d'une crise définitive, d'une crise cruciale, ne donne pas le temps des jeux subtils et puérils où l'on s'est, depuis dix ans, égaré. Il y a de grandes chances pour que nous entrions d'ici peu dans une période plus dure et plus simple, pour que nous allions à un art moins méprisant de la vie. Mais cette exigence de la vie n'est pas réservée aux époques de catastrophe, de sacrifice et d'effort. Plus évidente alors peut-être, elle n'est *réellement* pas davantage, car elle est la légitimité même de l'art et son essence éternelle. Rien ne serait changé s'il n'y avait pour condamner l'après-guerre que notre lassitude. Notre lassitude pourtant suffirait. Nous ne sommes las que de ce qui n'est pas éternel. »

La fin de la littérature.

Mais l'art allait bientôt, hélas, être, lui aussi, condamné, et la fin de l'après-guerre fut surtout la *fin de la littérature*. L'enquête que Brasillach avait conduite dans *Candida* devait être la dernière manifestation d'une époque qui avait été « pleine d'erreurs, de fausses nouveautés, mais brillante et folle ». On ne devait pas tarder à la regretter presque, car submergé par l'événement, par le réel, jusqu'à y sombrer, on n'allait plus guère accorder ensuite la moindre importance à l'art, à la littérature. La réalité, la dure réalité surgissait à l'horizon « comme le globe

du soleil qui jaillit de la mer, brusque et furieux ». On entrait dans un univers catastrophique, inhumain, dont poètes, philosophes ne manquaient pas de se faire les désastreux annonciateurs; ils ne faisaient même plus que cela! « Pourquoi notre civilisation tout entière ne disparaîtrait-elle pas? » murmurait

(Valéry) en roulant des cigarettes. Si le mouvement de l'après-guerre continue, nous y allons tout droit. Certains arts n'ont-ils pas déjà disparu au cours des âges?... Ce n'est pas d'artistes que nous manquons, car on ne manque jamais d'artistes... Mais il faut des gens qui aient besoin d'artistes... Il y en aura de moins en moins... Notre époque n'en a plus besoin.»

Quant à (Maritain) que son apostolat auprès des « littérateurs d'avant-garde » laissait inquiet, déçu, il s'enfonçait de plus en plus dans les apocalypses et attendait la « fin des temps ».

(Julien Green, qui l'avait rencontré peu de jours après sa visite à Thérèse Neumann la stigmatisée, notait ce soir-là dans son *Journal* : « La visite de Maritain m'a déprimé. Selon lui, le monde est près de sa fin; nous glissons déjà à l'abîme, que dis-je, nous y sommes : les mystiques sont d'accord sur ce point. Si la guerre n'a pas lieu, ce sera la révolution qui sera chargée de nous anéantir. Tout croule. »

A quelque page qu'on ouvre le *Journal* de Green, en ces années qui vont de 1928 à 1934, l'obsession, la hantise de la guerre, de la révolution, est partout. Une angoisse toute pareille s'inscrit, au reste, dans le « *Journal* » du petit Dabit qui devait accompagner Gide au pays des Soviets — et Gide lui-même, Gide qui ne pouvait plus penser qu'à la Russie et au communisme, ne disait-il pas, lui aussi, à Julien Green : « A quoi bon écrire des livres? Cela n'a presque plus de sens à la veille des événements considérables qui se préparent dans le monde? » Et Gide de « trouver ça exaltant ».

Julien Green, lui, ne cessait de s'en épouvanter : « De meurtre en meurtre, de catastrophe en cata-

1928!

— strophe, gémissait-il, où aboutirons-nous? Chaque année me semble plus sinistre que la précédente... »

Le Six Février.

« L'époque prenait, en effet, une étrange couleur. A travers nos plaisirs et notre vie personnelle s'insinuaient soudain, à une cadence de plus en plus rapprochée, d'énormes événements : la révolution, la guerre, l'argent, la mort. Les derniers mois de 1933 avaient fait lever sur la France un étrange crépuscule d'assassinats. A l'occasion de ces scandales, le peintre indulgent des folies de l'après-guerre, Paul Morand, avait écrit un article dont le titre disait tout : « *Nous voulons des cadavres propres.* » Trois mois plus tard, la révolution manquée du 6 février 1934 donnait à Paul Morand les vingt-cinq tués de la Concorde et sa douzaine de courageux morts révolutionnaires. « Peut-être, ajoutait Robert Brasillach en parlant ainsi de lui et de ses camarades, peut-être était-ce la première fois que nous avions l'impression d'être directement touchés par les événements extérieurs, d'en subir les conséquences directes et de les arracher à leur univers de papier imprimé... Les événements de la rue, nous ne les lisions pas dans les journaux, nous les rencontrions : nous marchions sur les grilles d'arbres brisées du boulevard Saint-Germain, nous nous heurtions à une manifestation, nous regardions, au milieu de la bagarre, la police charger. Tout cela était désormais tissu dans l'étoffe même de notre vie, notre vie de jeunes Français agités de la dernière avant-guerre. »

Cette journée du 6 février 1934, nous l'avons vécue, nous aussi. A six heures du soir, en quittant la *Revue Universelle*, nous étions allés à pied, Bainville et moi, jusqu'à la Concorde; nous étions montés sur la terrasse des Tuileries où se groupaient dans la nuit

des forces obscures qu'on sentait toute prêtes à déferler soudain. La grande place était vide, le pont désert qui menait à la Chambre; sous les arbres des Champs-Élysées, les masses sombres de la police. Les anciens combattants s'étaient rassemblés au Rond-Point sous de larges écriteaux : « *Pour que la France vive dans l'honneur et la propriété!* » A dix heures, les premiers coups de feu éclataient, des autobus étaient renversés rue Royale; on transportait les blessés au Weber; des hommes, des femmes en ressortaient coiffés de pansements rougis : une odeur d'iode, de sang, d'éther montait dans la fumée des tables et des chaises qui brûlaient à la terrasse.

A une heure du matin, dans les ateliers de l'*Action française*, parmi le sourd fracas des linotypes, des manifestants se pressaient à travers le passage étroit des machines : il en arrivait de partout et de tous les bords... Au milieu d'eux, un petit homme vif et droit, aux épaules rejetées en arrière, les écoutait de ses yeux clairs : Charles Maurras. De quoi donc parlait-il avec tant d'ardeur à ce grand garçon si fier du coup de sabre qui lui avait fendu le cuir? Il lui parlait des poètes du symbolisme, et cela sur un ton calme, mais ardent, comme il l'eût fait quelque matin tranquille, quand le journal était « tombé ». Face à l'événement, au danger, au malheur, rien ne le submergeait, cet homme — et sans doute à part soi se félicitait-il d'avoir conseillé aux siens de ne pas s'engager dans ce « mauvais complot ». Ces troupes du 6 février, ces troupes bigarrées, jetées dehors sans armes, n'avaient écouté que leur seul instinct et non pas un ordre précis. Au centre, où aurait pu se trouver une direction, il n'y avait rien eu. Le moins qu'on en pût dire, c'était que l'affaire avait été bien mal préparée.

Robert Brasillach et nous.

Robert Brasillach, qui devait dater la naissance du nationalisme social du 6 février, a écrit, en 1940, dans *Notre Avant-guerre* : 1934

« Pour nous, nous n'avons pas à renier le 6 février. Chaque année nous allons porter des violettes, place de la Concorde, devant cette fontaine devenue cénotaphe (un cénotaphe de plus en plus vide) en souvenir de vingt-deux morts. Chaque année, la foule diminue, parce que les patriotes français sont oublieux par nature... Mais si le 6 fut un « mauvais complot », ce fut une instinctive et magnifique révolte, ce fut une nuit de sacrifice qui reste dans notre souvenir avec son odeur, son vent froid, ses pâles figures courantes, ses groupes humains au bord des trottoirs, son espérance invincible d'une Révolution Nationale... Qu'importe, si plus tard, tout a été exploité par la droite et par la gauche, de ce feu brûlant, de ces morts qui ont été purs!... »

Le 6 février 1945 au fort de Montrouge...

Mais ici ma plume s'arrête, mon cœur se brise... En parler? non, cela n'est pas possible. On ne parle pas de ce qui fait toujours souffrir, et pour me taire je n'aurais qu'à relire la dernière lettre que j'ai reçue de Robert Brasillach. La date : 26 août 1942. Si Robert m'y disait qu'il se sentait libre à l'égard de l'Action française, et s'il disait pourtant : « Je garde mon immense admiration et même mon affection à Maurras, quoi qu'il en soit de l'attitude de l'A. F. envers nous »¹, Robert me disait à moi : « Mais ce n'est pas cela qui importe, c'est vous. Vous en penserez tout ce que vous voudrez. Pour moi, je serais trop triste si des choses extérieures à tous deux venaient troubler douze années d'affection. En tout cas, pour ce qui est de la mienne, elle reste entière. »

¹ Maurras et l'Action française avaient rompu avec la rédaction « collaborationniste » de *Je suis partout*.

L'amitié était la seule chose à laquelle, lui et moi, nous tenions. Cette amitié douloureuse, je la lui garde, comme à un enfant que j'aurais eu le malheur de perdre. Robert avait l'âge de mon fils, et je l'ai aimé comme s'il eût été mon fils. Nous, ses aînés, qui eussions dû le protéger contre sa jeunesse, peut-être l'avons-nous mal aimé... Aujourd'hui nous n'avons plus à lui donner que nos larmes et nos prières...

Une nouvelle jeunesse.

La vie et la jeunesse, voilà ce qu'était Robert, ce qu'il a été pour beaucoup : et n'est-ce pas en lui qu'une partie de sa génération a pris conscience d'elle-même, de « son rayonnant matin, de ses premières ferveurs, de ses propres espérances, de ses amitiés pour toujours » ? Sa vie, leur vie, Brasillach en déchiffrait la partition à mesure, le cœur battant — et c'était pour prolonger aussitôt ce qu'elle lui avait offert en merveilleux, en romanesque, le sien, le leur — auquel chaque instant, chaque journée ajoutait sa « note attendrissante, sa promesse de bonheur »...

Brasillach était entré dans mon propre destin à une heure où bien des amitiés de mon âge venaient de se dénouer, où celles que la guerre ne m'avait pas prises vacillaient, faisant autour de moi une sorte de solitude. Maritain s'écartait, me manquait, Maritain l'ami fraternel, le frère que Dieu m'avait donné pour le servir. Jacques s'était porté ailleurs; peut-être croyait-il agir ainsi plus efficacement sur les âmes. La dernière amitié qu'après-guerre j'avais faite, celle de Georges Bernanos, il n'y a plus rien que j'en puisse dire. C'est alors qu'un enfant de vingt ans, oublieux de mon âge, de ma réputation de « dogmatique », vint un jour me trouver simplement et m'apporter les pages qu'il avait écrites sur la jeunesse de Virgile. Aussitôt je parlai devant ce garçon, comme avec moi, comme « avec quelqu'un de mon temps ». O surprise!

Rien de tout ce que je lui disais ne lui semblait inconnu, étranger; il y entrait de plain-pied, sans effort. Une immédiate familiarité d'esprit, où le respect, la politesse, la soumission n'avaient rien à faire : la plus gentille aisance, une sorte de désinvolture et presque un embarras à m'appeler *monsieur* ! Le dialogue avec nos cadets, ce dialogue qui, depuis dix années, avait été à peu près impossible, voilà qu'il se rétablissait d'un coup, grâce à ce jeune inconnu qui, bientôt, avec son amitié, allait me donner ses amis. Et ce fut la même surprise. Auprès de nous, Brasillach et ses camarades ne venaient pas se renseigner, apprendre. De ce dont nous vivions, dont nous avions vécu, ils semblaient tout savoir d'avance — et quelle animation leur jeunesse n'apportait-elle pas à nos conversations dans Paris ? Ah ! je ne me sentais plus de la « classe des quadragénaires », du « parti des hommes de quarante ans » — et peut-être même m'y suis-je trop complu...

De leur côté, la surprise, à les en croire, n'avait pas été moins vive. Quoi, c'était là le grave auteur de cette *Défense de l'Occident* dont ils avaient parlé, tout un hiver, avec tant de sérieux, quand ils étaient en khagne à Louis le Grand ? Oui, c'est ainsi qu'est née entre nous une affection grandissante, avec une vraie liberté d'allure, une passion des idées qui ressemblait aux passions des étudiants qu'ils étaient encore. Nous pouvions leur parler de Barrès et de Gide, nous promener avec eux sur les toits de l'École, faire le thé dans leur turne, nous asseoir ensemble à la terrasse des *Deux-Magots* devant Saint-Germain-des-Prés, quand ce n'était pas au petit restaurant du parc Montsouris ou sous les arbres du Luxembourg. Sans doute était-ce de cela qu'ils nous étaient « reconnaissants » ! Mon premier livre de « souvenirs et d'évocation », je crois bien que c'est *pour eux* que je consentis à l'écrire. Ils venaient, chaque dimanche, m'en arracher les pages qui paraissaient au fur et à mesure

dans cette inénarrable *Revue française* où Jean Maxence les avait attirés. Nous en corrigions ensemble les épreuves dans un petit café, sur une place provinciale du quartier de Vaugirard, proche de l'imprimerie. Nous n'étions guère troublés que par un brave garçon qui mettait un jeton dans la boîte à musique, et nous parlions de Péguy, d'Alain-Fournier, du petit Franck, de M^{me} de Noailles, et toujours de Barrès.

Cette saison de ma vie, si je veux la revivre, je n'ai qu'à rouvrir *Notre avant-guerre* qui l'évoque avec un singulier pouvoir d'incantation magique... Oui, j'aimais l'affection de cette jeunesse, j'y goûtais l'illusion de retrouver la mienne et de prolonger la bohème... Je tourne les pages du merveilleux album : « *voici les reflets, voici les images* »... Je nous revois marchant ensemble — sur les hauteurs de Montmartre où je suis né au temps des peintres, du château des Brouillards et de la rue Ravignan... Je leur racontais cette époque fabuleuse, je les menais à travers les vieilles rues vers ce qui n'a pas changé, dans le village de mon enfance... Je nous revois aussi à la laiterie d'Auteuil, où nous avions dîné sous les arbres... Ainsi nous avons fraternellement vécu « les minutes mortelles de cette jeunesse enchantée de les sentir mortelles, ivre de ses proches souvenirs, ivre de l'amitié, de la camaraderie, des découvertes les plus profondes, de la frivolité merveilleuse de sa vie... »

C'est dans la cour de Louis le Grand qu'avait commencé l'amitié de Robert Brasillach pour l'*Action française* : « Mes premières réflexions politiques, a-t-il écrit en 1940, ont rencontré l'A. F. et Maurras dès ce temps-là et ne les ont plus beaucoup quittés depuis lors. Subitement un monde s'offrait à moi, celui de la raison, celui de la précision, celui de la vérité. » L'occasion d'y collaborer allait se produire pour Brasillach, deux ans après. Un jour du printemps de 1930, quelques jeunes gens, qui rédigeaient l'*Etudiant français*, quittèrent brusquement l'A. F. Un certain Jac-

ques Talagrand proposa de faire le numéro suivant dans les quarante-huit heures pour que la publication n'eût pas à être interrompue. Le journal tout entier fut rédigé dans une turne de l'École Normale par ce Talagrand, par Maurice Bardèche et par Robert Brasillach. Mais Jacques Talagrand, c'était Thierry-Maulnier, et c'est sous ce pseudonyme — il en usait pour la première fois — que parut son article de *l'Étudiant français*. Quand notre cher Varillon prit la direction de la page littéraire de l'*A. F.*, je lui envoyai mes jeunes amis. Nos normaliens devinrent aussitôt ses collaborateurs, et, très peu de mois après, Robert Brasillach allait être chargé du feuilleton hebdomadaire : « Je ne crois pas, disait-il, qu'il y ait un autre grand journal, en dehors de l'*A. F.*, qui ait donné à un garçon de vingt-deux ans un feuilleton littéraire aussi important. » On sait comment Brasillach devait le tenir jusqu'à la guerre. Il n'était d'ailleurs pas mêlé pour autant à la vie du journal; on ne l'y voyait guère, et il adressait par la poste ses articles de critique — cette critique alerte, subtile, claire, agile, en même temps combative et généreuse...

Thierry-Maulnier et Brasillach faisaient aussi de la politique. La même. Et la politique allait de plus en plus les prendre, comme elle allait nous prendre tous. La France déjà nous « faisait mal ». Mais l'Europe, elle aussi, ne « se laissait pas oublier ». On voyait, à travers cette Europe, « commencer en discours une guerre religieuse qui n'allait plus finir, et nous en regardions monter les premières flammes. L'univers de papier, et de nuages, auquel trop de Français avaient cru, était définitivement ruiné ». « *Un moment de paix, c'est toujours bon à prendre* », disait alors Giraudoux, dont on représentait la *Guerre de Troie n'aura pas lieu*. Et le public d'applaudir : oui, encore un instant de bonheur... Mais la guerre des sanctions contre l'Italie allait éclater l'année suivante, puis la guerre d'Espagne. Hitler était entré en Rhénanie,

devant que d'entrer en Autriche, en Tchécoslovaquie. C'est l'heure où mourut Jacques Bainville.

Deuil de l'État.

L'esprit français porta son deuil, l'esprit universel aussi. Les périls qui nous menaçaient semblaient s'être soudain rapprochés, car « il y avait une sorte de sécurité à savoir que cette intelligence veillait, que le conseiller secret d'un État assez indigne néanmoins était là ». Le sentiment qui nous étreignit, à la mort de Bainville, ce fut celui d'un *danger*. Ce deuil affectait tout ensemble la France, la paix de l'Europe, l'avenir du genre humain. Quelques jours auparavant, à l'un de ses amis qui lui lisait les nouvelles, Bainville avait murmuré : *Pauvres gens!* « Pauvres gens », ces mots qui se lisent dans la marge de chacun de ses livres exprimaient une tristesse, un sentiment de la précarité des choses, le tremblement de l'avenir — et aussi une pitié pour les peuples, pour leur destin difficile, pour la foule des humains qui les composent. Quel « doyen » notre temps — un temps qui s'annonçait de plus en plus ignorant, pressé, futile et dur, de plus en plus égaré — quel doyen soudain lui manquait!...

Le 13 février 1936.

Il ne fut pas jusqu'aux obsèques de Bainville — ces obsèques qui avaient pris une allure d'obsèques nationales — qui n'eussent été marquées de signes tragiques où nos lendemains pouvaient se lire tout au clair. Notre ami Albert Thibaudet, déjà touché par la mort, en avait eu, le jour même, l'étrange pressentiment; il avait vu passer dans notre ciel ce battement d'ailes noires :

« Les trois formes de guerres historiques françaises semblèrent conviées aux obsèques de Bainville, avait-il

écrit. D'abord notre forme la plus française de la guerre religieuse, celle que connaissent bien tous les lecteurs du *Port-Royal*. Ensuite la guerre civile; on a dans le malheureux incident Léon Blum la sensation physique de cette Discorde que les poètes épiques et Boileau dans le *Lutrin* invoquent pour signifier un moment exceptionnel où tout sort de la mesure, tout est déréglé, tout est déchaîné démoniaquement. Je saurai désormais ce que veut dire l'hémistiche : *la Discorde triomphe*. Enfin la guerre étrangère; le jour des obsèques était le jour de la discussion du pacte franco-soviétique, dont Bainville disait dans un de ses derniers articles : « Une alliance avec les Soviets offre « tout ce qu'il faut pour nous amener la guerre. » On songe à la dernière phrase de *Jaco et Lori* où Jaco se perd dans les arbres, en criant par trois fois : « *Ça finira mal!* » Le cortège funèbre de Jacques Bainville s'est déroulé entre ces trois cris. »

Oui, et d'abord une atmosphère de guerre civile et religieuse. L'*Action française* était encore condamnée au Vatican. Malgré d'amicales démarches, l'intervention généreuse de Georges Goyau, le charitable appui de Mgr Beaussart, les honneurs de l'Eglise avaient été finalement refusés à Bainville. Un prêtre était venu à son domicile donner l'absoute. Une foule immense avait accompagné son corps de la rue de Bellechasse au quai d'Orsay : plus de dix mille personnes, le maréchal Pétain, le maréchal Franchet d'Esperey, d'anciens ministres, des ambassadeurs, l'Académie, toutes les notabilités des lettres et de la société parisienne. Tandis que la foule attendait, sur les trottoirs du boulevard Saint-Germain, le passage du cortège, un incident stupide se produisit. Un jeune écervelé, mêlé à une petite bande d'anciens Camelots dissidents, brisa la vitre arrière de la voiture de M. Léon Blum qui s'était arrêtée à la hauteur du ministère de la Guerre. Léon Blum fut « un peu battu et légèrement blessé ». Le Conseil des ministres se réunit d'urgence et décida sur-le-champ la disso-

lution de la *Ligue d'Action française*, des Camelots du Roi, de la Fédération nationale des Etudiants d'A. F. La manœuvre gouvernementale et policière était manifeste : il s'agissait de supprimer une opposition gênante. Quelques semaines plus tard, c'était l'avènement du Front populaire, les grèves, les occupations d'usines, le drapeau rouge avec la faucille et le marteau flottant sur les chantiers et sur les bâtiments abandonnés de la prochaine Exposition... et Charles Maurras en prison.

Maurras à la Santé.

L'un des premiers actes de Léon Blum avait été de faire arrêter Maurras. Pour quel crime? Pour avoir montré que les sanctions prises contre l'Italie, au moment de l'affaire d'Abyssinie, risquaient de conduire droit à la guerre, à une guerre idéologique, à une guerre partisane, à une guerre de religion « rééditée de celle que les Girondins déclenchèrent le 20 août 1792, et qui devait durer vingt-trois ans, nous conduire à Waterloo par les étapes de Trafalgar et de Leipzig ». Maurras avait écrit le 22 septembre 1935 : « Si cette guerre éclate, les responsables en répondront; il faut le leur faire savoir. Vous, lecteurs, découpez le manifeste des 140 parlementaires qui réclament l'aggravation des sanctions contre l'Italie, avec les noms de ses auteurs. Serrez-le dans votre portefeuille. Si le carnage arrive, que ces auteurs puissent y passer les premiers. »

Par cette menace conditionnelle, Maurras voulait mettre un frein à l'effroyable appétit de massacres qui n'allait plus cesser de dévorer les hommes du parti de la guerre et les promoteurs de la Révolution sociale. Maurras réussit. Les 140 parlementaires bellicistes reculèrent. Le 13 janvier 1936 — trois semaines avant la mort de Bainville — Maurras réimprime son article de 1935, en constatant qu'il a obtenu le

résultat désiré. On le poursuit pour provocation au meurtre. Un arrêt du 21 juillet 1936 le condamne à huit mois de prison. La Cour de cassation ayant rejeté son pourvoi, il est incarcéré à la Santé, le 29 octobre; il y restera jusqu'en juillet 1937. « *Quand on est un gouvernement, il est incommode d'avoir un homme pareil contre soi*, disait Bainville. *Maurras ne craint pas de s'exposer à la prison, il ne vit que pour ses idées, et on n'a aucune prise sur lui.* » La veille de son arrestation, Maurras ne disait-il pas encore : « Je me fous de tout, sauf d'avoir finalement raison ! » Pendant ces huit mois de détention au quartier politique, Maurras écrit chaque jour dans l'*Action française* sous le pseudonyme de Pellisson, continuant à analyser le monde et la France.

Nous étions sur la liste des amis qu'on avait autorisés à lui faire visite, et, chaque semaine, au cours de ces huit mois, nous allâmes l'y voir... Ah! quel endroit sordide et d'abord quelle odeur, une odeur de misère, aux relents écœurants, dont on se sentait comme revêtu rien qu'à traverser le quartier d'en bas, celui où les avocats reçoivent leurs clients, dans des cellules aux murs maculés et poisseux (nous y avons vu Léon Daudet avec son air malheureux de lion encagé)! « *Quartier politique* », disait-on au gardien qui ouvrait une porte de fer et vous laissait aller. On montait un petit escalier en colimaçon, aux marches étroites et rudes, et l'on était soudain saisi par la fraîcheur de l'air où passait — ô surprise — une odeur légère, une odeur de lavande, de thym, de sauge, de romarin, de toutes les herbes de Provence que ses servantes de Martigues envoyaient à Maurras avec les nourritures qu'il aimait... Sa présence avait, au reste, suffi à transfigurer le quartier politique... et ses gardiens. Il était leur seul prisonnier, et quelque chose d'humain était entré avec lui, avait redonné à tout la chaleur de la vie. Sa cellule était meublée d'un lit de camp, de trois

chaises, d'une espèce de table montée sur des tréteaux où s'entassaient ses papiers. Il avait recouvert les murs d'images pour en cacher les taches les plus offensantes : des images de Grèce, de Martigues, le visage pensif de Bainville. Sa porte, à ces heures-là, restait ouverte, et d'un pas preste, traversant le préau, Maurras vous conduisait au réfectoire, une salle à hautes fenêtres qu'on parcourait de long en large; à droite, une immense table où les livres, les journaux s'amoncelaient en tas géants; à gauche, la table où Maurras prenait ses repas, où il nous faisait goûter les vins, les liqueurs, les fruits, tout ce qu'il recevait de ses amis — et il en avait partout... Puis il vous menait vers une cour étroite, une sorte de fosse aux murs rongés de gale, au sol charbonneux; mais, au-dessus de soi, le ciel... C'était là que Maurras faisait sa promenade, c'était là son « Académie » où, tel Platon, il enseignait ses amis... Des leçons inoubliables, filles de son loisir, les plus hauts entretiens que nous eûmes jamais avec lui.

C'était le temps où, son article quotidien terminé vers trois heures du matin — on lui laissait l'électricité, la nuit — Maurras travaillait à sa *Politique naturelle*. Au terme de son « voyage aux demi-ténèbres de la Physique sociale », Maurras avait discerné dans leur pénombre certaines « transparences qui éclairent nos éléments personnels et, peuvent même aspirer à atteindre telles parties divines de l'ordonnance de la vie ». Soucieux de dépasser la Physique, l'humble intellection du sensible l'avait naturellement conduit vers la méditation des lois supérieures, dont elle vivifiait et renforçait les termes. De tout ce que Maurras m'en dit alors, j'emportai la certitude des progrès intérieurs qu'avait accomplis son esprit.

« *Les jeunes fous de l'Insurgé* ».

Mais Maurras ne se désintéressait pas pour autant des choses et des êtres dont on avait cru le séparer en l'enfermant. Je me souviens des inquiétudes que lui causait alors le cher Thierry-Maulnier. Maurras faisait de sa jeune intelligence le plus haut cas; il eût peut-être voulu le voir se tourner davantage vers le réel concret, mais il tenait Maulnier pour une des meilleures têtes de sa génération. Le journalisme, ses besognes quotidiennes, Maurras pensait qu'elles seraient utiles à un écrivain-philosophe comme Maulnier, en le mettant au contact des faits : Maurras ne savait-il pas par lui-même combien ses idées en avaient tiré de substance? C'était lui, Maurras, qui avait fait entrer Thierry-Maulnier à la rédaction de l'*A. F.* : et comme tel militaire des comités directeurs objectait qu'« *elle n'avait pas besoin d'intellectuels* », Maurras imposa Maulnier en déclarant que, s'il le fallait, il prélèverait ses appointements sur les siens.

Pendant que Maurras était en prison, Maulnier s'était laissé entraîner dans une bizarre aventure, dont je n'ai jamais pu connaître le fin mot. A la suite de Jean Maxence, Maulnier avait fondé un hebdomadaire : *l'Insurgé*. Maurras en avait lu les premiers numéros à la Santé; tout de suite il m'avait dit ses craintes et m'avait chargé d'en faire part à notre jeune ami.

— J'aurais voulu lui écrire, fit-il. Je n'en ai pas encore trouvé le temps; la vie cloîtrée comporte des occupations inimaginables!

Mais, la semaine suivante, Maurras me remettait cette lettre pour que je la fisse tenir à Maulnier :

« *Mon cher ami,*

« *Le temps des explications me manque. Je n'avais même pu tout dire à Massis. J'entre au vif de mon sujet...*

« Je vais négliger tous les éléments de fait qui d'ailleurs me troublent, car ils sont bien suspects : le moment choisi, ma prison, le bailleur de fonds, ses tentatives auprès de nos amis...

« Mon sujet à moi, ce qui me préoccupe à fond, ce sont les tendances observées; d'abord cet anticapitalisme mal défini qui, tel quel, ne peut parvenir qu'à détruire non pas le capitalisme, mais le capital libre au profit du capitalisme d'Etat, qui aboutira forcément à ruiner le capital national de l'industrie et de l'agriculture (grand, petit ou moyen, peu importe) au profit de l'étatisme démocratique universel et de la spéculation financière. Et quelle tactique de vaincus! Au moment où il faudrait, au contraire, la soutenir et lui donner du cœur, vous tendez à détruire l'armature morale de la fortune privée. — Cette fortune ne fait pas son devoir? Au moins existe-t-elle! Tant qu'elle existe, elle peut être induite à le faire ou à en faire une partie. Vous serez bien avancé quand cette possibilité sera détruite et que, dans l'ordre économique, vous serez, comme on l'est déjà dans l'ordre politique, en tête à tête avec un Etat géant, maître absolu de tout!...

« En une heure où l'idée claire devrait tout primer, voici qui ajoute encore à la confusion! Vous vous mettez à « taper » sur la patrie, sur les Français, comme pour enlever aux braves gens leur dernière espérance et les déshonorer d'un coup sournois devant l'étranger. Les communistes se font « patriotes » — et cela cause déjà du trouble. Vlan! vous avez l'air de vous faire « antipatriotes », comme pour y ajouter! Non, vraiment, ce langage (qui n'est qu'un langage, je le sais bien) est aussi déraisonnable qu'il paraît impie. On ne manœuvrerait pas plus mal, si on voulait détruire toutes les chances de salut, et, de façon presque ostensible, faire les affaires de l'ennemi!...

« Mon cher ami, réfléchissez-y. Vos responsabilités sont déjà fortes et pourraient devenir plus fortes par un jeu de causes indépendantes de nos volontés! Il ne s'agit pas de littérature, ni de journalisme. C'est la vie du pays, la vie des gens qui sont en jeu. Je vous supplie d'y réfléchir et de ne pas vous atteler à une mauvaise action... »

Plus encore qu'une tentative d'embauchage-débauchage, ce que craignait Maurras, en voyant le jeune Thierry-Maulnier s'enrôler sous la bannière suspecte de l'*Insurgé* et des marchands d'huile enrichis qui le commanditaient, c'était que ce beau talent ne s'égarât et que ne recommençât l'aventure du jeune Henri Lagrange avant 14! Ce n'était pas la première fois, en effet, que des disciples de Maurras cherchaient à rapprocher le socialisme antidémocratique de Georges Sorel et ce nationalisme socialiste qu'ils avaient justement discerné au fond de la politique maurassienne; mais tout cela avait mal fini!... L'affaire Valois ne l'avait que trop prouvé, et les millions engagés par de grands industriels dans le *Nouveau Siècle* de Gressent-Valois pour y soutenir une politique mi-conservatrice, mi-révolutionnaire, ces millions, bientôt dilapidés, n'avaient servi qu'à une manœuvre de police et de trahison! Non, à l'heure où le *Front populaire* était au pouvoir, où Léon Blum, chef du gouvernement, se rendait dans le Nord sur la convocation des grévistes, où l'on voyait ce que le socialisme faisait de la dignité de l'autorité politique, il fallait moins que jamais céder à de pareilles folies! Sans doute était-il dommage que les nécessités du combat quotidien, le grandissant souci du péril intérieur, les dures épreuves que l'*Action française* elle-même subissait depuis dix ans, eussent détourné Maurras de donner à sa politique sociale tous les développements qu'on pouvait en attendre. Beaucoup — et surtout parmi les plus jeunes qui voyaient l'importance grandissante que l'économique prenait dans les affaires du monde — beaucoup eussent souhaité que celui-là même qui avait dit un jour : « *L'économique est plus importante que la politique* » donnât au problème social la place qu'en fait il avait dans sa propre pensée politique. On disait trop que la politique de Maurras était une politique inhumaine, que Maurras réclamait l'écrasement du grand nombre

au profit du seul intérêt général. Ceux qui, comme Julien Benda, avaient intérêt à propager ces légendes ne manquaient pas de les répandre : de là à faire de Maurras un « ennemi de la classe ouvrière », il n'y avait qu'un pas.

Maurras « socialiste ».

Thierry-Maulnier connaissait trop bien l'histoire de la pensée de Maurras pour se laisser prendre à ces fables. Aux craintes du prisonnier de la Santé, Maulnier allait bientôt publiquement répondre en montrant ce qu'est réellement le *socialisme* de Maurras. Mais oui, Maurras est « socialiste » ! Il n'est pas jusqu'au mot de *socialisme* que Maurras n'ait fait sien : ne nous parle-t-il pas de la part de socialisme que doit comporter la monarchie ¹ ? C'est l'anarchie démocratique et libérale, c'est le libéralisme qui est le seul adversaire de Maurras — le libéralisme politique d'abord. Et comment les terribles désordres provoqués dans l'économie par le libéralisme capitaliste eussent-ils pu lui échapper ? Si le libre jeu des volontés individuelles ne produit pas naturellement, en politique, le bien de la cité, il n'y a, en effet, aucune raison qu'il le produise dans l'ordre économique. Maurras et les socialistes se trouvent d'accord, au départ et dans l'ordre des faits, pour montrer le résultat le plus clair et le plus hideux de cent cinquante ans d'économie libérale : *le prolétariat*.

Pour Maurras, le fait même de la condition prolétarienne constitue à lui seul un démenti absolu au libéra-

¹ Dans la première édition de ses *Trois idées politiques*, on pouvait lire : « L'Etat français d'avant 1789 était monarchiste, hiérarchique, *socialiste* et communautaire. » Seul le mauvais usage que les marxistes faisaient de ce terme et les confusions qui en pouvaient résulter décidèrent Maurras, quand il réimprima son livre, à remplacer le mot *socialiste* par celui de *syndicaliste*.

lisme, et nul n'a mieux montré comment la liberté idéale se transforme en servage de fait, et prouvé la longue incompréhension des bourgeois conservateurs et libéraux. « Qu'il fasse beau, qu'il fasse laid, en temps de calme ou les jours de crise, s'écriait un jour Maurras, la bourgeoisie ne comprend pas la question ouvrière, et cela faute de la voir. » Maurras, lui, l'avait vue comme il voit tout : en se mettant en face. Et d'abord l'histoire de la grande industrie avait suffi à lui éclairer ce premier point : « Si le prolétariat résiste, dit-il, si cette résistance a pris la forme d'une offensive violente, ce n'est pas lui qui a commencé : l'oppression ou l'exploitation capitaliste est la première en date. »

En échange de la tyrannie impitoyable qu'il a établie sur l'ouvrier, le libéralisme a-t-il donné en échange ou en compensation de la liberté perdue, plus de sécurité? Non, répond Maurras : il la lui a ôtée : « Le serf avait *sa* glèbe, dit-il, et l'esclave *son* maître. Le prolétaire ne possède pas *sa* personne, n'étant pas assuré du moyen de l'alimenter. Il est sans *titre*, sans *état*. Il est sauvage, il est nomade. » Le nomadisme du prolétariat moderne, le misérable destin de cette immense population flottante exclue des cadres stables de la société, de la propriété, de l'héritage et souvent du foyer, voilà ce qui a particulièrement préoccupé Maurras : « Le travailleur, dit-il, qui n'a d'autre bien matériel assuré que son corps, avec les enfants qu'il engendre (*proles*) le prolétaire doit sortir de cet état sauvage, déshérité et nomade, pour obtenir les garanties qui l'installeront enfin dans la société. » Et de qui, sinon de Maurras, sont ces lignes accusatrices sur la « condition ouvrière », comme dit Simone Weil :

« Aux heures de paix et d'entente, l'ouvrier donne du travail et reçoit de l'argent, heureux si on ne lui demande pas de la reconnaissance et du dévouement pour la bonté que l'on a eue de l'admettre au bénéfice

de ce marché. Tout est combiné pour lui inspirer le sentiment de sa dépendance. Alors que tant de choses dépendent du travailleur, alors que tout s'arrêterait s'il pouvait entraîner ses pareils à se croiser les bras avec lui, la vie sociale fonctionne comme s'il ne servait de rien, comme si sa puissance spécifique était nulle, comme si son sacrifice ne pesait rien ! Les compliments des politiciens, leurs avances menteuses peuvent l'étourdir ; ce qu'il cherche c'est un état social qui, le fixant, lui vaille le respect de sa dignité. »

Ce que Maurras rejette dans le socialisme, ce n'est pas le *socialisme lui-même*, si l'on entend par socialisme *l'anti-individualisme*, la subordination du caprice individuel à l'harmonie des rapports sociaux et l'exigence d'une société où tous les hommes, toutes les classes trouveraient leurs droits légitimes reconnus et leur dignité respectée. Maurras pense même que « les affinités de certaine organisation socialiste — qu'il vaut mieux ne pas appeler *socialiste* — de certain protectionnisme social (protection du producteur associée à la protection du produit) font le complément naturel et logique du nationalisme ». Mais l'idée et les formules d'un certain socialisme, Maurras ne les accepte qu'à l'intérieur du nationalisme, à l'intérieur de la monarchie. Maurras ne résout pas le problème politique par la révolution économique, il résout le problème économique par la révolution politique. *Politique d'abord.*

Le socialisme, lui, ne prévoit sa victoire qu'à travers la destruction de tout ce dont Charles Maurras a, avant tout, l'amour et le respect : l'armature politique de la nation et la nation elle-même. Le socialisme croit que le pouvoir et le salut résident dans la *masse*, qu'un acte politique trouve sa légitimité dans le nombre de ceux qui la composent, et il met sa confiance dans le mouvement qui jettera la « masse » contre les institutions établies, pour les renverser. Le socialisme donne à la masse révolutionnaire ce que

Maurras donne à la nation constituée, continuée, hiérarchiquement organisée. Aussi bien Maurras, rapproché du socialisme par une critique commune du libéralisme, par l'attention donnée au problème ouvrier et par le souci de resserrer le lien social autour des individus, est-il séparé du socialisme non seulement par une question de méthode, mais par toute l'étendue du problème de l'autorité et du problème de la civilisation. Or il n'y a rien, aux yeux de Charles Maurras, qui soit aussi contraire à l'idée que nous nous faisons de la civilisation, rien qui soit aussi proprement *barbare* qu'une « révolution de masse ».

C'était là ce qui l'avait tant inquiété, lui Maurras, devant que son jeune ami Thierry-Maulnier ne publiât cette mise au point si lucide, si intégralement maurrassienne. Oui, voilà ce qui l'avait irrité si fort dans les extravagances d'un capitalisme mal défini, dont faisaient montre en pensée les malheureux rédacteurs de l'*Insurgé*. Et cela à l'heure même où la révolution d'Espagne, avec ses incendies d'églises et de chefs-d'œuvre, son iconoclastie furieuse, mettait et tranchait la question du socialisme sur son terrain véritable, celui de la civilisation. L'objection fondamentale apportée par Maurras, à savoir qu'on ne fait pas sortir un ordre meilleur des désordres de la foule, les destructions d'Espagne ne la vérifiaient-elles pas tragiquement? « Qui sait, nous disait-il alors, qui sait, de quoi seront faits les jours qui viennent? Le feu couve partout... Aujourd'hui c'est à Madrid, à Barcelone, demain ne sera-ce pas à Paris? »

A travers les barreaux et les grilles, Maurras ne pouvait détacher son regard des sombres menaces qui montaient dans le ciel français. Des incommodités de la situation qui lui était faite, il ne se plaignait jamais. Ce n'étaient que des apparences d'épreuve à côté de l'immensité des maux qui nous menaçaient de toutes parts...

La lettre de Pie XI.

Quelle lumière était donc venue baigner la cellule, l'horizon, les pensées du prisonnier, quelle douceur aussi, pour que son visage eût cet air de bonheur que nous lui vîmes en lui faisant visite certain après-midi de février 37?... A peine étions-nous entré que Maurras nous prenant par le bras nous entraîna d'un pas plus jeune vers le réfectoire de la prison, et, comme en confidence, il nous dit sur-le-champ : « Savez-vous ce que je viens de recevoir et de qui? J'ai le devoir de vous en faire part, à vous Massis. » Et Maurras de me tendre une lettre frappée d'un cachet jaune, une lettre de trois pages où allant tout de suite à la signature, je lus ces mots : *Pius P. P. XI*. Une lettre du Souverain Pontife, une lettre autographe du Pape! Je ne pouvais en croire mes yeux. Et pourtant je lisais, je lisais des mots, des mots pleins d'émotion, d'affectueuse et paternelle tendresse, des mots de bénédiction, la bénédiction du « Vieux Père commun » — oui, c'étaient les mots mêmes que Pie XI avait employés — et cette phrase, la seule qui soit restée au fond de ma mémoire : « *Je veux vous dire ma profonde reconnaissance pour la consolation que vos lignes m'ont apportée, vous dire aussi, que comme je l'ai fait jusqu'ici, je continuerai plus intensivement et plus paternellement ce qu'uniquement hélas! je peux faire pour vous, c'est-à-dire prier et faire prier pour vous, pour votre bonheur, heureux de pouvoir depuis quelque temps unir à mes pauvres prières mes non moins pauvres douleurs et de pouvoir ainsi imiter le Divin Sauveur et Maître, qui a bien voulu unir à ses divines prières ses non moins divines douleurs, sa Passion et sa mort, pour le salut de nos âmes!* »

Bouleversé jusqu'aux larmes, je lisais, je relisais, et toutes les souffrances endurées depuis dix ans me semblaient soudain appartenir à l'irréel : plus rien

qu'une inexprimable douceur et, pour y mettre le comble, l'espérance que tout, peut-être bientôt, allait nous être remis... Et dans cette prison, Maurras devant moi, Maurras qui avait tant souffert de nos propres douleurs, Maurras, le visage baigné de joie, et qui déjà m'expliquait : « Sur le conseil et la prière du Carmel de Lisieux, j'avais écrit au Pape à l'occasion de la lutte héroïque qu'il avait à soutenir contre la maladie... Je lui avais exprimé l'impression émue que j'en éprouvai, la respectueuse admiration qu'inspirait sa vaillance et les vœux que, pour sa guérison, toute âme doit former. Au vrai, j'étais fort embarrassé... Je savais qu'en 1936, s'adressant à Laval, Pie XI lui avait parlé de ma pauvre mère chérie; je saisis cette occasion de l'en remercier. Pour le reste, que lui dire? Je crus pourtant de mon devoir de lui assurer combien tous les Français qui ont la passion de l'ordre lui étaient reconnaissants de la belle croisade qu'il prêchait contre les menaces de la double révolution communiste et germaniste qui pèsent sur notre Occident. J'ajoutai même qu'en ce qui me concerne, et plus j'avance dans la vie, plus s'affirme en moi l'invariable enthousiasme de la pieuse gratitude que m'a toujours inspirée le bienfait du catholicisme. Si de tels sentiments avaient quelque prix, j'étais heureux de déposer cet hommage renouvelé à la maternité de l'Eglise sur le lit de douleur de Sa Sainteté... Je me sentais personnellement bien indigne, mais Lisieux insistait... Et puis tout est grâce dans la vie... Mais je n'osais espérer cet honneur que je n'ai pas mérité, et qui me comble de joie... Depuis que je lis et relis ces pages dont je suis l'indigne destinataire, une idée achève de prendre forme en moi : dès ma libération je compte prendre le chemin de Lisieux, afin d'y agenouiller ce que j'ai de désir de lumière intellectuelle et ce que j'élève de gratitude au Saint Père sur le tombeau de la petite et si grande Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus... »

L'espérance, ce jour-là, déployait ses ailes à travers les murs de cette prison qui faisait plutôt penser à un monastère, à un cloître... Oui, quelque chose de divin passait entre ces murs sordides. Je me souviens que Maurras nous parla ensuite de sa mère, qu'il nous lut une admirable page de saint Bernard que les Carmélites de Lisieux avaient copiée pour lui : des stances à la Vierge d'une incomparable beauté... Puis il reparla du Pape, de sa maladie : « C'est son âme, fit-il, c'est son âme qui résiste. On se rend compte que l'esprit ne cède absolument rien aux inerties de l'ordre physique, mais qu'au contraire, il les dompte. C'est très beau!... » Pour lui, Maurras, le Pape était l'Athlète héroïque qui menait la lutte contre le mal dont la société entière était opprimée, contre une barbarie qui n'avait plus de visage humain. Cette lutte contre les menaces de l'Ennemi universel, dans son ordre, à sa place, c'était aussi la sienne, à lui Charles Maurras : n'avait-il pas d'énormes devoirs envers son pays ? Ils s'appliquait à les remplir. Le bonheur qu'il avait eu de servir efficacement ajoutait encore au poids sacré de cette obligation. En vertu de ce devoir, ni peine, ni effort ne lui coûteraient pour l'accomplir et coopérer avec la grande autorité catholique du « vieux Père commun ». Oui, Maurras était prêt à lutter pour sa cause contre de nouvelles difficultés, et nul, plus que lui, n'eût été heureux d'avoir de nouvelles épreuves à subir. N'était-il pas emprisonné pour avoir eu l'honneur et la chance d'empêcher une guerre impie entre l'Italie et la France ? Les incommodités qui, en prison, étaient les siennes, ces incommodités petites ou nulles n'étaient rien au prix de la paix et de la joie que lui donnait la certitude, évidemment tangible, de l'inimitié des méchants. Maurras avait ce qu'il avait voulu, et son seul désir était que cette apparence d'épreuve pût servir cette cause de la paix, de l'ordre français et humain, à laquelle le Pape venait de donner des signes si précieux de

sa protection, de son dévouement et de son amour... « Oui, fit Maurras, la croisade du Pape est admirable et à l'humble remerciement que je vais adresser au Saint-Père pour cette lettre magnifique, pour la grande et universelle bénédiction qu'il a daigné étendre jusqu'à moi, j'ajouterai que nous nous rangeons au nombre des hommes de bonne volonté qu'il appelle, que nous ferons tout pour faire écho à ses adjurations... »

Ce soir-là, je quittai Maurras le cœur inondé de joie et d'espoir.

Et la « lettre de fête ».

Mais l'espérance allait, hélas! replier son aile. Il semblait que, plus Maurras et ses amis s'appliquaient à dépouiller tout sentiment capable de compliquer ou de faire ajourner la réconciliation, plus, là-bas, d'autres sentiments dessinaient un recul, réalisaient un éloignement : Robert de Boisfleury, qui était allé à Rome, ne l'avait que trop éprouvé déjà. Aussi quand de douces attentions, charitables et généreuses, lui conseillèrent de récrire au Pape pour le 1^{er} mai, qui était le jour de sa fête, Maurras, dès l'abord, hésita. Que récrire en dehors des répétitions? Y ajouter un ton plus pressant? Cette insistance n'indisposerait-elle pas plutôt?

« Tout ce que j'ai pu offrir, je l'ai offert, répondit Maurras à qui l'en pressait. Tout ce que je peux donner, je le donne. Il y a le reste qui ne m'appartient pas. Prêt à tous les actes de juste déférence, de profond et sincère regret pour les injustices commises, décidé à faire litière de tout l'humain, de tout le personnel de mon cœur, que me reste-t-il à moi? Il me reste le devoir de remplir avec honnêteté et probité les fonctions bien inattendues et bien peu désirées que les circonstances m'ont assignées. Il me reste à conformer mon action à ce que je sais, aux leçons de l'expérience, à l'évidente lumière de la

raison pratique et, pour cela, de maintenir toutes pures et toutes libres, les conditions matérielles et morales de cette action que l'événement n'a cessé d'approuver et de vérifier. Je serais coupable d'agir et de parler autrement. »

Aussi Maurras avait-il cru devoir bien éclairer, d'abord, les limites de son pouvoir moral. A l'intérieur de ces limites, pouvait-il faire quelque chose de neuf? Bien qu'il hésitât à s'y engager, Maurras n'avait pas d'objection contre la *lettre de fête*. Elle pouvait même être de toute convenance. Mais telle qu'il l'avait par avance définie, ne risquait-elle pas de décevoir? Décidé à témoigner sa reconnaissance de la bonté des carmélites par la plus grande bonne volonté à répondre à leurs désirs, Maurras leur envoya la lettre suivante qu'elles transmirent à Castel Gandolfo.

Cette lettre, nous ne l'avons connue que plus tard, beaucoup plus tard, et c'est dix ans après la fin de l'épreuve romaine et la levée de l'interdit de décembre 1926 par un décret du Saint-Office, rendu le 10 juillet 1939, que ce texte nous fut communiqué. Il appartient à l'histoire.

Après l'avoir prié de daigner agréer le très respectueux hommage de ses félicitations et celui de ses vœux, Charles Maurras disait au Saint-Père :

« Je ne saurais jamais exprimer à Votre Sainteté mon admiration pour l'assaut qu'Elle donne aux forces du mal. Cette belle croisade contre le communisme ouvre et déploie comme un arc-en-ciel sur le monde, et la haute bénédiction de Votre Sainteté sur les forces de l'ordre et de la paix cause déjà un désarroi assez sensible dans le camp des esprits qui massacrent, brûlent et tuent. Certes l'Eglise est toujours en ligne contre le mal; mais votre incomparable offensive de la bienfaisance et de la charité agit puissamment sur les hommes de bonne volonté auxquels Votre Sainteté a daigné s'adresser. Ils sentent leurs espérances renaitre, se réchauffer leur raison au fond de leur pensée émue.

« Mais, Très Saint Père, parmi les hommes de bonne volonté, beaucoup de vos fils souffrent et pleurent d'être séparés de vous. Il ne saurait m'appartenir de parler en leur nom. Mais enfin je les connais, je les vois, j'en ai même vu mourir qui ne cessaient de crier au cours de leur agonie vers Votre tribunal ou vers le tribunal d'un juge suprême, et tous, oui tous, ils accusaient leurs accusateurs de Vous avoir indignement trompé à leur sujet. Et l'un d'eux, un évêque dont je n'ai cessé d'être l'élève et l'ami, Mgr Penon, évêque de Moulins, me disait, quelques mois avant sa mort, qu'une chose était certaine — il le savait par expérience personnelle d'une très haute justice : « Si jamais Sa Sainteté le pape Pie XI pouvait « s'apercevoir qu'il avait été trompé (et par quelle machi- « nation!) rien au monde ne pourrait égaler la sainte co- « lère du Père commun. Il en ferait instantanément « la plus exemplaire justice. »

« Ainsi parlait cet esprit généreux et lucide, ce véritable saint. Il me semble, Très Saint Père, que les temps ont mûri et qu'il est devenu possible à Votre Sainteté d'écarter tous les voiles insidieux et de découvrir la vérité offensée. Si Votre Sainteté daignait ouvrir une enquête, peut-être saurait-elle comment les catholiques français les plus réputés pour leur orthodoxie passionnée ont été littéralement, corporellement poussés loin du cœur et de l'esprit de Votre Sainteté. »

Et Maurras ajoutait :

« J'oserai parler librement, puisque c'est la vérité qui délivre. Et j'oserai dire à Votre Sainteté que le mal fait autrefois vient des mêmes qui font le mal, le plus grand mal aujourd'hui. Ceux qui, en France, ont agi pour diffamer mes amis aux pieds de Votre Sainteté sont les mêmes qui, plus ou moins consciemment, entretiennent la cause du mensonge et du trouble universels, les mêmes qui calomnient sournoisement le noble effort de la résistance espagnole, les mêmes qui s'emploient sans le vouloir peut-être, mais directement, à faire germer dans notre France toute la semence de la révolution cannibale dont l'Espagne est le théâtre! Peut-être est-il possible de s'y tromper à distance. Mais nous sommes là sur place,

nous voyons! Ah! ne vous laissez pas tromper par ces informateurs perfides ou fanatisés! Les ennemis de l'Action française sont les ennemis du parti de l'ordre, de la Patrie, de l'Eglise et de la Papauté. Ces ennemis ont gagné une première manche qui a causé bien des maux en 1926. Que 1937 soit l'année de leur déroute et de leur châtement par la volonté victorieuse de Votre Sainteté.

« Très Saint Père, l'appel de Votre Sainteté sur le grand péril de la France et du monde me donne le courage d'écrire de telles pensées. Elles ont deux excuses: celle d'être sincères (ah! cela profondément!) et aussi celle d'être conformes à tout ce que je sais de la vie de mon pays, c'est-à-dire qu'elles sont vraies. Elles ne sont pas moins désintéressées. En ce qui me concerne, je n'ai jamais fait difficulté de reconnaître qu'un certain nombre de mes idées sont hétérodoxes. Je ne l'ai jamais nié, et j'ai toujours hautement prévenu les fidèles, afin que personne n'en soit surpris. Mais ces idées consignées dans des publications personnelles n'ont jamais, non jamais, eu le caractère d'un enseignement ni d'une propagande. J'ai le devoir de dire et de redire qu'à l'Action française, dans son journal et dans son Institut, jamais, jamais, n'ont été abordées ces idées personnelles. Cet enseignement a été purement politique et d'une politique purement expérimentale, ne donnant lieu à l'intervention d'aucun des principes supérieurs auxquels de fait les catholiques pouvaient se référer et de fait se réfèrent librement, constamment, régulièrement, sous le contrôle des religieux, prélats et prêtres les plus réputés pour leur fidélité au dogme catholique et à l'ordre romain le plus intransigeant.

« Cela est si vrai que — de fait, toujours — notre enseignement politique a eu pour effet de ramener quantité de protestants, de libres-penseurs, d'agnostiques à la foi de l'Eglise. Il n'y a pas huit jours — car ce qui existe depuis trente ans continue — un Français me faisait écrire qu'il venait de se faire baptiser à l'âge de vingt ans, en raison de l'impression logique et morale reçue de mes études et de mes travaux. Votre Sainteté doit savoir que le cas n'est pas unique. Il y en a des centaines de tout pareils. Le dossier a été porté au Vatican. Je n'ai pas

le droit de m'en taire. Je ne l'ai pas non plus, Très Saint Père, de laisser dire que j'aie eu aucune part dans la ruine de la foi catholique chez aucun de nos adhérents. Nous avons déjà demandé que l'on nous citât un seul cas sérieux de cette calamité dont j'aurais eu horreur. On ne nous a jamais répondu.

« Bien entendu, Très Saint Père, ni cette qualité inoffensive de nos doctrines politiques, ni ce qu'elles ont de bienfaisant au spirituel et au moral, ne constitue en ma faveur aucun mérite. Cela s'est fait sans moi, par la simple vertu des idées qui étaient vraies. Cela s'est fait pourtant. Il ne faudrait pas croire que c'est le contraire qui s'est fait. »

Puis Maurras terminait sa lettre en ces termes :

« Très Saint Père, je n'ai rien à demander pour moi. Mais la situation morale de la France est épouvantable. Tout y est ruiné ou divisé ou brouillé. Les meilleurs sont incertains; les pires conçoivent et osent tout. Un coup d'éclat de Votre Sainteté peut tout faire rentrer dans l'ordre en recréant les conditions de l'union possible et de l'action, de cette unité morale si nécessaire. Ne suis-je pas autorisé par de récentes marques de bienveillance à supplier Votre Sainteté de considérer dans un esprit de miséricorde et de paix la douleur de quelques-uns de ses fils, victimes émuantes de la plus infâme manœuvre de tromperie et de calomnie que peut avoir ourdie l'Ennemi du genre humain? Ils forment, ces enfants dévoués et vraiment fidèles de Votre Sainteté, ils forment dans notre Patrie le bataillon le plus serré et le plus décidé, la plus vaillante et la plus résolue des troupes de l'ordre; par leur intelligence de l'action, par leur sens des points faibles de l'ennemi, par leur esprit de combat, par leur décision et leur résolution héroïques, toujours prêts aux sacrifices les plus beaux, leur histoire ruisselle de sang, de leur sang; ils sont par excellence les hommes de bonne volonté auxquels a pensé de tout son cœur de Père Votre Sainteté; ils ont tous tressailli, émus, saisis, vivifiés par le souffle brûlant de cet appel plus paternel encore que pontifical. De grâce, Très Saint Père, que ces nobles soldats soient remplacés par Vous

dans des conditions qui leur permettent de rétablir le combat. Ou devons-nous envisager sur notre sol les ruissellements de sang et de pus qui troublent le sol magnanime de la Catalogne et des autres Espagnes?

« Très Saint Père, c'est la Joie de Votre fête qui m'a inspiré des paroles si hardies, mais d'une vérité si poignante. En priant Votre Sainteté de daigner agréer tous mes remerciements les plus profonds pour les bénédictions successives dont Elle a bien voulu m'honorer, j'ose insister et remercier pour l'auguste bienfait que j'implore non pour moi, mais pour les méconnus, en me disant avec respect, agenouillé à ses pieds, de Votre Sainteté le très humble, le très dévoué et très obéissant serviteur.

« Prison de la Santé, le 10 mai 1937.

CHARLES MAURRAS. »

Mais on n'en était encore qu'au prélude de la réconciliation — et Maurras, lui, n'était pas encore au bout des difficultés qui désolaient son âme. Ne s'obstinait-on pas à subordonner la levée des rigueurs à l'unique considération de son retour à la foi, à la pratique religieuse? Pouvait-on lui demander pour l'Eglise ce qu'il ne dépendait pas de ses forces de lui donner? « *Ce que l'homme veut*, disait-il, *n'est pas forcément ce qu'il peut. On ne croit pas à volonté; et si l'on ne croit pas, on n'a pas le droit de dire que l'on croit...* ». Les sentiments d'admiration très sincères et très spontanés qu'il avait manifestés, les vifs regrets exprimés pour d'anciens jugements jugés à leur tour et trouvés par lui-même excessifs et injustes, la véritable abjuration des tristesses causées autrefois ne montraient-ils pas combien, autant que ses amis, Maurras était disposé à tous les actes de la bonne volonté la plus extrême? Mais de quelque sollicitation ardente dont il fût l'objet, il ne se prêterait pas, le simple honneur humain l'eût empêché de se prêter à ce qu'il était forcé de voir et de juger une *erreur matérielle* — erreur sur laquelle il avait déjà appelé de toutes ses forces l'attention du Pontife. Qu'avait-il dès lors à

faire là? Il ne s'agissait pas de lui, Maurras, mais de ceux qui étaient maltraités contre toute vérité, qui souffraient, qui gémissaient, qui attendaient la justice. « *Bien plus*, nous disait-il alors — et nous touchons ici le point le plus douloureux de son drame à lui, Charles Maurras — *bien plus, dans les conditions qu'on me propose, toute hypothèse avouable est exclue. Si par quelque miracle, quelque grâce sublime, ma pensée était transformée, et que dans le même temps, l'on s'engageât enfin dans la voie de la justice, il ne me serait même pas possible d'avouer pour mon compte, ni à plus forte raison de publier cette transformation intérieure. Pourquoi? Parce qu'elle serait immédiatement et très justement suspectée. Ce serait donner le signal d'une immense ironie. Le chœur des ennemis publics et celui des ennemis de la foi s'accorderaient pour nous chanter le souvenir d'Henri IV et me faire redire que Paris vaut bien une messe. L'adhésion de ma foi venant payer la levée d'un interdit, le seul moyen de concilier « ma conversion » avec le pardon de l'Action française, serait de la dissimuler avec le plus grand soin. Car à la publier, autant vaudrait imprimer que j'ai reçu tel autre avantage temporel : honneur ou argent.* »

Maurras avait surmonté tous les préjugés et fait tout ce qui dépendait de lui pour répondre à l'appel du Pape aux hommes de bonne volonté et montrer qu'il était prêt à tout. Quoi qu'il en fût de l'apparente inutilité d'un tel effort, il n'en était pas moins résolu à lutter dans le sens qu'indiquait le Pape. Sur ce plan, croyants et incroyants ne se sentaient-ils pas profondément dévoués à sa Cause?

C'était la singularité de sa vie, à lui Maurras, que, sans croire, il avait toujours ressenti une ardente admiration pour l'Eglise, son ordre intellectuel, son bienfait moral et social, permanent et supérieur à toutes les variations séculaires comme aux accidents historiques. « J'ai toujours manifesté ce sentiment,

disait-il un jour, non par forfanterie ni par goût du paradoxe, mais parce qu'en citoyen souverain d'une démocratie, je dois avoir une politique religieuse, comme j'ai une politique intérieure et une politique financière : ma politique religieuse est catholique ! Elle le sera toujours. Je ne puis, en ce qui me concerne, aller plus loin que le don de mes forces, au besoin de ma vie... Je suis prêt à payer et à repayer tout ce qu'il faudra en échange de nouveaux services rendus soit au pays, soit à la paix, et je voudrais avoir le droit d'ajouter : soit à l'Eglise ! »

Lorsque Pie XI mourra, en février 1939, la réconciliation n'avait pas encore eu lieu. Mais le lendemain du deuil de l'Eglise, Maurras avait tenu à rendre hommage à Sa Sainteté Pie XI, à montrer la place qu'il s'était assurée dans le cœur du genre humain, et il avait écrit le 11 février :

« La menace hitlerienne et la menace communiste, levées comme deux fléaux jumeaux sur le monde, avaient opéré la convergence de tous les regards vers le seul point des terres où fût constituée une autorité capable de rassurer et de protéger. Cette autorité n'était que morale. Mais elle était universelle. Elle n'avait à sa disposition ni armes, ni trésor. Mais elle pouvait mettre en mouvement, et au besoin créer ou recréer toute la puissance matérielle dont la faiblesse a besoin contre la force injuste, le pauvre contre le mauvais riche, l'innocent, l'opprimé contre un oppresseur criminel.

« J'ai beaucoup pensé à Sa Sainteté Pie XI, ajoutait Maurras. C'est pendant mes jours de prison de 1936-1937 que le Vieillard blanc opposait une constance magnifique aux assauts de la maladie et de la douleur. On le voyait *tenir* avec toute son âme, l'esprit se saisissant de la moindre des souffrances du corps pour continuer la lutte incomparable menée contre la tyrannie qui vient d'Allemagne et la tyrannie qui vient de Russie. »

De ces pensées, de ces inquiétudes aussi, nous avons été le témoin depuis le jour inoubliable où nous avons tenu entre nos mains la lettre de Pie XI. De semaine en semaine, nous avons vécu avec lui ses espérances, ses troubles, sa peine. Rien n'avait pu faire fléchir sa volonté de ne pas se détacher du Centre romain. La France n'était-elle pas dans l'Eglise, la France n'était-elle pas de l'Eglise?

La suprême joie nous fut enfin donnée par Sa Sainteté Pie XII, le 13 juillet 1939. Ce que Maurras a appelé « la céleste intervention du Carmel de Lisieux » avait obtenu la solution libératrice.

Maurras et l'Académie.

Maurras resta à la Santé jusqu'à l'accomplissement légal de sa peine, en juillet 1937. Quand on lui parlait de libération anticipée ou d'amnistie, il répondait : « Je n'y crois pas, et d'ailleurs j'en suis ravi, parce que cela montre de quelle haine m'honore cette bande d'ennemis publics, haine qui m'est précieuse dans la mesure où je l'ai méritée. Je suis où je suis parce que je l'ai voulu, je paie le prix marqué... Ces lieux ne comportent d'ailleurs que d'assez petites misères : il y a pire dans cette chienne de vie! »

Dès l'arrestation de Maurras, plusieurs académiciens de ses amis avaient pensé profiter de cette occasion pour l'appeler dans leur Compagnie... Leur offensive immédiate avait rencontré quelque résistance, non pas tant à l'égard de Maurras — tous lui rendaient hommage — qu'à l'endroit de l'*Action française* qui n'avait pas été tendre pour certains Immortels! Mais l'argument le plus capable de rallier les tièdes, les indécis, et de faire échouer Maurras (pour autant qu'il eût alors voulu poser sa candidature) ce fut le gardien de la Compagnie, son secrétaire perpétuel René Doumic, qui l'exprima. Il représenta,

en effet, à ceux de ses confrères qui eussent voulu voir l'Académie faire ce geste, qu'il craignait qu'une élection brusquée fût interprétée comme un acte politique d'une Compagnie qui se les interdit, qu'on ne l'interprêtât comme une manière de protestation et qu'elle n'entraînât des représailles immédiates. L'Académie française se sentait, en effet, assez menacée depuis l'arrivée au pouvoir du Front populaire : on parlait de la supprimer, de la déposséder de ses biens de mainmorte. Le rôle joué par elle dans les lettres, dans les esprits et aussi dans la bienfaisance, pouvait-il risquer d'être interrompu? Et comme on objectait à M. Doumic que l'Académie avait bien appelé Chateaubriand sous Napoléon, il répondit : « *Monsieur Léon Blum n'est pas Napoléon!* »

Mais qu'en pensait Maurras? Un jour que nous en parlions avec lui entre les murs noirs de la Santé, Maurras nous dit dans un rire qui découvrait toutes ses dents : « Il est juste que je sois ici; ce qui ne serait plus juste du tout, ce serait maintenant de m'habiller en suppliant pour me réfugier sous un autel, fût-ce celui de l'Académie! A aucun prix, je ne veux paraître me réfugier de la captivité politique dans le libre maquis des Lettres! Cette façon de scier mes barreaux et de sauter le mur serait la plus pitoyable des évasions! »

Et à M. Henry Bordeaux qui, dans la circonstance, s'était donné pour lui tant de peine, Maurras avait répondu, en le remerciant de ses bons offices : « *Je poserai ma candidature dès que je serai sorti d'ici. Il n'y a pas de raison de juger que je serai mort dans une dizaine de mois. Je suis un de ces hommes d'autrefois, à qui sept ou huit ans de Bastille pour leurs idées ne faisaient pas peur. Mon père et ma mère ne m'ont pas fait douillet, s'ils m'ont créé irascible et mauvais coucheur. Dans dix mois, j'aurai toute la liberté de faire simplement et honorablement la demande à laquelle me convie votre amitié militante!* »

Un an plus tard, le 9 juin 1938, l'Académie française appelait à elle le grand écrivain français dont elle pouvait le plus s'enorgueillir. Quand le maréchal Pétain reçut la visite de Maurras, il lui demanda : « Monsieur Maurras, est-ce que l'Académie ne vous enlèvera point votre indépendance? — et Maurras de lui répondre : « Monsieur le Maréchal, je sors de prison et je ne l'y ai pas laissée! » Au Palais Mazarin, sa candidature avait été bien accueillie. Certains académiciens catholiques, émus par la campagne acharnée de M. Georges Bidault ¹ et des démocrates chrétiens dans l'*Aube*, avaient pourtant éprouvé quelques scrupules. Pour les apaiser, les amis de Maurras avaient songé à leur faire connaître les précieuses marques de bienveillance que Maurras avait naguère reçues de Pie XI lui-même : mais Maurras accepterait-il de divulguer sa correspondance avec le défunt Pape?... On m'avait chargé de le pressentir. Sa répartie fut immédiate, et, le soir même, il m'adressait ce message : « *Mon cher ami, Boisfleury me met au courant. Mais ce n'est pas possible. Je ne peux pas donner l'écrit de l'Homme blanc pour gagner l'habit vert : ce serait une espèce de simonie!...* »

Le 8 juin 1939, Maurras était reçu sous la coupole par son vieil ami M. Henry Bordeaux.

Dans un ciel noir...

Ainsi quelques clartés heureuses avaient brillé, au cours de ces années, dans un ciel noir chargé de tous les orages. Les fumées de la révolution, des luttes idéologiques, montaient alors de partout. La guerre civile, en juillet 36, s'était allumée en Espagne : et c'est là qu'en fait ont commencé la seconde guerre

¹ En 1939, M. Georges Bidault devait publier dans l'*Aube* une requête adressée au président de la République pour l'inviter à ne pas ratifier l'élection académique de Charles Maurras.

mondiale et celle qui l'a suivie. Dans la croisade contre l'athéisme soviétique, l'Espagne peut revendiquer l'honneur du premier danger et de la première victoire. Le pape Pie XI avait tenu immédiatement à saluer en son chef « la voix authentique de la catholique Espagne », et il avait envoyé un nonce à Burgos, sans attendre la victoire définitive des Blancs. L'Espagne rouge, elle, avec qui nos socialistes faisaient cause commune, devait pourtant trouver des partisans et des défenseurs dans la presse catholique française, où l'idéologie de gauche semblait visiblement triompher. Des écrivains catholiques qui passaient naguère pour des « hommes de droite », les Bernanos, les Mauriac, les Maritain, dénonçaient à l'envi les « atrocités franquistes ». « Les Rouges, disaient-ils, ont massacré des serviteurs et des servantes de Dieu, ils ont brûlé des sanctuaires; mais les crimes des Blancs, eux, sont beaucoup plus graves, parce qu'ils ont été commis par des hommes qui prétendent faire une *guerre sainte*, la guerre des droits sacrés que Jésus-Christ a confiés à l'Église, parce qu'ils se disent les défenseurs du temple et du sanctuaire de Dieu! » Et Jacques Maritain de se dresser contre l'« abominable hérésie » des nationaux espagnols, en peignant sous les plus effroyables couleurs les violences des Blancs : « Un homme, disait-il, un homme qui ne croit pas en Dieu peut penser : à tout prendre, c'est un retour à l'ordre, et un crime en vaut un autre. Un homme qui croit en Dieu sait qu'il n'est pas un pire désordre : *c'est comme si les os du Christ, auxquels les bourreaux du Calvaire n'ont pas touché, étaient brisés sur la Croix par les chrétiens!* Voilà ce qui met les Blancs au-dessous des Rouges. » A Maritain, comme à Bernanos, une voix romaine avait aussitôt répondu : « Il n'est pas légitime de parler avec colère des erreurs et des défections de ceux qui veulent reconstruire une Espagne catholique, quand on reste insensible en face d'une tyran-

nie barbare qui a tenté de faire de l'Espagne une autre Russie et qui bouleverse l'Occident. »

L'Esprit qui décompose.

Ceux qui dénonçaient ainsi la résistance du général Franco, ceux à qui la cause de Negrin, de Caballero, de la Pasionaria, était « chère », n'avaient alors que complaisance pour Hitler, et cela à l'heure même où la Sarre venait d'être évacuée, où l'Allemagne devenait de jour en jour plus belliqueuse. C'est en avril 1935 que, sous le titre *la Course à la Guerre*, Emmanuel Mounier, directeur d'une revue qui prétendait se couvrir des enseignements de l'Église et de la politique chrétienne, avait publié dans *Esprit* une Lettre d'Allemagne qu'il avait présentée en ces termes :

« Au dernier moment, quand retentit de l'Atlantique à l'Oural un tumulte guerrier, nous recevons d'un de nos amis, résidant à Berlin, la lettre suivante. Elle choquera certains. Pour nous, nous pensons que si jamais, nous vivant, un orage devait éclater sur l'Europe un jour ou l'autre, spécialement ce soir où le meilleur camarade serait tombé à côté de nous, nous sentirions passer l'intolérable regret de n'avoir pas laissé ce faible témoignage affirmer sa faible présence dans le mensonge universel. »

Que disait-il ce « faible témoignage » ? Il était daté du dimanche 17 mars 1935 et commençait ainsi :

« Hier après-midi, les vendeurs de journaux se sont déchaînés tout à coup à travers Berlin. A peine préparés par les violents commentaires qui, le matin même, avaient accueilli dans la presse le *vote absurde de la Chambre française (cette loi de deux ans, triste recommandement des folies de 1913; mesure en soi inefficace et qui, moralement, risque de mettre le feu aux poudres européennes...)* les Berlinoises mettent un instant à comprendre

la grande nouvelle; et puis c'est le déchaînement d'une joie folle et instinctive : « Enfin la honte de Versailles « est effacée, nous sommes de nouveau un peuple « libre... »

Et le correspondant d'*Esprit* d'accuser aussitôt la duplicité capitaliste, le machiavélisme des diplomates, de vitupérer les « marchands de canons », de dénoncer la « course aux armements », sans même se demander qui avait commencé à réarmer, ni quel danger le réarmement du Reich faisait courir à la France!

« Sans doute, disait-il, il y a en Allemagne des gens qui veulent la guerre, qui la préparent patiemment. On peut bien l'affirmer pourtant, sans optimisme ridicule, la masse allemande acclame le Führer parce qu'il lui a rendu le sentiment de son honneur, parce qu'il a su imposer à l'univers *les exigences les plus légitimes de sa sécurité et de son égalité juridiques*. Relisez la proclamation du gouvernement... Pas un mot qui menace l'étranger, aucun appel à l'impérialisme, à l'expansion, à la revanche... Il n'invoque en tout cas aucun concept obscur et se place résolument *sur le plan du droit pur*. »

Ainsi rien n'était plus légitime que le patriotisme allemand; seul le patriotisme français semblait au rédacteur d'*Esprit* inspiré par un esprit de discorde ou de témérité. « Il ne s'agit plus de préférences politiques, ou d'intérêts personnels, précisait ce correspondant, mais *comme pour la Sarre hier, comme demain pour Dantzig et pour l'Autriche, d'une exigence fondée sur le droit naturel en soi incontestable*, et contre laquelle la lettre même des engagements dictés n'oppose à la conscience la plus scrupuleuse qu'une barrière assez fragile. »

Hitler pouvait désormais tout faire, le « droit naturel » le justifiait par avance, et non seulement dans la paix mais aussi dans la guerre, car c'est toujours pour un droit qu'on se bat. Au reste, le collaborateur

d'*Esprit* ajoutait que c'était « non sans raison que la France apparaissait aux Allemands comme l'ennemie traditionnelle de leur unité et de leur honneur ». « Comment, disait-il, en face de nos craintes, ne répondraient-ils pas par des craintes analogues? Et puisque nous maintenons à grands frais une armée nationale, pourquoi refuserions-nous à nos voisins la même garantie? » Oui, c'était notre obsession de sécurité qui donnait à l'Allemagne le souci de la sienne; prétendre le contraire, c'était n'avoir pas confiance en sa « sincérité », et pourquoi « refuser toujours de faire crédit à la bonne foi humaine »? Et tout ce discours aboutissait à cette supplication qui n'offensait pas moins le sens commun que la piété chrétienne : « *Qui donc, s'écriait l'ami d'Emmanuel Mounier, qui donc nous donnera un nouveau saint Louis qui, à la face du monde, confiant avant tout dans la justice de Dieu, osera faire crédit à la paix et, devant le réarmement allemand, répondra par la seule arme efficace, c'est-à-dire par un désarmement intégral et sans arrière-pensée?* » Cette dérobadie dans la « sainteté » — faussement assimilée au plus lâche abandon — ne traduisait d'ailleurs qu'une impuissance désastreuse; elle n'était qu'une forme de désespoir, car si l'auteur de la lettre à *Esprit* vouait la France au martyre, il ne semblait même pas sûr que ce sacrifice serait un sacrifice rédempteur! En tout état de cause, la France lui semblait destinée à « disparaître » et puisqu'elle n'était pas « éternelle », il préférerait la condamner tout de suite au suicide : « *S'il fallait, concluait ce malheureux, s'il fallait qu'un jour, à la suite d'un tel geste ou par la simple conséquence arithmétique de son malthusianisme, la France (qui n'a rien d'éternel) disparût de la surface de la terre, qui donc ne préférerait cette responsabilité même à la plus directe complicité dans le crime de droit commun que serait une nouvelle guerre?* » L'imbécile imaginait-il que la France pût disparaître de la planète, comme une simple entité métaphy-

sique! La France, c'étaient des Français, des Français qui seraient du même coup réduits en servitude par l'étranger à qui l'amour de la paix aurait livré leur sol! L'imbécile ne comprenait pas davantage qu'avant d'en arriver là, et quoi qu'il en fût de la volonté sacrificielle de la France, un tel avenir, dans la mesure même où il changerait la face de l'Europe, ne se ferait pas avec de l'eau bénite! Loin d'empêcher la guerre, la disparition de la France risquerait de provoquer, provoquerait à coup sûr une catastrophe sans précédent dans l'histoire.

C'est à ces pieuses équivoques, à ces aberrations désastreuses, à ces mornes abdications de la conduite même de l'homme, que les défaitistes, les faux spirituels d'*Esprit* s'abandonnaient devant les dangers qui nous menaçaient déjà! Ainsi bénite par de dévots adaptateurs, la propagande de l'*Humanité* avait pénétré dans les séminaires, dans les cercles d'études, chez les intellectuels bien-pensants. La revue d'Emmanuel Mounier en était l'organe, protégée, soutenue qu'elle était par des évêques, recommandée par des prêtres, par des théologiens, par d'éminents thomistes.

Changement à vue.

En 1936, au moment de l'affaire des sanctions et de la guerre d'Espagne, si l'idéologie d'*Esprit* et le hideux pathos où elle s'exprimait étaient toujours identiques à eux-mêmes, ses positions quant à la paix et quant à la guerre furent radicalement renversées. Un véritable changement à vue! Que s'était-il passé? Dans le dessein d'attirer, de gagner à leurs doctrines toute une jeune bourgeoisie qui se prolétarisait chaque jour davantage et qui, déjà tournée contre la prépondérance sociale qu'une certaine forme de capitalisme usurpait, tenait encore à l'ordre de la société par les liens du patriotisme, de l'humanisme ou de l'édu-

cation chrétienne, les intellectuels révolutionnaires cherchèrent alors à lui donner le change sur leurs véritables principes à l'endroit de la patrie, de la culture, voire de la religion. Il s'agissait de convaincre la jeunesse bourgeoise que les objets de ses attachements, loin d'être menacés par le communisme, s'en trouveraient comme restaurés, vivifiés, exaltés, et cela dans la mesure où ils ne seraient plus solidaires d'un monde avili, où ils n'apparaîtraient plus comme associés aux privilèges d'une « classe opprimante ». Les affirmations de cette sorte ne cessaient de se multiplier. C'était André Malraux qui, à la Maison de la Culture, répliquait à un contradicteur « réactionnaire » : « *Avant deux ans, nous serons plus patriotes que vous!* » C'était Vaillant-Couturier qui écrivait dans l'*Humanité* : « L'enjeu, c'est la civilisation... Nous voulons rendre la santé au cerveau malade de notre pays »—et d'emprunter à M. Henry Bordeaux cette citation de Gaston Paris : « Une littérature nationale est l'élément le plus indestructible de la vie d'un peuple. » Sous la même plume et dans le même journal, on s'efforçait de gagner les âmes religieuses au communisme, en leur répétant que bien peu de chose les en séparait, puisque aussi bien « toutes les idées révolutionnaires sont primitivement des idées chrétiennes ». C'était aussi le temps où *Vendredi* s'était fondé pour établir ce « front commun » qui va, disait alors André Chamson, « des intellectuels qui ont rallié la révolution aux intellectuels catholiques qui ont maintenu le parti de la Liberté », c'est-à-dire d'André Gide à Jacques Maritain.

Il y avait déjà longtemps que l'équipe d'*Esprit*, par une certaine communauté d'indignation, une certaine volonté commune de dénoncer des abus, des injustices, des désordres, mais aussi par un certain goût de la défaite qui, à de certaines heures, exerce sa fascination désastreuse, ne craignait pas de re-

garder avec complaisance du côté de la révolution. Mais la nouveauté, en cette année 1936, c'était le « patriotisme » des intellectuels révolutionnaires, à tout le moins ce patriotisme idéologique qui n'entendait restaurer les valeurs culturelles nationales que pour les protéger des « vertiges mortels du fascisme » et qui, en fait, n'était qu'un bellicisme de guerre civile. Le « revirement » communiste n'avait pas d'autre objet... De là qu'on vit aussitôt les « catholiques » d'*Esprit*, ces pacifistes, ces désarmeurs de la veille, devenir les bellicistes du lendemain. Démocrates chrétiens et démocrates tout court, qui avaient voulu la paix à tout prix tant que certains atouts de fer étaient conservés dans nos mains, se mirent alors à la préparer avec une passion délirante. Cette transformation inouïe, il avait suffi de l'affaire d'Abyssinie, puis de la révolution espagnole, pour qu'elle s'accomplît aussitôt. « Eh quoi! leur disait Maurras, eh quoi! pacifistes quand nous étions forts? Belliqueux quand nous n'avons plus que faiblesse? Alors vous conspiriez déjà une inévitable défaite? » — et Maurras de montrer sans relâche au pays la manœuvre des boutefeux communistes, socialistes et démocrates chrétiens — jusqu'à ce qu'elle apparût, au moment de Munich, dans sa terrible évidence.

Pendant les années 36 et 37, le monde de gauche n'avait cessé pareillement de fulminer des articles et des discours enflammés en faveur d'actions ou de sanctions militaires. A toutes ces folies se mêlaient les extravagances de notre politique étrangère. Et la France, que faisait-elle? Elle vivait dans l'incertitude de ses lendemains sous un régime de « front populaire », tantôt à direction socialiste, tantôt à direction radicale, et sous la constante menace du chantage communiste. L'opposition était noyautée. La pire confusion régnait dans les rangs de la droite : la Cagoule avait été la dernière aventure des « nationaux » affolés. « Les personnes dites raisonnables,

écrit Brasillach, se résignaient et passaient de Doriot au colonel de La Rocque, du P. P. F. au P. S. F. ou, plus sagement encore, au radicalisme qui semblait triompher. Mais ce qui dominait tout, plongeait tout dans une sorte de torpeur angoissée, c'était la guerre, la guerre qu'on attendait, qu'on savait inévitable — la guerre pour le printemps ou pour l'automne... »

La nostalgie du fascisme.

Dans cette attente des prochains orages, la jeunesse perdait non point le courage, mais la santé morale, l'équilibre, travaillée qu'elle était par une forme singulière de « non-espoir ». Toutes les jeunesses du dehors, exaltées par de nouvelles formes de vie, se sentaient appelées vers des destins héroïques, unies dans une communauté inséparable et comme portées au-dessus d'elles-mêmes. On sentait la nôtre impatiente d'un « engagement » où retrouver l'enthousiasme, l'optimisme, la sensation vitale d'*exister*. Si le « fascisme » avait pu conquérir un si grand nombre de jeunes hommes, c'était parce qu'il répondait à d'ardentes attentes. L'opinion libérale n'opposait rien que de négatif à ses affirmations contagieuses; l'« antifascisme » qu'elle proposait n'était pas une « mystique » digne de la France. Parmi les valeurs que le « fascisme » avait réhabilitées ou créées, M. Etienne Borne lui-même ne reconnaissait-il pas alors ¹ « le mépris du banal et du routinier, la recherche de la grandeur, le refus d'un idéalisme menteur qui dissimule sous une morale universelle des égoïsmes confortables et nantis, un effort pour penser l'idée d'ordre en l'arrachant à des compromissions bourgeoises, la certitude enfin qu'il y a des raisons de vivre qui valent mieux que la vie. » Oui,

il y avait dans le style de vie fasciste des éléments nobles, de hautes vertus, que nous, Français, étions faits plus que d'autres pour estimer sans en méconnaître pour autant les dangers. Plutôt que de les déprécier par système, mieux eût valu distinguer entre les expériences totalitaires, chercher ce que les unes et les autres proposaient de valable, retenir ce qui se traduisait par un gain, afin de *faire autre chose et mieux*. Le relèvement de la nation française n'avait d'ailleurs pas à donner à cette réalité qu'est la France un contenu idéologique fasciste ou non-fasciste : il devait se faire selon les voies qui lui sont propres, c'est-à-dire conformément aux caractères historiques de son peuple et aux valeurs traditionnelles et spirituelles d'une civilisation qu'elle a pour mission de perpétuer. Faute d'une politique intégralement nationale, « le fascisme », la nostalgie du « fascisme » fut pour beaucoup de jeunes Français une sorte de mal du siècle, un *romantisme de la jeunesse*. « Pourquoi tant de jeunes se sont-ils détournés de nous, catholiques ? disaient alors les dominicains de la *Vie intellectuelle*. Parce qu'ils aimaient l'aventure et le danger, l'effort qui risque et s'engage, et parce qu'ils jugeaient trop molles les vertus des nôtres. De Nietzsche à Malraux, de Lénine à Hitler, s'est écrite l'histoire des infidélités des chrétiens à la *vertu de force*. » La jeunesse française, qui grandissait dans un siècle dur, ne se sentait pas, en effet, cette vocation de l'échec à laquelle trop de catholiques la préparaient, et elle comprenait davantage ceux qui lui disaient : « *Ayons la force et la grandeur, et tout sera possible dans un monde où la paix sera maintenue. Le secret de la paix comme celui de l'humanité, de la liberté, de la charité, c'est la puissance. Si vous êtes charitable, mais mort, qu'importe votre charité ?* » Ainsi parlait Robert Brasillach.

Il revenait de Tolède, de Burgos. Il était allé à Bruxelles voir Degrelle ; il avait des camarades qui,

au retour de Roumanie, lui avaient parlé de la Garde de Fer et de Codreanu. Il était de ceux que le mythe du fascisme avait fait frémir, pour qui le fascisme avait été la dernière aventure de leur jeunesse. Non, le fascisme n'était pas alors pour Brasillach une doctrine ni une imitation de l'étranger, c'était un esprit, l'esprit même de l'amitié opposé à tous les préjugés, aux préjugés de classe comme à tout autre; c'était une immense camaraderie éparsse qui unissait à travers le vaste univers tous ceux qui croyaient encore aux vertus de la nation, de la race, de l'histoire et qui, parfois émus, parfois rageurs, songeaient au passé et au présent de leur pays et se disaient : *Pourquoi pas nous ?*

Cent heures chez Hitler.

En 1937, Brasillach s'était rendu au Congrès de Nuremberg, car il était de ceux qui pensaient qu'il « fallait se hâter » et que « nous n'aurions pas longtemps à contempler pacifiquement ce pays ». Il avait assisté aux offices du culte hitlerien, à ces nuits de Walpurgis éclairées par les projecteurs et par les torches. S'il en avait subi l'enchantement musical « sans lequel, disait-il, l'Allemagne ne peut concevoir ni religion, ni patrie, ni guerre, ni politique, ni sacrifice », Brasillach n'avait pas reçu pour autant la grâce de l'hitlerisme : ni sa tête, ni son cœur n'avaient été troublés. Au cours de ses « cent heures chez Hitler », bien des choses l'avaient laissé plein d'irritation, d'inquiétude. Il avait eu le cœur serré en entendant, à toutes les parades nazies, les Autrichiens lancer leur appel rythmé : *L'Autriche salue son Führer !* Un de ses camarades qui revenait d'Autriche, ne lui avait-il pas justement parlé « des effrayants progrès des nazis « là-bas » ? « J'ai entendu, lui avait-il dit, j'ai entendu, devant vingt personnes qui n'ont pas protesté, un homme appeler son chien. Savez-vous le nom qu'il lui donnait ? *Dollfus*. » « Je pense, disait

Brasillach, à l'insulte ignoble adressée au héros et au saint de l'indépendance nationale, à chaque fois que monte le cri des nazis autrichiens. »

S'il se souvenait du spectacle incomparable que lui avait offert Nuremberg dans la cathédrale de lumière qu'était son stade, s'il avait admiré l'ordre parfait de ces mouvements, de cette musique, de ces chants, c'était leur signification que son esprit s'était attaché à pénétrer d'abord. « Tout cela, disait-il au retour, tout cela est fondé sur une doctrine, et ces spectacles sont liés à une représentation du monde, aux idées les plus fermes sur la valeur de la vie et de la mort. C'est parce que ces cérémonies et ces chants signifient quelque chose que nous devons y faire attention — et sans doute nous tenir sur nos gardes. »

C'est à la France que lui faisait songer « ce pays étrange et irritant » : « Un ordre souvent faux, disait-il, fait penser à un ordre vrai. Une grandeur souvent mêlée fait penser à une grandeur plus pure. Est-ce que, vraiment, on nous fera croire que désormais les grands sentiments sont incompréhensibles à la France, qu'on ne pourrait pas les réapprendre à la jeunesse française, que nous ne pourrions pas les sentir chez nous, à *notre mode à nous* ? »

Ce qui avait le plus étonné Brasillach en Allemagne, devant ce peuple dont on disait que Hitler était arrivé à faire une machine parfaitement montée, ç'avait été de « découvrir une sorte d'anarchie germanique » qu'il tenait pour « quasi irrémédiable ». « Il me semble, disait-il, que cette existence très réelle de l'anarchie allemande, si curieusement mêlée à la discipline, est un élément essentiel de l'âme de ce pays ». Un ensemble aussi impressionnant que celui de Nuremberg lui avait paru comporter « sa part de décor et d'illusion ». Dans la rigueur de ses défilés, il voyait « le symbole d'un effort qui outrepassa la nature et ne correspond pas tout à fait à la nécessité de l'ordre ».

« C'est un ordre, dit-il, plus factice que réel, dont on ne s'étonne pas qu'il ait ses inconvénients. Si l'on va plus loin, on s'étonnera moins encore qu'il soit parfois difficile aux Allemands de respecter justement la réalité et les limites du bon sens... En définitive, et quelles que soient les réussites incontestables de l'hitlerisme pour donner une âme collective à l'Allemagne, on se demande parfois si l'inadaptation foncière de l'Allemand au réel, si son amour pour la construction abstraite, si l'invisibilité qu'acquière soudain pour lui certains faits ou certaines idées, ne sont pas des obstacles plus grands qu'on ne le croit. »

Hitler lui-même, avec sa veste jaunâtre, son pantalon noir, sa mèche, son visage fatigué, son regard absent, son visage insignifiant, avait laissé à Brasillach une impression bien trouble. Ses yeux seuls l'avaient frappé, ces yeux étranges d'un « bleu profond et noir, où l'on distinguait à peine la prunelle » :

« Comment, dit-il, deviner ce qui se passe en eux? Qu'y a-t-il d'autre qu'un rêve prodigieux, un amour sans limites pour le *Deutschland*, la terre allemande, celle qui est réelle et celle qui est à construire encore? Qu'avons-nous de commun avec ces yeux? Et surtout la première impression, la plus prodigieuse, subsiste : *ces yeux sont tristes*. Une angoisse presque incontestable, un désespoir inouï demeurent. Nous y devinons en un éclair tout ce que cache une façade brillante, les difficultés présentes, la guerre possible, la crise économique, la crise religieuse, tous les soucis du chef responsable.

« On ne veut pas faire du romantisme, ajoutait Brasillach. Pourtant devant ce triste fonctionnaire végétarien, sans rayonnement et qui est un dieu pour son pays, comment ne pas songer que, dans une aube de juin, il est descendu du ciel, tel l'archange de la mort, pour tuer quelques-uns de ses plus vieux compagnons et des plus chers? C'est à Roehm que je pense aujourd'hui... Et sans doute on est bien libre de ne voir dans le 30 juin qu'une révolution de palais, un épisode de la

lutte entre la Reichswehr et les S. A. Mais c'est aussi autre chose. Car cet homme, qui fut l'ami de Roehm, a sacrifié à ce qu'il jugeait son devoir et sa paix personnelle et l'amitié, et il sacrifierait tout, le bonheur humain, le sien et celui de son peuple par-dessus le marché, si le mystérieux devoir auquel il obéit le lui commandait... C'est cela qui fait, à chaque instant, *tout remettre en question.* »

« Mais de tout cela, qu'est-ce qui est promis à la durée? » se demandait Brasillach qu'une cérémonie germanique, comme la consécration des drapeaux, ce nouveau rite avait proprement *effrayé* :

« Je ne sais pas, disait-il, ce qu'était l'Allemagne de naguère. C'est aujourd'hui un grand pays étrange, plus loin de nous que l'Inde et que la Chine. Le drapeau lui-même accentue cette étonnante impression orientale, et il faut faire effort pour s'apercevoir que quelques-unes des vertus remises en honneur — le travail, le sacrifice, l'amour de la patrie — font partie du patrimoine commun de tous les peuples, tant on est *accablé* par les impressions du dépaysement et de l'exotisme. *Je ne sais pas si la guerre de Trente ans, comme on me l'affirmait, a coupé l'Allemagne de la civilisation européenne, mais je suis bien sûr que Hitler est en train de construire une civilisation qui, par certains aspects de son particularisme, l'éloigne encore davantage de cette communauté.* Il semble y avoir quelque ironie du destin à souligner les apparences orientales de ces mythes, dans un pays qui semble rejeter tout ce qui lui semble venir de l'Orient. Mais Hitler, instaurateur des nuits de Walpurgis du 1^{er} mai, des fêtes païennes, de la consécration des drapeaux, est fidèle à la vocation profonde de l'Allemagne qui, de Goethe à Nietzsche et à Kayserling, a toujours été tournée vers le soleil de l'Orient. *Tout cela certes, n'est pas pour nous, et l'on n'a pas besoin d'insister pour le dire... On comprend le fascisme italien, on comprend ce qu'il peut en subsister d'immortel même après la chute du régime. Devant le national-socialisme allemand, on demeure plein de doute et d'inquiétude. Devant cette construction d'un homme*

nouveau, on se dit : est-elle permise? N'y a-t-il pas là un effort qui outrepassé les bornes de la nation? Demain l'hitlérisme ne sera-t-il plus qu'une gigantesque curiosité historique? Tout cela n'est-il pas trop? »

Dès son retour d'Allemagne, Robert Brasillach nous avait remis ce récit de ces *Cent heures chez Hitler*¹; récit singulièrement lucide, intelligent, objectif, et qui montre qu'il avait su voir, observer, garder la tête froide devant la dramaturgie hitlerienne. Oui, Brasillach avait compris que, derrière l'immense, le colossal décor wagnérien et ses incantations nocturnes, il y avait une réalité qui, elle, n'avait pas changé. Vingt ans après 18, il y avait toujours l'Allemagne, et au centre de l'Europe, quatre-vingts millions d'hommes de langue allemande dont l'histoire n'était pas finie et dont les chants, dans ces nuits de Walpurgis, préludaient aux invasions prochaines, en invoquant les vieux dieux germaniques à la lueur des torches et des projecteurs, comme le tam-tam appelle ses hordes au combat. Le chef, là-bas, les soulevait en larges houles, ces foules subjuguées, et les « enfants allemands jouaient comme des loups autour de leurs souvenirs de guerre et de sacrifice »! Des éclairs zébraient le ciel du Walhalla et le tonnerre grondait, annonciateur de l'orage.

Septembre 1938.

Il éclata en septembre 1938 et, de toutes, cette alerte fut la plus grave. Nous avons eu alors le sentiment de partir pour la guerre, nous avons revécu les scènes de la gare de l'Est en 14. Quand je songe à ce que fut, un an plus tard, la mobilisation de 39, je m'aperçois des différences : une sorte d'ivresse de

¹ Ce récit diffère en bien des points de celui qu'on peut lire dans *Notre avant-guerre*, publiée en mars 1941. Aussi avons-nous cru devoir citer ce texte tel que Brasillach le donna d'abord dans la *Revue Universelle* du 1^{er} octobre 1937.

« front populaire » avait donné sa couleur au départ des hommes en 38. Dans les trains qui nous emmenaient à la frontière, ouvriers et officiers fraternisaient, levaient ensemble leur « quart », en maudissant les dictateurs, et une odeur de vin rouge se mêlait aux vapeurs de ce patriotisme révolutionnaire. On allait « *casser la gueule à Hitler et à son Mussolin!* » L'événement prenait, au moins, une espèce de sens, que les poings levés, le chant des *Internationales*, les cris : *A bas les deux cents familles!* lui prêtaient. Oui, « saouls d'idées fausses et de mauvais vin, mais francs patriotes tout de même, ces Français »! L'esprit anti-fasciste jouait à plein : *A bas Hitler! A bas Mussolini!* C'est qu'en 38 Moscou n'était pas l'allié de Berlin, Staline n'était pas aux côtés de Hitler, et l'élan communiste était l'élément animateur de cette mobilisation tumultueuse et désordonnée... Bien sûr, tout était faux dans les discours de ces hommes qui partaient vers ils ne savaient trop quoi : les idées, les dangers, les causes, les espérances, tout était faux; excepté une chose, une très simple résolution : « On nous attaque, il faut nous défendre. » Mais quelle pagaille!

Puis un matin, en buvant la bistouille, ils apprirent par la T. S. F. que Chamberlain et Daladier allaient rencontrer Hitler et Mussolini à Munich! Sans blague? D'abord ils n'y avaient pas cru... Et puis dès qu'on connut l'étonnant résultat — car les Sudètes, la Tchécoslovaquie, tout ça ne leur disait pas grand' chose — ils commencèrent à trouver qu'ils seraient tout de même mieux chez eux... On les avait dérangés pour rien, mais on ne les y reprendrait plus...

De retour à Paris, « pseudo-guerriers désaffectés », nous eûmes du mal à nous remettre aux travaux incertains de la paix. Des événements bizarres venaient d'ailleurs nous tenir en haleine. Le 30 novembre 1938, l'ordre de grève générale avait échoué partout avec un ensemble parfait, mais la politique exté-

rieure ne nous laissait pas de répit. Aux ides de mars 39, l'Allemagne envahissait la Tchécoslovaquie; l'Italie, quelques semaines plus tard, occupait l'Albanie; au mois de mai, Mussolini et Hitler signaient à Berlin ce fameux pacte d'acier, par lequel l'Italie assurait à l'Allemagne son concours militaire... en 1942 (mais la date, on ne la connut que plus tard). En attendant, tout était déjà décidé à Londres. Au printemps de 1939, Lucien Romier avait assisté, à Paris, à un entretien de M. Duff Cooper avec Paul Reynaud et quelques hommes politiques français. « En sortant, me dit-il à Vichy en juillet 40, en sortant, et sur ce que je venais d'entendre, je n'avais plus le moindre doute : *la guerre*, me dis-je, *est déclarée.* » Dès le mois de mai 39, on commençait, d'ailleurs, à rappeler certains mobilisables, à prolonger le service militaire : il n'était plus désormais que d'attendre le jour J.

C'est alors que le mouvement, dont Maurras est le chef atteignit son « plus haut sommet ». Par sa propagande à travers Paris, par ses admonitions menaçantes à nos tristes pouvoirs publics, l'*Action française* avait resserré de toutes ses forces la coalition anti-guerrière qui avait abouti à l'arrangement de Munich, en même temps qu'elle répétait sans relâche : Armons, *Armons*, ARMONS ! Pendant toute l'année, Maurras et les siens continuèrent à mettre en garde contre l'illusion belliciste et contre l'illusion pacifiste, à réclamer des armements et des alliances, et au mois d'août 1939, jusqu'à la dernière seconde où cela fut possible, ils ne cessèrent de lutter pour cette paix agonisante.

Daladier et Mussolini.

Juillet 1939. C'était le temps des vacances. Nous allions quitter Paris, et je me souviens encore de ma dernière promenade avec Robert Brasillach au

parc Montsouris. Je lui parlai de Rome d'où je venais de rentrer. J'avais rapporté d'Italie une suite d'articles que Daladier n'avait pas voulu voir paraître dans le *Petit Parisien* qui m'avait envoyé là-bas, au début de juin. La situation de notre pays était trop grave pour que je ne me fisse pas un devoir d'obéir à cette exigence gouvernementale : n'étions-nous pas en quelque sorte déjà « mobilisés » ? J'avais raconté à Robert ce qu'Elie-Joseph Bois m'avait dit pour m'expliquer le « veto » de Daladier. Ouvrant un petit coffre-fort, le rédacteur en chef du *Petit Parisien* en avait tiré un document ultra-secret, un « bleu » comme on dit au Quai d'Orsay — document qui lui avait été communiqué sans doute par Alexis Léger. C'était la sténographie d'un entretien que lord Halifax venait d'avoir avec le chef du gouvernement français. Au cours de ce tour d'horizon diplomatique, lord Halifax (qui était au courant des pourparlers que nous avions eus en janvier 39 avec Rome, après les incidents de Montecitorio et le retrait de notre ambassadeur au palais Farnèse) lord Halifax avait demandé soudain à M. Daladier : « *Et l'Italie, monsieur le Président ?* » Daladier, feignant d'ignorer de quoi l'Anglais lui parlait, s'était lancé dans des explications confuses, où se trahissait surtout son embarras à lui répondre. Pour y mettre fin, lord Halifax l'interrompit et lui dit : « *Mais, monsieur le Président, si l'Italie faisait connaître ses conditions, est-ce qu'elles ne resteraient pas dans un tiroir ?* » Elles y étaient depuis six mois. M. Daladier sembla ne pas l'entendre et soutint que les revendications tapageuses de la presse italienne rendaient l'opinion française hostile à tout rapprochement avec l'Italie. Lord Halifax, que cette attitude n'abusait point, termina l'entretien par ces mots : « *Si ces négociations avec l'Italie sont susceptibles de causer des difficultés à votre gouvernement, qu'il n'en soit plus question !* » Toute la question, en effet, était là. Daladier l'avait, un jour,

reconnu sans ambages, en répondant à Pierre Laval : « Si je négociais avec l'Italie, je serais le lendemain foutu par terre à la Chambre ! » Et voilà pourquoi les propositions que M. Paul Baudouin lui avait rapportées d'Italie en janvier 1939 étaient « restées dans un tiroir » ! Quelles étaient les bases de ces pourparlers qui devaient éventuellement conduire à une négociation avec Rome ? Elles portaient sur les trois points suivants : 1^o le rachat de la portion du chemin de fer d'Addis-Abeba qui se trouve sur le territoire éthiopien, dont l'Italie venait de faire la conquête ; 2^o la nomination d'un ou deux administrateurs italiens au canal de Suez ; 3^o la révision anticipée du statut des citoyens italiens en Tunisie, révision qui devait normalement avoir lieu en 1942. Quand M. Paul Baudouin en rendit compte au chef du gouvernement français et lorsqu'il lui montra le memorandum qu'il avait rédigé au palais Chigi avec le comte Ciano, Daladier trouva les « ouvertures » italiennes si « raisonnables », à tout le moins si différentes des revendications spectaculaires qui s'étaient élevées en novembre, à Montecitorio, par ces clameurs : « Djibouti ! Suez ! Tunis ! » que son premier mouvement lui fit dire : « Alors, il va falloir négocier ! » Mais Daladier ne tenait aucune-ment à un accord avec l'Italie, bien au contraire ! « C'est l'hostilité de l'Italie fasciste qui fait en France l'union sacrée », répétait-il sans cesse. Et pour échapper à un risque qui lui semblait certain, le chef du gouvernement français préféra laisser les propositions italiennes... dans un tiroir.

— Alors, vous comprenez ! me dit E.-J. Bois en me rendant mes « papiers »... J'avais compris, et c'est tout cela que je racontai à Robert Brasillach, ce matin de juillet 39, où nous marchions ensemble dans les allées tranquilles de Montsouris... Je lui peignis aussi l'extraordinaire spectacle dont j'avais été le témoin à Rome, le pèlerinage de ces soixante-quinze mille femmes italiennes qui, durant des heures et des heures,

avaient défilé devant Mussolini, saluant en lui le chef, le protecteur, le père, avec leurs rires, avec leurs chants! Elles étaient venues de toutes les provinces du royaume : il y avait là des ouvrières et des paysannes, des vieilles femmes et des jeunes filles, des riches et des pauvres qui, toutes, depuis plusieurs jours, vivaient ensemble au Campo Massimo sous l'Aventin. Puis, dans le soleil d'un matin de dimanche, ce fut la prodigieuse éclosion de leur cortège qui, comme un tapis de fleurs vivantes, se déroula sans fin, de la via del Mare au palais de Venise. Chaque section, par l'éclat de ses couleurs, semblait un nouveau parterre de ce jardin en marche. On ne se lassait pas de les contempler, si grande était la joie des yeux. Hélast après les merveilleux costumes paysans, on aperçut les casques et les mousquetons des sections féminine! de préparation coloniale...

— Oui, me dit Robert. J'ai eu la même réaction à Nuremberg. Comment un Français ne regarderait-il pas avec surprise la militarisation des femmes! Dès cinq heures du matin, à Bamberg, quartier général des jeunes filles allemandes, on entend des chants rythmés à travers les rues, on voit passer de longues processions féminines qui semblent se préparer à une parade qui ne viendra jamais. Le spectacle, à la différence de celui dont vous me parlez, ce spectacle n'est pas très beau : ces jupes verdâtres, ces courtes vestes brunes ne sont pas toujours agréables à voir... Il m'a semblé qu'il y avait là une exagération fort blâmable. Il ne faut, sous aucune longitude, traiter les femmes comme les hommes! Mais cette vérité de La Palisse doit être intraduisible en allemand! ¹

— Que ce soit à Nuremberg ou à Rome, tout, repris-je, nous ramène à l'obsédante question qui d'un bout de la terre à l'autre hante notre espèce :

¹ Robert Brasillach l'avait d'ailleurs relevé dans ses *Cent heures chez Hitler* (Revue Universelle, 1^{er} octobre 1937).

la paix ou la guerre? Mais à Rome la chose est sûre : ces femmes qui chantaient, ces filles rieuses qui jetaient leur écharpe au Duce, toute cette joie qu'elles mettaient dans la ville était un acte de foi dans la paix. Ce qu'elles réclamaient, c'était la *Pace Mussoliniana!* Et devant un tel spectacle, j'ai songé à ce film qui, au lendemain des accords de Munich, passait sur tous les écrans d'Italie. On y voyait, de gare en gare, des plus importantes jusqu'aux plus humbles, et même en rase campagne, le long de la voie, des foules immenses accourues du fond des villages, trépignantes de joie, et acclamant le *Duce qui avait empêché la guerre et fait la paix en Europe!* A toutes les stations, des arcs de fleurs et d'épis mêlés, un retour de triomphateur!

« Néanmoins Mussolini est toujours en mesure de lancer son pays dans la guerre, même sous de sombres auspices. Il ne faut pas compter sur une défection de son peuple : les Italiens le suivront jusqu'au bout. Cela ne signifie nullement que le Duce songe à précipiter le cours des choses et nourrisse personnellement de belliqueux desseins. Tout même me porte à croire que, le cas échéant, il s'efforcera encore de modérer les appétits de violence et de domination du Führer! Ce sont de telles dispositions qu'il faudrait essayer de fixer, d'orienter. Plus l'horizon semble bouché, plus l'action doit être attentive, tenace, plus elle doit, en ne négligeant rien, travailler sans relâche et jusqu'au bout... Maurras ne nous en donne-t-il pas l'exemple? »

L'été de 1939.

Avant de quitter Brasillach, je lui rapportai un mot du docteur Franck, ministre de l'Economie du Reich, qui avait rencontré en Suisse un financier français de mes amis : « *Vous voulez prendre vos vacances maintenant? Prenez-les en toute tranquillité. Mais soyez rentré le 25 août.* »

Il fallait profiter de ce répit. Le 15 juillet, je partis avec mon fils faire une croisière du Havre à Marseille, par Oran et Alger. Le 30, nous étions chez Maurras, à Martigues. Le 20 août, nous rentrions à Paris... J'y retrouvai Robert Brasillach qui, lui, revenait d'Espagne. Quelques jours plus tard, porteurs du fascicule 3, nous étions, comme en 38, l'un et l'autre mobilisés : Robert devait rejoindre un état-major en Alsace, et moi, me rendre d'abord au centre mobilisateur de Laon. Le jeudi qui précéda l'invasion de la Pologne, j'étais allé, dans l'après-midi, faire visite au directeur de la Banque d'Indochine, M. Paul Baudouin : il était absent; j'avais dû l'attendre et, quand j'entrai dans son cabinet, il me dit : *« Je sors de chez le président Daladier; je l'ai trouvé plein d'espoir. Il croit que les choses peuvent encore s'arranger. Les Allemands donnent à la Pologne jusqu'à ce soir vingt-trois heures pour leur envoyer un représentant qualifié, avec qui la conversation pourrait être reprise. Il reste une chance d'éviter la guerre... »* J'en prévins Brasillach qui me rejoignit dans la soirée... Mais notre dernier soir dans Paris, qui pourrait mieux l'évoquer que lui-même et ces dernières pages de Notre avant-guerre :

« A travers Paris qui déjà commençait à éteindre ses lumières, sur la Seine noire, devant le Louvre noir, je marchais avec H. M; comme nous l'avions fait tant de fois naguère, nous gagnions l'imprimerie de l'Action française. La paix n'était pas encore tout à fait perdue. La censure n'était pas établie, et Maurras, chaque jour, essayait d'écarter les dernières menaces... Il arriva vers minuit, il me parut lassé, inquiet aussi devant ce qu'il prévoyait, toujours plein de son indomptable espérance. Nous nous sommes dit au revoir dans cette petite cour d'entrée mal éclairée, devant la porte de l'imprimerie, devant le bel escalier Renaissance. Il regardait ces jeunes gens qui l'entouraient avec une sorte de regard pathétique. Il parla de Jean Massis à son père, il murmura à mon adresse d'une voix étouffée : « Je n'ai rien à vous dire

« que vous ne sachiez. » Puis, je vis s'enfoncer vers les machines, l'odeur du plomb et des fumées, jusqu'au profond matin, un peu courbé sous la destinée de sa patrie, l'homme de notre temps qui l'a le mieux saisie, pénétrée et portée. »

Oui, je me souviens et je revois encore Maurras, cette nuit-là, « son regard gris et, derrière ce regard, sa pensée juste et dure, et cette brûlante passion pour son pays, pour la jeunesse de son pays »... Maurras se faisait donner les dernières nouvelles, au fur et à mesure qu'on les détachait du téléscripteur. Je les lisais sous la glace du « printing », où s'inscrivaient, dans un tac tac coupé d'arrêts brusques, les lignes du destin. Leur succession me causait une impression étrange : il y avait entre elles des trous, une sorte de discontinuité où je discernai le doigt de quelque puissance invisible qui semblait en pousser la roue... Oh ! rien de précis, un trouble qu'avivait la confiance que j'avais reçue dans l'après-midi... *« Jusqu'à ce soir, vingt-trois heures, la Pologne... pour que la conversation soit reprise... »* Rien, rien de pareil, pas la moindre allusion à tout cela sur la bobine qui se déroulait mécaniquement sous nos yeux... Les nouvelles semblaient, au contraire, la démentir, cette espérance, et je croyais confusément sentir l'intervention de quelque volonté contraire. Tout ce qui venait de Londres me semblait aggraver l'inévitable... Oui, une impression, un malaise indéfinissable... Le lendemain, j'étais aux armées.

VI

à Jean Rolin

La guerre de trente ans.

Deux fois en quatre lustres, nous avons subi l'injonction de la guerre. Et voilà qu'à nouveau, elle nous reprend, nous arrête à un âge, dont d'autres eussent pu rêver qu'il fût le sommet d'une vie laborieuse. D'une telle existence la guerre n'a pas voulu pour nous. La guerre que nous allions faire n'était, au reste, que la suite de la guerre que nous avions déjà faite. C'était une seule et même guerre : nous la menions depuis trente ans : elle continuait la guerre de 1914, cette guerre que nous croyions avoir gagnée et qu'en fait nous avions perdue.

A l'heure même de leur départ, on s'était aperçu que jamais combattants n'avaient été moins renseignés, moins *enseignés*, que ceux de 1939, et l'on constatait du même coup que « les maîtres de l'après-guerre » étaient si dérouterés, si stupéfaits par l'événement que la « langue même leur faisait défaut ¹ ». Mais si les pensées semblaient à ce point « introuvables », n'était-ce pas plutôt qu'on ne voulait pas les chercher où elles étaient, où elles n'avaient pas cessé d'être, où elles avaient été l'objet de l'enseignement le plus continu, de la doctrine la plus constante, de cette école maurrassienne qui recevait,

¹ Jean Paulhan dans la *Nouvelle Revue Française*.

hélas, de l'événement, les confirmations les moins contestables? On préférerait en attribuer le rare et singulier mérite à la divination de quelques Cassandres qu'en faire hommage à une certaine suite dans les idées, à la valeur propre de certaines positions de l'intelligence française obstinément tenues.

C'était par une feinte toute semblable qu'on avait déjà prétendu que nous étions allés une première fois à la guerre, en butant contre un événement que nul n'avait su pressentir. Quel conflit avait été pourtant plus attendu, plus annoncé que celui de 1914? Notre jeunesse, qui l'avait vu monter à l'horizon, n'avait pas détourné la tête. Elle savait à quoi elle était destinée. Mais on ne voulait pas qu'elle eût eu le mérite de cette clairvoyance. Nul déni n'avait été plus continûment, plus savamment entretenu que celui-là.

Et voilà qu'à l'heure où l'on demandait à une nouvelle génération de combattants de rendre à ce peuple sa victoire inutile, on préférerait imputer à la fatalité, ou à je ne sais quelle défaillance émanant d'une volonté générale et obscure, le fait d'en avoir laissé perdre les fruits. Si les mêmes causes d'erreurs étaient toujours subsistantes, si l'on restait sous la puissance des « idéaux » qui l'avaient rendue stérile, ces nouveaux sacrifices ne risquaient-ils pas d'être aussi vains que les premiers?

Dans un village des Ardennes.

Voilà quelques-unes des pensées qui, au début d'octobre, montaient du fond de ma mémoire et de mon cœur en rejoignant dans un pauvre village des Ardennes l'état-major de la II^e Armée, où le général Huntziger m'avait fait l'honneur de m'appeler... J'étais parti encore une fois de la gare de l'Est, à la fin août, dans un de ces trains qui, d'heure en

heure, emmenaient des hommes vers un obscur destin. Sur cette mobilisation de 39, sur son caractère ordonné, silencieux et morne, on a tout dit : il semblait que les troupes se rendissent aux grandes manœuvres. Quel contraste avec ce que nous avons connu en 14 ! Était-ce le même peuple ? Pas de chants, pas de cris, pas de fleurs aux fusils ! Je dirais même que les adieux aux soldats ne faisaient pas couler les mêmes larmes, comme si tout avait subi, depuis, une sorte d'altération secrète : rien qu'une stupeur triste devant un événement qu'on ne comprenait pas.

Notre pays avait, sans le vouloir, glissé dans la guerre. Il y était allé par une sorte d'abandon, de lassitude, de fatigue, comme pris dans une catastrophe contre laquelle il pensait ne rien pouvoir et qu'il avait acceptée passivement, dans l'ennui. Cet état psychologique et moral, Hitler allait l'exploiter en pourrissant la guerre par une stagnation de neuf mois qui devait encore aggraver ces dispositions préalables. J'ai assisté à cette lente décomposition, à cette « démobilisation sous les armes », qui s'accomplit par une sorte de contamination de l'*arrière* à l'*avant*. L'armée ne s'appuyait pas sur un pays qui se sentît lui-même réellement « engagé » ; elle n'était pas le rempart d'un peuple tendu vers la seule pensée de sa défense ; elle avait derrière elle une sorte de corps esseulé, vidé d'âme, qui ne lui communiquait aucune volonté unanime : d'où une sorte de séparation, de mésentente, qui se manifesta d'abord de façon assez cruelle.

Des permissionnaires.

Les premières permissions de novembre 39 furent à cet égard révélatrices. L'accueil qu'attendaient nos jeunes camarades, c'était celui que leurs anciens avaient reçu en 1915, pendant l'autre guerre, et qu'ils mêlaient eux-mêmes aux souvenirs de leur enfance

quand le père, pour quelques jours, rentrait à la maison. Quelle ne fut pas leur surprise! J'ai lu les lettres où s'exprimait cette déconvenue. Loin d'être réchauffés, réconfortés par leur séjour à l'arrière, nombreux, très nombreux furent ceux qui en éprouvèrent un sentiment malaisément définissable que traduisait cette interrogation étonnante : « *Mais qu'est-ce qu'ils ont?* » Oui, la plupart avaient l'impression d'avoir gêné, d'être rentrés dans une vie qui s'était arrangée sans eux et qui ne les comportait plus, où ils n'avaient plus place — une vie qui avait ses soucis propres, des difficultés dont on leur faisait presque un reproche de se trouver déchargés quand on ne les en rendait pas responsables. Egoïstement replié sur lui-même, le pays semblait indifférent au sort des soldats. Au reste que faisaient-ils? *Ils ne s'en faisaient pas*, et c'était comme une sorte de reproche qu'ils lisaient dans des regards où ils s'attendaient à trouver la sympathie de l'amitié. D'où leur dépit qui alla, chez certains, jusqu'à les faire rejoindre leur unité devant même que leur permission se terminât; ils retrouveraient au moins les copains! On en vit ainsi revenir par centaines.

Au fond, cette guerre ennuyait les Français. Tout ce qui la leur rappelait ne leur était que contrariété et que gêne : elle dérangeait leurs habitudes. Si la guerre avait pris, dès l'abord, un caractère d'immédiat péril, d'invasion, peut-être auraient-ils eu un sursaut, une réaction, où on les eût retrouvés tels qu'aux grandes heures de leur histoire. En août 1914, ce peuple avait pris contact avec la guerre, avec les réalités de la guerre, par des morts et par des blessés. La France de 1939, elle, l'avait pris par des permissionnaires.

La démobilisation sous les armes.

Bientôt, elle en vint à penser qu'on ne se battrait peut-être jamais, que cette guerre serait une guerre

blanche, d'où toute idée de sacrifice était exclue. Dès janvier 1940, la *démobilisation sous les armes* était un fait accompli. On avait systématiquement désarmé les esprits, brisé la résolution de vaincre.

Où donc était, où donc vivait l'esprit de guerre? Tout travaillait à le miner. Au début de février 40, nous apprîmes qu'une campagne en faveur de la paix immédiate allait être entreprise par le plus répandu des grands journaux, par celui qu'on lisait le plus aux armées, par le *Petit Parisien* lui-même, comme en 1917 par le *Bonnet Rouge* d'Almeryda! Les conséquences en eussent été effroyables. Nous en prîmes aussitôt Charles Maurras; il suffit que l'*Action française* en parlât à mots couverts, qu'elle y fit une seule allusion pour que le forfait avortât, brisé dans l'œuf. C'était la France, la France en guerre contre l'Allemagne que, cette fois encore, Maurras avait servie. Hélas! partout et jusqu'au sein du gouvernement, le défaitisme avait les siens.

Le 10 mai 1940...

C'est dans ce climat détendu et morose qu'éclata le coup de foudre du 10 mai 40... A quatre heures du matin, l'alerte générale était donnée. Dirai-je que nous l'accueillîmes comme une sorte de délivrance, en ce qu'elle nous tirait de cette inaction où nous nous morfondions? Enfin *nous y étions!* Une sorte de fièvre nous saisit tous et mit dans les regards une gravité soudaine qui ne m'était pas inconnue... Dans l'après-midi de ce premier jour de la guerre, j'accompagnai le général Huntziger à Bouillon, en Belgique, dont nos troupes, à l'aube, avaient franchi la frontière. Dès le lendemain, nos éléments retardateurs avaient dû se replier, repasser la Semois, où la première ligne de résistance avait également cédé. Le 11, le 12 furent des journées tragiques : la charnière de Sedan

avait été enfoncée, l'armée Corap était en déroute, les Allemands marchaient sur Vouziers. Ce ne fut que le 13 au soir, après de durs combats, que la réserve de nos chars leur barra la route à la hauteur du Chêne-Populeux. Et je revois encore le général Huntziger et son chef d'état-major, le général Lacaille, quand ils en reçurent la nouvelle dans ce Q. G. du château de Senuc que nous allions quitter, le lendemain, pour Verdun. La II^e Armée était sauvée. Jusqu'au 10 juin, malgré d'incessants assauts sur l'ensemble de notre front, elle maintint toutes ses positions.

De Gaulle et Huntziger.

Le 7 juin, le général Huntziger était nommé commandant du groupe d'armées n^o 4, et je le suivis à Arcis-sur-Aube où il établit son nouveau Q. G. A peine était-il installé, que la visite de M. Paul Reynaud et du général de Gaulle lui fut annoncée. Le général de Gaulle vint seul le 10 juin; je l'appris le soir, au dîner où je trouvai Huntziger particulièrement soucieux. Mais la gravité des choses l'expliquait assez : ne venions-nous pas d'apprendre quel coup de poignard dans le dos nous donnait l'Italie? De son entretien avec de Gaulle, il ne fut pas question. Et ce n'est que le 15 juin, à Jaligny, la veille de notre départ pour Châtelguyon, que le général m'en fit la confidence... Quelle tragique journée! Toutes nos communications étaient coupées. Pour avoir des renseignements sur les progrès des « panzerdivisionen », nous n'avions d'autre recours que de téléphoner au bureau de poste d'un village distant d'une trentaine de kilomètres; quand on ne répondait plus, il n'y avait plus qu'à plier bagages! En cinq jours, notre quartier général avait dû changer quatre fois de résidence. Je revois encore Huntziger marchant avec moi dans les allées du parc des Montlaur, le long de

l'étang des cygnes, pour chasser sa tristesse, se donner un peu d'air, sortir de l'inaction où il était réduit. Nous allions, le général et moi, silencieux, accablés, sous les grands arbres, par cette belle journée d'été. Je fus atterré lorsque Huntziger m'apprit que, depuis le 12, le général Weygand avait proposé de demander un armistice, et qu'on ne pouvait plus tarder davantage... J'essayai de me représenter ce que ce mot : *l'armistice* signifiait au juste, tant mon esprit se refusait encore à croire à la défaite... Comme tous les hommes de mon âge, dont l'enfance avait été remplie par les souvenirs que leurs parents gardaient de la débâcle de 70, de la Commune qui l'avait immédiatement suivie, je craignais que l'armistice n'eût, une fois encore, de pareilles suites et n'engendrât les plus cruels désordres... Je m'en ouvris au général : « Pour nous en garder, lui dis-je, il faudrait que la France eût un chef, un chef incontesté, un chef incontestable. » Et j'ajoutai : « Il n'y en a qu'un, c'est le maréchal Pétain... — Vous croyez? me répondit Huntziger. — Oui, fis-je, je n'en vois pas d'autre. Et je crois que, seul, il pourrait nous éviter ce surcroît de malheur! — *Peut-être* », fit Huntziger sans en dire davantage. Puis revenant à ses propres pensées, il me demanda soudain : « Vous ai-je parlé de la visite que le général de Gaulle me fit, quand nous étions à Arcis-sur-Aube? — Non, mon général. — Ah! reprit Huntziger, il faudra qu'un jour on sache aussi ces choses-là! Vous vous souvenez que, le 10 juin, j'attendais M. Paul Reynaud et le général de Gaulle. De Gaulle vint seul, mais il me parla au nom du Président... Que me proposait-il? De prendre, en France, le commandement des armées, d'en réunir les tronçons, et d'organiser une tête de pont, devinez où? Dans la presqu'île du Cotentin! Comme je ne pus ne point lui représenter ce qu'un tel projet avait de dérisoire, il consentit à ce que cette tête de pont fût établie dans la presqu'île armoricaine! Ce n'était pas

moins absurde! Voilà, mon cher ami, à quelles imaginations on se livre, alors que nos forces sont à peu près détruites! Weygand a raison : il faut demander l'armistice quand il en est temps encore! »

Combien de fois depuis, quand on me parlait du « réduit breton », ne me suis-je pas rappelé cet entretien, dont les cygnes du château de Jaligny furent alors les seuls témoins? Les propos d'Huntziger devaient plus tard m'expliquer les allusions du général Weygand à l'intention qu'avait eue Paul Reynaud de le relever de son commandement et de le remplacer par un de ses subordonnés « mieux agissant ». « *Je sais bien*, déclara Weygand au procès du Maréchal, *je sais qu'il y a une personne qui est allée en son nom demander à au moins un de mes camarades de me remplacer. Mais ce camarade a trouvé que la place n'était pas très bonne, et on n'a pas insisté...* » La « personne », c'était le général de Gaulle, le « camarade » c'était le général Huntziger.

Le soir même, le téléphone ne répondant plus, nous partîmes pour Châtelguyon; le surlendemain, 17 juin, le quartier général du IV^e groupe d'armées se repliait sur Bord-les-Orgues. Le général Huntziger n'eut pas le temps de nous y rejoindre : le gouvernement du maréchal Pétain venait de le faire appeler pour le charger d'aller négocier les conditions de l'armistice...

Bordeaux et l'armistice.

Je ne devais le revoir que le 21 juin à Bordeaux, où j'arrivai, le matin, botté, casqué, exténué par une nuit que j'avais passée dans un fossé, meurtri par tout ce que je venais de voir et de vivre au cours de ce désastreux exode. La ville avait été bombardée pendant la nuit. Une panique indicible. Sur le cours de l'Intendance, la plupart des magasins avaient encore leurs volets baissés... Sur la place de la Comédie, aux ter-

rasses des cafés, entre les allées de Tourny et les Quinconces, comme dans les couloirs, à l'entracte, un soir de « générale », Tout-Paris était là, le Tout-Paris de la politique, de la presse, du théâtre, du cinéma, et toutes les vedettes, toutes les notoriétés d'hier. Ah! qu'elles paraissaient lamentables! A tous les coins de rue, autour des grands hôtels, on était sûr de rencontrer quelqu'un de connaissance; on se saluait, on se faisait un signe, un signe attristé, un signe de détresse... On échangeait quelques mots — toujours les mêmes — sur le bord de la chaussée, et, dans les regards qu'on portait furtivement les uns sur les autres, se lisait une question, la question : « *Que va-t-il faire, celui-là?* » On s'épiait... Ces allées et venues incertaines continuaient à longueur de journée : un tournoisement dérisoire et confus... La ville tressaillait de rumeurs contradictoires, de fausses nouvelles. Partir? Ne pas partir? L'hésitation, l'incertitude donnaient aux visages quelque chose de honteux. Tout un trafic de « laissez-passer », de faux papiers, de passeports, s'était immédiatement établi : les prix montaient avec l'avance allemande. Des scènes de marchandage, de corruption, parfaitement ignobles... Mais le cœur me manque pour décrire cette décomposition qui s'étalait à tous les yeux et mettait ses couleurs affreuses sur tant de consternation et de deuil. Qu'allais-je faire, qu'allais-je devenir? Pour moi, il n'y avait pas de question. Je n'avais pas attendu les paroles du Maréchal pour savoir qu'on ne pouvait se soustraire au sort de son pays, quoi qu'il dût arriver ensuite. « On n'émigre pas » : c'était en moi une certitude, une intuition qui me semblait infaillible. Et puis j'étais officier : j'avais un chef, je n'avais qu'à obéir.

Unité française d'abord.

Si j'avais eu une hésitation, le moindre doute, la dépêche que publia l'agence Havas, le 26, eût suffi

à l'écarter aussitôt : c'était une déclaration de Maurras, rédigée à Villefranche-sur-Rouergue, où l'*Action française*, était repliée :

« Tout est dominé par la question nationale, disait Maurras. Ceux qui ont le sens de notre passé se demandent si nous ne sommes pas tombés au degré le plus bas de l'Histoire de France. Eh bien! nous remonterons si nous gardons le sentiment essentiel et vital de notre unité : *Unité française d'abord*. Dans l'unité, tout peut revivre. Mais si nous avons le malheur de nous diviser, même avec l'illusion de faire face à l'adversaire, cette division ne profiterait jamais qu'à lui. Nous n'avons d'autres chances que dans le maintien fier et fort de l'unité nationale, incarnée par le maréchal Pétain et ses collaborateurs. Pour triste et dure que soit la situation, une chose peut l'aggraver, et c'est la déchirure de la tunique de la Patrie. Or ceux qui tendent à ce crime sont précisément les responsables de cette guerre mal préparée, ceux qui nous ont fait perdre en dix mois l'effort de dix siècles. Contre les nécessités douloureuses auxquelles la raison solide et le cœur fidèle sont bien contraints de se résigner, les mêmes responsables font un déchaînement de patriotisme verbal dont il n'est pas difficile de comprendre le sens. »

Tout était là, tout était dit. L'armistice ayant été demandé par un Pétain, par un Weygand, qui aurait voulu substituer son jugement à celui qu'avait émis la compétence militaire de ces deux grands Français? Absolument personne n'en pouvait juger comme eux qui avaient sous les yeux tous les renseignements sur ce qu'il importait de savoir. « De tous ceux, disait Maurras, qui voudraient poursuivre la lutte à outrance, pas un n'ignore maintenant qu'elle est impossible sur le territoire de la métropole : ils veulent la réfugier dans nos colonies. Cela équivaldrait à abandonner la France et à la livrer tout entière. Quand la reverrait-on? Peut-être jamais. »

Quelques jours auparavant, à la cathédrale de Bordeaux, Mgr Feltin avait célébré une messe, où le Maréchal et son gouvernement avaient assisté : c'était la première station du calvaire que, quatre années durant, la France devait monter. L'homme qui l'incarnait savait, dès lors, qu'il « boirait le calice jusqu'à la lie ».

Une heure plus tard, je devais rencontrer le Maréchal sur le perron de l'hôtel Vital-Carles : il était seul et attendait sa voiture. Je le saluai. Il me serra la main. Je n'avais vu le Maréchal qu'une seule fois, la veille des obsèques de Bainville. De ce dimanche matin de juin 40 à Bordeaux à cet autre dimanche matin d'août 44 où, prisonnier des Allemands, le Maréchal nous dit adieu, j'ai souvent songé à cette première rencontre, dont allait dépendre tout le reste de ma vie... Mon sort s'est fixé ce jour-là...

D'une voix suppliciée.

La convention d'armistice avait été signée la veille. Le Conseil des ministres avait passé une partie de la nuit à examiner le projet, article par article, à préparer des amendements, à formuler d'autres demandes; il s'était réuni à nouveau, le matin, dès huit heures, pour prendre les décisions qui devaient être téléphonées au général Huntziger avant neuf heures. Mais le général Weygand ne put entrer en contact avec notre délégation qu'à dix heures, et ce n'est qu'au début de l'après-midi qu'il connut la réponse des plénipotentiaires allemands. Ce que furent ses ultimes communications, j'en fus, par hasard, le témoin... Convoqué à quinze heures à l'hôtel de la rue Vital-Carles, j'attendais, au premier étage, sur le palier qui servait d'antichambre au cabinet du commandant en chef... Par cette implacable journée d'été, dont l'éclat contrastait avec le malheur qui nous

accablait, toutes les fenêtres étaient grand-ouvertes... C'est ainsi que j'entendis, malgré moi, la voix du général Weygand qui parlait au téléphone dans la pièce voisine... Et voici, coupés de mortels silences, les mots qui parvenaient à mes oreilles : « *Article 16, accepté... Article 17, accepté... Article 18, accepté...* » Puis, après un temps qui me parut interminable : « *Article 19, accepté... Pour son application, le gouvernement français croit pouvoir faire appel aux sentiments de magnanimité des autorités allemandes.* » (Il s'agissait, je le sus plus tard, de l'article relatif à la livraison des ressortissants allemands réfugiés en France...) Cette accablante litanie où les mots : « *accepté... accepté...* » revenaient de façon inexorable se poursuivait quelques instants encore; et j'étais là, tout seul, sur ce palier, derrière ce mur, imaginant et vivant la souffrance de l'homme qui l'égrenait, d'une voix suppliciée...

La porte s'ouvrit soudain. Le général Weygand apparut, les traits tirés, le regard vide, et tandis qu'il descendait le grand escalier, d'un pas pressé, je ne sais quel parlementaire crut devoir l'arrêter pour le féliciter de sa nomination de ministre : « *Je n'ai pas le droit, monsieur, de recevoir vos félicitations* », fit-il, et sur un ton que je n'oublierai jamais, il ajouta : « *Les généraux n'ont qu'une raison d'être : c'est de gagner les batailles!* ¹ »

Dès Bordeaux, la politique des abandons serviles

¹ J'eus l'occasion de rappeler ces souvenirs au général Weygand lorsque je lui fis visite, en mars 1941, au Palais d'Hiver, à Alger... Comme j'arrivais de Vichy, il me demanda, ce jour-là, quelles étaient les nouvelles. Je crus devoir lui dire, car ces informations étaient sérieuses, qu'on prêtait aux Allemands le dessein d'attaquer bientôt la Russie (ce qu'ils firent deux mois plus tard). « *Alors, ils sont foutus!* » fit simplement Weygand; et je compris que cette espérance avait toujours vécu au fond de lui-même, qu'elle lui avait donné la force d'accepter l'épreuve dont j'avais été, à Bordeaux, l'involontaire témoin.

des concessions offertes, avait déjà ses agents. Si j'en avais douté, certain factum qui me fut remis, le 24 juin, par le sieur Dominique Sordet, au coin des allées de Tourny, aurait suffi à m'édifier : ces huit pages ronéotypées, à en-tête d'*Inter-France*, prétendaient reproduire la « lettre d'un industriel français », apologiste d'une entente franco-allemande étroite et complète, politique et économique, alors que la signature de l'armistice était à peine sèche... A tout venant, sous les Quinconces, à la terrasse des cafés, Sordet en distribuait les exemplaires qui gonflaient ses poches : où, quand, l'avait-il composé? Maurras allait, sur-le-champ, chasser de l'*Action française*, où il avait tenu la chronique musicale, ce journaliste déshonoré :

« La page affreuse que vous avez signée est-elle de vous? lui écrivit Maurras. Je voudrais en douter... Non content de courir au-devant des vœux du vainqueur, non content de porter vos offres au-delà de ses exigences, vous voulez encore, Monsieur, que l'on *courre* et que l'on offre, comme vous. Vous osez même accabler de sarcasmes prétentieux les Français qui refusent de rien imiter de votre bassesse. *Ils ne comprennent pas*, dites-vous, *ils ne connaissent pas*... Et vous, qu'est-ce que vous comprenez? Qu'est-ce que vous savez, misérable?

« Adieu, Monsieur, soyez heureux et, comme vous le dites, *confiant* sous l'étendard de votre collaboratrice et de votre protectrice, l'Allemagne victorieuse.

« Vivez avec elle dans un « accord » sans « réticence », enivrez-vous de tous les élixirs de son « bon vouloir ». Nous nous honorons de vous tenir à l'écart, pour rester entre Français, dignes de ce nom. Il est impossible de vous saluer. »

Dans la presse, quelle démoralisation aussi! Tous les directeurs de journaux n'avaient qu'une idée : *remonter à Paris*. N'était-ce pas en zone occupée qu'étaient leurs imprimeries, leurs intérêts, leur publicité, leur clientèle? « *Il n'y avait qu'à regarder la carte* », répétaient-ils à l'envi dans les ministères intéressés

où ils multipliaient les démarches, car il s'agissait de « remonter » et le plus vite possible ! Que leur parlait-on de « dignité » pour les dissuader de se placer sous la botte allemande et de recevoir les diktats de la censure nazie ? Ils ne considéraient qu'une chose : s'ils restaient en zone sud, où paraissaient les grands régionaux de Lyon, de Marseille, de Toulouse, leurs journaux ne pourraient pas vivre : le reste leur était bien égal ! Ce furent des discussions, des marchandages pitoyables, et ceux qui acceptèrent de se « replier » ne s'y décidèrent qu'assurés d'une large subvention du gouvernement.

La presse repliée.

Dès le premier jour, la décision de Maurras était prise : « Il n'y a pas de possibilité pour un journal français de garder l'honneur à Paris en ce moment, dit-il. Tout journal y sera aux mains des Allemands. »

Le 1^{er} juillet 1940, l'*Action française* reparaisait à Limoges. C'est là qu'aussitôt j'allai voir Maurras. J'étais alors détaché à l'état-major du général Weygand par le général Huntziger qui venait de partir pour Wiesbaden, comme chef de la délégation française à la Commission d'Armistice : j'allais établir la liaison avec elle. Huntziger m'avait d'abord désigné pour faire partie de cette Commission, puis il s'était ravisé. Craignait-il que les Allemands, à qui il devrait soumettre la liste de ses collaborateurs, ne me récussassent ? Les violentes attaques dont, avec Maurras, Bainville, je venais d'être l'objet, à la radio allemande, de la part du professeur Grimm, lui avaient-elles fait craindre de s'exposer, dès l'abord, à un refus ? La chose est possible ; il ne s'en expliqua jamais avec moi. Dès leur arrivée à Paris, les autorités d'occupation avaient saisi chez mon éditeur la *Guerre de Trente ans* que j'avais publiée au printemps 40 ; la plupart de mes livres, *Défense de l'Occident*, *Chefs*, *l'Honneur*

de servir figuraient, eux aussi, sur la liste Otto... J'étais indésirable, je n'avais qu'à m'en féliciter.

J'appris par Maurras ce qu'avait été le douloureux exode de l'*Action française* après son départ de Paris. Le rocher de Poitiers fut son premier asile : on y imprima six numéros du journal. L'avant-dernier portait encore pour titre : *L'Espérance est militaire*. Ce que Maurras avait déjà dit en mars 1918 sous la menace d'une première émigration presque décidée, il le redisait le 15 juin 1940, et disait *plus encore* :

« Nous avons affaire, en 1918, écrivait-il, à un empereur romantique avec lequel il n'eût peut-être pas été tout à fait absurde d'imaginer — peut-être, dans un vague peut-être — quelque système de composition et d'arrangement de paix et d'accord plus ou moins susceptible d'être tenu. Ici rien de pareil. Ni pacte, ni traité, rien, rien, *le joug*. Nous avons devant nous une horde bestiale et, menant cette horde, l'individu qui en est la plus exacte et la plus complète expression.

« Nous avons affaire à ce que l'Allemagne a de plus sauvagement *barbare*, c'est-à-dire une cupidité sans mesure et des ambitions que rien ne peut modérer, des visées politiques, sociales, morales dont nous avons à peine une idée. Les biens, les personnes, les libertés, les vies sont également menacés par cette horde et son système d'un nivellement tel que rien, rien, rien ne saurait rester ni libre, ni sauf. Cette maison, ce jardin, cette chaumière, ce travail, ce chant, cette idée, tout doit être volé, interdit, arraché, broyé. Si nous cessions de mettre notre espoir dans notre armée, on ne verrait plus ni force naturelle, ni médiation morale à quoi se confier : femmes, enfants, vieillards seraient exposés aux mêmes exactions, aux mêmes violences que les propriétés. Il n'est plus pour nous libérer que les armes, telles qu'elles sont maniées par la partie armée de notre peuple et par ceux qui l'instruisent au plus noble des arts; cet art de protéger est la seule garantie de la vie civile... »

Et c'était pour conclure : « *Nul avenir ne nous est permis que dans le bonheur de nos armes.* »

Mais, dès qu'il connut l'avis du général Weygand et la décision du maréchal Pétain, Maurras, malgré son immense consternation, déclara faire confiance « aux plus compétents et aux plus glorieux des experts ». « Il eût été stupide et ridicule, dit-il, de superposer notre compétence à celle du vainqueur de Verdun. Il eût été anarchique de substituer notre volonté à la volonté du chef; il eût été insensé de ne pas mettre au premier rang de tous les impératifs la volonté de salut public par qui peut en connaître les conditions. »

A Limoges, Thierry-Maulnier, qui avait suivi l'*Action française* à Poitiers, me dit la colère de Maurras, cette colère muette et blanche qui le fit déchirer le papier où on lui avait écrit que l'armistice allait être demandé. L'instant d'après, Maurras s'était ressaisi et, se levant, il dit : « *Maintenant il va falloir faire de très grandes choses!* » A quoi l'un de ses collaborateurs répondit : « *Je me demande si ce peuple n'est pas fichu!* » — et de décrire avec dégoût le spectacle qu'en ville donnaient maints officiers qui, aux terrasses des cafés, s'exclamaient : « *Il paraît que ce serait l'armistice... Ce serait trop beau!* » A quoi Maurras répliqua : « *Ce sont des cruches!* » — « *C'est le moins qu'on puisse dire* », fit l'autre à qui ce mot semblait bien faible. Et Maurras de répartir : « *La seule question qui se pose devant une cruche, c'est de savoir par quelle anse il faut la prendre... Les cruches, on les soulève!* »

Maurras avait, d'ailleurs, été surpris par la rapidité avec laquelle le Maréchal avait fait écouter l'autorité de sa parole. Ses pronostics sur le point de l'armistice avaient été un peu contredits, eux aussi : l'armistice ne nous dépouillait pas de tout, il laissait une « zone libre » (« *la ligne de démarcation, c'est le mors dans la bouche du cheval* », disait von Stulpfnagel au général Huntziger à Wiesbaden) : il nous laissait la flotte, l'empire, la souveraineté juridique et morale... Cette

situation, Maurras pensait qu'il fallait l'utiliser pour le bien de la France; elle pouvait avoir pour nous le même résultat heureux qu'avait eu pour l'Allemagne l'armistice du 11 novembre 18, qui avait permis au vaincu de se relever d'abord, de se renforcer ensuite. Et puis, il y avait le maréchal Pétain et ce que le pape Pie XII avait appelé « le miracle Pétain ». « Le double présent gratuit nous était ainsi accordé par des circonstances horribles, ou, si l'on veut, par des providences apitoyées, disait Maurras. Mais cette libéralité du ciel et du sort portait avec soi cette conséquence que l'œuvre à laquelle correspondait un tel renfort serait une œuvre dure et extrêmement difficile. Par là nous était signifié d'En-Haut que la moyenne des puissances humaines serait inégale à l'ouvrage et que, seul, quelque chose de surhumain pourrait en venir à bout. »

« Rien, ajoutait Maurras, n'y sera de trop dans l'ordre de la force d'âme : il va falloir que tous les Français s'habituent les uns les autres à renouveler sur le grand modèle *le don*, le don total de *leur personne* à leur Terre, à leur Race, à leur Destinée. Comprendre quelles graves nécessités supérieures nous font accorder le Maréchal pour pilote et pour guide, c'est aussi mesurer du premier regard qu'un immense océan de peines et d'efforts, de fatigues et de sacrifices va s'étendre à perte de vue devant nous et nous imposer sa dure bataille. Mais, le même signe étonnant et sa merveille inattendue ne sont-ils pas très propres à suggérer aussi que, par-delà cette étendue de houles mugissantes qui déferlent et déferleront, sous un horizon d'abord fermé, longtemps brouillé, quelque chose va devoir se montrer, percer, reluire, enfin briller et que l'œil humain connaît bien : l'étoile de l'espérance? »

L' « Action française » à Limoges.

L'Action française s'était établie à Limoges dans l'immeuble de l'imprimerie du *Courrier*. Le jour où

j'y fis visite à Maurras, il était seul, dans une sorte d'atelier en désordre, penché sur un établi encombré de papiers. Je l'entends encore me dire dès ses premiers propos : « *L'Allemagne reste l'ennemi n° 1 !* » Je lui rapportai la conversation de Cocteau avec un Allemand, telle que Tharaud me l'avait contée à Clermont, quelques jours auparavant : « C'était dans les premières semaines de l'occupation de Paris, vers la fin du mois de juin, me dit Jérôme. Comment Cocteau avait-il connu cet officier allemand, je n'en sais rien, et peu importe... Toujours est-il qu'ils remontaient ensemble les rives de la Seine, et dans l'instant où ils arrivèrent à l'endroit entre tous adorable, à ce paysage unique au monde que composent le Louvre, la nef de la Cité, la Sainte-Chapelle et Notre-Dame au fond, le poète ne put céler le mouvement de bonheur que lui causaient tant de beautés en ces lieux assemblées. « *Regardez-les encore une fois, monsieur*, dit l'Allemand, *car bientôt vous ne les verrez plus !* » Et comme l'autre, qui craignait de trop bien le comprendre, n'osait pourtant lui répondre : « *Quoi, vous détruiriez ces merveilles ?* — « *Non*, dit l'Allemand comme s'il eût deviné sa pensée. *Non, mais nous ferons en sorte que ce soit vous qui ne les voyiez plus !* »

« — Quel beau mythe ! fit Maurras, quel mythe d'une signification inépuisable !... Comme on aimerait pouvoir le prolonger et le suivre en esprit jusqu'où s'étendent ses ondes noires... Tharaud devrait bien l'écrire... Oui, ce que veut l'Allemand, c'est imposer à la France et au monde une *weltanschauung*, comme ils disent, qui annihilerait le sens de toutes ces beautés en les rendant insensibles aux âmes... Telle est son *hybris*, son infernale démesure ! Le danger, ce serait que la France se laissât faire — et à de certains signes, on pourrait être tenté de le craindre... Non, reprit aussitôt Maurras, nos virtualités ne sont pas épuisées, mais il faut leur rendre dans les esprits

tout ce qu'elles gardent encore de vitalité, d'avenir. Notre salut d'une heure ne nous a pas été donné pour nous laisser repérir. Notre rassembleur, notre unificateur de cette année 40 n'a pu naître à la France sans apporter avec lui le faisceau des forces et des sagesse qui la sauveront jusqu'au bout. »

« *Les idées restent.* »

La question que se posaient partout nos meilleurs amis, en songeant à nos épreuves, n'était-elle pas : « Que vont devenir les travaux de l'intelligence française ? » C'était à cette interrogation anxieuse, où tout l'avenir de la civilisation était engagé, qu'il fallait répondre en montrant que là non plus, là surtout, nous n'avions pas perdu cœur et que, dans cet ordre aussi, la France n'avait pas renoncé à une puissance que nul ne lui avait jamais contestée !

Les idées restent, disions-nous. Mais, une fois encore, « les idées de l'étranger nous avaient asservis et livrés aux armes de l'étranger ». La défaite de la France était avant tout une défaillance de l'intelligence, et l'on pouvait craindre que cette guerre n'eût rien appris à ceux-là mêmes dont les erreurs avaient été les plus désastreuses. Loin de se sentir attaqués, creusés, retournés par l'événement, ils allaient bientôt mettre à le fuir une fidélité immuable, une volonté inchangée, et s'assouvir dans leur propre faillite. Nous croyions, au contraire, qu'il fallait immédiatement lutter contre tout ce qui travaillait à l'affaiblissement des esprits, à la désagrégation des idées, en affirmant dans tous les ordres la vitalité de l'esprit. Cette réforme intellectuelle et morale — qu'on a depuis qualifiée de « vichyssoise » — devait être une des plus vives rancœurs de certains « hommes de lettres » à l'endroit de l'œuvre du Maréchal.

C'était pourtant contre une certaine idéologie de

la jeunesse, adoptée dès le lendemain du désastre par les pro-hitlériens et les « collaborationnistes », c'était contre cette « mystique », servilement copiée sur le *Hitlerjugend*, qu'il fallut nous élever d'abord. Il ne s'agissait pas de nous « rebarbariser », il s'agissait de nous retrouver. Jamais il n'avait été plus nécessaire de guérir le cerveau et le tenir sain. On ne pouvait songer à *élever* la jeunesse nouvelle en faisant fi de ce qui était d'ordre mental. C'était par les idées, les idées fausses, les idées nulles, que notre pays avait été conduit à la défaite : seules les idées vraies pourraient le régénérer. N'étaient-elles pas la réalité subsistante où nous appuyer, nous rassembler, pour reconstruire ?

Il fallait aussi garder les Français d'un sentiment d'infériorité, de diminution vitale, que l'épreuve risquait de faire naître en eux. Péguy, qu'on doit toujours interroger quand il s'agit de la France, Péguy disait qu'il y a quelque chose de pire que l'invasion militaire, et c'est l'invasion qui entre au dedans, l'invasion de la vie intérieure. C'était de la fermeté de la pensée française que tout allait dépendre, comme tout, dans la défaite, avait dépendu de ce qu'il fallait bien appeler sa défaillance. A la fin de 1940, on ne le contestait pas encore. Nos littérateurs étaient même assez enclins à battre leur coulpe; il n'était pas jusqu'à André Gide qui ne se plût à reconnaître qu'« *une littérature peut être plus ou moins virilisante* », et c'était pour avouer « *que la nôtre de ces derniers temps, dans son ensemble, ne l'était point*¹ ». Oui, l'on pouvait dire, d'une manière générale, qu'en dépit de talents qui avaient été grands, la littérature de l'entre-deux-guerres n'avait fourni, pendant vingt ans, ni à la jeunesse, ni à la société française, cet ensemble de valeurs intellectuelles et morales dont

¹ *Nouvelle Revue Française*, 1^{er} décembre 1940. La N. R. F. venait de reparaitre à Paris sous la direction de Pierre Drieu la Rochelle. André Gide ne se retirera qu'en 1942 de ses conseils.

elles avaient besoin. Et c'était un ami d'André Gide, un des fondateurs de la *Nouvelle Revue Française*, c'était Jean Schlumberger qui, en réponse à l'enquête que le *Figaro* venait alors d'ouvrir, dénonçait cette « littérature de négations et de ruines qui n'avait jamais montré qu'une morne complaisance dans ce que la vie a de plus sordide, une délectation à proclamer l'universelle veulerie, un abandon à la nausée ». M. Jean-Paul Sartre n'était pas encore tenu pour le maître à penser d'une résistance épuratrice.

Mais, escomptant notre lassitude, quelques voix s'élevèrent bientôt pour nous laisser entendre que la civilisation française pouvait, au besoin, nous offrir une patrie inviolable où se réfugier quand la patrie terrestre était meurtrie. Jamais conseil n'avait été plus dangereux. Considérer la France comme une patrie désincarnée et lui proposer une gloire, une destinée purement spirituelle, c'eût été trahir par idéalisme la cause de l'esprit que l'on prétendait servir. *Graecia capta...* murmurait-on. Mais que nous parlait-on d'Athènes vaincue? Quoi qu'il en fût de son présent, la France avait un autre avenir à se faire que celui de la Grèce conquise, et les Français n'entendaient pas être les *graeculi* du monde nouveau qui s'enfantait dans le sang... S'ils avaient conscience de leur chute, ils n'avaient pas moins conscience des raisons qui leur restaient de vivre et des ressources qu'ils avaient en eux pour donner un sens à la vie. Refaire la France, c'était travailler à son redressement intérieur, c'était aussi souhaiter qu'elle élaborât un ordre dont le genre humain tout entier pût être le bénéficiaire.

Le maréchal Pétain nous disait : « Ce sont les forces spirituelles qui mènent le monde. » Et aussi : « Le régime nouveau maintiendra les héritages de sa culture grecque et latine et leur rayonnement dans le monde. » Et encore : « La France occupe une place trop grande dans la civilisation française de l'Occi-

dent pour que celle-ci puisse subsister sans elle. » Tout devait donc procéder de cette seule pensée : « En retrouvant sa tradition, sa vraie vocation, notre pays reprendra la place qui lui revient parmi les nations. »

La sagesse du chef, en montrant à l'intelligence la direction où s'engager de façon sûre, permettait — tel était notre espoir — d'échapper à cet état chaotique, à cet interrègne morbide, à ces désastreuses ténèbres, où la défaite menaçait de faire sombrer ce pays. En gardant à la France une réalité que la force n'avait pas réussi à maintenir, le Maréchal rassurait, relevait le mental français, quand tout paraissait irrémédiablement obscurci et terni.

C'est parce que l'Etat français se recomposait, parce qu'en dépit des circonstances contraires, il n'entendait pas remettre à plus tard d'exercer son rôle protecteur sur l'intelligence — sans prétendre, pour autant, « à diriger » sa littérature ou sa pensée — que nous acceptâmes, en 1940, la mission que nous confia le Maréchal. « Jamais, disait-il, jamais il n'est plus nécessaire de ramener une nation à ce qu'il y a d'éternel en elle que dans un temps où ses épreuves la font douter de sa mission. » Nous l'avons cru, et nous l'avons suivi. Tout cela, d'ailleurs, sortait de la nature des choses, de la nécessité. Songeant aux temps qui devaient venir, aux immenses déconvenues que l'événement nous imposa, certains ont prétendu depuis que mieux eût valu ne pas compromettre une telle œuvre de redressement intellectuel et moral en des circonstances qui ne la comportaient pas, car ensuite on ne pourrait plus s'en prévaloir, ni se servir des idées qu'elle aurait défendues. Il fallait, disaient-ils, ne rien faire. Cette expression est vide de sens. Alors même qu'on ne fait rien, on fait encore quelque chose; aucune attitude pratique ne reste purement négative. C'eût été lâcheté, abandon, que de se refuser à ce qu'il fallait faire, dût-on même prévoir que

la réussite en serait incertaine. Quoi qu'on fasse, on le doit faire selon ce qu'on croit vrai, raisonnable, juste, utile : peu importe la suite, et rien n'est jamais tout à fait perdu qui a porté ce signe.

Pourquoi nous fûmes à Vichy.

Voilà pourquoi nous fûmes à Vichy et en vécûmes le drame jusqu'au bout. Sous ce vocable *Vichy*, on a peint un diable sur le mur, et on l'a nommé : *trahison* ! A en croire les fondateurs et les gardiens de la IV^e République, la politique du gouvernement français, au temps de l'occupation, aurait procédé d'une seule marche, d'une seule coulée ; la politique du maréchal Pétain n'aurait été qu' « un constant mimétisme et une longue servilité ». Historiquement, la thèse est fausse ; rationnellement, elle est insoutenable. « Mais, comme le dit Yves Bouthillier, les hommes vivent aujourd'hui dans l'imaginaire, dans un monde de concepts créés de toutes pièces par les propagandes, où les mots ne représentent plus des idées ou des choses, mais existent en eux-mêmes et deviennent des faits. On croit naïvement que l'histoire est réductible à une série d'images d'Epinal, où les gens de bien s'opposent aux méchants et les héros aux traîtres, à une action ordonnée, dont la marche est soumise à un ensemble de volontés radicalement bonnes ou essentiellement perverses. On prétend diviser les faits en faits glorieux et en faits honteux, et peindre les acteurs en deux couleurs, les uns en blanc, les autres en noir. » D'un tel désordre de l'esprit, le mot de *collaboration* nous offre un autre exemple : « La vogue de ce mot funeste date de Montoire, écrit l'auteur du *Drame de Vichy*. Jusqu'alors, on parlait de la « collaboration » au sens précis et restreint de la convention d'armistice. A partir des entrevues de Montoire, le vocable prit le sens péjoratif que chacun lui donne aujourd'hui.

1949

Rien ne saurait exprimer plus frauduleusement la politique du maréchal Pétain et celle que nous fîmes à ses côtés. Ce fut, de notre part, une très grande faute de ne point prendre garde à la déformation systématique du sens dont se chargea rapidement ce mot meurtrier. »

« *L'armistice pour tout livrer...* »

Maurras l'avait tout de suite compris. Dès l'été 1940, il s'était montré justement alarmé de la campagne qu'un Marcel Déat avait engagée dans l'*Œuvre*. En une douzaine d'articles, Déat avait ficelé le catéchisme d'un « national socialisme français » — politique religieuse comprise — qui avait pour premier principe une collaboration sans réserve avec l'ennemi. « Cette campagne, disait Maurras, réunit les quatre caractères de l'indignité morale, de l'imprudence politique, de l'imprudence diplomatique et de la plus énorme faute de psychologie qui puisse être commise sur le caractère allemand. » Cette politique de suicide consistait, en effet, à livrer ce qu'il nous appartenait de réserver et de défendre. Maurras y discernait déjà « une ébauche de trahison ». « L'indépendance de la zone libre est une fiction », disaient, de leur côté, les gens d'*Inter-France*... « — Hélas! nous savons autant qu'eux, répondait Maurras, que le Boche peut y faire ce qu'il veut; on ne nous l'apprend pas, mais ce n'est pas à nous à dire publiquement au Boche que l'armistice est chose qu'il puisse transgresser à son gré et à son aise, et que ce seuil légal ne sera pas défendu. Le bon sens dit, au contraire, que notre rôle doit être de nous accrocher à toutes les moindres stipulations de l'armistice, sans laisser croire un seul instant que nous ne le prenons pas au sérieux et que ses clauses puissent être contestées et minimisées... »

La position prise par l'*Action française* rencontrait beaucoup de sympathie à Vichy dans l'entourage du Maréchal. Mais la thèse d'un Marcel Déat avait la caution de Pierre Laval qui le patronnait. Aussi Maurras crut-il devoir en parler à Laval, quelques jours avant que le général Weygand ne fût envoyé en Afrique du Nord. Maurras fit alors le voyage de Vichy exprès, — ce qui ne fut guère du goût de Pierre Laval. Par deux fois, le chef du gouvernement trouva quelque prétexte pour ne pas le recevoir. Dans le salon de l'hôtel du Parc où il lui fit faire anti-chambre, Maurras répondit à la dernière dérobade de Laval en rédigeant à son adresse un billet de vingt lignes — vingt lignes nettement avertisseuses où il lui disait que, tout en se refusant à croire que lui, Laval, pût donner son appui à la politique indigne et désastreuse du parti pro-allemand, il était venu à Vichy pour l'inviter à réfléchir sur les conséquences intérieures et extérieures du parti qu'on disait être le sien : le parti de l'armistice, non pas pour tout sauver, le parti de l'armistice pour tout livrer. Maurras remit à l'huissier son *p. p. c.* et ne se laissa pas dire une troisième fois que « M. Laval s'excusait de ne pouvoir lui accorder audience ». Là-dessus, Laval fit prévenir Maurras que sa présence à Vichy n'était pas désirable et déclencha aussitôt contre lui les attaques les plus injurieuses et les plus violentes de la presse nazie. 1 2

Le 11 octobre 1940, après avoir été éconduit par Laval, Maurras revint une dernière fois à Vichy pour remettre directement au Maréchal une note exposant ce qu'il y avait d'insensé (et peut-être *pire*) dans le système du clan lavalliste, où l'armistice était méthodiquement dénigré, où les rares avantages que nous nous étions conservés étaient offerts à l'occupant. Si nous avions été obligés d'exécuter ce que l'armistice avait de dur, fallait-il, par surcroît, affecter le décri de ce qu'il avait d'avantageux? « Il fallait, au contraire,

disait Maurras, faire de la procédure à la Poincaré, se cramponner aux moindres clauses, comme dans tout pacte avec plus fort que soi. » Le Maréchal avait prié Maurras, qu'accompagnait Pujo ¹, de lui lire cette note. Il voulut la conserver, il la fit dactylographier et la garda sur lui. Dès le lendemain, il disait à René Gillouin : « *Ces messieurs ont raison.* »

Abetz nous connaissait bien.

Cette « dénonciation motivée » ne fut pas étrangère au licenciement de Laval. Laval ne s'y trompa point. Otto Abetz non plus, ses « *papiers* » en témoignent. Appréciant, au lendemain du 13 décembre 40, « l'ensemble de la situation », le représentant officiel du Reich écrivait à Berlin : « *L'Action française* a agi logiquement lorsqu'elle fit arrêter Laval et chercha à empêcher à tout prix son voyage en France occupée, car la présence de Laval à Paris met entre nos mains, en plus des moyens de pression d'ordre militaire, un moyen de pression très efficace de politique intérieure. »

Pendant plusieurs années avant la guerre, Abetz avait mené une longue intrigue pour recruter chez nous, en pleine paix, un parti de la trahison. Tout était prêt, les hommes et les factions qu'il avait embauchés étaient en place, quand Hitler l'envoya en France pour exécuter le plan d'asservissement qu'il lui avait adressé de Salzbourg, le 30 juillet 1940. « L'ambassade de Paris, écrivait Abetz deux ans plus tard, a pris les collaborationnistes sous sa protection et créé des instruments politiques à l'aide

¹ « Pujo, me dit Maurras, y avait eu la plus grande part; il exprimait la pensée commune, telle que nous la défendions depuis juillet 40, mais Pujo y avait mis sa brièveté, sa densité, sa haute clarté. »

du personnel de rédaction de la presse parisienne, de la Légion contre le bolchevisme, du Mouvement National Populaire (Déat), du parti de Doriot, etc., instruments politiques qui pourront se mettre à un moment donné *en opposition ouverte contre Vichy* et proclamer un *gouvernement populaire qui serait davantage à notre convenance...* » Contre cette politique, Otto Abetz allait rencontrer l'opposition de l'*Action française* — de l'*Action française* dont « la haine traditionnelle des Allemands est la plus forte », écrivait-il au lendemain du 13 décembre — de l'*Action française* qu'il considérait (ce sont ses propres termes) comme « l'élément moteur, derrière les coulisses, d'une politique anticollaborationniste qui a pour objet de *rendre la France mûre, le plus rapidement possible, pour une résistance militaire contre l'Allemagne* ». « Otto Abetz nous connaissait bien, dira Maurras. Les auteurs principaux de l'échec du collaborationnisme, les ennemis de la nouvelle Europe, les opposants irréductibles, c'étaient les gens d'*Action française*. » Et le Sonderführer A. Thiersch, dans un rapport sur la presse de zone sud (rapport confidentiel dicté uniquement à ses services), ne laissait pas de souligner que la politique anti-allemande de l'A. F., était liée au « postulat d'une autarcie politique et spirituelle de la France que Maurras revendiquait, jour après jour, avec la même intransigeance »; et ce n'était pas le moindre scandale du Sonderführer qu'« après avoir, cinquante années durant, combattu l'Allemagne comme pas un, cet homme, à qui, dit-il, l'on reconnaît une influence déterminante sur le cours « attentiste » de la politique vichyssoise, ait pu poursuivre, sans être inquiété, son activité dans un pays occupé par l'armée allemande ». Cet Allemand savait lire entre les lignes. Quant au jeu de l'*Action française*, il consistait à « camoufler sous quelques nuages anti-britanniques le tir constant et régulier qu'elle dirigeait contre l'Allemand, ennemi n° 1, et contre

ses serviteurs ». Ce jeu, Marcel Déat ne cessait de le dénoncer dans l'*Œuvre*. « Il ne peut pas ne pas y avoir accord profond entre Maurras et Churchill, écrivait-il le 21 mars 1941. La collusion est évidente. Tout ce qui est contre l'Allemagne et la révolution européenne est dans le camp maurrassien. » Et le 9 avril : « Le slogan de l'*Action française* : « La France, la France seule » est la couverture de l'anglophilie, et personne n'est dupe. » Et le 8 mai : « Charles Maurras et ses suiveurs procéderaient... avec une joie sauvage à quelque Saint-Barthélemy, mettant hors d'état de nuire ceux-là mêmes qui ont été les pionniers de la collaboration ! »

Maurras et la « collaboration ».

Au lendemain de Montoire, qu'avait répondu Charles Maurras à qui lui demandait : « Etes-vous partisan de ce que le Maréchal appelle la « collaboration ? » — Je n'ai pas à en être partisan. — Adversaire, alors ? — Non plus. — Neutre ? — Pas davantage. — Vous l'admettez donc ? — Je n'ai pas à l'admettre, ni à la discuter. » Et Maurras d'expliquer ainsi ce refus de délibérer sur le fond des choses : « Nous sommes, grâce au ciel, sortis de ce régime de la discussion, dans lequel tout allait à vau-l'eau parce qu'il ne pouvait recevoir aucune direction continue : rien ne servait à rien, ni autorité ni responsabilité. Puisque nous avons changé tout cela, il faut bien que le pays en ait le bénéfice... Le plus grand malheur pour la France serait qu'on y prît parti pour ou contre la « collaboration » et que des factions contraires se formassent là-dessus ; cette dispersion et cette diversion nous seraient funestes. Tout doit aller au retranchement et au resserrement. Le Maréchal est responsable. Il l'a admirablement dit ». « — Mais que pensez-vous du parti adopté ? — Je n'assistais pas

aux délibérations. Je n'ai pas vu le dossier : je ne pense rien. »

1 Maurras ne s'écarta jamais de cette ligne : la
2 « collaboration » était l'affaire du Maréchal ; nous
3 n'avions ni à la discuter ni à l'appuyer, ni même à nous déclarer neutres. Mais la censure de Laval ne l'entendait pas ainsi : elle organisait et voulait étendre sa propagande en faveur du « collaborationnisme ». A cet effet, des « notes d'orientation » étaient envoyées par ses services à tous les journaux de la zone non occupée. Le 25 novembre 1940, une de ces « notes » n'avait-elle pas offert en leçon à la presse française une citation de la radio de Stuttgart! Maurras répondit aussitôt au préfet du Rhône qui la lui avait transmise pour s'indigner qu'une telle citation n'eût pas fait plutôt l'objet d'une protestation de la vice-présidence du Conseil auprès du gouvernement allemand! « Nous savons, lui écrivit Maurras, nous savons qu'en 1815, le poète Barbier stigmatisait les femmes françaises qui se donnaient aux envahisseurs étrangers. Ce qu'on n'avait pas encore vu, c'est un décret qu'il faudrait libeller ainsi, puisque les Allemands exigent notre cœur : Art. I^{er}. Toutes les dames françaises sont tenues de coucher avec les Allemands. Art. II. La vice-présidence du Conseil est chargée de l'exécution du présent décret. »

En communiquant aux journaux la citation de Radio-Stuttgart, la Censure l'avait accompagnée d'un « rappel à l'ordre » qui visait tous ceux dont le patriotisme avait des réserves à faire sur de telles consignes. Maurras ne le laissa pas passer et dans sa lettre au préfet du Rhône ¹, il y répliqua en ces termes :

« Il est un plan où le rôle de la presse ne peut être que désastreux : c'est le plan de la politique étrangère

¹ Ce document est inédit.

et des actes diplomatiques qui s'y rapportent, alors que cette politique et ces accords n'ont encore abouti à rien de complet, de décisif, de définitif. Tant que les choses sont en suspens, il y a le plus grand danger à écrire et à parler. Le gouvernement devrait être le dernier à demander cela.

« On mesurera plus tard le mal peut-être irréparable qui a été fait, cet été, par des publicistes sans autorité qui, sous prétexte de faire une « politique constructive et « réaliste », — prétention singulièrement ridicule, — faisaient bon marché des stipulations essentielles de l'armistice, de l'indépendance de la France non occupée, et traitaient de simple « fiction » sa souveraineté, et enfin couraient offrir aux Allemands, attentifs et même appâtés, le sacrifice de notre autonomie politique, avant même qu'ils nous eussent rien demandé, et en dédaignant comme de vaines entraves tout ce qui ressemblait à la dignité et à l'honneur.

« Voilà ce qu'une certaine presse a pu proposer pendant des semaines et des mois avec l'autorisation de la censure. Voilà ce que les journaux patriotes comme le nôtre ont été le plus souvent empêchés, par la même censure, de contredire et de juger.

« Croyez-vous, Monsieur le Préfet, que cette méthode et ce langage aient beaucoup servi la politique du Maréchal, la politique française?

« Il est trop évident que les Allemands à qui l'on offrait gratuitement ce qu'ils ne songeaient pas à demander, ce qu'on nous interdisait de leur refuser, devaient élever l'enchère et demander bien plus.

« Et quand il a fallu en venir aux débats concrets, le premier soin du Maréchal a été et a dû être de rétablir tout ce que ces publicistes imprudents et suspects avaient si légèrement sacrifiés. Tant pour le partenaire que pour le peuple français, il a remis très haut, à leur juste place, honneur, dignité, indépendance et souveraineté du pays, bref la substance et le point de départ de toute négociation sérieuse.

« Mais le mal était fait et tout ce tapage a eu pour effet de mettre en garde le gouvernement et l'opinion en Italie et en Allemagne. C'est le moment où l'Agence Stefani a déclaré que l'Italie maintenait toutes ses reven-

dications et où la presse allemande nous a menacés d'une paix plus dure.

« ...Ainsi tout ce qui a été dit et publié sur la « collaboration » avant la déclaration du Maréchal n'a eu que des effets déplorable. Le jour où le Maréchal a parlé, faisant le point au milieu des éléments divers que les négociations et les débats de ses ministres lui avaient apportés, et définissant la position exacte de la France ainsi qu'il appartenait à lui seul de le faire, nous avons accueilli ses paroles avec une confiance entière. Mais nous nous sommes abstenus d'en dire plus qu'il n'avait dit, d'anticiper sur le développement des choses et de juger ce qui reste soumis à son jugement.

« Si, comme le dit la note d'orientation du 23 novembre la « collaboration » — disons plus simplement la paix honorable — est une œuvre de longue haleine, si elle doit encore rencontrer « des difficultés et qui peuvent « parfois sembler insolubles », nous ne devons pas les compliquer encore en y ajoutant les agitations de l'opinion. Nous refusons de jouer notre partie dans cette diplomatie de place publique qui a paralysé et rendu stérile la politique étrangère du régime déchu.

« Et si, comme le dit la note d'orientation du 22 novembre, certains « encourent la responsabilité directe ou « indirecte de perdre la paix », ce sont ceux qui agissent autrement. Quant à nous, comme hier, nous attendons pour l'appuyer de toutes nos forces, la parole du Maréchal, estimant que tout ce qui la précède n'a que la valeur de préparations variables, devant lesquelles il garde la liberté du choix, de la mesure, des décisions. L'ordre, la raison et le patriotisme nous en font un devoir. »

Ce que la censure de Laval ne laissait pas Maurras écrire dans l'*Action française*, Maurras le disait et le redisait à ses amis. A ceux que l'éloignement l'empêchait d'atteindre, il faisait tenir des « notes » qu'on se passait « clandestinement ». Tel ce « memorandum » que Maurras nous adressa au début de 1941, et que nous nous fîmes un devoir de communiquer aux fidèles du Maréchal, en réponse à la propagande collaborationniste du parti franco-allemand, qui plaçait sur

les tréteaux forains, dans les cafés et dans les rues, les problèmes de la politique étrangère de la France. Certains esprits, « habitués à tout voir, à tout placer sur le plan électoral, parlementaire, journalistique ou tribunitien », avaient peine à comprendre la différence que Maurras faisait entre « *collaboration* » et *collaborationnisme*. Il suffisait d'un moment de réflexion pour la saisir : Maurras signifiait par là qu'il fallait laisser faire au Maréchal ce qui était de son ordre, mais ne rien faire pour travestir ou caricaturer en entreprise de démagogie internationale ce qui était article de politique nationale et de défense nationale. Le chef seul pouvait empêcher que la « collaboration » ne dégénérât en campagne de subordination *volontaire* française à l'hégémonie allemande. Cette nécessité de ne pas laisser la France entre deux clans : parti d'un étranger et parti d'un autre étranger, voilà ce que Maurras croyait devoir rappeler dans ce *Mémorandum* ¹ :

« Il faut toujours tenir distinctes ces deux idées bien différentes :

« a) la « collaboration »

« b) le collaborationnisme.

« La « collaboration » est forcée; la défaite, le souci de l'avenir l'imposent.

« Le collaborationnisme est une propagande, un système, une passion, où la nervosité et la fébrilité françaises risquent d'être dupées et qui permet, provoque tout aussitôt, une propagande en sens inverse.

« Le collaborationnisme fait nécessairement, naturellement, du gaullisme; il en est le pendant.

« Les collaborationnistes insistent sur la modération et la correction des Allemands. D'abord, elle n'est pas telle partout (on connaît des cas de pillages, de réquisitions, etc.).

¹ Document inédit.

« Et puis, on montre une candeur enfantine à se laisser rouler par la stratégie politique allemande, que nous devons toujours supposer.

« Après 1937 et 1938 et 1939, après l'Autriche, la Bohême, la Pologne, où les Allemands ont agi avec leur violence et leur grossièreté habituelles, Hitler a jugé bon et habile aujourd'hui de donner des consignes inverses, qui ont été obéies (pas partout, mais enfin...).

« Il faudrait comprendre que c'est peut-être, probablement, vraisemblablement, une manœuvre. L'ordre de modération peut être révoqué dans une seconde. Profitons-en tant qu'il est là. Mais n'en soyons pas dupes. Et surtout, oh! surtout, que les autorités françaises ne se portent pas garantes d'un état de choses aussi précaire! Car si cela change, qu'arrivera-t-il après? Gare aux divisions nationales! On n'a pas le droit de hasarder l'autorité du Maréchal là-dessus.

« Et puis, ces tréteaux de notre diplomatie :

« — Les Allemands si secrets,

« — Nous, si complètement publics;

« Nous, livrant le mot de nos désirs, de nos espoirs, de nos craintes.

« Eux, gardant leur jeu serré contre leur cœur.

« Et puis encore, la suite?

« Si l'opinion française ne marche pas dans le sillage des « collaborationnistes », les négociateurs allemands peuvent dire : « Vous êtes sans autorité sur « votre pays, faites des élections » (Bismarck à Gambetta).

« Si l'opinion marche et, en ce cas, elle ne marchera que trop bien : « Vous êtes en arrière de votre opinion; « nous aimons mieux traiter avec elle, faites des élections. »

« Voilà où l'on va, où l'on court, hélas!

« Il faut arrêter net ces entreprises de faire collaborer l'Etat et l'opinion. Que l'Etat redevienne discret,

maître responsable devant l'histoire, et que le Pays soit invité, régulièrement et de haut, à ne s'occuper que de lui-même, de sa force et de son union.

« Que peut-il arriver de plus ? »

« Du Bien, du Mal. »

« Si c'est le Mal, et que le pays soit faible et divisé, il ne le supportera pas et risquera d'en mourir. »

« Si le pays est redevenu fort, il tiendra tête et vivra. »

« Si c'est le Bien, le pays l'utilisera s'il est fort. Le pays faible n'en fera rien. »

« En toute hypothèse (et l'on n'est que dans les hypothèses) il faut donc tout ordonner, tout et tous, vers le renforcement, la réorganisation, la régénération et la puissance de la Patrie. »

« Mais, pour cela, il faut que les amis du gouvernement n'aient pas la simplicité d'apporter de la mouture, des pourquoi ? des comment ? à l'esprit de collaboration. »

Et Maurras de conclure son mémorandum par cette consigne : « La vraie formule, à la fois digne et politique, est celle du Maréchal : « Suivez-moi. Je prends la responsabilité devant l'Histoire. » »

La « Revue Universelle » et la Résistance.

Le 1^{er} janvier 1941, la *Revue Universelle* reparut, en zone non occupée, pour faire échec au « collaborationnisme » qui, dans l'ordre intellectuel aussi, avait ses théoriciens. L'intelligence en était touchée : il fallait la défendre contre de tels abaissements ¹.

¹ A propos de notre combat d'écrivain français, le docteur Georg Rabuse, professeur d'histoire de l'Allemagne, publiait, le 1^{er} avril 1942, dans la revue *Deutschland-Frankreich*, — revue de l'Institut allemand de Paris — un article dont voici quelques lignes : « Ces tentatives pour isoler la pensée allemande de l'esprit français — isolement voulu pour des arrières-pensées politiques »

C'était en créant son avenir, non en le recevant de mains étrangères, que la France prouverait au monde son droit à l'existence. Se renier et chercher ailleurs des modèles, n'était qu'une manière de subir, de déchoir, et, en fin de compte, de mourir. Il s'agissait pour nous, écrivains français, de collaborer à la réforme intellectuelle et morale du pays, autrement dit il s'agissait d'aller chercher les Français dans leur défaite pour en secouer le joug.

Dans une suite d'articles que Thierry-Maulnier publia sous le titre *l'Avenir de la France*, la *Revue* précisa aussitôt ces positions essentielles. Et ce fut pour affirmer d'abord que les Français savaient très bien que le salut, pour eux, n'était pas « dans l'adhésion de la France à un national-socialisme ou à un fascisme international » : « Une révolution nationale, reçue de l'étranger, déclarions-nous alors, est contradictoire dans les termes. La révolution nationale ne saurait être qu'une révolution qui libère. Elle ne saurait donc se confondre avec cette autre forme de la servitude qui s'appelle : l'imitation. »

Pour avoir une doctrine qui, certes, ne s'était pas fait faute de montrer les erreurs de la démocratie, nous n'en trouvions pas notre désastre plus supportable, et nos collaborateurs n'étaient pas de ceux « qu'un goût répugnant de la défaite avait conduits, au lendemain de l'Armistice, à proclamer l'indignité de leur pays et le juste châtiment de son ignominie que lui apportait une défaite rédemptrice ». Nous songions alors aux malheureux rédacteurs de *Je suis*

— nous les retrouvons dans une série d'*adversaires traditionnels des contacts franco-allemands*. C'est dans ce sens qu'Henri Massis a écrit les *Idées restent* (Lyon, 1941). Ce livre n'est nullement, comme on pourrait s'y attendre, un inventaire du capital spirituel français, mais seulement l'inventaire bien connu du combat découlant de la négation de la pensée allemande, au nom de l'ordre et de la raison, du classicisme, de la civilisation... »

!!
HEGEL

partout, pour qui la défaite de la France avait d'abord été la défaite du régime qu'ils détestaient et qui en étaient venus à porter leur détestation sur la France elle-même. En novembre 1943, nous redisons encore à leur propos :

« La défaite venue, ils n'ont pas perdu une occasion de se rouler avec délices dans le désastre national, de nous montrer avec une joie furieuse, non pas seulement l'étendue de nos ruines, mais aussi l'étendue de nos fautes; ils ne nous ont pas seulement parlé des mauvaises habitudes contractées sous le régime ancien, et de leur persistance menaçante dans le régime nouveau, mais de la décrépitude de notre race, de la faiblesse de nos intelligences, de notre inertie, de notre lâcheté... Ils écrivent de gros livres tout entiers remplis de ce qu'ils appellent notre décomposition... Lorsqu'on piétine avec délectation sa patrie battue comme un cadavre, on se persuade aisément qu'on la secoue pour la réveiller. C'est ainsi que quelques Français ont glissé, presque sans le savoir, de la critique de la démocratie à la passion antidémocratique et de la passion antidémocratique à la passion antinationale. »

1743 Et nous y trouvions un prétexte à définir ce que devait être notre rôle, à nous autres Français : « Le rôle de la France, précisons-nous, est de sauver l'Etat de l'étatisme, les principes universels de la civilisation du cosmopolitisme, où la civilisation elle-même se dissout, et la nation elle-même des excès d'un nationalisme barbare. » Telle était notre ligne maîtresse. Nous n'avions d'autre programme que de servir la restauration d'un ordre français.

« Quelque hypothèse que l'on fasse sur l'issue de la guerre présente, écrivions-nous dans la *Revue* dès 1942, que les vainqueurs de cette guerre soient les vainqueurs actuels ou la coalition démocratique, la situation qui consisterait pour la France à renoncer à suivre sa propre voie et à se mettre à la remorque de ceux

qu'aurait favorisés la fortune des armes, une telle solution permettrait peut-être à la France de vivre dans l'orbite d'un groupe ou d'un autre groupe de puissances dirigeantes, avec une indépendance toute nominale; elle n'en serait pas moins un acte d'abdication de la nation française et la fin de notre grandeur historique. Les chances d'une survie véritable de la nation française se confondent avec la possibilité qu'aura cette nation de conserver une personnalité assez forte pour ne pas céder docilement à la force d'un groupe des puissances qui vaincront et pour garder dans l'éclat de la constellation victorieuse sa lumière d'astre distinct. »

De tels articles — et les importants documents de presse étrangère que la *Revue* fut seule à publier alors, au nez et à la barbe de la censure militaire allemande — avaient maintes fois servi à la propagande clandestine de la Résistance en zone occupée, où la *Revue Universelle* était interdite. En même temps qu'elle s'appliquait, quoi qu'il en fût de la précarité du moment, à ne pas laisser entamer les principes capables d'assurer à la France le « renouveau par l'esprit », la *Revue Universelle* travaillait à maintenir le moral français et servait à sa manière l'idéal de la Résistance en s'opposant jusqu'au bout aux menées des « intellectuels » du collaborationnisme. Mais il suffit...

Quelqu'un à aimer...

Si dur, si triste que fût notre présent, l'année 1941 s'éclaira d'une lueur d'aube, d'une espérance qui tenait toute à cette volonté de relèvement dont le pays témoignait au-dedans de lui-même, par ses éléments les meilleurs, par son travail, par son courage. Sous un ciel menaçant, s'élevaient, à l'intérieur, les colonnes de l'ordre et de l'amitié. Un calice amer venait d'être écarté des lèvres de la France. La disgrâce de Laval

NB — prenait la valeur d'un signe : elle prévenait les esprits que ceux qui le servaient servaient l'intérêt allemand, que ceux qui s'opposaient à lui faisaient acte d'opposition à l'Allemagne. De ces évidences, que le 13 décembre 1940 avait rendu manifestes, un soulagement était né : le Maréchal allait aussitôt en sentir les bienfaits. Une sorte d'unanimité s'incarnait dans sa personne. La France avait quelqu'un à aimer. C'était le temps où des foules immenses l'acclamaient de ville en ville et faisaient monter vers lui leur chant de confiance dans l'avenir, leur espoir d'un destin libérateur. Oui, c'est l'esprit de résistance qui soulevait ces millions d'hommes et de femmes qui, au passage du Maréchal, fraternisaient dans le même cœur, dans la même vaillance, et l'on « rabougrit misérablement la patrie quand on fait de la résistance à l'Allemagne l'affaire unique d'un parti ou d'un clan » — et d'abord ce n'est pas vrai. NB

Rencontre de Gustave Thibon.

C'est sous ces auspices plus favorables que j'allais faire une rencontre — la dernière d'une vie déjà longue — et qui marque d'une pierre blanche ces années noires. Toute rencontre est une sorte de mystère, où quelque chose en nous est *appelé*; mais il y a des rencontres que tout nécessitait. La « rencontre » de Gustave Thibon fut pour moi de celles-là. Comment ne s'était-elle plus tôt produite? J'aurais pu l'entrevoir à Meudon, chez Jacques Maritain si, au temps où Gustave Thibon y fréquentait — c'était vers 1936 — je ne fusse tenu à l'écart, sinon par Jacques, à tout le moins par ses nouveaux disciples qui me composaient une figure bien peu faite pour donner à Thibon l'envie de me connaître. Peut-être cette préparation singulière servit-elle ensuite à plus fortement nous unir... C'est par notre ami le docteur Specklin que

j'entendis parler de Gustave Thibon pour la première fois — et avec quelle chaleur!... L'homme qui suscitait un enthousiasme si ardent ne pouvait pas être un homme ordinaire! Tandis qu'il me conduisait de Chambéry à Aix dans sa voiture, en longeant le lac, le docteur Specklin me dit qui était Thibon : « Un fils de paysan, un paysan lui-même qui, Dieu merci, est resté paysan... Thibon n'a d'autre diplôme que le certificat d'études, car, dès sa douzième année, il dut aider son père, vigneron à Saint-Marcel-d'Ar-dèche... Le hasard d'un voisinage mit à la disposition de ce petit paysan une bonne bibliothèque où sa passion du savoir put s'assouvir... Sans jamais délaiss-er le travail de la terre, il apprit tout seul le latin, le grec, l'allemand et les mathématiques; il lut les philosophes, les théologiens, les poètes aussi, et, comme son père, il sait des milliers de vers par cœur... » « Une des plus fortes intelligences que nous ayons, un philosophe chrétien, comme il nous en faudrait beaucoup », ajouta le docteur Specklin qui, là-dessus, me cita les essais que Thibon avait publiés sur Nietzsche et saint Jean de la Croix : « Je vais, fit-il, lui demander de vous envoyer *Diagnostics*... Ce livre a paru, à la veille du désastre, en mai 40, à Paris. Qui le connaît, qui l'a lu? Il faut, vous, que vous le lisiez... » Quelques semaines plus tard, Thibon m'adressait son essai de physiologie sociale avec ces mots : « *Dans l'amour des mêmes vérités.* »

Plus qu'affinités de personne à personne, c'est le même amour pour le même objet qui nous a d'abord unis, Thibon et moi. A peine avais-je lu *Diagnostics* — avec quel émerveillement d'esprit! — que je tins à en reproduire dans la *Revue Universelle* l'un des chapitres, celui sur « la genèse des révolutions ». Depuis plus de vingt ans qu'elle existait, jamais la *Revue* n'avait rien publié qui eût produit pareil saisissement! Le numéro, où ces pages parurent, fut bientôt introuvable, et le livre, *Diagnostics*, englouti dans

les remous de notre effondrement, trouva ensuite des milliers de lecteurs. La pensée de Thibon, de ce philosophe chrétien, ennemi de toutes les formes du mensonge, fût-ce « les plus innocentes ou les plus sacrées », cette pensée allait conquérir d'emblée une audience étonnante! Comment expliquer ce prodige? La vérité que servait Thibon, c'était la vérité qu'il voyait de ses yeux, qu'il touchait de ses mains — d'où l'autorité de sa prise. Ce fils de la terre n'a jamais perdu contact avec « ces vastes réserves de fraîcheur et de profondeur que crée dans l'âme la communauté étroite avec la nature, la familiarité avec le silence, l'habitude d'une activité accordée aux rythmes primordiaux de la vie ». Mais ce qui est exceptionnel dans le cas de Thibon — et Gabriel Marcel l'a tout de suite discerné — c'est qu'une jonction s'opère spontanément dans cette âme et cette intelligence privilégiées entre l'expérience immédiate, celle des travaux journaliers et la spéculation la plus haute, la vie mystique elle-même. » C'est en fonction des clartés de l'intelligence que le mysticisme d'un Thibon se définit.

Nos approches.

« La grande faiblesse d'un certain christianisme, me disait Gustave Thibon, au début de nos échanges, c'est d'avoir cru plus ou moins implicitement que les réalités surnaturelles dispensent de ce qu'en réalité elles présupposent. C'est ainsi qu'on brouille la terre et le ciel, qu'on trahit à la fois le ciel et la terre. » « Mais vous m'avez précédé dans cette voie », ajoutait-il. Oui, c'était là que, sans nous connaître, nous nous étions rejoints... Comme nous-même, Thibon avait beaucoup souffert, au cours des dix dernières années, de l'irréalisme de nos amis catholiques. Avec Marcel de Corte, il avait, lui aussi, tenté de réagir. Mais la santé de l'intelligence n'était point désormais

1926-36

Hegel

ce qu'on mettait au-dessus de tout dans le milieu philosophique chrétien, où un Emmanuel Mounier menait le chœur des confusions, où le thomisme de Maritain lui-même s'exténuaient à intégrer ce qui ne saurait l'être. Ce que lui, Thibon, aimait précisément dans la pensée de saint Thomas, c'était qu'elle favorise le mariage harmonieux de la nature et de la grâce, qu'elle satisfait jusqu'au bout les exigences de la plus avide et de la plus indomptable des facultés naturelles de l'homme : *l'intelligence*. Mais les nuées d'*Esprit* voilaient la fixité lumineuse de ce phare éternel. On s'en remettait au flottement des « à peu près » les plus troubles : on mariait Maritain et Blondel, on chassait de la métaphysique cette dialectique rationnelle sans quoi le reste ne tient plus guère que bouchon sur l'eau ! Cette méconnaissance de l'être des choses devait jouer de bien mauvais tours à un appareil à penser qui n'est fait que pour le saisir ! L'irréalisme politique de ces faux spirituels n'en témoignait-il pas ? Faisant mal le départ entre les exigences de la Cité terrestre, grevée de matière et de péché, et les appels de l'Évangile, ils aventuraient leur foi dans un domaine qu'ils connaissaient mal, où toutes les confusions, toutes les déceptions les attendaient eux-mêmes et ceux qu'ils endoctrinaient ! Oui, le milieu intellectuel chrétien d'avant 40 avait beaucoup déçu Thibon. « J'ai là, me disait-il, des amis qui me furent et qui me restent très chers, mais j'ai réagi bien vite contre certaines déviations aussi subtiles et généreuses dans leur principe que ruineuses dans leur conséquence. »

« Des amis qui me restent très chers » — ces mots voilaient d'autres souffrances, celles qu'en présence de tant de faiblesses, de reniements, d'amitiés brisées, Thibon avait déjà connues. Elles lui faisaient sentir, comme à nous-même, qu'« il y a une vertu qui domine tout et qui fait la preuve de tout le reste — et c'est la *fidélité* ». « Quelle déception, me disait-il un jour,

1/ quelle déception pénible de se heurter à un « moi »,
 2/ alors qu'on croyait pénétrer dans une âme! » « Pour nous, ajoutait-il (c'était au lendemain de notre première rencontre) pour nous, je suis sûr que nous ne nous décevrons pas. Nous sommes des hommes, nous avons nos limites et nos défauts, mais je sens que nous servons la même cause, loyalement et sans retours sur nous-mêmes, et c'est là ce qui nous unit. »
 « Il y a trop de gens de notre espèce, ajoutait Thibon, pour qui la vérité n'est qu'un miroir : ceux-là finiront toujours seuls. »

Aujourd'hui, quand je pense à mon ami Thibon — et j'y pense sans cesse, car il n'y a pas d'amitié sans « présence » — je crois que sa vocation d'écrivain n'aura peut-être été qu'un accident dans sa vie. Non point qu'il rabatte l'importance des idées — les idées furent au fondement de notre amitié — mais il les aime surtout à l'état vécu, comme l'émanation d'une nature, comme principe d'incarnation. Autrement dit, Thibon croit aux hommes vrais plus encore qu'aux idées vraies. En lui, nous avons eu la joie de les trouver réunis. Si Thibon fut heureux de devenir notre compagnon, c'était parce que nous lui donnions le moyen de défendre des idées qui nous étaient, à lui comme à nous, plus chères que nous-mêmes, et que nous les vivions. Cet homme de foi aimait surtout que nous nous fussions attaché à défendre contre la poussée d'une affectivité et d'un faux mysticisme, dont il voyait les ravages, les bases rationnelles de la culture chrétienne. Sans doute, nous sommes-nous, dans nos écrits, moins soucie de « grossir les eaux du fleuve chrétien que de consolider les digues de la sagesse occidentale, qui sauvegardent à la fois la limpidité de ces eaux et leur élan harmonieux vers la mer ». Telle aura été notre part dans la vie; mais à cette autre part de nous-même que nous n'aurons pas eu le loisir d'exprimer, que nous aurons dû même refouler, éconduire, Thibon, lui, donnait une voix,

Hegel

une voix où toute l'âme se livre, car l'esprit est non seulement vérité, il est aussi amour. Voilà ce qui, chez Gustave Thibon, nous a conquis d'emblée. Ce qu'il y a au foyer de sa pensée, ce sont ces vérités brûlantes et qui emportent l'âme : « Aimer un être, c'est lui dire : « *Tu ne mourras pas* ». Ou : « Notre Dieu n'est pas le Dieu des Morts, mais le Dieu des Vivants, et « rien de ce qu'il aime ne saurait mourir. » Ou encore : « On n'échappe pas à Dieu! Qui refuse d'être son « enfant sera éternellement son singe. L'effrayante « caricature des mœurs divines qui sévit partout où « Dieu cesse d'être connu et aimé témoigne assez de « cette fatalité. » Oui, ce que nous aimons en Thibon, c'est qu'il fasse descendre du ciel sur la terre l'échelle de Jacob pour nous convier aux vendanges divines...

Deuy

Le sens de la propriété des mots.

Quand nous reçûmes l'illumination de ses aphorismes, nous n'avions pas encore entendu sa parole ensoleillée, bien sonnante, savoureuse comme un flot de vin du Rhône... Nous n'avions pas non plus entendu parler son père; nous n'avions pu alors comprendre à quelle source antique et jeune son génie avait bu, ni d'où lui venait cette voix surprenante. Ce vocabulaire clair et constant, cette connaissance si exacte de ce qu'il dit, cette langue si juste et qui montre si bien comment ce qu'on s'épuise à opposer *compose* dans la réalité, c'est à son père que Thibon en est redevable, à ce vieux paysan qui n'a jamais écrit, mais qui sait lire le ciel et la terre, qui se sert des mots de tous les jours, des mots usés, qu'il fait sonner comme des pièces neuves, et qui parle comme Homère et comme Mistral. J'en eus la révélation, certain soir, à la table de famille, dans cette petite ferme de Saint-Marcel, la « Genoise », où, toute la journée, le vieil homme, noueux, maigre et tordu

comme un sarment, avait sarclé ses vignes... Nous avions parlé de certains « philosophes » qui, profitant de notre situation de vaincus, nous livraient, têtes baissées, cœurs avilis, aux fatalités de l'inconscience barbare. Et j'entends encore Gustave Thibon s'écrier en vidant son verre : « Il y a des êtres qui ont besoin pour se sentir revivre que des catastrophes comme la guerre s'abattent sur eux ! Ils ont besoin du voisinage de la mort pour reprendre goût à la vie ! Ce retour aux nécessités élémentaires leur fait l'effet d'un bain rajeunissant ! De quel signe de décrépitude leurs théories ne sont-elles pas marquées ! » Son père nous avait longuement écoutés, puis, dans le silence qui suivit, il laissa tomber ces paroles : « *Ils ne sont vraiment pas difficiles.* » Quelle densité, quelle plénitude, ces simples mots prenaient soudain ! Ils semblaient n'avoir jamais servi et porter avec eux tous les saints sacrements de la vie vécue, tous les suc d'une expérience naturelle ! « *Ils ne sont vraiment pas difficiles*, ils se contentent de bien peu, il leur suffit d'une formule qui permet tous les arbitraires », que sais-je encore ? Tout était là, tout était dit, il n'y avait plus rien à dire... Ce qu'on appelle la sagesse des vieux paysans, n'est pas autre chose que « l'ensemble de ces réflexes salutaires imprimés dans l'esprit par une longue familiarité avec le réel, par une lente sommation d'épreuves accumulées : la profondeur est la dimension naturelle de leur vie. » Voilà ce que Thibon a trouvé chez son père et chez ses pareils...

C'est là ce qui avait frappé Maurras et ce qu'il souligna quand il tint à saluer, en Gustave Thibon, ce fils de sa race, « le plus brillant, le plus neuf, le plus inattendu, le plus désiré de nos jeunes soleils » :

« Je voudrais dire tout de suite, écrivit-il alors, pourquoi son talent d'écrivain me semble trancher sur tout ce qui l'entoure, le précède et le suit. En sus de beaucoup de qualités très hautes, personnelles et de

(a meilleure tradition, entre les dons originaux qui lui permettent de traiter, avec une égale aisance et maîtrise, des objets les plus concrets et des plus hautes abstractions, j'avoue qu'il me charme surtout par un sens merveilleux, et de plus en plus parfait de la propriété des mots, de leur signification présente ou passée, de leur histoire et des racines qui s'y attachent. Quand tout le monde, ou presque, use de plus en plus d'à-peu près flottants ou de généralités plus vagues les unes que les autres, quand un chacun met tous ses mots en *tion* ou en *isme*, nous recevons du ciel le présent immérité d'un écrivain qui sait sa langue, la garde pure et transparente, sans préjudice de la couleur ou de la vigueur, cette pensée étant pleine d'âme et de feu! »

Oui, Gustave Thibon a une façon de parler qui va directement à l'âme. *Noble* et *bas*, ce sont les deux mots qu'il n'a même pas besoin de prononcer pour qu'on les sente au fond de toutes ses pensées. Pour lui, l'homme noble est celui que la souffrance rend tendre et que le bonheur fait prier. L'homme bas, il le reconnaît à ce que sa douleur s'appelle ressentiment, sa joie orgueil et oubli... Il faut avoir vu Thibon marcher dans les rues de Saint-Marcel d'Ardèche, ce village dont les ruines attestent qu'il fut résidence seigneuriale, pour savoir que ce paysan est un seigneur. Et il faut l'avoir entendu parler avec une grande dame d'authentique et ancienne noblesse pour comprendre qu'il n'y a, de part et d'autre, aucune inégalité: la noblesse, disait Alain, est partout chez elle.

Le vent du progrès.

Je me souviens des longs entretiens que nous eûmes dans le parc de ce château des Bernis qu'elle lui avait ouvert pour y recevoir ses amis. Nous marchions dans les allées envahies par les lavandes sauvages, joyeux de sentir nos accords... Certain jour, nous

avons parlé du progrès, du progrès qui ne suit pas une ligne continue où se totaliseraient tous les acquêts humains, du progrès dont la route est semée d'abandons et de pertes. « La porte qu'il ouvre, fis-je, en ferme d'autres qui, pourtant, elles aussi, menaient quelque part ». Et je citais Descartes, je songeais à l'univers physico-mécanique qu'il a découvert. Tous se sont précipités à sa suite; mais cette lumière n'a-t-elle pas rendu à la nuit tout ce qui n'est point dans la clarté qu'elle projette? Là-dessus j'avais raconté à Thibon une histoire qui prenait pour moi valeur de mythe. De grands tisseurs lyonnais avaient naguère envoyé leurs « techniciens » dans un village perdu de la Haute-Egypte où se tissait, depuis des siècles, certaine étoffe dont nul n'avait jamais pu découvrir le secret — ce secret qu'une secte copte se transmettait d'âge en âge... Les ingénieurs avaient vu se mêler les fils, se nouer les points, avec des yeux inconnaissants, et avaient dû repartir comme ils étaient venus... Que disparût la secte, que mourût le dernier possesseur du secret, celui-ci ne serait-il point perdu pour toujours?... Sans doute ne s'agissait-il là que d'un des plus humbles ornements de la civilisation. Mais faut-il toujours « choisir entre la civilisation et la vie? » Mon histoire avait frappé Thibon qui, le lendemain, avait cru devoir m'écrire : « Quelle joie j'ai éprouvée à vous entendre parler du progrès et de sa rançon, et de toutes les merveilleuses choses que nos ancêtres ont vécues qui ne sont plus pour nos fils que des mots sans âme! Je n'avais jamais autant senti la terrible fragilité des plus grandes choses. Mais quelle consolation de sentir qu'on est au moins deux pour comprendre et pour aimer ce qui ne peut être à jamais!... » Telles étaient nos échanges; et j'aime à penser que c'est à leur propos que Thibon avait noté à quelque temps de là cet aphorisme : « Progrès. Depuis un siècle, le monde évolue à pas de géant. Tout se précipite; le vent du progrès nous coupe la face. Amer

symptôme : l'accélération continue est le propre des chutes plutôt que des ascensions. » Et cet autre qui le prolonge : « En dépit de toutes les apparences contraires, un homme est tari dans la mesure où le rythme rapide de la *course* se substitue en lui au rythme lent de la *croissance*. Le progrès consiste aujourd'hui à courir et non plus à croître. » Thibon et moi, nous pensions, en effet, que l'homme n'a pas de plus urgent besoin que de comprendre l'immense catastrophe où il se sent entraîné — la comprendre pour la conjurer, à tout le moins pour la dominer. Dénoncer sans relâche cette « conviction monstrueuse qui est à la base de l'activité des révolutionnaires et des hérétiques et qui assure que ce que nous détruisons peut se remplacer, que nous avons quelque chose à mettre à la place », c'était là notre commun combat.

Debout et face au monde moderne — ce monde moderne menacé de « trouver sa limite dans le contact brutal avec le sol qui est le terme de toutes les chutes » — Thibon l'avertit, Thibon voudrait l'en sauver. Ce paysan de Saint-Marcel le regarde, comme il fait au printemps de la future récolte, en interrogeant la terre, le ciel aussi... « Né et demeuré paysan, me disait-il un jour, j'ai pu assister *du dedans* à la décomposition de la grande guerre, et c'est ce spectacle qui m'a rapproché de Maurras et de vous... »

Thibon et Maurras.

Thibon n'a rencontré la pensée de Maurras que très tard, et alors que d'autres influences l'avaient déjà marqué. Aussi bien n'a-t-il jamais, à ma connaissance, cité Maurras dans ses écrits, et son premier hommage public à l'auteur de *l'Avenir de l'intelligence*, c'est à un homme, victime de l'injustice et consacré par le malheur, que Thibon l'a rendu en 1948, — d'autant plus libre pour s'incliner, avec une vénération sans mé-

lange, devant la grandeur de son œuvre et la hauteur de son destin qu'il ne suit pas le philosophe, l'homme politique, le critique, sur tous les chemins de sa pensée. Je crois, d'ailleurs, que Thibon préfère Maurras à ce qu'on appelle le « maurrassisme ». Mais il est un Maurras qui ne l'a jamais quitté — et c'est le poète. « Je lui dois, nous dit-il, les plus hautes joies qu'une créature puisse dispenser à une autre créature. Il ne se passe pas de jours sans que les vers de la *Musique intérieure* ou d'*Au devant de la Nuit* ne remontent de mon âme sur mes lèvres et ne m'emportent dans ces régions supérieures où l'esprit et le cœur ne font qu'un. Il n'est pas possible de faire tenir tant d'éternité dans l'heure fuyante et tant de plénitude divine dans la nostalgie de l'homme... Marcel de Corte pourrait vous parler de nos longues promenades à travers les bois et les collines de mon pays, où nous nous récitons sans fin les poèmes inépuisables de Maurras... » Aussi bien est-ce dans ses vers que Maurras a recueilli, comme un rayon qui traverse un nuage, cette protestation contre ce qui passe et détruit, ce besoin de se construire un refuge contre la mort qui ne lui laissent jamais de répit : « C'est le sens même « du combat maurrassien que ce retour aux *augustes* « *conseillères*, aux *grandes lois de l'Etre* qui sont le « *soubassement naturel de la grâce et de la vie* « *éternelle* », me disait un jour Thibon — et de ces paroles je retrouve l'écho dans ce que son ami Marcel de Corte nous dit, lui aussi, de Maurras, du prodigieux effort par lequel Maurras a vaincu ses démons :

« Toute son œuvre est marquée, dit-il, par cette tentative d'investissement et d'incarnation d'une intelligence qui, livrée à elle-même, eût été l'un des plus brillants appareils de dialectique de ce temps et de tous les temps, dans une sensibilité qui, abandonnée à sa pente, eût développé à l'infini sa puissance anarchique. Rien n'est plus beau et plus exaltant pour le disciple et pour l'observateur que ce travail qui s'opère à la

jointure de l'âme et du corps, à la fois celle de l'homme et de la Cité. Par là Maurras a retrouvé les grandes lois qui régissent l'Etre et nous ouvrent l'univers du Sacré. En dépit de ses adversaires, atteints du mal dont son génie a triomphé, je considère Maurras comme une grande âme religieuse pour qui « le spirituel est lui-même charnel », et dont la pointe s'oriente vers le Dieu que les Athéniens adoraient sans le connaître. Tant de « chrétiens » aujourd'hui le connaissent sans l'adorer! »

La poche à fiel.

Ce sont pourtant des « chrétiens » qui allaient pointer Thibon, et avec quelle virulence! N'osant incriminer ouvertement ses préférences sociales et politiques, c'est à son orthodoxie qu'on s'en prit! Faute de pouvoir avouer crûment son ressentiment, on préfère le travestir. Afin d'accabler son ennemi, on lance contre lui l'anathème. Thibon n'y échappa point. De fait, on transposa sur le plan de la théologie dogmatique les aphorismes, les images du psychologue, du moraliste. Anthropocentrisme, naturalisme, toutes les hérésies en *isme* furent attribuées au pauvre Thibon qu'on accusa de « calomnier l'idéal »! A quoi Thibon répondait avec innocence : « J'ai dit et je maintiens que la nature est le support de la grâce, comme la substance est le support de l'accident. La nature peut exister sans la grâce, mais la grâce ne peut pas exister, chez l'homme, sans la nature. » Il s'agissait bien de cela! Encore qu'un Révérend Père jésuite fût mêlé à l'affaire, le débat des *Provinciales* n'avait rien à voir avec la « dénonciation » des détracteurs de Thibon! C'était un acte de « résistance que de dire du mal de *Retour au Réel*, c'était un mot d'ordre « résistancialiste » que d'attaquer Thibon! La consigne partit de Cité Chrétienne, la revue que la Compagnie fit paraître en zone libre pour remplacer les *Etudes*. A l'article d'un Révérend

Père, jugé trop élogieux pour Thibon, elle substitua celle d'un autre Révérend Père qui, après lui avoir prodigué les déclarations d'amour et lui avoir tendu ses deux mains, se faisait soudain persifleur et d'une griffe onctueuse lui portait ce coup perfide : « La notoriété de Thibon date de 1941. En ce sens, du moins, il est vrai de dire qu'il est le penseur accrédité de la défaite. » Inutile de répondre au Révérend Père que Diagnostics, publiés en mai 1940, étaient composés d'écrits qui avaient tous paru en revue avant la guerre, que les aphorismes de l'Echelle de Jacob dataient de plusieurs années déjà! L'injustice et la bassesse du trait étaient flagrantes, mais on allait en voir bien d'autres! Toute l'équipe d'Esprit était là derrière, et les intellectuels démocrates-chrétiens, naturellement... Thibon le savait bien qui me disait, un jour, à leur propos : « Il y a là une mentalité qui ne peut pas changer : cela est presque d'ordre physiologique. Il y a non seulement un caractère, il y a aussi une constitution du démocrate-chrétien » — et nous avions bien ri! Mais, devant les attaques de certains catholiques, notre ami avait eu de la peine : « Je suis écoeuré, me disait-il, de voir mon nom mêlé à des polémiques absurdes. Je ne prévoyais pas qu'un des résultats de mes livres serait de faire s'injurier ainsi les gens. J'avais essayé de viser la tête et le cœur des hommes. Je suis bien déçu d'avoir atteint surtout la poche à fiel! » Elle n'allait plus cesser de sécréter sa bile. « Les raisons de la haine que suscite Gustave Thibon, disait alors Maurras, ces raisons doivent être multiples, et elles le sont. Et je ne sais point à laquelle donner la palme : à sa franchise, à son bon sens? Mais c'est peut-être à la franchise de son bon sens? Quand il tient la vérité, il ne la lâche pas, et, chose inouïe, il n'y a pas de considérations latérales qui puissent la lui faire lâcher. » Ce sont là des vertus que les semeurs de nuées ne pardonnent pas, parce qu'elles les crèvent.

Réaction intellectuelle d'abord.

La réussite de Thibon avait enchanté Maurras. A toutes les visites que je lui rendais à Lyon, il se félicitait de cette « découverte ». Il fallait en faire d'autres ! Car ce qui le préoccupait alors, lui, Maurras, c'était de réagir contre ceux qui profitaient de notre situation désastreuse pour renoncer à toute espèce de supériorité, fût-elle mentale. Le nombre et la matière nous ayant acculés au plus bas, devions-nous rouler plus bas encore pour endurer des coups plus durs ? Il n'existait, en tout cas, aucune raison d'abjurer les principes qui avaient permis de prévoir juste et qui auraient pu faire marcher droit. Il s'agissait, au contraire, de reprendre notre rang, de le marquer à sa juste hauteur ; il y allait de l'avenir. Nous avions là un rôle à jouer, un rôle nécessaire et vital, que dominait l'espérance d'un renouveau intellectuel du pays.

« Je ne crois pas, me disait alors Maurras, je ne crois pas que notre pays puisse se relever de sa dernière chute profonde sans le concours de catholiques nombreux, actifs, influents, et dont l'esprit soit restauré dans sa vertu, régénéré dans son principe. » Aussi avait-il salué avec joie la venue parmi nous du jeune Arfel — *generose puer* — qui, avec la flamme de ses vingt ans, venait d'écrire sur la philosophie politique de saint Thomas d'Aquin une étude nette et claire, où il décelait les affinités du thomisme avec l'empirisme organisateur et montrait comment une promotion de l'ordre chrétien pouvait s'intégrer à l'action monarchique. Plein de témérité audacieuse, l'impétueux garçon dénonçait les sophismes intentionnels et volontaires de ceux qui prétendaient s'appuyer sur saint Thomas pour « sacrer » la mystique de la démocratie. J'avais fait lire à Maurras ces pages où tous les coups portaient ; le

ton théologico-militaire d'Arfel n'était point fait pour lui déplaire, et il m'encouragea à lui ouvrir notre *Revue Universelle* : « Il la rajeunira, me dit-il. Après Thibon, ce sera une bonne recrue et découverte nouvelle à monter en épingle! » Ce que Maurras aimait dans le premier essai de son jeune disciple, c'était bien autre chose qu'une belle polémique : il y distinguait les amorces précises d'un travail d'achèvement, de couronnement, où s'accomplirait ce qu'il avait souhaité plus que tout, sans parvenir à le parfaire; car — ne le reconnaissait-il pas lui-même? — « si l'empirisme organisateur, par sa volonté organisatrice, sa tendance positive, avait fait la preuve de ses intentions *bienfaisantes* », lui, Maurras, avait dû personnellement laisser à définir « ce qu'est ce Bien, ce Souverain Bien ». La voie où s'engageaient Arfel et ses pareils, les sommets théologiques et métaphysiques vers quoi elle conduisait, cette voie royale et semi-divine menait et menait seule à la *synthèse désirée*, celle qui rejoindrait une *Morale politique tirée de la Théologie*. « Personne, disait Maurras, personne ne sera plus heureux que moi de voir monter des terres remuées et couvertes par nous un pan supérieur de l'édifice qui s'appuiera sur l'ancien, mais qui sera nouveau et antique... »

Pourquoi, lui, Charles Maurras, ne s'y était-il pas lui-même appliqué? Moins favorisé, moins bien servi par ses prédécesseurs, il lui avait fallu d'abord tenir compte des immenses divisions de pensée où non seulement le sort de la France, mais son idée même, l'avenir de son unité et jusqu'à son langage étaient menacés lorsqu'il entreprit de lui faire remonter la pente.

« Pour essayer de regagner un peu de cette unité et rendre possible la conversation, dit-il ¹, il ne fallait pas

¹ Dans la préface au livre d'Arfel (Jean-Louis Lagor) : *La Philosophie politique de saint Thomas*. Cf. plus bas : *Appendice*, p. 243.

procéder comme si elle eût été faite! Comme on va du connu à l'inconnu, il nous fallait aller à l'inexistant par l'existant, du concédé, de l'accordé et de l'admis à ce qu'il fallait faire céder, accorder, admettre. Dans une nation d'intellectuels où se mêlaient protestants, catholiques, kantiens, spinozistes, hégéliens, positivistes, spiritualistes, il était impossible d'envisager un accord pratique si l'on prenait pour point de départ une dogmatique de l'Être, de l'Idée ou de la Matière, car c'était là précisément les noms cachés et les raisons secrètes des divisions les plus profondes. Il fallait rallier les bonnes têtes françaises sur un plan défini, mais qui leur fût commun et permit un accord lucide. Il fallait que l'on pût y préconiser, fût-ce avec un accent de fable et de défi, des conjonctions d'esprits fort éloignés les uns des autres pour les coaliser contre l'anarchisme de l'entre-deux... Sans laisser le débat des raisons, disions-nous, regardons le résultat des causes. Faisons abstraction provisoire de toute théorie de Botanique et jugeons l'arbre aux fruits, et les fruits au pouvoir de nourrir et d'empoisonner. »

A cette doctrine de l'épreuve, la pensée catholique défendue, servie par de jeunes talents, comme ceux de Thibon, d'Arfel, apportait les compléments nécessaires qui permettraient de la consolider, d'en augmenter les capacités, les pouvoirs, les mesures, les proportions et pourraient, un jour, s'étendre à tout le pays; car Maurras ne doutait point que l'influence intellectuelle et l'action des catholiques ne fussent destinées à s'accroître dans les sombres temps que nous vivions et tous ceux qui suivraient. « Cette renaissance, me disait alors Maurras, a besoin d'être appuyée vigoureusement par ceux qui s'en vont. J'en sens d'autant plus le devoir que je rentre davantage dans la catégorie des Pères à qui la tête tremble, dont parle Ronsard... » Pourquoi ne prendriez-vous pas la tête du mouvement au devant de la Vérité? »

Bergson et Maurras.

« *Le gros point délicat*, ajoutait Maurras en m'engageant à publier le premier article d'Arfel, *le gros point délicat, c'est Bergson!* (Bergson y était, en effet, assez vivement malmené!) *Mais n'y aurait-il pas remède? On commence à sentir le danger de cette imprécision, de ce flou, de ces escamotages, de cet arbitraire littéraire, où le talent et la science ne rachètent pas la* débilité organique de l'esprit destructeur! » Et sachant quelle reconnaissance je gardais à Bergson, si revenu que j'en eusse été par la suite, Maurras me suggéra de « coiffer » l'essai d'Arfel par une note afin de « *spécifier*, me disait-il, *que Bergson fut pour votre génération le libérateur du déterminisme et du scientisme, mais que, au-delà de sa délivrance, s'est développée une philosophie d'une nature spéciale et nouvelle, dont le danger (ou l'infériorité ou la faiblesse) se voit de plus en plus, que vous ne pouvez vous soustraire à cette évidence et que, dès lors, tout en lui gardant la gratitude des jeunes années, vous devez en tenir compte* ». Je n'avais pas pris tant de précautions quand, à la suite de Maritain, j'avais jadis formulé mes critiques à l'endroit de Bergson ¹! Mais quand je revis, en 1936, M. Bergson, j'avais été frappé par les propos qu'il m'avait tenus, ce jour-là, sur les possibilités infinies du catholicisme dans l'ordre de la vie spirituelle, et j'avais pu mesurer le chemin que l'auteur des Deux Sources avait lui-même accompli... Je savais enfin que la persécution subie, sous l'occupation, par les siens l'avait seule empêché de faire profession de foi catholique, comme il en avait depuis longtemps le désir, et qu'en mourant M. Bergson avait demandé à l'Eglise ses prières.

Sans que j'eusse à le lui rappeler, Maurras me dit

¹ Cf. *L'Honneur de servir*, pp. 99-108.

alors : « Il faudrait ajouter que vous n'ignorez pas l'évolution religieuse de Bergson : elle est précisément de nature à créer des équivoques, tout en étant par elle-même digne du plus haut respect... »

C'est alors que, me penchant sur son front, je crus devoir rapporter à Maurras l'impression si vive que Bainville avait emportée de sa visite académique à Bergson. Si prévenu que fût Jacques Bainville contre la philosophie bergsonienne, son entretien avec M. Bergson lui avait laissé un souvenir sans pareil : « *C'est un homme de l'esprit* », me dit-il en l'évoquant; et ces mots me frappèrent d'autant plus que Bainville ne les avait jamais employés jusque-là qu'en parlant de Maurras, « *le voûç, l'esprit pur* ».

Bergson et la démocratie.

Maurras eut un mouvement de tête qui témoignait de sa surprise. Il se tut un instant, puis reprit en m'interrogeant du regard : « Est-ce que le voûç, dont vous parlait Bainville, à propos de Bergson, n'était pas le spirituel religieux, en liaison avec cette évolution de Bainville vers la foi, que j'ai connue grâce à vous, sur des pièces irrécusables? C'est dans ce cadre que je comprendrais son Bergson, *homme de l'esprit*. Car mes souvenirs personnels de Bergson ne concorderaient pas, si le sens en était plus profane... » Et Maurras de les évoquer en ses termes :

« *Trois ans plus tard, me dit-il, je fis, moi aussi, une visite à M. Bergson pour l'Académie. Pourquoi m'y serais-je refusé? Mes objections étaient d'ordre intellectuel, non personnel, si passionnées qu'elles fussent. J'y allais donc. Ce fut d'abord très bien, très courtois de sa part, comme, bien entendu, de la mienne. Tout de suite, les Idées, tout de suite la Démocratie... Il la déclara juste, morale, nécessaire, bienfaisante, pleine d'avenir, toutes les Nuées, toutes les Fumées qui ram-*

paient sur notre ciel, bien que dans un langage plus délicat... J'y opposai mes raisons que je n'ai pas inventées, mais un peu aiguisées et coordonnées... On piétinait. Quand, tout à coup, M. Bergson laissa échapper d'un ton détaché : « D'ailleurs, on s'intéresse de moins en moins à la politique... » Je sautai : « Quoi! Comment? Que dites-vous, Monsieur? Mais, alors, si on ne s'intéresse que de moins en moins à la politique, la démocratie sera de moins en moins réelle, de moins en moins possible! Si on veut dire tout le monde, le Nombre, la Majorité, la démocratie sera privée de son organe direct, essentiel!... Si on veut dire l'élite, l'intelligence, le savoir, le talent, elle sera contrainte de fonctionner aveuglément, vilement, basement, contre elle-même; elle sera encore perdue dans cette hypothèse, et il n'en est pas de troisième! » Pan! Il fit : Han, dûment boutonné au nombril! Il se reprit en trois secondes et dit : « J'es-
 « père que vous ne pensez plus de moi le mal que vous
 « avez écrit autrefois... » Sans vouloir répondre, car
 c'était de ses idées et de sa race, non de lui, que j'avais
 écrit du mal, je m'en allai furieux et outré, non de sa
 pauvre flèche, mais de cette réputation de penseur et de
 philosophe donnée à un esprit qui s'embrochait si bien
 à ses contradictions! »

Maurras en frémissait encore, et ce fut pour conclure :
 « Non, Bergson ne me donna point du tout l'idée
 de l'homme de l'esprit! C'était toujours pour moi
 l'homme des Deux Sources qu'il m'avait fait envoyer,
 que j'ouvris et me mis à lire, étant de loisir (à la
 Santé, je crois) mais dont les premières lignes me
 dégoûtèrent, car il paraissait bien que tout le bou-
 quin s'échafaudait sur une expérience d'enfance qui
 me paraissait aussi rare, aussi contingente, aussi peu
 concluante et aussi contraire que possible à ma
 propre expérience. Quoi! toute l'obligation morale
 fondée sur cette observation psychologique : « Que
 « n'eût pas été notre enfance, si l'on nous avait laissé
 « faire! Nous aurions volé de plaisirs en plaisirs! »
 C'est possible, mais ce n'est pas certain du tout!

Pour moi, mes souvenirs d'enfant ne me présentent rien de pareil! Que construire sur une base aussi fragile? Comment tirer de là ensuite que « *le souvenir du fruit défendu est ce qu'il y a de plus ancien dans la mémoire de chacun de nous comme dans celle de l'humanité!* » Et de faire sortir de là toute la morale et toute la sociologie!... Non, je ne pus lire plus avant : et j'écrivis dans la marge : *Majorem nego, je nie la majeure et je n'y entre pas!* »

Puis, revenant à sa visite académique à M. Bergson, Maurras ajouta : « De vive voix, comme dans son dernier livre, sa pensée me parut ressembler plus que jamais à l'un de ces exercices de rhétorique supérieure qui peuvent se barder ou se barbouiller de science, comme Herbert Spencer avant lui, mais qui oublient l'essentiel de la philosophie qui est d'abord une discipline logique fondamentale. On peut jouer encore, ce qui s'appelle *jouer*, avec le principe de causalité ou même celui de raison suffisante, on ne badine pas avec le principe de contradiction! Evidemment, l'objection que j'avais faite à M. Bergson sur le sujet de la démocratie avait le tort de former un raisonnement en forme et, pour tout dire, horriblement correct. En conduisait-il moins bien à la vérité de fait? Le fait du mal en point des « démocraties » ne confirme que trop ma simple et méprisable vue de l'esprit! »

Avant de le quitter, Maurras me reparla d'Arfel, de ses pages sur la politique de saint Thomas — de ce saint Thomas que Maurras admire, en ce qu'il appuie sur la claire notion du physique humain sa définition du devoir humain — et ce pli thomiste, chez lui, ne s'est jamais effacé. « Ce que j'aime chez saint Thomas, disait-il un jour, c'est l'honnêteté. La difficulté du problème n'y est point masquée de rhétorique ou de mystique, d'enthousiasme ou de piété, si enthousiaste et pieuse que soit par ailleurs cette philosophie angélique! Tout y est à sa place : rigueur

et netteté y font honneur à la plus belle tradition du genre humain. Cet élève d'Aristote ne raisonnait ni comme un kantiste, ni comme un bergsonien! » « Quant à Bergson, reprit Maurras au moment où je prenais congé, une note comme celle que je vous conseille de publier dans la *Revue* en tête de l'article d'Arfel, cette note couvrirait, il me semble, tous les scrupules et permettrait une opération que tout nécessite ou sans laquelle il n'y aurait plus en France ni philosophie, ni pensée, ni même *esprit*! Les mots auront tout emporté! »

Maurras et Péguy.

« *Les mots auront tout emporté! Et quels mots troubles et confus!* » — Voilà déjà ce que m'avait dit Maurras, certain soir de 1941 où je lui parlai avec enthousiasme de Charles Péguy, frappé que j'étais alors de la morsure, de l'« entrée » que Péguy avait sur l'esprit de nos jeunes auditoires, tandis que Barrès me paraissait les laisser insensibles et froids. Maurras s'en montra fâché, et je l'entends encore me répliquer non sans humeur (c'était dans cette chambre qu'il occupait à Lyon, au Grand Hôtel, séparée de celle de la Gestapo par une cloison où il avait suspendu une image de la cathédrale de Strasbourg, barrée d'un ruban tricolore): « *Je crois que vous vous trompez*, fit Maurras. *Votre Péguy est plus souple et plus commode entre vos mains, cela, je le crois. Mais dans la mesure où cet illisible peut être lu, et elle est grande — c'est l'appoint de la déclamation, du théâtre, de la conférence — il est très dangereux, parce que sa tête est Révolution!* Je vois bien ce que vous y voyez, mais ce sont des semences, et vous oubliez, au point de pleurer de joie, ce que ces semences comportent, malgré leur bien spirituel, de péril politique! Au lieu que Barrès, c'est solide, ça tient tout seul, cela fait, comme dirait Benda, mieux qu'un « discours cohérent », un chant continu, et, malgré tout,

avec la terre et les morts, une pensée dont la faiblesse politique n'éteint pas, ne voile pas, ne domine pas la haute et magistrale puissance nationale et nationaliste! » Et là-dessus Maurras me lança avec une sorte d'impatience : « *Le moment de retourner aux mauvais maîtres et aux faibles maîtres n'est pas venu, croyez-moi... Si vous n'utilisez pas Barrès, ne nous jetez pas Péguy entre les jambes... Ce serait un obstacle dont vous seriez le premier à pâtir...* »

— Il ne s'agit pas de cela, fis-je à mon tour, et loin de vous opposer, je vous unis là où vos pensées se rejoignent, où vos accords se font... Péguy était nationaliste, réactionnaire aussi, et plus que vous en un certain sens, qui, je vous l'accorde, n'est pas toujours le bon; car, dans la tradition française Péguy se refusait à choisir : il prenait tout, le meilleur et le pire...

Mais pour calmer l'ire de Maurras, mieux valait lui parler du Péguy qu'il admirait sans réserve, du « noble et héroïque Péguy », et plutôt que de disputer, je lui racontai ce que je venais d'apprendre : « Savez-vous, lui dis-je, que le buste de Péguy, à Orléans, a été atteint par un éclat d'obus allemand lors du bombardement de juin 40, et cela à la tempe gauche, à l'endroit même où Péguy a été mortellement blessé d'une balle à la tête, le 5 septembre 1914, à Villeroy? »

— Le bronze où il est coulé doit garder cette blessure, symbole d'un autre trépas, fit Maurras en fermant les yeux. Il est marqué d'un signe qui l'héroïse encore...

— Espérons, repris-je, que la municipalité d'Orléans se gardera de le réparer un jour... Ce monument a d'ailleurs une histoire... Vous l'ai-je jamais contée? En 1930, quand il fut question d'ériger le buste de Péguy à l'entrée du faubourg Bourgogne, l'inscription qu'on a depuis gravée sur le socle de pierre donna lieu à d'orageux débats au sein du conseil municipal.

Sous le nom de *Charles Péguy 1873-1914*, le comité n'avait-il pas proposé d'inscrire les deux vers qui chantent au fond de toutes les mémoires : « *Heureux ceux qui sont morts dans une juste guerre, Heureux les épis murs et les blés moissonnés...* » ? Passe encore pour le dernier vers qui pouvait faire croire que ce Péguy avait été un paisible paysan beauceron ! Mais « *heureux ceux qui sont morts dans une juste guerre* » vous avait quelque chose de guerrier qui ne laissa pas d'inquiéter la religion pacifiste de certains conseillers d'Orléans et de susciter leur méfiance : ils discernèrent là-dessous une « manœuvre de la réaction ! » — « Ils voulaient supprimer le premier vers et ne laisser que le second ! », nous raconta le sénateur Henri Roy, au banquet qui suivit l'inauguration du buste de Péguy, et d'ajouter en riant : « Nous ne l'avons emporté, mes amis et moi, qu'à une faible majorité ! »

1 Pour néanmoins garder à cette journée « nationaliste
2 et cléricale » son caractère républicain, le vieux camarade d'enfance de Péguy nous convia ensuite à faire
1 un petit tour à la Loge — oh ! le plus simplement du monde, et comme il eût dit : « Allons prendre quelque chose au Café du Commerce !... » Nous déclinâmes
2 l'invitation, et nous préférâmes nous rendre à l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire !

1 — Et votre Péguy était républicain ! fit Maurras en levant les bras au ciel... Je crois pourtant savoir que son confident, son ami Lotte, Joseph Lotte, le fondateur du *Bulletin des Professeurs catholiques de l'Université*, lui passait parfois des numéros de l'*Action française* ?...

2 — Oui, Lotte voulait l'y amener, à tout le moins la lui faire lire... Mais ça n'allait pas tout seul... Car Péguy n'aimait point ce qu'il appelait les « sarcasmes » de l'*Action française* (s'il les regrettait, disait-il, c'est qu'il s'agit d' « hommes qui veulent restaurer, restituer les plus anciennes dignités de notre race », car le roi avait pour Péguy « toute la majesté

de la tradition française »). Mais certain jour de 1910, Péguy avait lu dans le journal un mot qui lui avait fait lever le nez : « *Alors, c'était sérieux!* » s'était-il écrié. Péguy, d'ailleurs, a raconté la chose; c'est même, vous en souvient-il, la fin de notre *Jeunesse?*...

— Je ne l'ai pas oubliée, fit Maurras; mais pourriez-vous m'en procurer le texte...

A quelquel jour de là, je le lui fis tenir :

« Quand je trouve, disait Péguy, quand je trouve dans l'Action française, dans Maurras, des raisonnements, des logiques, des explications impeccables, invincibles, comme quoi la royauté vaut mieux que la république, et surtout le royalisme mieux que le républicanisme, j'avoue que si je voulais parler grossièrement, je dirais que ça ne prend pas. On pense ce que je veux dire : ça ne prend pas comme un mordant prend ou ne prend pas sur un vernis. Ça n'entre pas. Des explications, toute notre formation universitaire, scolaire, nous a tellement appris à en donner, à en faire, que nous en sommes saturés... Dans le besoin, nous les ferions... Mais qu'au courant de la plume, et peut-être, sans doute sans qu'il y ait pensé, dans un article de Maurras je trouve, comme il arrive, non point comme un argument, présentée comme un argument, mais oubliée au contraire, cette simple phrase : *Nous serions prêts à mourir pour le Roi*, oh! alors on me dit quelque chose, alors on commence à causer. Sachant, d'un tel homme, que c'est vrai comme il le dit, alors j'écoute, alors j'entends, alors je m'arrête, alors je suis saisi, alors on me dit quelque chose... »

— L'histoire n'eut pas de suite, reprit Maurras... Je me rappelle avec d'amers regrets l'heure qui faillit m'emporter à courir vers lui un soir où, lisant le livre d'un critique adverse qui était son ami, M. Daniel Halévy, mes yeux tombèrent sur la prédiction, trop lugubrement démentie, qu'un jour ou l'autre la rencontre se ferait entre Charles Péguy et

moi... Les hasards de la vie l'ont alors empêchée ¹...

« Qu'aurions-nous fait du noble Péguy? se demandait Maurras. Mieux vaut qu'il ait pu s'exprimer sans rencontre, très à l'écart de nous, et que nous n'ayons pas pu exercer auprès de lui le rôle ingrat de l'objecteur et du censeur. Tout vaut mieux que cela. » Néanmoins la tristesse de Maurras restait vive : « Avoir vécu de son temps, dit-il, et l'avoir à peine entrevu, ne l'avoir pas connu du tout... Qui sait si de profondes affinités ne nous auraient pas réunis?... Elles avaient bien agi entre nous et Vaugois, avec qui Péguy semble bien avoir des points de ressemblance, malgré cette demi-différence que Vaugois résumait les longs siècles de la bourgeoisie française quand Péguy incarnait comme un millénaire de peuple français... »

Bien que Péguy fût un paysan d'Orléans, Maurras un fils de la mer, un blanc du midi, que de ressemblances, que d'affinités entre eux par tout ce qui tient au tempérament, par ce qu'il y a d'inflexible chez ces deux hommes, toujours à exiger, toujours à commander, entourés d'ennemis, entourés d'amis, pareillement généreux, gais, vindicatifs, pleins de respect aussi et toujours si parfaitement nobles! C'est Péguy que je crois entendre quand Maurras, à qui lui dit : « *Vous semblez dire* », répond : « *Non, nous disons. Il n'y a pas de semblance chez nous.* » Et lorsque Péguy écrit, par exemple : « *Une capitulation est essentiellement une opération dans laquelle on se met à expliquer au*

¹ Dans l'ordre de l'événement, sans doute, mais dans celui du respect, de l'estime, du jugement de l'homme sur l'homme (et c'est un ordre qui comptait beaucoup pour Péguy) il y eut pourtant une « suite » au propos de *Notre Jeunesse*... A partir de 1911, Péguy fit imprimer spécialement un exemplaire de ses livres au nom de *M. Charles Maurras*, hommage à peu près unique et dont l'intention ne put échapper à son destinataire qui lui adressa notamment *Une campagne royaliste* avec cette dédicace : « *A Monsieur Charles Péguy que je ne puis confondre avec qui que ce soit.* »

lieu d'agir — et les lâches regorgent d'explications », comment ne pas penser à ce que Maurras dit du parlementarisme : « Il substitue une explication à une attitude » ? Ces mots directs, nécessaires, qui ne savent ni l'argutie ni la feinte, leur font un vocabulaire commun. C'est par le ton, un ton qui les rend par endroits si semblables, c'est par le même ascendant de la voix, de la voix qu'on sent sûre, de la voix qui ne peut pas se tromper, que se révèlent leurs affinités profondes. Si Maurras et Péguy diffèrent par les idées, qu'ils sont donc proches par la façon dont ils les vivent ! L'un et l'autre sont des hommes vrais, dirait notre ami Thibon... N'est-ce pas d'ailleurs par sa personne que Maurras a agi sur tant de Français, car Maurras n'est pas un pur théoricien, Maurras est un grand vivant. Péguy, lui, n'a pas laissé de système, une certaine théorie qu'on puisse étudier, définir, car il n'était qu'un témoin, un témoin du plus profond passé, une référence unique sur la plus vieille race française, un paysan de chez nous que le hasard avait fait vivre aux lieux mêmes où s'élaboraient les idées qu'universitaires, intellectuels, politiciens jetaient dans le monde aux heures les plus confuses de notre histoire morale. Placé dans un milieu de déperdition, Péguy se découvrit ce qu'il était resté au fond de lui-même : nationaliste et catholique, homme des plus hautes cultures et des plus énergiques conservations. Ah ! le précieux individu ! et que ses réactions, ses fièvres nous ont donc enseignés. Après cela, comment s'étonner que, lorsque des erreurs mortelles et sans cesse renaissantes nous poignent, nous regardions instinctivement du côté de Péguy ? ... Dans les années affreuses que nous vivions alors, nous cherchions à imaginer son sursaut, sa colère, sa douleur, le parti immédiat qu'il eût pris — car il était de ceux dont l'évidente supériorité oblige à les écouter et à les suivre... En ces jours des grands malheurs de la France, il n'y avait donc qu'à le

Maurras
non
plus.

7 1) citer, à le citer beaucoup, à le citer sans cesse; il n'y avait qu'à faire entendre sa voix, le son de cette voix que sous-tend une vie prodigieuse — et à dire sa mort qui dit tout, qui est « une parole de vie, un ferment »...

Et cela, Maurras le savait bien. Sous l'émotion de cette mort qui le sacra, Maurras écartant les objections de son esprit, les répugnances de son goût, n'avait retenu que la haute signification du message de Péguy. Dans l'entre-deux où se tenaient Déroulède et Barrès, l'influence de Péguy avant la guerre de 14 lui semblait brûler dans une demi-ombre, où elle pointait, chauffait, luisait déjà, et son sublime point final n'avait fait qu'étendre son action.

2) 1) « Péguy, disait alors Maurras, est un des hommes qui aura ramené la pensée de la jeunesse intellectuelle à la France. Il avait paru s'en éloigner pendant les années funestes¹. Il a tenu depuis à expliquer que cette apparence était fausse et qu'il n'avait jamais été si Français qu'à l'époque où nous le jugions dans l'erreur. Mais ce débat d'histoire portait sur des intentions et des volontés plus ou moins légitimement mêlées à celui des actes. Du jour où les effets de ces actes anciens se prononcèrent contre la force de la patrie, il se révolta... Il se déclara patriote ardent, militariste passionné, serviteur de la patrie jusqu'à la mort. »

Maurras ne laissait pas de lui rendre un tel hommage. Mais Péguy n'en avait pas moins été dreyfusiste, et pour les mêmes raisons que lui, Maurras ne l'était point. Entre Maurras et Péguy, l'affaire Dreyfus avait ouvert un fossé que rien n'avait comblé, pas même les dures apostrophes de Péguy à Jaurès, à l'« épais affabulateur », au « rhéteur qui voulait désarmer la patrie », à l'« homme qui représentait la politique impériale allemande », au « pangermaniste qui tra-

¹ Les années de l'affaire Dreyfus.

! vaillait pour la plus grande Allemagne », et à qui, la veille de 14, Péguy avait lancé sa féroce invective : « Je suis un bon républicain. Je suis un vieux révolutionnaire. En temps de guerre, il n'y a plus qu'une politique, et c'est la politique de la Convention Nationale. Mais il ne faut pas se dissimuler que la politique de la Convention nationale, c'est Jaurès dans une charrette, et un roulement de tambour pour couvrir cette grande voix... »

Malgré son horreur sacrée de Jaurès, Maurras n'avait jamais pu tout passer pour autant à Péguy. Il voyait toujours en lui l'homme qui croyait que la « mystique » révolutionnaire était une force utile, nécessaire au pays. « *Sa tête est Révolution* », ne voilà-t-il pas ce qu'il me disait encore tout à l'heure!...

« *Rien ne fait de mal* ».

— Avez-vous lu, lui dis-je quand je le sentis un peu détendu par les souvenirs que nous avions évoqués ensemble, avez-vous lu les pages de Péguy que la *Nouvelle Revue française* a publiées quelques semaines avant la guerre, en juillet 1939? Quel glas avertisseur! Elles lui avaient été inspirées par un mot de Jaurès : *Rien ne fait de mal* — et de ce propos, Péguy avait fait une sorte de couplet sinistre, y voyant non seulement la parole d'un égoïsme monstrueux, mais la parole d'une ignorance prodigieuse de la réalité. Tout Péguy est là, dans cet admirable sursaut, dans cette revanche de la maîtresse réalité sur l'imposture idéaliste allemande que professait ce vieil hégélien de Jaurès!...

!!! Et je citai de mémoire — je les avais lues tant de fois depuis un an devant mes jeunes auditeurs que je les savais par cœur — je citai à Maurras ce texte magnifique où, face à l'imminente invasion de toute la barbarie du monde, Péguy découvrait dans

ce mot de Jaurès le mot de la paresse, de l'inaction, de l'indécision, — le mot de la capitulation : « Rien ne fait de mal! s'écriait-il, ce mot de Jaurès ne constitue pas seulement l'assertion la plus fausse qu'un orateur ait jamais prononcée depuis qu'il y a des orateurs et qui bafouillent, mais elle est la plus dangereuse aussi pour le salut de l'humanité. Si rien ne fait de mal, que sert l'action, que sert la conduite, que sert la morale, que sert toute vie? » Et Péguy d'en montrer la nocivité désastreuse en lui opposant toute son expérience d'homme :

« Tout fait peut être du mal, voilà ce que se dit ou du moins voilà ce que se demande l'homme qui a quelque souci des événements de la réalité. Tout peut faire du mal, si l'on n'y apporte une extrême attention, voilà ce que peut affirmer tout homme qui a quelque expérience personnelle de ce que c'est que les réalisations humaines. Rien ne se fait de bien, voilà ce que s'est toujours quelque jour demandé, dans l'amertume du doute et l'anxiété de la tentation, dans le flottement de l'inquiétude, quiconque avait innocemment conçu pour sa part d'homme quelque salut temporel ou éternel de l'humanité. »

Ce sentiment lui-même, n'était-il pas commun à Maurras et à Péguy? Nous touchions ici à ce mystère central, à ce problème du mal, de l'existence du mal, qui n'a cessé de le tourmenter, lui, Maurras.

— C'est un mot monstrueux, fit-il, quand je lui rapportai la parole de Jaurès. Comment Péguy l'a-t-il connu?...

— Par son ami Daniel Halévy, qui le tenait personnellement de Bouglé, de Célestin Bouglé, et l'histoire vaut que je vous la conte... Vous vous souvenez de la campagne que Bouglé avait menée à la Sorbonne, à l'Ecole Normale, avant 14, contre la loi de trois ans?... N'avait-il pas écrit, dans la *Dépêche de Toulouse*, que le plus sûr moyen d'attacher la jeunesse

à la patrie ne consistait pas à la retenir plus que de raison à la caserne! Bouglé avait pourtant fini par se montrer inquiet des progrès que faisait l'antimilitarisme parmi les instituteurs : ils allaient décidément trop loin! Désertions, insoumissions, refus de servir se multipliaient dans leurs rangs de façon désastreuse. Tout pacifiste qu'il se flattât d'être, Bouglé, à certains moments, se sentait redevenu guerrier! Oui, la propagande antimilitariste avait fini par l'épouvanter quant à ses résultats, et ce vieux révolutionnaire redoutait que la notion de patrie ne s'en trouvât finalement atteinte! Aussi Bouglé crut-il devoir en avertir Jaurès et lui faire visite pour lui signaler le danger, le presser d'intervenir. Il trouva Jaurès au lit, plongé dans la méditation d'un vieux texte grec, au milieu d'un immense désordre de papiers et de livres épars : « Qu'y a-t-il, mon ami? » lui dit Jaurès qu'il arrachait à sa rêverie. Et Bouglé, avec émotion, avec feu, lui fit un tableau dramatique, mais réel, des ravages que l'antimilitarisme causait parmi les jeunes instituteurs, dans ces têtes éprises surtout de négations! Il lui cita des faits, des exemples, des textes, qui motivaient ses craintes : « J'ai tenu, lui dit-il, à vous en informer pour vous montrer l'étendue du mal... » Jaurès, ses petits bras levés vers le ciel, et hochant sa tête aveugle, de lui répondre avec son ineffable accent : « Rien ne fait de mal, Bouglé, rien ne fait de mal!... » Cet optimisme transcendantal trouva le malheureux Bouglé sans parole. Il ne put rien obtenir d'autre du vieil idéaliste qu'il laissa poursuivre seul ses indécises songeries... Quelques semaines plus tard, Célestin Bouglé rencontra Daniel Halévy et lui raconta sa visite à Jaurès. Halévy, que l'anecdote avait beaucoup frappé, en fit part aussitôt à Péguy. La réaction de Péguy, naturellement, fut immédiate : les pages où il rapporte le mot de Jaurès sont, je crois, les dernières qu'il ait écrites...

Je dis ensuite à Maurras ce qu'était, à cette époque, l'existence du pauvre Péguy :

— Péguy traversait alors des difficultés sans nom. Depuis qu'il avait achevé la publication du *Jean-Christophe* de Romain Rolland, le nombre des abonnés des *Cahiers* diminuait sans cesse; il n'en comptait guère plus qu'un millier! Péguy se voyait à bout de ressources, ses livres ne se vendaient pas, personne n'avait parlé de cette *Eve* qu'il venait de publier. Quant à l'Académie française, il ne lui fallait plus y songer, malgré l'appui de Bourget et de Barrès. Depuis le jour où le grand prix de littérature lui avait été refusé, Péguy savait à quoi s'en tenir... Une des dernières fois que j'ai rencontré Péguy, il me confia qu'il songeait à demander un poste de professeur dans un collège, ou un emploi de bibliothécaire... Mais ses attaques contre la Sorbonne et le « parti intellectuel » n'étaient pas faites pour arranger les choses!... Et puis, il y avait son œuvre qui, pour lui, Péguy, commençait à peine... Comment la poursuivre, sans assurer d'abord la vie des siens?... C'est alors que le cher Péguy fit visite à Léon Daudet. Le saviez-vous? demandai-je à Maurras. Léon me l'a raconté l'autre matin : c'était, m'a-t-il dit, quelques semaines avant la déclaration de guerre de 14... Daudet ne connaissait pas Péguy, il ne l'avait jamais vu, et il ne s'expliquait pas ce qui avait pu motiver sa démarche... Je crois bien le lui avoir appris. Daudet, c'était l'Académie Goncourt, et c'est une visite de candidat que Péguy lui avait faite en juillet 14... Léon ne s'en était jamais douté!... Les membres de l'Académie Goncourt ne touchaient-ils pas une pension, une pension à peu près équivalente à ce que les *Cahiers* dans les bonnes années lui rapportaient, à lui, Péguy? Six mille francs, en 1914, c'était une somme!... Voilà pourquoi notre cher Léon vit entrer, un jour, le petit homme à la pèlerine dans son cabinet de la rue de Bellechasse. ...Deux mois plus tard, Péguy tombait à Villeroy

et entrait dans la gloire, passant devant tous ses émules...

— Ce dernier souffle, cette dernière goutte de sang sont, au fond, les seuls éléments de l'être qui comptent, me redit Maurras.

— Certes, fis-je à mon tour, mais ce Péguy « héroïque », le sens que prend au terme de sa vie l'événement qui la couronne, voilà ce que la couvée péguyste de 1930 n'admirait qu'avec une sorte de gêne; elle craignait que « l'émotion de sa mort ne troublât son jugement »! Et j'entends encore le triste Mounier s'écrier certain soir : « L'héroïsme de Péguy est devenu un lieu commun, mais on lui cause un grand tort en voulant l'y enfermer! » C'était l'heure où Julien Benda appelait « trahison » le patriotisme des clercs, où il fustigeait Péguy, car il s'agissait alors de rendre odieuse, suspecte ou ridicule toute entreprise de renaissance française; et ce sont les mêmes qui aujourd'hui font de la résistance à l'Allemagne leur affaire!... Mais, pour Péguy, on a vu pire. Gide n'a-t-il pas osé insinuer dans son *Journal* que Péguy s'était « offert à la mort dans une sorte de désespoir et pour simplifier, car continuer à vivre, dit-il, demande souvent un courage assez compliqué »! L'affreux homme! On lui a parlé des soucis, des difficultés de Péguy — qui ne les cachait point — et Gide de faire de la mort de Péguy une manière de suicide pour en rabattre l'héroïsme! Si Péguy avait des difficultés temporelles, s'il en éprouvait de la tristesse, c'était une salubre et salutaire tristesse qui jamais ne pécha contre l'espérance...

Le répit fut bien court.

Tels étaient, entre beaucoup d'autres, nos colloques de 1941 avec Charles Maurras, en son exil lyonnais. Quelle haute dose d'espérance ne rapportai-je point

de chacune de mes visites! Oui, il s'agissait de repartir, de remonter, dans tous les ordres, celui du *mental* d'abord. A la plus sombre lumière des plus horribles désastres de la France, il restait, nous disait et redisait Maurras, « les précieuses leçons que les beaux fruits dorés du malheur pouvaient encore distiller ». Si saccagé qu'il fût, un vaste jardin restait toujours pour des moissons futures, et nous voyions déjà de jeunes hommes y entrer pour le purifier de ses mauvaises herbes et de ses parasites. Une nouvelle vague se levait de nos ruines... Ce répit fut bien court... Quelques mois plus tard, le 12 novembre 1942, les troupes allemandes d'opérations pénétraient dans la zone sud, la flotte se sabordait à Toulon, Laval était de nouveau au pouvoir, le maréchal n'avait même plus une demi-liberté...

1 — Ces dernières calamités, Léon Daudet n'avait pas eu à les vivre. Le 1^{er} juillet 1942, il mourait à Saint-Rémy de Provence, dans ce mas voisin des Antiques et de l'hospice hanté par les fantômes de M^{me} Lafarge et du malheureux Van Gogh, face à l'horizon faustien des Alpilles. Daudet avait quitté Lyon au début de mai. Quelques jours après son arrivée, il avait fait une chute. Maurras, qui avait couru près de lui, a raconté ce que fut leur dernière rencontre : « Un petit accident, qui avait paru grave et que l'on avait conjuré, le retenait au lit, mais, dit-il, il ne lui manquait que le mouvement : la lucidité était parfaite, l'intelligence cristalline, la mémoire intacte, le jeu de l'imagination enthousiaste et moqueuse brillait toujours au fond des yeux; mais quelque chose qu'on avait entrevu déjà s'était accentué : le sourire léger, d'une extrême finesse, où se peignaient, à bien parler, la résignation et le détachement. » Dans la nuit du 29 au 30 juin, Léon Daudet était frappé d'une hémorragie cérébrale; le lendemain, il entraînait en agonie... Nous l'accompagnâmes, le 3 juillet, après la cérémonie religieuse, dans ce beau cimetière de Saint-

Rémy où Maurras fit à son ami, à son frère, des adieux pathétiques, le tutoyant pour la première fois...

Dans la nuit de la mort?

Au printemps de 1943, Maurras avait quitté Lyon pour faire des conférences dans le Sud-Ouest et revoir ses amis. Son compatriote, le commandant Dromard, l'accompagnait. A Pau, où il avait parlé ce soir-là, Maurras, fiévreux, déjà travaillé par le mal qui, quelques heures plus tard, allait submerger sa conscience, passa toute la nuit à répondre aux jeunes gens qui, pressés autour de lui, l'assaillaient de questions : « *Mais oui, l'Allemand est l'ennemi né de l'homme français... Le Russe est loin, l'Allemand est chez nous... Il faut faire confiance au Prince! l'événement sera son guide... Laval n'a pas le sens de l'honneur... L'intelligence a été impuissante à préserver Brasillach...* » Les entretiens se prolongèrent presque jusqu'au matin...

Frémissant, tendu par l'effort de ce don qu'il faisait de soi, (Maurras) semblait insensible à la fatigue... Il devait dans la journée rejoindre Toulouse, où les étudiants d'Action française l'attendaient. C'est alors que le drame se produisit. « L'image que je garde de Maurras, nous dit notre grand ami le docteur Larrieu, l'image qui ne me quitte pas lorsque je suis sa pensée, est celle de ce Maurras étonnamment dépouillé que je vis sombrer dans la nuit de la mort et resurgir à la lumière, miraculeusement préservé. C'est en de telles circonstances que l'âme est mise à nu, dans sa bouleversante vérité... Maurras s'était soudain écroulé... Une violente congestion cérébrale, le brutal afflux d'une masse sanguine submergea sa conscience. Nous étions atterrés... Soins médicaux, soins spirituels, nous les lui prodiguâmes aussitôt. Maurras reçut l'Extrême-Onction, tandis qu'agenouillés autour de

son lit ses amis répondaient aux prières du prêtre... Nous savions la déférente confiance qu'il avait dans le Carmel de Lisieux. Une relique de la petite Thérèse fut épinglée à sa flanelle. Au coma succéda assez vite l'agitation, le délire... Des balbutiements inintelligibles. Puis les paroles devinrent plus distinctes, entrecoupées de longs silences : « *Dromard, il faut partir... Ces jeunes gens nous attendent... Qu'on m'apporte mes bottines...* » Et comme les infirmières restaient sourdes à sa demande (Maurras ne savait pas qu'on lui avait fait une incision au talon pour provoquer l'hémorragie) il reprenait avec une grande politesse : « *Mademoiselle, je vous en prie... Donnez-moi mes bottines.* » Puis d'implorant le ton s'élevait, exigeant, irrité : « *Dromard, nous avons promis... Il faut partir.* » Rien n'était plus émouvant que cette lutte, cette révolte de l'esprit contre le mal qui asservissait son corps, cette volonté de tenir, en dépit de tout, sa promesse... Une âme indomptable... D'une façon inespérée, presque miraculeuse — car moi, médecin, je n'avais, pour ma part, jamais vu, en de telles conditions, un retour aussi total des fonctions corporelles et spirituelles — Maurras remonta des abîmes de ténèbres où depuis des heures il était plongé.

« Nous dûmes alors tout lui expliquer — par écrit, pour lui éviter la fatigue et rendre notre communication plus facile... Je lui dis comment il avait été terrassé et ce qu'avaient été nos angoisses, les prières dont il avait été entouré, l'Extrême-Onction donnée par un prêtre ami, curé de la paroisse, avec qui il avait déjeuné, un jour, à notre table... En voyant sur lui la relique de sainte Thérèse de Lisieux, il s'informa, plein de respectueuse gratitude, puis nous demanda de la conserver jusqu'à son départ. »

« Ce fut ensuite la convalescence. Maurras resta quelques jours encore à la clinique, calme, très calme, manifestant à peine de lassitude, reprenant vite le

rythme habituel de sa vie. Un jour, un de ses vieux amis de collège, royaliste fidèle, le comte de Navailles, lui rendit visite. Au cours de l'entretien, Maurras saisit le bras de son interlocuteur et lui dit d'un ton enjoué : « *Savez-vous, mon cher ami, que j'ai un sacrement de plus que vous ?* — et, Maurras joyeux, ajouta : « *J'ai reçu l'Extrême-Onction !* »

Sa guérison fut rapide, mais ses amis s'inquiétaient des conditions de son retour à Martigues. Le commandant Dromard prit l'initiative de me téléphoner à Vichy pour me demander si l'on ne pourrait faire mettre une voiture à la disposition de Maurras. Le docteur Ménétrél téléphona immédiatement au préfet des Basses-Pyrénées pour que satisfaction fût donnée. C'est bien le seul service que Vichy ait jamais rendu à Maurras ! — encore ne l'avait-il pas lui-même demandé... Quand Maurras venait de Lyon voir le Maréchal — ce qui lui est arrivé trois fois en tout et pour tout en quatre ans — il voyageait dans une vieille auto qui faisait du trente à l'heure. Et je me souviens qu'après l'un de ces dîners à sa table, apprenant que M. Maurras devait rentrer, la nuit même, par la route, le Maréchal lui donna congé, le repas à peine achevé. Ce fut une soirée manquée. La chose, heureusement, ne se reproduisit pas l'année suivante, quand Maurras et Pujo vinrent ensemble à Vichy : une soirée, celle-là, inoubliable ! C'était après le 10 novembre 42 : le Maréchal s'était montré, pendant tout le dîner, d'une extraordinaire jeunesse — et je l'entends encore nous dire d'une voix singulièrement ferme : « *Je referai une armée, je referai une marine* » — et Maurras, rabattant son oreille, l'écoutait, émerveillé. Quand je le raccompagnai vers minuit à son hôtel, — nous traversions le Parc — il me saisit par le bras pour me dire : « *C'est vraiment un homme de la grande espèce !* »

Le message interdit.

Le dimanche 14 novembre 1943, j'étais à Valence où j'avais fait une conférence sur Psichari et Péguy. Le soir, j'avais reçu l'hospitalité du directeur d'un collège religieux; j'y appris que, le matin, le Maréchal n'avait pas assisté à la « cérémonie des Couleurs », que celle-ci n'avait pas été transmise par la radio, comme à l'ordinaire. Que se passait-il à Vichy? On avait le pressentiment qu'il était arrivé quelque chose de grave. Je n'allais pas tarder à le savoir. En rentrant, le lendemain, un message m'attendait chez moi : le chef de Cabinet du Maréchal me priait de passer, dès que j'arriverais, à l'Hôtel du Parc. En quelques mots, le docteur Ménétrel me mit au courant. Depuis plusieurs mois, le Maréchal se préoccupait d'assurer la légalité de sa succession, si celle-ci venait à s'ouvrir. Il voulait que son successeur la tînt comme lui-même d'une origine légale, que le pouvoir politique fût toujours assuré conformément à la loi. Cette légalité lui semblait seule pouvoir sauver l'unité française, dans le cas où il disparaîtrait. Sinon, le pays serait jeté du jour au lendemain en pleine discorde par le seul fait que, dans l'état où étaient les choses, sa succession reviendrait à Pierre Laval, dont l'impopularité n'était pas contestable. Cette constante inquiétude l'empêchait de dormir... Au début de novembre, l'heure lui sembla propice pour faire paraître le nouveau texte constitutionnel qu'avaient préparé Lucien Romier et Henri Moysset. Le 12, le Maréchal avait informé Laval de son projet et lui avait communiqué le message qui annonçait l'acte relatif à sa succession :

« Français,

« Le 10 juillet 1940, l'Assemblée Nationale m'a donné mission de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle constitution de l'Etat français.

« J'achève la mise au point de cette constitution. Elle concilie le principe de la souveraineté nationale 1 et le droit de libre suffrage des citoyens avec la nécessité d'assurer la stabilité et l'autorité de l'Etat. 2 3

« Mais je me préoccupe de ce qui adviendrait si je venais à disparaître avant d'avoir accompli jusqu'au bout la tâche que la nation m'a confiée.

« C'est le respect de la légitimité qui conditionne la stabilité d'un pays. En dehors de la légitimité, il ne peut y avoir qu'aventures, rivalités de factions, anarchie et luttes fratricides.

« J'incarne aujourd'hui la légitimité française. J'entends la conserver comme un dépôt sacré et qu'elle revienne à mon décès à l'Assemblée Nationale de qui je l'ai reçue, si la nouvelle constitution n'est pas ratifiée.

« Ainsi, en dépit des événements redoutables que traverse la France, le pouvoir politique sera toujours assuré conformément à la loi.

« Je ne veux pas que ma disparition ouvre une ère de désordre qui mettrait l'unité de la France en péril.

« Tel est le but de l'acte constitutionnel qui sera promulgué demain.

« Français, continuez à travailler d'un même cœur à l'établissement du régime nouveau dont je vous indiquerai prochainement les bases et qui seul pourra rendre à la France sa grandeur. »

Dès l'abord, Laval n'avait rien trouvé là d'insolite; il avait même approuvé l'initiative du Maréchal en lui disant : « *Ne suis-je pas un plus vieux républicain que vous, monsieur le Maréchal?* » Mais le 13 novembre, dans la matinée, M. de Brinon faisait savoir, de la part de M. Schleier, chargé d'affaires à Paris, que les autorités allemandes s'opposeraient, au besoin par la force, — c'est-à-dire en occupant les postes de radio — à la diffusion du message que le Maréchal devait prononcer à vingt heures pour annoncer aux Français la publication du nouvel acte constitutionnel. A dix-neuf heures, le Maréchal fit venir à l'Hôtel du Parc

Droit
Soul
et
C'est la même
11

M. Krugg von Nida, représentant de l'ambassade d'Allemagne à Vichy, et lui lut la protestation suivante : « *Une communication du gouvernement allemand demande l'ajournement du message que je dois prononcer ce soir. Et M. de Brinon vient de m'informer que des mesures militaires seraient prises pour empêcher l'émission. Je constate le fait et je m'incline. Mais je vous déclare que, jusqu'au moment où je serai en mesure de diffuser mon message, je me considère comme dans l'impossibilité d'exercer mes fonctions.* » Voilà pour-quoi, le lendemain, dimanche, le Maréchal n'avait pas assisté à la cérémonie des Couleurs. Le lundi 15, Laval changea d'attitude et prit soudain violemment parti contre l'acte du Maréchal, où il venait de découvrir une manœuvre qui lui était personnellement hostile. Il eut là-dessus, dans la journée, une explication fort vive avec M. Jardel, directeur du Cabinet politique du Maréchal, et avec le docteur Ménétrel. Entre autres choses, Laval leur avait demandé : « *Alors, qu'est-ce qu'il va dire, votre Maurras?* » Le Maréchal lui-même était un peu inquiet de l'accueil que la droite du pays, et notamment l'*Action française*, ferait à une décision qui marquait un retour aux institutions parlementaires du régime déchu. Ce qu'en dirait M. Maurras? Eh bien, on me chargeait d'aller m'en informer et de lui exposer les faits qu'on venait de m'apprendre.

Je partis dans la nuit du 15 pour Lyon. Maurras n'y était point; il se reposait à Martigues. C'est à Maurice Pujo que d'abord j'exposai la situation. Quoi qu'il en fût des inconvénients, au point de vue de la doctrine et des principes, Pujo estima que, d'un point de vue tactique, l'*Action française* devait soutenir la manœuvre du Maréchal pour les raisons mêmes qu'avaient eues les Allemands de s'y opposer, et ne pas faire ce qu'escomptaient les amis de Laval, c'est-à-dire la repousser au nom de l'anti-parlementarisme. Et Pujo de rédiger sur-le-champ cette lettre que je

devais remettre à Maurras, en arrivant au chemin de Paradis :

« Je vous conseillerais d'écrire tout de suite un filet politique qui pourrait s'intituler : « *Suivre le Maréchal* » ou tout autre titre meilleur. Sans entrer, bien entendu, dans la discussion des faits, vous y renouvelleriez simplement avec insistance et avec une énergie particulière vos consignes de toujours. Vous pourriez même soutenir indirectement la thèse du Maréchal en insistant sur la légitimité légale de son pouvoir issu de l'Assemblée Nationale. Cette Assemblée, nous n'avions et nous n'aurons jamais aucune estime pour elle. Mais dans les circonstances terribles où se trouvait la France, tout pouvait servir; dans la fragilité de tout, on pouvait et devait se raccrocher à la première branche venue capable de nous soutenir sur l'eau. L'art du politique est de savoir tourner au bien les choses les plus médiocres, les plus mauvaises. En fait, le Maréchal a cette légitimité incontestable, cette transmission régulière du pouvoir qui manque à de Gaulle et à ses amis, et qu'ils ne pourront jamais avoir. Cette légitimité, cette légalité est très importante pour réclamer l'unité française. Elle donne au Maréchal l'autorité pour organiser à l'intérieur, pour traiter à l'extérieur. Cette autorité, il ne l'a jamais abdiquée. Il a toujours gardé les mains libres, et notre effort a été de lui conserver cette liberté, en repoussant les tentatives des partis pour le dépasser et le faire dévier. Ainsi le Maréchal est absolument libre de sa manœuvre, et nous le suivrons, si fâcheuse qu'elle puisse paraître au premier abord. Il appartient au Maréchal de faire servir ce qui est mauvais au bien. »

Le lendemain, à Martigues, je mis Maurras au courant de ce qui se passait à Vichy. Les Allemands occupaient sa maison; ils avaient sillonné son jardin de leurs tranchées et miné sa colline. Maurras, qui n'avait aucun contact avec eux, ne disposait plus que du rez-de-chaussée et d'une chambre au premier étage. Nous déjeunâmes, et, après le repas, Maurras prit le

temps de la réflexion avant de me répondre : « C'est entendu! Dites à Vichy que je pense comme Maurice Pujo, dont je vous charge de communiquer la lettre. Pour ma part, je vais immédiatement écrire une note très générale dans le sens qu'elle m'indique : « Suivre « le Maréchal », et cette note, je la ferai téléphoner aussitôt à l'*Action française*, car il est important de ne pas laisser jeter le trouble dans l'esprit de nos amis... Oui, je comprends la manœuvre; la situation et le rôle de Laval s'en trouveront sans doute diminués; les Américains et les Anglais, qui ont en ce moment des difficultés avec de Gaulle, en concluront peut-être qu'à tout point de vue mieux vaut traiter avec le seul pouvoir légitime : Pétain. Cela peut compenser les inconvénients que présentent l'apparence de retour au régime parlementaire, à laquelle pare insuffisamment la promesse d'une Constitution, et même l'apparence d'une concession faite à Alger — ce qui sera pris pour un signe de faiblesse et peut encourager la dissidence, — et surtout l'apparence de se mettre à la suite de cette dissidence qui vient de rétablir un semblant d'assemblée parlementaire... »

Maurras s'arrêta un instant, puis il reprit : « La manœuvre me semble néanmoins pleine de risques : *j'eusse préféré l'immobilité*. Certes, nous nous fions à la sagesse du Maréchal, et nous n'avons pas à en discuter. Mais le signe ainsi donné va mettre en mouvement à l'intérieur du pays les pires éléments qui croiront le temps de Cocagne revenu; du même coup, ils voudront préparer leur revanche. En tout cas, il faut se montrer très prudent. Que l'on prenne bien garde à l'effet moral dans le pays! Le point est de savoir sur quoi, dans le message du Maréchal, l'on mettra l'accent, ce qu'on fera passer au premier plan. Il ne faut pas que ce soit sur le retour au parlementarisme, à tout un désastreux passé. Pour nous, nous insisterons sur la dernière phrase du message où il

est parlé de « l'établissement du régime nouveau qui « pourra rendre à la France sa grandeur. »

Quand je rentrai à Vichy, je rendis compte au Cabinet du Maréchal de mes entretiens. Les amis de Laval, les journalistes de son entourage, certains milieux de police faisaient circuler les bruits les plus défavorables au Maréchal et à ses collaborateurs. Le Maréchal, qui avait décidé de ne pas céder et qui envisageait toutes les conséquences de son attitude, n'exerçait plus pratiquement ses fonctions, ne signait plus les actes qui lui étaient soumis. Près de quinze jours passèrent ainsi, pendant lesquels on fit circuler, en France comme à l'étranger, le *message interdit*. Le pays commençait à connaître la situation où le Maréchal se trouvait vis-à-vis des Allemands et de Pierre Laval — ce qui ne laissa pas alors de lui valoir un renouveau de popularité...

Maurras et l'Allemagne.

Mais cette journée passée à Martigues m'a laissé un souvenir autrement profond que celui qui s'attache aux douloureux sursauts des derniers mois de Vichy... Et combien de fois ne s'est-il pas levé du fond de ma mémoire quand, par une imposture monstrueuse, Maurras fut déclaré coupable d'avoir eu « l'intention de favoriser les entreprises de l'Allemagne! » Etablir en réponse les états de service de Maurras contre le germanisme? J'aurais honte... Mais qu'il me soit permis d'évoquer ce souvenir d'une émotion si grave, ce matin du 15 novembre 1943 à Martigues.

Ce jour-là, comme chaque année, Maurras avait fait dire la messe pour ses morts à l'église de l'Ile — cette Ile où, il y a quatre-vingt-deux ans, il est né. L'office terminé, nous remontions ensemble vers sa maison du « Chemin de Paradis », lorsqu'au moment

de franchir le pont du Canal qu'un convoi allemand traversait dans l'autre sens, Maurras s'arrêta, me prit le bras et me dit d'une voix déchirée : « *Voilà réalisé le cauchemar de mon existence... J'ai toujours redouté qu'ils ne vinssent en Provence jusqu'à Martigues — et cela dès ma troisième année, quand je voyais là-bas, sur le Cours, la Garde Nationale faire ses exercices... Ces souvenirs m'ont sans cesse obsédé... Depuis, j'ai toujours pensé à l'attaque possible, à l'invasion possible... De cette crainte, que j'éprouvai dès ma petite enfance, s'est nourrie ma pensée politique : tout, vous entendez, tout est sorti de là... »*

Et moi qui écoutais Maurras, ce matin-là, dans les rues de Martigues occupé, je songeais à Barrès, à Barrès dont toute la doctrine politique, elle aussi, a pour origine les souvenirs qu'il gardait des Prussiens à Charmes, quand il était enfant; tout au long de sa vie, ces impressions avaient continué d'agir sur son esprit, et son nationalisme n'aura été que « leur expression, leur clameur et leur foisonnement ». Ainsi ce sont les mêmes puissances de sentiment qu'on trouve à la racine du nationalisme de Maurras et du nationalisme de Barrès, chez le Lorrain des Marches de l'Est comme chez le citoyen de Provence qui se souvient que c'est près d'Arles, l'antique capitale, que Marius a défait les hordes des envahisseurs germains...

Dans le beau soleil de cet automne finissant, il me semblait voir monter vers le ciel de Martigues toutes les vérités que Maurras a su tirer de son instinct premier, cette « intelligente et savante malédiction de la Germanie, ferment naturel de plusieurs barbaries, qui, avant de nous ravager avec le canon, a pénétré de son anarchie les esprits, les lettres, les arts et les lois ». Et couvrant le bruit du lourd charroi allemand qui faisait retentir les pavés du Cours, j'y percevais le rythme de l'Ode vengeresse :

Race allemande qu'enfle et grise
 L'impunité de la trahison
 Et l'ignorance de l'honneur,
 Aucun reproche ne te presse
 Comme du manque de sagesse
 Qui de tout temps souille ton cœur.
 Tu ne sais pas la loi des mondes
 Qui, pour renaître, fait mourir
 En des épreuves si fécondes
 Que le plus lâche y veut courir.
 Pour égaler sa haute somme
 L'être de l'âme se consomme
 De tous ses maux naît quelque bien.
 SEULE UNE RACE ABANDONNÉE
 DES JUSTES DIEUX EST CONDAMNÉE
 AU CRIME QUI NE SERT A RIEN...

Hegel !

N³ | Oui, le secret de la pensée de Maurras est là : toute son œuvre n'est-elle pas sortie d'une méditation sur la mort ? C'est l'intime protestation de son être qui se dresse contre ce nihilisme destructeur que découvre en son fond l'âme allemande et qui lui fait aimer la mort. « Alors nous irons tous ensemble à la catastrophe ! » disait Hitler quand il opta pour la guerre : c'est le mot d'une humanité de Néant, hostile au reste du genre humain. Maurras n'a cessé de nous expliquer comment cette régression sauvage avait pu s'accomplir.

Dès le printemps de 1932...

Déjà instruit par les épreuves de ma génération, c'était ce bagage que j'avais emmené avec moi au printemps de 1932, en Allemagne, où j'allais voir monter le flot de l'hitlerisme, cette nouvelle forme du germanisme prussien et bismarckien. Si bien armé qu'il m'eût fait, dirai-je que Maurras avait craint pour moi ce voyage : « Les arbres, me dit-il, vont vous cacher la forêt ! » L'expérience l'avait averti

que l'Allemagne avait déjà tourné plus d'une tête française! Si le spectacle du tumulte hitlerien, de la ferveur proprement religieuse qui émanait de ses foules ne me causa point de trouble, c'est que Maurras m'avait appris à y reconnaître par avance cette religion germaniste, « sorte d'Islam nordique, déposée depuis un siècle et demi dans un très grand nombre de cœurs allemands ». Et quand j'entendais Hitler ou Goebbels exalter le prussianisme, l'œuvre des Stein, des Scharnhorst, des Gneisenau, c'était la doctrine de (Fichte) de ce Fichte qui divinisa le moi allemand, l'humanité allemande, que, mitigée d'un socialisme vague, adaptée à des temps nouveaux ou à peine renouvelés, je retrouvais dans leurs discours. L'hitlérisme m'apparaissait réellement ce qu'il était : un simple dérivé de cette pensée fichtéenne, sur laquelle personne n'aura plus écrit que Maurras, pour attirer l'attention des Français. Tout ce que je rencontrais là-bas d'esprits prévoyants me confirmèrent la vérité de ce que Maurras, Maurras le théoricien, Maurras qui n'était jamais allé en Allemagne, enseignait depuis des années. Que me disaient les plus réfléchis des Allemands : « Ce qui double Hitler, c'est bien plus qu'un parti, c'est le grand état-major de l'armée allemande. Et le véritable gouvernement de l'Allemagne, celui qui survit à tous les régimes, c'est la Reichswehr! » Mais cette clef de la politique allemande, Maurras me l'avait mise en poche : je savais désormais qu'elle *ouvrait*.

Quand, au retour, publiant ce que j'avais vu, je jetai le cri d'alarme, le malheur voulut que mes paroles ne trouvassent qu'indifférence. C'est le sort que la légèreté courante réserve, hélas! trop souvent, aux vérités opportunes, importunes, mais toutes justifiées, que Maurras a rappelées sans lassitude pour dénoncer la constance séculaire de l'agression germanique, pour mettre en garde contre ses fureurs et ses appétits. Mais je l'ai observé maintes fois : le

Français n'aime pas qu'on lui parle de l'Allemagne : c'est une réalité qui lui a causé trop d'ennuis : il n'y songe que sous le coup de l'événement. « La guerre revient donc ? » demandait-on alors à Maurras. Et aussi : « Serons-nous de nouveau vainqueurs ? » Et Maurras de répondre (c'était en 1937) : « Il faudra l'être et à tout prix. Car si on ne l'est point, la suite sera terrible... Nous pouvons nous tenir pour exposés à subir des conditions pires que la mort. » Prévoyant déjà que nous glissions à un âge de fer, Maurras ajoutait ce que nul autre avant lui n'avait dit :

« Un statut nouveau de l'humanité se prépare, un code de nouveaux devoirs auprès desquels les pauvres petites corvées et translations pangermanistes de 1918 feront l'effet de jeux d'enfants. Le racisme hitlerien nous fera assister au règne tout-puissant de sa horde, et, dernier gémississement de nos paisibles populations ahuries, il sera contesté que d'aussi révoltantes iniquités puissent être éclairées par notre propre soleil, le soleil du xx^e siècle ! »

Tous les crimes du nazisme étaient là d'avance qualifiés, annoncés, dénoncés...

Ce qu'on ne pardonne pas à Maurras.

D'où vient donc qu'à cet antigermanisme maurrassien, protecteur des vies françaises et tout ensemble soucieux des destins du monde civilisé, universel et humain, on ait fait un tel barrage ? C'est qu'il est à la racine de son antidémocratie, de sa critique magistrale des prétendues idées françaises ou modernes que justement l'Allemagne a seule fabriquées. Ce qu'on ne pardonne pas à Charles Maurras, c'est d'avoir établi la filiation commune du germanisme et de l'esprit révolutionnaire, c'est d'avoir montré que la révolution germanique, religieuse au

xvi^e siècle, philosophique au xviii^e, fut la double cause certaine de nos convulsions. Car tout le nationalisme de Maurras est sorti, comme il me le disait à Martigues, de ses réflexions sur le germanisme. Songeant à l'état de pur vasselage devant l'Allemagne où avaient été élevés les jeunes hommes de son âge, il écrira plus tard : « Nous avons grandi dans l'admiration frénétique de la pensée, de la langue, de la poésie allemandes, jusque du socialisme allemand. Nous n'avons ignoré que la seule cause réelle de la supériorité allemande : ce nationalisme énergique qui, ralliant les fils de la Germanie à la tradition des Germains, leur communiquait une confiance absolue aux facultés particulières de leur race. » Seul de sa génération, Maurras était allé aux causes : l'unité, la discipline et la prospérité de l'Allemagne provenaient de l'organisation politique et mentale. Tant de bienfaits tenaient à l'ordre, l'ordre à la monarchie. Il y avait là des conséquences à tirer pour notre pays : c'était, comme Maurras en persuadera Bainville, d'être monarchiste en France, et républicain en Allemagne. Car le même patriotisme qui devait lui faire désirer pour les Allemands le « retour aux Allemagnes » et à leurs « républiques de Princes » commandait à Maurras de réclamer un roi, un chef héréditaire pour notre patrie qui y avait trouvé « son principe générateur, agrandisseur et sauveur ».

Les « moyens européens »...

C'était à tout cela que je pensais sur le chemin du retour à Vichy, où je rapportai la réponse de Maurras... Il m'avait aussi chargé de dire aux collaborateurs du Maréchal de n'être pas dupes des grimaces de fidélité de certains parlementaires de gauche — fidélités largement compensées par d'affreuses campagnes de lutte de classes ou de honteuses

déroations à la dignité et à l'honneur du pays. « Je ne suis pas assez parlementaire, me dit Maurras, pour accorder grande importance au compartimentage de gauche et de droite. Cependant les *idées* dites de gauche ont fait la preuve de leur nocivité nationale et sociale. Quiconque a des yeux pour voir devrait les ouvrir là-dessus. » Les campagnes de Sordet, « ce chien fouetté et rentré au chenil », ne l'inquiétaient pas moins, de quelque « antibolchevisme » qu'elles couvrissent leur apologie de l'*ordre nouveau* en Europe, c'est-à-dire de la domination allemande. « Pour la France, la lutte contre le communisme doit se ramener à un problème intérieur, me dit Maurras. Nous n'avons aucun moyen efficace de la transporter au dehors! Les moyens « européens » que paraissent avoir choisis les Doriot, les Déat et leurs séides, sont terriblement dangereux pour l'unité morale de la nation. Voyez où ils nous ont conduits déjà! Ils ne tiennent aucun compte je ne dis même pas de la psychologie d'une nation fière, mais des réactions d'un peuple occupé, n'importe lequel et quel que soit l'occupant. On a ainsi irrité, exaspéré, éloigné l'armée, la jeunesse, les paysans, le monde ouvrier... Si l'on est content du résultat, on n'a qu'à continuer. Mais ce sera tant pis pour l'ordre et pour la France... Dites-le, redites-le à Vichy, où ces gens-là ont leurs suppôts... »

En plein drame.

Vichy était alors en plein drame... Otto Abetz, qui n'avait pas rejoint son poste en France depuis de longs mois, venait de rentrer à Paris où il avait trouvé la situation bien changée. Le 4 décembre, il était à Vichy. Le jour même, la ville était investie par des troupes allemandes. Sur les routes qui l'entourent, les tanks étaient en position; la Gestapo

avait été renforcée, et c'est sous cette menace que les « négociations » allaient s'engager.

Dans la matinée, Abetz avait remis au Maréchal le document dont il était porteur. C'était un mémoire de dix-sept pages, où Ribbentrop, sur un ton voisin de l'insolence, faisait le procès de la politique du Maréchal. Les « manquements », les « intrigues » de son entourage y étaient dénoncés en détail, et toutes ces critiques n'étaient là que pour mieux insister sur « les dangers que faisaient courir à l'armée allemande le terrorisme et l'anarchie où glissait la France ». Le document s'achevait par une manière d'ultimatum qui exigeait : 1^o que la politique de collaboration fût réaffirmée sans équivoque; 2^o que le gouvernement, dont Laval était le chef, fût remanié; que de nouveaux ministres y fussent introduits qui offrissent toute garantie pour conduire une « politique de réelle collaboration franco-allemande »; 3^o que le Maréchal, chef de l'Etat, reprît immédiatement l'exercice de ses fonctions, le Reich ne pouvant supporter qu'en un tel moment la France fût sans chef — sinon un gouvernement militaire allemand serait établi. La lettre de Ribbentrop se terminait par ces mots :

« Je vous prie, Monsieur le Maréchal, de ne pas oublier une chose : aujourd'hui le seul et unique garant du maintien de l'ordre en France, et par là aussi, de la sécurité du peuple français et de son régime contre la révolution bolchevique, c'est l'armée allemande... A l'avenir, son attitude dépendra de celle de la France. En tout cas, je vous prie de prendre acte de ce que l'Allemagne saura sauvegarder ses intérêts en toute circonstance d'une façon ou d'une autre. *Si vous vous jugez hors d'état de donner suite à ces demandes, je tiens à vous faire savoir, au nom du Führer, qu'il vous laisse entièrement libre d'en tirer les conséquences qui vous paraîtront impliquées.* »

« On ne pouvait décerner au Maréchal un plus beau « certificat de résistance », écrit M. Jean Tracou.

Cette lettre qui le consacrait « premier résistant de France » lui apportait la justification de son action passée, de sa « politique de présence ». Ainsi de l'aveu d'Hitler, c'est le Maréchal et lui seul qui avait empêché l'accession au pouvoir des « hommes loyaux » qu'il souhaitait y voir. Si le doute avait pu effleurer l'esprit du Maréchal, il eût trouvé dans ce réquisitoire la confirmation de la justesse de ses vues. Il y trouvait aussi la meilleure indication sur la conduite à tenir : elle peut se résumer en deux mots : *rester quoi qu'il arrive...*

L'affaire du 13 novembre 1943.

Mais la dernière tentative du Maréchal se solda par un échec, et sa marge de manœuvre, déjà si étroite, en fut singulièrement rétrécie. C'est dans ces conditions difficiles qu'il allait soutenir une dure et longue négociation. Et ici je n'ai qu'à reproduire le procès-verbal de mon entretien avec Lucien Romier :

« Après avoir donné connaissance de la lettre de Ribbentrop au Maréchal, M. Abetz demande que réponse y soit faite dans les quarante-huit heures.

« Le lendemain matin, dimanche, coup de théâtre... Alors que la situation semble extrêmement grave, une détente se produit soudain. M. Abetz vient à midi à l'Hôtel du Parc et informe le Maréchal que Berlin n'exige plus de réponse immédiate à la lettre de M. von Ribbentrop : il déclare que, pour l'instant, il suffira que le Maréchal s'engage à reprendre ses fonctions et à soumettre désormais tous les textes de lois et de décrets aux autorités allemandes. Le Maréchal répond à son interlocuteur qu'il y consent, mais qu'il désire que cet agrément reste secret jusqu'à la fin des négociations qui sont en cours — ce que M. Abetz accorde. Une note est en même temps remise à l'ambassadeur où, s'il néglige les imputations de M. von Ribbentrop, le Maréchal s'élève contre le refus qui lui est fait de publier le texte constitutionnel relatif à sa succession.

Il y a là, dit la note, une initiative qui relève essentiellement de sa souveraineté : c'est y porter atteinte que de s'opposer à sa publication, mais, publié ou non, le texte désormais existe : signé par lui, il est valable et constitue son testament politique. Le Maréchal ajoute qu'il répondra à loisir au Mémoire que lui a fait tenir le ministre des Affaires étrangères du Reich. « J'y préciserai, dit-il, ma position. » Et comme l'entretien au cours duquel ces choses sont dites s'est prolongé jusqu'à 13 h. 30, qu'une certaine détente en est résultée, que le Maréchal éprouve de la gêne à laisser partir son visiteur à une heure aussi tardive, il le prie, à la grande surprise de tous, de déjeuner avec lui. Malgré son embarras, l'ambassadeur Abetz ne saurait refuser l'invitation du Maréchal. M. Rochat, secrétaire général des Affaires étrangères, fait alors observer que les usages diplomatiques, comme les usages du monde, obligent en l'occurrence à inviter celui dont M. Abetz devait être l'hôte, c'est-à-dire M. Pierre Laval! Le Président avait, en effet, prié l'ambassadeur d'Allemagne à déjeuner au Majestic, où le magnifique repas qui l'attendait dut être partagé entre ses collaborateurs et quelques journalistes.

« A la table du Maréchal, chacun s'est appliqué à ne pas parler politique — M. Rochat y veillait — et M. Laval s'est borné à entretenir les convives de l'élevage des cochons tel qu'il le pratique à Châteldon.

« Après le déjeuner, le président Laval emmène M. Abetz dans son cabinet. Quand ils sont seuls, il se plaint à l'ambassadeur du Reich de la situation qui lui est faite — et cela en termes pleins d'amertume et de colère. Ne va-t-il pas jusqu'à le menacer de donner sa démission? M. Abetz s'inquiète de tels propos et de l'état où il trouve le chef du gouvernement français. A peine M. Abetz est-il parti que M. Laval, dont l'irritation est toujours aussi vive, veut monter immédiatement voir le Maréchal; ses collaborateurs cherchent à l'en dissuader et lui disent qu'à cette heure — il est 15 h. 30 — le Maréchal n'a pas achevé sa sieste. Mais rien ne peut retenir M. Laval qui se rend alors au deuxième étage et entre, sans se faire annoncer, chez le Maréchal. Celui-ci est seul; il est à

peine réveillé quand il voit le président Laval devant lui qui *ex abrupto* lui rapporte l'entretien qu'il vient d'avoir avec M. Abetz, à qui, dit-il, *il a donné sa démission...* A quoi le Maréchal, avec hauteur, répond que c'est à lui-même et non à l'ambassadeur d'Allemagne, qu'une telle démission devrait, le cas échéant, être remise; et c'est pour le chef de l'Etat l'occasion de dire à M. Laval ce qu'il désire depuis longtemps qu'il sache, les reproches qu'il a à lui faire, les griefs qu'il a contre lui. La scène a duré plus de deux heures.

« En sortant du cabinet du Maréchal, M. Pierre Laval court chez M. Abetz. Après ces deux entretiens, l'ambassadeur ne peut plus avoir d'illusions sur les sentiments réciproques du Maréchal et de M. Laval. La situation lui semble même si tendue qu'il décide aussitôt de rester à Vichy quelques jours encore, alors qu'il devait regagner Paris le soir même.

« Dès le lendemain, l'entourage du Président fait courir le bruit que le Maréchal a tout cédé aux Allemands, que sa manœuvre a échoué, qu'elle n'a eu pour résultat que de compromettre la politique habile qui a été celle de M. Laval depuis des mois. En même temps, l'on annonce que des mesures vont être prises contre les collaborateurs immédiats du Maréchal et, notamment, contre MM. Ménétrel, Jardel et Romier.

« Le Maréchal, conformément à la promesse qu'il a faite à M. Abetz, reprend dès le lundi ses audiences publiques; mais, le même jour, le *Pariser Zeitung* publie sur les entretiens de Vichy une note que tous les journaux de Paris reproduisent le mardi, malgré l'engagement qu'a pris M. Abetz de les tenir secrets. L'ambassadeur d'Allemagne, qui est toujours à Vichy, assure que la publication de cette note s'est faite à son insu, et il en exprime du regret. Le mercredi 9, sur l'ordre de M. Laval, le secrétariat général à l'Information communique à la presse de la zone sud, pour qu'elle la fasse paraître le lendemain, la note relative aux nouvelles conversations franco-allemandes.

« Le Maréchal est en train de travailler à sa réponse à M. de Ribbentrop, qu'il veut faire courte et sans hâte; mais, le jeudi 10, avant de regagner Paris, M. Abetz l'informe que le ministre des Affaires étrangères du

Reich attend cette réponse et que, puisqu'il ne peut l'emporter, un délai de quarante-huit heures est laissé pour la lui faire tenir. En même temps, il notifie qu'un envoyé extraordinaire sera désormais placé auprès du Maréchal, ce qui lui « permettra d'être en liaison personnelle et directe avec M. de Ribbentrop et avec le « chancelier Hitler ». Le Maréchal ne s'est-il pas plaint de ne pouvoir communiquer sans intermédiaire avec le Führer pour lui faire connaître ses propres difficultés? Le nouvel envoyé, M. de Renthe-Finck, résidera au « Majestic » et non au « Parc », où habite le Maréchal, afin qu'on ne croie pas que le chef de l'Etat est soumis à une surveillance particulière.

« Le samedi 11, à midi, le Maréchal remet à M. de Brinon, qu'il a mandé à Vichy, le texte de sa réponse au mémoire de Ribbentrop; mais c'est au chancelier Hitler, et non à son ministre des Affaires étrangères, que le Maréchal l'adresse. C'est un document de style diplomatique où, sans rien céder sur ses pouvoirs, le Maréchal cherche à temporiser sur les questions de détail qu'aborde la lettre de Ribbentrop. Quant à la « collaboration », le Maréchal déclare qu'en signant l'armistice il avait, dès 1940, manifesté le désir que cessassent les luttes entre nos deux pays — affirmation qu'il avait renouvelée à Montoire; mais la guerre se prolonge, et l'Allemagne manifeste des exigences qui n'ont pas laissé de transformer les rapports franco-allemands. Quant à la répression du terrorisme, nécessité commune à l'occupant et à l'occupé, le Maréchal fait remarquer que l'Etat français ne saurait être tenu pour responsable de son insuffisance dans la mesure où on l'a désarmé.

« Le Maréchal remercie ensuite des moyens qui lui sont donnés désormais pour faire connaître directement au gouvernement du Reich les difficultés qu'il rencontre dans l'exercice du pouvoir.

« Il accepte enfin que le ministère soit remanié, à condition qu'il ne soit composé que de bons Français et d'hommes qui, antérieurement, n'aient pas manifesté d'hostilité à son endroit.

« Sur les autres points, le Maréchal se réserve de répondre ultérieurement.

« La réponse du Maréchal pourrait être publiée, sans risquer de froisser le sentiment des Français », me dit Lucien Romier. Est-ce pour cela qu'elle a causé aux Allemands une impression mêlée, peu favorable, si l'on en croit la dernière communication de M. de Brinon (dimanche 13 décembre)? Par contre, dans l'entourage du Maréchal, on se félicite que le Maréchal n'ait rien cédé (bien que M. Laval prétende et fasse dire le contraire) ».

Le dernier message.

La crise était résolue, mais la dernière apparence de liberté allait être emportée par cet orage. Maintenant, c'était vraiment la prison. « *Je souffre un véritable martyr* », disait le Maréchal à ses intimes, au cours des six mois atroces qu'il allait vivre jusqu'à ce dimanche 20 août où les Allemands l'enlevèrent par violence? Nous avons vécu ces heures tragiques. Quelques jours plus tôt, s'attendant au pire, le Maréchal nous avait fait l'honneur de s'adresser à nous pour rédiger avec lui son ultime message aux Français : « *Obéissez à ceux qui vous apporteront des paroles de paix sociale sans quoi nul ordre ne saurait s'établir... Ceux qui vous tiendront un langage propre à vous conduire vers la réconciliation et la rénovation de la France par le pardon réciproque des injures et l'amour de tous les nôtres, ceux-là sont des chefs français... C'est avec joie que j'accepte mon sacrifice s'il vous fait retrouver la voie de l'Union sacrée, pour la renaissance de la Patrie...* » La tâche du Maréchal était terminée...

Ce dernier message, nous l'avions fait tenir à Maurras par un jeune officier du « maquis blanc » d'Auvergne qui avait, dès le 10 août, établi la liaison avec le cabinet du Maréchal. C'est ainsi que Maurras, le 4 septembre, put le communiquer aux journalistes américains, à qui il s'était fait un devoir de dire la vérité sur la résistance du Maréchal...

Quatre jours plus tard, le 8 septembre, nous étions internés.

La mort ?

Le 25 janvier 1945... Depuis plusieurs jours, une amitié délicate et sûre nous avait accueilli pour nous donner asile dans une vieille et noble demeure de l'Île Saint-Louis, où nous ne regrettions rien de ce que nous venions de subir et de vivre... Mais il ne s'agissait plus de nous, il s'agissait de Maurras, pour qui nous avions eu le bonheur d'être quelques mois enfermé... Son procès avait commencé la veille. Les journaux, de *Combat* à *Franco-Tireur*, de l'*Humanité* au *Figaro* n'en donnaient que des comptes rendus souillés de fureurs partisans, de rancunes aussi... Aucun journaliste pourtant n'avait pu taire l'impression qu'avait faite l'entrée de Maurras dans la salle de la Cour de justice de Lyon. Tous les regards s'étaient portés sur lui quand il prit place : la tête haute, il portait la francisque d'or que le Maréchal lui avait fait remettre en décembre 1943, comme « au plus Français des Français ». Nous nous souvenions de la joie de Maurras, ce jour-là. Mais aujourd'hui nous vivions loin de lui des heures d'agonie, d'agonie muette. Nous n'ignorions pas ce que sont les factions, ce que peuvent les factions en temps de crise et de révolution : il fallait s'attendre à tout avec elles...

C'était, ce soir, sans doute, que serait rendu le verdict... Par discrétion profonde, on m'avait laissé seul... Quel soulagement eût-on pu apporter à mes craintes, à ces choses affreuses qui remuaient au fond de mon cœur ? Pour m'en distraire, je tâchais de lire, de lire n'importe quoi... Je regardai les livres, et voici que mon regard s'arrêta sur l'*Allée des philosophes*. Le vieil ouvrage s'ouvrit par hasard au chapitre des « signes et des fléaux », à la page où *la mort ?* inscrivait déjà sa terrible question. Et je lus...

C'était à propos de Ferrer, de Francisco Ferrer qu'en 1909 un conseil de guerre venait de condamner à mort, comme moralement responsable du sang versé, des incendies allumés, cette année-là, à Barcelone. Une grande et tragique question de droit se posait si Ferrer était coupable. Une idée, une idée ayant engendré des actes punissables était-elle punissable dans son auteur? Si oui, c'était la mort. *Pourquoi pas?* avait alors écrit Maurras qui, tout un jour, avait emporté cette pensée avec soi. Et sa pensée s'exprimait tout haut, répondait aux objections : *Mais un homme! La vie d'un homme* — et c'était pour l'écarter en ces termes : « Qui se place à ce point de vue érige la vie d'un homme en principe supérieur à toute justice et à tout ordre, arrête la marche du monde. Les autres vies (qui ont des droits, je pense!) en sont anéanties ou immobilisées. Ce coup de vent métaphysique suffit à congeler l'univers. La prohibition faite à la société humaine de toucher à l'être humain qui la compose est inintelligible. » Mais on dit : *Ferrer, c'est une opinion!* « Cette opinion a tué, reprend Maurras. Cause réfléchie de crimes publics, elle est beaucoup plus responsable que l'acte matériel de l'insurgé meurtrier. Le meneur de sang-froid est plus coupable que le mené qui perd la tête. Si l'on ne fusille pas ce dernier, il continuera ses dégâts. Mais si on le fusille, comment épargner le premier? » — On insiste : *Mais un homme de pensée?* — « Pourquoi? répond Maurras. Les hommes de pensée n'ayant aucun privilège contre aucun genre de mort, pourquoi exempterait-on celui-ci de subir les conséquences de ses actions? » A la plainte suprême, à celle de l'amitié, la seule touchante, Maurras trouvait à dire : « Pour le catholique, rien n'est fini : quelqu'un fait le départ des intentions, des pensées et des actes, et la pensée de la communion des âmes sauvées ouvre aux affections une magnifique espérance. » Mais, Maurras d'ajouter tristement, stoïquement : « Ceux

qui ne croient pas ou qui même supposent que le dernier mot de la tragédie est écrit quand les douze balles ont frappé, ceux-là sont les derniers qui puissent s'élever contre les duretés partielles imposées pour le bien général des sociétés. La police du monde veut qu'on ne le trouble qu'à bon escient. Plus les risques attachés à la carrière de chef spirituel seront sérieux et graves, plus cette profession aura de dignité, et ceux qui la suivront en mesureront mieux leurs responsabilités. Ni le caractère des hommes, ni les mœurs publiques n'y perdront. *Mourir pour une idée ne peut pas être un mal.* » C'était son dernier mot.

Fallait-il déjà pleurer la mort de Maurras? Quoi qu'il en fût de l'absurdité, de l'ignominie d'une accusation à quoi les accusateurs eux-mêmes ne croyaient pas, quoi qu'il en fût des mensonges et des faux qu'ils accumulaient pour la soutenir, nous savions bien que Maurras à aucun moment ne songerait à défendre sa vie... Nul honneur pour lui n'était comparable à celui de souffrir la violence pour une idée juste. Jusqu'au bout, il la défendrait, cette idée, pour servir encore la Patrie. *« La pensée étant ce qu'il y a de plus honorable dans l'homme, dit-il, pourquoi n'y pas mêler quelques risques de souffrance et même de mort... »*

La mort?... Il était huit heures du soir, l'heure où la Radio transmet les nouvelles... Je revois la haute pièce obscure où nous étions rassemblés près de la grande cheminée... On avait tourné le bouton, le feu rouge du petit appareil s'était allumé... Derrière les fenêtres ouvrant sur la Seine, le brouillard de la nuit, où clignotaient des lumières hagardes, et le silence traversé du cri lugubre des remorqueurs... Le cœur suspendu, nous attendions. Mais le speaker parlait : des mots, des mots indifférents d'abord, puis soudain ceux que l'on voulait, que l'on craignait d'entendre... *« condamne Charles Maurras à la peine de la réclusion à perpétuité... »* Il vivra! Maurras vivra! Tout le reste

nous était égal, contre quoi la forfaiture consommée ne pourrait rien... Ce procès de trahison — où il n'y avait pas eu le commencement d'une preuve — ce procès avait été fait à un « mannequin » qu'on avait appelé Charles Maurras, qui n'était pas Charles Maurras! Toute cette farce sinistre, cette parade de justice n'était qu'une fiction ignominieuse rejetée par tout, par toute l'essence de la vie, de la nature de celui qu'elle frappait... Car il avait fallu d'abord que ses « juges » lui prissent sa personnalité pour l'atteindre! Que devenait la justice avec eux? Maurras le leur avait crié, et nous sûmes plus tard qu'il avait ajouté : « Oh! ce n'est pas que j'aie une envie particulière de sauver ma vieille peau. A mon âge, la vie est peu! Pour moi, cela m'est égal : douze balles ou rien, ce n'est rien du tout! » Oui, Maurras avait défié la mort jusqu'à aller au-devant d'elle. Parlant de ce qui était le point vital de cette affaire, parlant une fois encore de la France, de la seule France, de la France éternelle qui avait eu tant de peines et de misères, Maurras leur avait dit : « Je lui ai consacré ma vie, messieurs, mes sueurs, mes forces; si je pouvais maintenant lui donner mon sang, je vous assure que rien ne serait plus glorieux et plus agréable pour moi! »

Mais, d'abord, la colère de Maurras avait, de sa magnifique violence, secoué la barre : « Je prétends, fit-il avec une ironie terrible, je prétends que quelque cri que je pousse, si peu harmonieux qu'il soit, si désagréable qu'il paraisse aux oreilles délicates, il y a tout de même une évidence : les hommes qui ont sciemment, volontairement poussé à la guerre sont justiciables du peloton d'exécution. Cela je le dirai jusqu'à mon dernier souffle. » Et se tournant vers l'accusateur : « Je tiens à vous dire, monsieur l'avocat de la République, que la violence n'est pas du tout dans mes paroles, comme il y paraît : elle est dans la situation. La violence, c'est que vous soyez à la place où vous êtes et que moi je n'y sois pas! »

Risit Apollo.

Il n'y a pas de barreaux pour l'esprit; et dès que Maurras fut dans la geôle où l'on croit l'avoir enfermé pour toujours, c'est le grand rire d'Apollon qui retentit entre ses murs, et c'est un chant qui s'éleva en réponse à la question *Où suis-je?* que le prisonnier se posait à lui-même. Une fois encore son âme s'envolait vers son premier pays :

*Ce petit coin me rit de toutes les lumières
De son magnifique soleil!
— O mon Ile natale, ô jardin de Ferrières
Qui florirez sur mon sommeil,*

*C'est peu de vous crier que mon cœur vous possède,
Mon Martigues, plus beau que tout!
DE LA CONQUE DE FOS AUX FRÈRES DE LA MÈDE
Laissez-moi chanter : JE SUIS VOUS!*

*Mes cinq arpents de fruits, de fleurs, d'herbes arides,
De pins dorés, de cyprès noirs,
Et ma vieille maison que nul âge ne ride,
Est-il besoin de nous revoir?*

*Que l'agave, mètèque aux écorces barbares,
Dise à la fleur qui le tuera
D'arborer notre deuil tant qu'une grille avare
De ses barreaux me couvrira!*

*Mais vous, mes oliviers, vous, mon myrte fidèle,
Vous, mes roses, n'en faites rien!
Je n'ai jamais quitté mes terres maternelles,
Frères, sœurs, vous le savez bien!*

*Vous vous le murmurez au secret de vos branches,
Nous sommes nés du même sang,
Et ma sève est la vôtre, et nos veines épanchent
Dans un tumulte éblouissant,*

*La forme et la couleur que, pareillement belles,
Fomenta le plus beau des dieux
Quand, surgeons d'Athéna, de Cypris, de Cybèle,
Il vous nourrit des mêmes feux*

*Dont il brûla mon cœur et qui m'emportent l'âme
Pour la ravir, de ciel en ciel,
Partout où retentit sur un verdict infâme
Le grand rire de l'Immortel!*

Les murs nous parlent.

Ils ont bien pu l'enfermer. Il est là. Oui, derrière les barreaux d'une geôle, Maurras vit, Maurras poursuit, Maurras est inlassable, et nous sentons toujours sur nous la protection de son conseil.

Maurras était encore à Riom lorsque parvint jusqu'à lui la nouvelle — car on sait tout dans les prisons — qu'on enfourchait la chimère du fédéralisme en certaines régions où sa pensée ne se faisait plus entendre. Maurras en ressentit autant d'inquiétude que de tristesse. Il eut alors de longs entretiens avec un de ses amis qui, libéré depuis, a pu reconstituer sur des notes qu'il avait prises la grande leçon politique qui s'en dégage.

C'est à propos de l'unification de l'Europe occidentale que l'entretien commença :

« Il faut bien voir ce que ce sera, dit Maurras. Il ne s'agira plus d'une simple alliance utile ou nécessaire, bien ou mal ficelée, contre un ennemi déterminé. Ce sera la démission d'un certain nombre de souverainetés européennes et leur subordination non pas, comme on le raconte, dans une impossible souveraineté commune, mais dans la volonté ou le profit d'une puissance plus forte devenue seule reine et maîtresse. Il en sera de l'Europe comme il en a été de l'Allemagne d'hier. En 1848, le parlement de Francfort a d'abord essayé de réaliser une fédération d'égaux. Il a échoué,

l'égalité étant impossible entre les membres du Corps germanique. Mais Bismarck pouvait réussir comme il a réussi, en groupant autour du noyau prussien dominateur quelques satellites très inégaux. Il en sera ainsi parce qu'il ne peut en être autrement; ce sont des conditions générales et inflexibles de l'être. »

« Supposons, continua Maurras, supposons l'Europe fédérée, formant ainsi un tout artificiel avec des parties naturellement distinctes. Ce serait une grosse erreur de croire que ce régime apporterait une garantie de paix. Tout au contraire; de la Constitution fédérale, la guerre sort directement comme le fruit de la fleur. Ces guerres, petites ou grandes, qui font corps avec le régime, portent le nom technique d'*expéditions punitives*. Le plus souvent, elles consistent à ramener les fédérés dans le giron fédératif. Le Reichstag allemand a fait plus d'une de ces expéditions, et fort sanglantes, entre 1919 et 1938.

« Je suis étonné de voir que nos autorités ecclésiastiques, enclines au fédéralisme, ne se rappellent pas que la Suisse elle-même a eu sa guerre du Sonderbund, où les catholiques dissidents furent écrasés. Mais personne ne peut oublier que le premier comte de Paris a raconté et analysé en maître la guerre de Sécession américaine, l'une des plus sanglantes de l'histoire du monde. Si la science militaire de 1860 avait comporté la bombe atomique, elle l'eût certainement appliquée à cette expédition punitive du Nord contre le Sud, comme la même science ferait à coup sûr dans les expéditions punitives de l'avenir. Et, même sans les bombes atomiques, le Sud fut réduit à une espèce de servitude pour une période de près de vingt ans! »

« Il faudrait nous souvenir de ces choses, afin d'en prévoir d'autres qui sont fort redoutables, poursuivit Maurras. Sans en appeler à la mémoire, fit-il, qu'est-ce que nous voyons avec les yeux de la tête au plus proche Orient? C'est une grande République fédérative que Moscou nous fabrique Etat par Etat, selon toutes les règles de l'art genevois et marxiste le plus pur! Seulement, Varsovie, Prague, Bude, Bucarest et

Belgrade n'en paraissent pas plus enchantées que Rome et qu'Athènes! La Fédération moscovite donne un beau démenti aux fédéralistes qui croient que ce régime doit exclure la force. Elle est là comme elle est partout, et l'interdépendance universelle n'y peut faire absolument rien. »

A propos de l'étonnant spectacle que donne la Russie, où les Soviets font alterner l'emploi de certaines instances hétérogènes et contradictoires, Maurras tira ensuite cette leçon plus précieuse encore :

« A l'intérieur, dit-il, les Soviets utilisent avant tout les intérêts nationaux, la tradition nationale russe, slave, panslave, parce que ces forces nationales construisent; à l'extérieur, ils emploient presque uniquement les passions démocratiques parce qu'elles détruisent.

« Faisons de tout cela notre profit, conclut Maurras. Si le nationalisme construit, si la démocratie détruit, que l'exemple serve de fil conducteur à la politique française. Comprenons qu'il faut nous nationaliser, nous. Et songeons à établir le bon Etat, la bonne santé de la nation, avant de nous mettre en peine de la lier et de l'associer au reste du monde par des toiles d'araignées qui ne tiendraient pas plus que des réseaux d'airain qui nous accablent. La préoccupation de notre force et de notre résistance intérieure doit tout primer. Imitons le processus moscovite. Pensons d'abord à nous-mêmes, et si l'on trouve le type russe trop disproportionné avec nos moyens, alors imitons ceux de Berne, ceux de Madrid, ceux de Lisbonne, ceux d'Angora qui, de 1940 à 1948, ont substantiellement réussi à conserver la paix.

« Aujourd'hui, acheva Maurras, aujourd'hui plus que jamais la politique doit se concentrer et non se disperser. Qu'elle se munisse et se prémunisse d'alliances sûres, mais qu'elle se garde avec soin non seulement de toute altération de souveraineté, mais aussi des engagements indéfinis ou mal définis dont toutes les réciprocités ne seraient pas clairement poursuivies! »

Et Maurras ajouta encore :

« Un gouvernement national, expertisant avec sang-froid nos alliances dans leur rapport avec son armée, son industrie, sa population, dit nécessairement : Avant de me placer par la pensée au bout du monde, je pense à nous. Je fais de l'ordre, de l'union, de l'amitié, du travail, de la justice, du progrès matériel et spirituel, mais surtout de l'apaisement et du désarmement chez nous.

» Je balaie devant ma porte. Je consolide mon noyau vivant et le hérise de piquants aussi aigus que possible, afin que l'ennemi ait le sentiment que le morceau serait dur et qu'il s'y casserait les dents. Tandis que les Unions, Sociétés ou Bureaux des Nations plus ou moins unies : S. D. N., O. N. U., ne font que multiplier les litiges, les plaidoiries, les arrêts, les appels, accumulant ainsi les sujets de conflits toujours renaissants, moi, gouvernement national, souverainement national, nationaliste profès, je pense, vois, m'arrange toujours, en toute chose, de façon à ne chercher que-
relle, mais à ne donner non plus à personne l'idée d'une
faiblesse qui puisse le tenter. En un mot, ne point attaquer, mais ne point s'exposer à être assailli par qui que ce soit. »

« Hélas! ce gouvernement n'est pas là, et là encore il nous faudra agir seuls », fit Maurras d'une voix plus sourde. Puis se redressant : « Notre farouche résolution de militer du bon côté de la France est immuable. Ce combat sera plus dur encore que jadis. La difficulté redoublée exaltera notre courage d'un bel effort cornélien... »

— Je croyais, me dit notre ami, entendre dans notre geôle les cris de douleur de l'espérance!... Puissent-ils être entendus où il faut.

Je devais, quelques semaines plus tard, avoir l'écho de ses alarmes qui purent parvenir jusqu'à moi. Je venais de publier un petit livre sur l'Allemagne —

l'Allemagne qui reste le point critique de la paix du monde. « L'idée de contenir la Russie au moyen d'une Allemagne qui serait le croisé de l'Occident est une folie, écrivions-nous déjà il y a trois ans. Elle ne peut qu'aggraver le danger russe dans la mesure où l'Union Soviétique, sentant que l'on veut se servir de l'Allemagne contre elle, cherchera à s'en faire coûte que coûte une alliée. Ceux qui ne craignent que le péril soviétique risquent de le voir se doubler d'un péril allemand et de se trouver, un jour, devant deux ennemis au lieu d'un. Ce qu'on peut assurer, c'est que l'Allemagne nouera toutes les alliances qui lui seront utiles pour libérer son sol de la présence de l'étranger et refaire son unité. »

Et voilà que, du fond de sa prison, Maurras éprouvait le besoin de me faire dire son *merci et merci* pour avoir écrit ces choses que les « extravagances nouvelles » rendaient de plus en plus nécessaire de faire entendre : « Est-ce que les gens au pouvoir sont fous? me disait Maurras. Est-ce qu'ils ne savent ce que c'est qu'une fédération? Est-ce qu'il leur échappe que dans ces fameux Etats fédérés, ce poids allemand de quatre-vingts millions d'habitants vaut deux fois celui qui n'en a que quarante millions? Je vous dis qu'ils sont parfaitement insensés! Bidault aggravait Briand, Schumann aggrave Bidault. Préparons-nous à quelque belle expédition punitive européenne réalisant le plan de Hitler avec le concours de Londres, de Washington et du Bénélux! Il est stupide de se figurer que l'on sera maître du plus ou du moins de centralisation du Reich, une fois que l'on aura ficelé son Etat et serré ses frontières... » Et Maurras d'ajouter à mon adresse : « Si vous pouvez crier et hurler, faites-le, il n'y a presque que vous pour cela... Il me semble que vous êtes bien seul... Par exemple, Gaxotte a fait de la bien bonne besogne avec sa Naissance de l'Allemagne. En voilà un qui comprend qu'il n'y a pas à dénazifier, mais

à dégermaniser, qu'il faudrait à l'Allemagne une bonne crise d'humilité¹ et que les moralistes professionnels sont des assassins. Voilà... »

Et Maurras de nous dire, de nous répéter : « De la rencontre de la Prusse pangermaniste avec le panslavisme moscovite par la médiation de Hegel et de Karl Marx — la pire conséquence à se présenter sera le bloc de leur alliance : une alliance monstrueusement forte. Car à la technique allemande, conjointe à la masse russe, qui donc, sur le vieux continent, pourrait espérer résister ? »

Le haut cri d'alarme monte sur les remparts qui entourent la cour de la prison de Charles Maurras. Là ou ailleurs, il est toujours l'homme du rempart, le définisseur de la loi du rempart. Le rempart, voilà son poste.

La France, la seule France, Maurras n'a pas fini de la servir et de veiller sur elle. Mais quand cette honte cessera-t-elle, pour la France, d'un Charles Maurras en prison ? Accablée par la force, la chair peut souffrir, mais l'esprit, lui, se sent vivant et libre. Maurras porte l'interdit dans un cœur inflexible : car, devant lui, il a l'avenir qui flétrira ses geôliers.

¹ Cette crise d'humilité n'est malheureusement pas celle que l'Allemagne a éprouvée après sa capitulation. L'Allemagne croit toujours que l'avenir lui appartient, fût-ce sous la forme communiste. Aux yeux des bâtisseurs de sa pyramide à venir, le Reich, maintenant son unité, sera, tôt ou tard, le maître de la Russie bolchevique, dût-il contracter avec elle ce mariage profond et terrible, dont l'idée faisait déjà trembler Michelet.

L'hymne à deux voix.

Ce livre voudrait être le livre de mes dettes et de mes fidélités, une manière de mémorial où inscrire les noms de mes bienfaiteurs, car je n'ai rien à transmettre que je n'aie d'abord reçu. Je suis un héritier. Les hommes de mon âge ont eu la fortune de recueillir, en naissant à la vie de l'esprit, les fruits du travail d'une génération qui, avant d'être marquée par l'héroïsme, le fut par le génie. Deux noms s'y détachent : celui de Charles Péguy, celui de Charles Maurras, des deux hommes qui ont le plus fait pour nous ramener au culte de la patrie, de l'esprit national. Ils sont aux deux pôles du civisme français et se rejoignent par les cimes de l'espérance, de l'« espérance impossible à éteindre, fût-ce au souffle de la mort ».

Qu'on n'attende pas de moi que j'oppose ces deux maîtres de ma jeunesse. Pour l'âme, Charles Péguy a fait ce qu'un Maurras accomplit pour l'intelligence. Tous deux ont un pareil objet : le salut de la France. Mais Péguy, lui, ne rêvait que de montrer au monde l'héroïsme français. Maurras, qui ne doutait pas de cet héroïsme, aurait voulu en épargner l'usage à la France. La question, pour lui, c'était de sauver, d'armer et de protéger cette âme si belle, de ne pas gaspiller ses réserves d'héroïsme, le sang de la jeunesse. Il faut sauver, disait Péguy, c'est-à-dire se donner, se sacrifier,

car la France ne peut pas mourir — et c'était un acte de foi, un appel. Il faut sauver, disait Maurras — et c'est le cri de l'homme qui sait la dure histoire, « pleine de peuples morts ».

Maurras, Péguy, que de convergences entre eux, et jusqu'en leurs destins apparemment contraires! On a assez marqué ce qui les sépare : ce sont les points où ils se rencontrent que je voudrais montrer pour finir — et sous les différences d'idées, les sentiments, les volontés pareils, les aspirations identiques.

Maurras peut ne pas aimer le vocabulaire de Péguy, et nous savons sa défiance pour cette opposition que fait Péguy entre la « mystique » et la « politique ». De ce qu'on y peut déceler d'idéalisme romantique, de confusionnisme moral, Péguy fut heureusement sauvé par sa paysannerie originelle. La tendance idéaliste et faussement unitaire n'est pas le fait de Péguy : non, Péguy ne croit pas que « rien ne fait de mal », comme le disait Jaurès; il croit, au contraire, que tout peut faire du mal; et il sait — comme Maurras le sait — que la fuite du pire est l'objet principal du gouvernement de soi-même et d'autrui. Oui, Péguy a trop la pratique des choses et des gens, il est trop fortement raciné dans l'ordre de la nature, du réel, pour n'avoir pas le sens de l'ordre, c'est-à-dire « des inégalités et des libertés nécessairement composées ». Qu'entendait-il donc par la mystique? « Un dévouement désintéressé à une cause élue pour sa valeur spirituelle », un honneur, une fidélité, un attachement indéfectible à une certaine race, à cette race française qui, disait-il, ne peut pas mourir. La mystique de Péguy, c'est un acte de charité pour le génie de la patrie commune.

N'est-ce pas un tel amour qui se retrouve à la fin et au bout de toutes les leçons de Maurras? Peut-être même en est-il le principe. « Il finira bien, disait-il jadis, par être admis que l'on n'est pas nécessairement sans entrailles, ni sevré du lait de la tendresse humaine, quand on passe sa vie à proposer aux hommes une

vérité désintéressée, de laquelle leur sort dépend. » Et naguère, devant les horizons sanglants et sombres qu'en ces temps de disgrâce montrait notre patrie, où Maurras nous conseillait-il de poser un regard : « Sur ce qu'il y a de plus fort et de plus faible au monde, sur le cœur de l'homme quand il est grand » ? Loin de rabattre les vertus, le moral est, pour Maurras, plus précieux que le physique, puisqu'il le fait. Aussi bien, s'il s'agit de la France, rien ne lui semble égaler la nécessité d'un bon moral français, mais il sait qu'il ne peut exister sans sa cause. Cette cause, dit-il, s'appelle le mental, qui est tout autre chose qu'une doctrine — car ce doctrinaire s'inquiète quand on parle ici de doctrine et demande de quoi il s'agit. Mais pour monter droit, il faut aux esprits une méthode et, proprement, un art de penser. En l'espèce, penser français, c'est un héritage de biens immatériels, langue, goût, culture, tous les riches apports d'un certain sol, d'un certain sang, d'une même histoire. L'optimisme de Maurras, sa confiance dans l'avenir, c'est là qu'ils s'alimentent : car « sans passé, il n'y a pas d'avenir concevable, dit-il ; plus, il n'y a pas d'homme ».

Ce dévouement à la patrie vivante dans le passé et dans l'avenir, cette volonté de maintenir et de restaurer les vertus, les habitudes mêmes de la race, voilà ce qui fait la secrète entente d'un Péguy et d'un Maurras.

Je l'ai dit au seuil de ce livre : toute la politique de Maurras est sortie d'une méditation sur la mort. Obsédé par la fragilité de l'homme, il entend que l'effort de sa défense s'insère dans une suite de labeurs accumulés et s'appuie sur ces moyens de pérennité qui perpétuent ses bonheurs. Cet effort, il ne l'exalte pas comme un absolu, mais il le sait nécessaire pour retrouver le fil de la tradition, de l'héritage matériel et spirituel qui nous a été commun. « Ce que nos ancêtres ont fait par coutume et par sentiment, il faut désormais le poursuivre par raison et par volonté », dit-il. Et c'est à

obéir à ce qui, dans le passé, s'est révélé capable de durée que Maurras applique sa leçon politique et sa critique du régime.

Là est le point où la « mystique » de Péguy et la « politique » de Maurras semblent le moins conciliables. « Négligeons la politique », disait Péguy. En fait, il ne la négligeait pas : il opposait la même critique que Maurras à un système de gouvernement fondé sur la satisfaction des plus bas appétits, sur le contentement des intérêts les plus bas ; et l'un et l'autre avaient les mêmes ennemis. Mais les vertus de la race, avec leur puissance d'habitudes, étaient en Péguy si vivantes, si actives, qu'il croyait suffisant d'y faire appel et de les honorer pour que tout fût sauvé. Ce qui l'amenait à dire : « Nous ne sommes pas de ceux qui croient aux régimes ; nous ne croyons pas qu'un régime fait ou ne fait pas la guerre, la force et la vertu, la santé ou la maladie, l'assiette, la durée, la tranquillité d'un peuple. Nous, au contraire, nous croyons qu'il y a des forces et des réalités plus profondes, et que ce sont les peuples eux-mêmes qui font la force des régimes. » Rien de plus opposé en apparence à la doctrine de Maurras, car c'est la valeur même des institutions que Péguy semble ici mettre en cause. Mais est-ce à dire que Maurras tienne pour négligeables ces forces et ces réalités profondes dont parle Péguy ? Si Maurras est monarchiste en France, il n'a jamais prétendu qu'un roi fût partout nécessaire au salut commun : les peuples, il le sait, sont divers ; « leurs mœurs, leurs races, dit-il, permettent et ordonnent d'autres lois que chez nous ». Maurras est royaliste parce qu'il tient pour une vérité d'expérience que les vertus et les défauts de ce peuple français donnent au régime monarchique son efficace et au régime démocratique sa nuisance. On pourrait même dire davantage et montrer qu'il y a des considérations d'ordre spirituel et moral dans le royalisme français de Maurras. N'a-t-il pas écrit, en méditant sur Jeanne d'Arc : « De fortes valeurs morales, durables et supérieures aux vivants

éphémères, font les seules nations dignes de ce nom. Les grands peuples vivent par l'immortel. Ainsi durent-ils par leurs dynasties. Inversement, ils ont aussi les dynasties qu'ils méritent. » Maurras n'a jamais méconnu le rôle que jouent dans l'histoire des peuples ces « composés mystérieux, ces ferments vitaux, ces forces spirituelles qui fécondent et fructifient et que déterminent, dit-il, un peu de fureur et de rage, mêlé à beaucoup de générosité et à beaucoup d'amour ». C'est un des points où sa pensée et celle de Péguy se recoupent en profondeur.

Il y a enfin les sommets où se fait leur rencontre; et ce lieu de jonction supérieure, c'est l'espérance. Comment a-t-on pu le méconnaître? Parce que Maurras sait que tout désordre se termine par la destruction, que désordre et destruction sont une seule et même chose, on a cru qu'une sorte de désespoir avait inspiré son entreprise. Et c'est ainsi qu'à Maurras le tragique, le cœur ardent et l'esprit dur qui ose voir et prédire la mort de son peuple, on oppose Péguy chrétien, qui ne croit pas à la mort, qui croit à la vie et aux renaissances éternelles. Sans doute l'espérance de Maurras n'est-elle pas l'espérance de Péguy; c'est l'espérance d'un homme à qui l'étude des sociétés humaines a montré comment ces sociétés peuvent ne pas mourir — espérance toute terrestre, traduite en volonté tendue et en raison lucide, fortifiée des biens traditionnels, éternels, universels, qui s'incarnent dans la sagesse grecque, l'ordre romain, la révélation transcendante du christianisme, fondements moraux de notre civilisation. Mais il y a plus : car si les hommes meurent, si un vaste souffle emporte indifféremment les esprits, les cœurs et les corps, la vérité subsiste : « Spirituelle dans l'éternité », dit Maurras. Politique dans le temps — par tout ce long temps qui est donné à la suite des générations d'un pays.

Bien que complétée, surélevée dans l'ordre surnatur

Hegel

!!?

Domy

8

8

rel, l'espérance de Péguy, c'est aussi l'espérance terrestre, l'humain espoir, le « rêve inné de la fleur de nos sangs », dirait Maurras, la « croyance aux forces éternelles de la race française », dit Péguy, car si le péché de désespoir est pour lui le plus grand péché qui soit dans le monde, c'est que

...le surnaturel est lui-même charnel
Et l'arbre de la Grâce est raciné profond
Et plonge dans le sol et cherche jusqu'au fond,
Et l'arbre de la race est lui-même éternel.

De là que Péguy persiste, qu'il besogne nonobstant le désordre, comme un franc rejeton de paysannerie, accoutumé depuis des siècles à peiner, à souffrir, et malgré tout à voir le blé verdir. Maurras sait, lui aussi, que « tout ce qui fut renaît incessamment : O larmes, fleurs et fruits et graines de l'Espoir... » Sans doute est-ce encore pour l'esprit de Maurras un problème accablant que ce « problème du mal des choses au sein d'un univers dont les spectacles généraux paraissent attester certains partis-pris bienveillants ou même complaisants pour le pauvre peuple des hommes ». Dirai-je que c'est vers ces « spectacles généraux », vers ces partis-pris de la bienveillance, de la divine complaisance, que Maurras, en ces temps d'épreuves, a surtout porté son regard ? Chez lui, la « dialectique de l'amour » — celle qui passe outre aux résistances, aux réticences mêmes de l'esprit d'examen — tend de plus en plus à lui démontrer que « sans Dieu, le principe de l'examen peut tout exclure, mais ne peut fonder rien ». « Oui, dit-il, la dialectique de l'amour nous emporte et nous traîne par tous les cieux ; elle y cherche, elle y demande une éternité intellectuelle qui lui fasse revivre, comme le voulait Lamartine, « non plus grands, non plus beaux, mais pareils, mais les mêmes », ces jours pleins, ces instants parfaits où la fibre a tenu, où le bien a duré, où ce qui était fait pour s'unir ne subissait ni

HeGEL

Derrys
Switzg

amputation, ni rétraction, ni déchirement. » Et c'est pour introduire cette pensée suprême, la plus profonde qui lui soit jamais échappée : « Tandis, écrit Maurras dans cette sorte de testament intellectuel qu'est Sans la Muraille des Cyprès, tandis que ces pensées roulaient sur les parties hautes de mon esprit, il était impossible de ne pas reconnaître qu'elles me ramenaient dans les voies royales de l'antique espérance, au terme desquelles sourit la bienveillance et la bienfaisance d'un Dieu. » — Cette éternité intellectuelle — c'est la croyance de Maurras —, elle est fondée en Vérité. « Quand une idée est vraie, dit-il, et qu'elle a puisé dans la réalité certaine une raison d'être solide, comment ferait-elle pour ne pas aboutir ? Ses ennemis mêmes travaillent à sa réalisation. Et le diable aussi lui apporte sa pierre. Tout la sert, échecs, épreuves, assauts, ennemis victorieux, replis imposés, blessures graves ou sensibles. Pas un saut de l'heure ni un saut des années qui ne la fortifie ni ne la nourrisse, à la condition qu'elle garde sa volonté de correspondre aux nécessités de la vie. Quand cette fleur d'agave finit-elle par jaillir dans l'écorce dure ?... »

La réponse, Maurras nous la donne dans ce mythe de la Figue-Palme¹ qu'aux plus tristes de nos jours il a inscrit sur nos ruines. Quelle leçon ne tire-t-il pas d'avoir pu, dans son propre jardin de Martigues, récolter sans peine ces bons fruits, dont il désespérait et qu'il n'avait même pas pris soin de semer :

« Quand le ciel, et la terre, et la mer sont si noirs, dit-il, il n'est peut-être pas mauvais de savoir nous dire que, par-delà ou par-dessous ce feu, ce sang, ces cendres, subsiste et malgré tout circule l'élément fraternel et propice, comme une âme amie enfoncée aux entrailles de notre monde, qui nous est bienveillante et ne nous oublie pas ? Oh ! nous n'y pouvons rien. Ou si peu de chose. Les plus atroces barbaries

¹ Cf. *Inscriptions sur nos Ruines*.

tiennent le haut du ciel et l'empire supérieur. Toutefois les bontés circulent par en bas et des charités peuvent s'y faire jour. Leur sourire peut scintiller, quelque chose qui n'est que grâce (car tout est grâce, au fond) se fait jour en faveur du misérable peuple des hommes. Le fait qui s'est vu de tout temps doit se revoir du nôtre, et c'est peut-être pour cela que jamais nos Anciens n'ont perdu l'espérance. Ils s'appuyaient sur leur instinct, lui-même issu de notre terre, jailli de notre sang. Alors si eux, pourquoi pas nous? »

C'est que Maurras, comme Péguy, ne veut pas connaître la mort : « Ceux qui disent que ce qui est mort est mort ne sont pas sûrs de leur affaire, dit-il. Il semble bien que ce qui meurt ne meurt pas de mort naturelle et qu'il y eut toujours quelque recoin obscur réservé à l'espoir. » Ainsi, au soir de sa pensée, Maurras complète sa morale politique par une parabole où il ne craint pas de faire une place à la subconscience du monde, aux « réserves infinies et comme souterraines qui échappent au jour de la raison et de l'action » : c'est son Hymne à la Nuit. Jadis Maurras disait : « On peut ne pas mourir », et il en formulait les lois. Mais, au-delà de ces hautes vérités, Maurras sait aussi qu'il existe autre chose, et c'est la grâce. — 1171117

Novembre 1950-février 1951.

APPENDICE

UNE AUDIENCE DU CARDINAL PACELLI

En lisant la lettre d'août 44 que Maurras écrivit, en préface à la *Philosophie politique de saint Thomas*, de son jeune ami Lagon j'eus la belle surprise de retrouver sous sa plume quelques-uns des arguments que j'avais moi-même employés au cours de la longue audience que S. E. le cardinal Pacelli, secrétaire d'Etat au Saint-Siège, m'avait fait l'honneur de m'accorder en 1935, à la demande du Révérendissime Père Gillet, maître général des Frères prêcheurs. C'était peu de temps après le voyage que Son Eminence avait fait en France, comme légat de Sa Sainteté Pie XI. Le cardinal Pacelli par son caractère si parfaitement sacerdotal, me produisit une impression très vive; et comme je lui parlai de la charge qui était la sienne, il me dit : « J'en eusse choisi une autre, si la chose n'eût dépendu que de moi... J'eusse préféré les *missions*!... » Le cardinal m'avait reçu dans sa cellule du Vatican et m'avait fait asseoir à côté de lui, devant la petite table où il travaillait jour et nuit. Il savait que j'étais venu pour l'entretenir de Charles Maurras et de l'*Action française*. J'allais surtout lui parler de l'influence que Maurras avait exercée sur des générations successives.

— Il faut bien reconnaître, dis-je d'abord à Son Eminence, que dans ces milieux intellectuels, universitaires, d'où nous venions et où la division des esprits était extrême, c'est par la bande que le lien catholique a été rétabli dans le respect et dans l'honneur. Aux environs de 1890, un inspecteur général de l'Université terminait son rapport au ministre de l'Instruction publique par ces mots : « Le jour viendra bientôt où

la carte de la France catholique correspondra ponctuellement avec la carte de la France illettrée... » Non seulement, Eminence, on ne nous avait jamais parlé de saint Thomas à la Sorbonne, mais, pour les esprits cultivés de ce temps-là, *catholique* était synonyme d'ignorant.

— D'idiot, fit le cardinal Pacelli.

— Il a fallu vingt ans pour remonter la pente. Et comment, Eminence, cela s'est-il fait? La chose ne s'est pas opérée directement, je veux dire par la pensée catholique elle-même, si distinguée que fussent certains de ses représentants, un Ollé-Lapruné, par exemple, qui professait alors à l'Ecole Normale. Et je me suis souvent demandé si, au cas où quelque grand penseur catholique eût paru à une époque si ingrate, il eût pu de lui-même accomplir ce que des non-croyants allaient faire, s'il eût eu l'influence qu'ils ont eue!

— Non, il a fallu que des ponts fussent jetés pour vous permettre de rejoindre la voie royale de l'Eglise, me dit le cardinal.

— Ces ponts, Eminence, un Maurras, un Barrès, un Bergson les ont jetés... Etablie dans le « relatif », la génération de Maurras, de Barrès, était vouée, par ses principes, ou son absence de principes, à la destruction pure, à l'anarchie, à toutes les négations; mais, y répugnant d'instinct et comme de naissance, ils allaient chercher à sauver quand même, fût-ce au prix d'un illogisme théorique, ce que l'expérience, par ses résultats, leur montrait juste, bon, efficace, pour l'individu comme pour la société — et cela en dépit de leur incertitude sur la Cause première... (C'était le cas de beaucoup d'autres « esprits désintéressés, libres, loyaux qui voulaient le bien sans le connaître et qui exécraient le mal sans en discerner tous les cas, ni tous les facteurs »...) Ainsi, et malgré telles déficiences sur l'essentiel, ont-ils pu nous mettre en garde contre de trop grossières erreurs; ils nous ont enseigné ce que nos professeurs ne nous enseignaient pas, ils nous ont réappris les vénération nécessaires, les réalités bien-faisantes — Maurras en remettant l'intelligence à l'honneur, en luttant contre l'individualisme, qu'il s'appelât romantisme ou révolution, Barrès en faisant appel aux

puissances naturelles du sentiment et de l'âme... Ainsi protégés, défendus, contre des négations destructrices et contre certaines bassesses du cœur, les hommes de notre âge eurent ensuite le bonheur d'être délivrés du scientisme, du déterminisme, par la critique qu'en fit Bergson... Oui, c'est en partie grâce à Bergson que nous ne nous sentîmes plus *empêchés* par les *impossibilia* métaphysiques qui avaient arrêté les Barrès, les Maurras au seuil de leurs recherches, et que nous comprîmes aussi l'insuffisance du « compromis » où, sur le plan intellectuel, ils avaient dû établir leurs positions empiriques pour rallier des esprits d'origine philosophique si diverse... Nouveaux venus — c'était environ 1910 — nous pouvions aller plus avant que nos premiers maîtres dans l'ordre des principes premiers. Mais fallait-il oublier les services qu'ils nous avaient rendus, méconnaître ce que ces grands aînés avaient fait pour nous, ce qu'ils pouvaient encore faire pour d'autres et qui, d'expérience, s'était révélé si *bienfaisant*?

— Vous ne le *deviez* pas, me dit le cardinal.

— Quand nous en fûmes arrivés là, Eminence, quels bienfaits un Maurras ne rendit-il pas encore à beaucoup d'entre nous! Par lui, grâce à lui, il y eut des introductions, des initiations au thomisme, sans parler des préparations humaines à tant de conversions, de retours à la foi... Maurras n'a pas agi par *ce qui lui manque* — et qu'il a mis en évidence — mais par *ce qu'il a* et que certains catholiques n'avaient plus, ne fût-ce que par sa fidélité au génie constructeur, rectificateur, de saint Thomas, car sa pensée en a gardé un pli ineffaçable... Pour ma part, Eminence, et si mon propre témoignage est ici de quelque valeur, je ne saurais oublier l'utilité du conseil que je reçus de Charles Maurras quand, l'esprit plein des confusions modernistes, je trébuchais encore dans les voies qui devaient me découvrir la pure doctrine catholique... C'est à Maurras que je dois d'avoir vu davantage et mieux les dangers des méthodes d'immanence d'un Le Roy, d'un Laberthonnière, d'avoir discerné l'insuffisance du bergsonisme dans l'ordre religieux et dogmatique, d'avoir connu et rejoint l'enseignement de saint

rebut
à
HEGEL

*De my S
Jewels*

(Thomas) que notre ami Jacques (Maritain) allait promouvoir, d'avoir compris que la philosophie de l'Eglise était essentiellement intellectualiste... Voilà, Eminence, nos filiations... Il nous restait ensuite à consolider ce que nous avions retrouvé de la sorte, de façon assez aventureuse sans doute... Mais cette aventure, c'est la nôtre et celle de nos générations. Le catholicisme, je crois, n'y a rien perdu...

Hegel

* * *

2 — Bien qu'il ne fût pas alors à la Secrétairerie d'Etat, le cardinal Pacelli n'ignorait point que, dès 1929, Sa Sainteté (Pie XI) avait fait demander au Carmel de Lisieux, par l'intermédiaire du cardinal Gasparri, que des prières instantes fussent adressées « chaque jour, d'un seul cœur et d'une seule âme » à sainte Thérèse, pour que, par son intercession, vînt à cesser « la grande pitié » que créait, pour l'Eglise de France, la question de l'Action française¹.

Non seulement des prières, mais des vies de souffrances et de mortifications s'offrirent à Dieu pour répondre à la demande du pape. En 1935, la Mère Agnès, prieure du Carmel, fit part à Sa Sainteté Pie XI de la mort d'une jeune religieuse, dont la famille connaissait Charles Maurras. Cette religieuse avait offert toutes les souffrances de sa vie pour la pacification des esprits. Le pape adressa, en 1936, à Mère Agnès une lettre très émue dans laquelle il parlait de ses propres infirmités et de l'offrande qu'il en faisait, lui aussi, pour la paix des âmes et du monde.

3 — En 1937, sur le conseil et la prière du Carmel de Lisieux, (Maurras) prisonnier à la Santé, avait écrit au pape pour lui exprimer l'émotion que lui causait sa maladie et les vœux qu'il formait pour sa guérison. C'est alors que Sa Sainteté (Pie XI) lui fit la faveur insigne de lui envoyer cette lettre autographe que nous avons citée plus bas (p. 95) : elle se terminait par ces lignes : « C'est avec une intention toute particulière que je vous envoie aussi une grande bénédiction en ce jour anni-

¹ Annales de Sainte-Thérèse de Lisieux, août-septembre 1939.

versaire de mon déjà éloignée élection, quand la bénédiction du vieux Père commun est de partout et de tous les fils de la grande famille plus désirée et plus invoquée¹. » 77

Emu par les sentiments du Saint Père et des religieuses du Carmel, Maurras avait, trois mois plus tard, écrit au pape, à l'occasion de son rétablissement. Cette lettre, que nous avons reproduite (pp. 99-103), ne laissa pas de toucher Pie XI par la loyauté et le désintéressement personnel dont elle témoignait.

Dès sa sortie de prison, Maurras s'était rendu à Lisieux en pèlerinage, le 13 juillet 1937. Ce pèlerinage, il le refit à nouveau, le 13 juillet 1938 et le 13 juillet 1939. Pourquoi le 13 juillet? C'était la date anniversaire de la mort de sœur Marie-Thérèse du Saint-Sacrement, « la petite victime dont l'offrande fut mystérieusement agréée et consommée le 13 juillet 1935 ».

Lors de son second pèlerinage au Carmel, le 13 juillet 1938, Maurras avait envoyé à Sa Sainteté Pie XI le télégramme suivant : « Le pèlerin de Lisieux connu de Votre Sainteté La remercie de sa spéciale bénédiction fidèlement transmise, et, agenouillé près Châsse Sainte Thérèse, ose adresser hommage profond respect et confiance. » Pie XI avait su à l'avance la date de ce pèlerinage que sa prière suivait de loin. Le 15 juillet, le cardinal Pacelli, secrétaire d'Etat, adressa ce télégramme à la Révérende Mère Supérieure du Carmel de Lisieux : « Sa Sainteté agréant vivement hommage pèlerin lui envoie ainsi qu'à vous-même Bénédiction paternelle. » Dès avant la levée de l'interdit, un certain rapprochement moral avait donc été esquissé sous le pontificat de Pie XI. C'est dans cette atmosphère qu'après des excuses pour les polémiques violentes et les injustices commises, Pie XII, l'année suivante, put prendre les mesures qui autorisaient la lecture de l'Action française, l'appartenance au mouvement politique, en daignant accepter le désaveu que Maurras exprimait lui-même au sujet de certains écrits de sa jeunesse.

¹ C'est au moment où nous donnions les derniers bons à tirer de ce livre que nous avons pu relire le texte même de la lettre de Pie XI. Ainsi avons-nous vérifié les termes de la phrase du pape que nous avons produite de mémoire (page 95).

Le 13 juillet 1939, Maurras qu'accompagnait Robert de Boisfleury avait envoyé de Lisieux à Sa Sainteté Pie XII ce message : « Les deux pèlerins du 13 juillet connus de Votre Sainteté, agenouillés près Châsse Sainte Thérèse, adressent hommage respectueux de vénération et humble espérance. » Le jour même, le nouveau pape faisait adresser ce télégramme à la Prieure du Carmel : « Sa Sainteté bénit paternellement les deux pèlerins priant chère sainte Lisieux combler leurs bonnes espérances. » Le 10 juillet, la Congrégation du Saint-Office avait déjà émis secrètement le décret de la levée de l'Index que l'*Osservatore Romano* devait rendre public dans son numéro du 16 juillet 1939.

Quelques semaines plus tard, le 18 août 1939, Mère Agnès, Prieure du Carmel, recevait de Sa Sainteté Pie XII la lettre que voici et qui nous fut communiquée à l'époque par un de nos amis :

« Les lettres et les articles que par l'intermédiaire de ta charité Nos fils Charles Maurras, Robert de Boisfleury et Havard de la Montagne viennent de Nous faire parvenir pour déposer dans Notre cœur paternel les sentiments débordants de leur âme émue Nous remplissent Nous-même de la plus vive reconnaissance envers le Père céleste. Et il Nous est bien doux de faire Nôtre, non seulement la reconnaissance de ces chers fils retrouvés, mais leurs espérances aussi touchant cet immense bienfait de la paix qui trouve dans la réconciliation et l'union des esprits un si puissant allié.

« Nous confions donc à ta sollicitude filiale le soin de te faire l'interprète de Nos sentiments auprès de ces hommes dont les talents Nous sont encore une si belle promesse pour la cause de Jésus-Christ. Et c'est aussi à travers ta charité que Nous leur envoyons de tout cœur, ainsi que Nous l'envoyons à toutes les Religieuses du cher monastère de Lisieux, la Bénédiction Apostolique.

« Donné à Castel Gandolfo, le 18 du mois d'août 1939.

« Pius P. P. XII. »

La médiation de sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus avait été exaucée.

*
*
*

L'année suivante, croyant alors « devoir mettre de côté » un « certain souci de discrétion » qui l'avait d'abord « retenu », Son Eminence le cardinal Villeneuve, archevêque de Québec, écrivait à Charles Maurras, le 6 avril 1940, une lettre où il lui disait au sujet de la question de l'Action française, dont il s'était « occupé le plus discrètement possible, mais (pensait-il) avec une certaine efficacité » :

④ — « Vous avez bien voulu m'exprimer, en des termes qui m'ont ému, votre confiance à cet égard, et vraiment j'ai mal fait de rester ensuite silencieux. C'est qu'il me paraissait que le silence pouvait être, en certains milieux, une force et un moyen de pénétration favorable à la grande cause française autour de laquelle on cherchait à soulever à ce moment tous les préjugés et des nuages de poussière...

« Enfin, l'Eglise, mère toujours prudente, mais encore plus aimante que prudente, s'est prononcée, et elle a rendu par sa parole un bien grand service aux âmes, et aussi, je pense, à l'unité française. Qu'il me soit permis, Monsieur, de vous exprimer combien votre profonde délicatesse, en ces circonstances singulièrement épineuses, — que les esprits peu réfléchis n'ont guère soupçonnées, — nous a rempli, moi-même et vos amis du Canada, d'admiration et de sympathie. »

Et le cardinal Villeneuve ajoutait à l'endroit de Charles Maurras :

« Et puis, il y a eu et il continue d'y avoir le problème de votre venue à l'Eglise. Je vous en parle ici avec une candide audace, et je puis dire, fortifié peut-être par mon silence antérieur. Car vraiment j'ai trouvé que plusieurs mélaient les choses, et eussent fait de votre intimité un cas d'observation en plein soleil. Cher Monsieur, je prends la liberté de vous dire que nous prions beaucoup pour vous, que nous avons bien l'espérance que sainte Thérèse vous servira d'étoile, mais que nous laissons au divin Moteur des âmes d'agir Lui-même en vous par Ses touches toutes supérieures.

« Est-ce là une façon recevable, Monsieur, de vous exprimer les sentiments de considération et, j'oserai dire, d'affectueux attachement, avec lesquels je crois pouvoir me dire votre très dévoué et respectueux, »

J. M. Rodrigue card. VILLENEUVE O. M. I.
Archevêque de Québec. »

TABLE DES NOMS CITÉS

- ABETZ (Otto) II : 158, 159, 217, 218, 219, 220, 221.
 ADAM (Paul) I : 257.
 AGATHON I : 65-69.
 AGNÈS (Mère) II : 246, 247, 248.
 ALAIN (Emile Chartier) I : 124, 125, 182, 183; II : 177.
 ALAIN-FOURNIER I : 128, 134, 135; II : 81.
 ALARIC I : 39.
 ALMEREYDA I : 181; II : 137.
 ALPHONSE XIII II : 22.
 AMOURETTI (Frédéric) I : 55, 56, 57, 60, 63.
 ANDRIEU (Cardinal) I : 171, 172 n., 194, 195 n.
 ANNUNZIO (Gabriel d') I : 272.
 ARAGON (Louis) I : 140, 255.
 ARISTOPHANE I : 105.
 ARISTOTE I : 23, 24, 25, 39, 76; II : 190.
 ARLAND (Marcel) II : 59.
 ARNAULD (Michel) I : 128.
 ARTAUD (Antonin) I : 140.
 AUBIGNÉ (Agrippa d') II : 46.
 AUDE (P.) I : 104.
 BAINVILLE (Jacques) I : 11, 12, 35, 58, 146, 149 à 155, 158, 159, 257; II : 9, 10, 11, 14, 20, 21, 22, 23, 25, 34, 35, 36, 37, 47, 62, 76, 83, 84, 85, 86, 87, 146, 187, 216.
 BAJOT II : 49.
 BALDWIN II : 36.
 BALZAC (Honoré de) I : 37, 257; II : 60.
 BARBEY D'AUREVILLY I : 112, 257.
 BARBIER (Abbé) I : 106.
 BARBIER (Auguste) II : 161.
 BARBUSSE (Henri) I : 144; II : 59, 65.
 BARDECHE (Maurice) II : 82.
 BARRÈS (Maurice) I : 22, 25, 29, 46 à 111, 115, 121, 129, 137, 140, 141, 144, 155, 255, 257, 258, 263, 265, 268, 271, 272, 274, 276, 281; II : 13, 14, 23, 27, 34, 35, 43, 44, 45, 49, 54, 63, 80, 81, 190, 191, 196, 212, 244, 245.
 BARRÈS (M^{me}.) I : 92.
 BAUDELAIRE (Charles) I : 72, 255; II : 56, 59, 60, 61, 72.
 BAUDOUIN (Paul) II : 126, 129.
 BAUDRILLART (Mgr) I : 212.
 BAYLE (Pierre) I : 22.
 BEAUSSART (Mgr) II : 84.
 BÉGUIN (Albert) I : 179 n.
 BELLAIGUE (Camille) I : 25.
 BENDA (Julien) I : 207, 208; II : 69, 91, 190, 201.
 BENJAMIN (René) II : 24, 25, 28, 64.
 BENOIST (Charles) I : 206 n.
 BÉRAUD (Henri) I : 136.
 BERGSON (Henri) I : 23, 115, 168, 169, 207, 212, 276; II : 57, 186 à 190, 244, 245.
 BERKELEY I : 19.
 BERL (Emmanuel) II : 69.
 BERNARD (saint) II : 97.
 BERNANOS (Georges) I : 111, 113, 174, 178 à 249, 250, 266, 273; II : 49, 79, 109.
 BERNSTEIN (Henri) I : 76.
 BERTON (Germaine) I : 264.
 BIDAUT (Georges) I : 235; II : 108, 233.
 BIETRY I : 180.
 BILLOT (Cardinal) I : 209.
 BISMARCK II : 165, 230.
 BLANC DE SAINT-BONNET I : 205.
 BLONDEL (Maurice) I : 23, 167, 169; II : 173.
 BLOY (Léon) I : 162, 163, 168, 187.
 BLUM (Léon) II : 30, 84, 85, 107.
 BOILEAU II : 84.
 BOIS (Élie-Joseph) II : 125, 126.
 BOISFLEURY (Robert de) II : 17, 98; 247, 248.
 DONALD (Vicomte de) I : 206, 257.
 BONAPARTE (Napoléon) I : 58, 59; II : 31, 32, 107.
 BONAVENTURE (Saint) I : 156.
 BONNARD (Abel) II : 63, 64.
 BORDEAUX (Henry) II : 107, 108, 114.
 BORNE (Etienne) II : 116.
 BOSSUET I : 19, 23, 102, 121, 123.
 BOUGLÉ (Célestin) II : 198, 199.
 BOULENGER (Jacques) I : 201.
 BOURBON-PARME (Sixte de) II : 22.

- BOURGET (Paul) I : II, 37, 60, 155, 256; II : 14, 28, 29, 200.
 BOUTEILLER (Guy de) I : 180.
 BOUTHILLIER (Yves) II : 155.
 BRASILLACH (Robert) I : 271; II : 27, 66, 67, 71, 73, 74, 77, 78 à 83, 116, 117, 118 à 122, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 203.
 BREMOND (Henri) I : 23, 93, 97 à 115; II : 69.
 BRETON (André) I : 140, 255.
 BRIAND (Aristide) I : 104 : II : 43, 45, 233.
 BRINON (Fernand de) II : 206, 208, 222, 223.
 BRUCKBERGER (R. P.) I : 177 n.
 BURDEAU II : 40.
 BYRON (Lord) I : 271.

 CAILLAVET (M^{me} de) I : 32, 36.
 CARPEAUX I : 26; II : 33.
 CARTERON (L.) I : 173.
 CASTELNAU (Général de) I : 192.
 CATTANI I : 208.
 CAULAINCOURT II : 31.
 CHAMBERLAIN II : 123.
 CHAMSON (André) II : 114.
 CHARLEMAGNE I : 13.
 CHARLES I^{er} d'AUTRICHE II : 22.
 CHARLES X I : 38.
 CHATEAUBRIAND I : 26, 104, 255; II : 107.
 CHESTERTON (G. K.) I : 98.
 CHIAPPE (Jean) II : 52.
 CHURCHILL (Winston) II : 160.
 CIANO (Comte) II : 126.
 CLAIR (René) I : 260.
 CLAUDEL (Paul) I : 70, 129, 138, 139, 144, 188, 203, 204, 218, 258, 276; II : 70.
 CLEMENCEAU (Georges) I : 220, 254.
 CLÉRISSAC (R. P.) I : 158, 160, 161, 162, 163, 164, 166, 167, 168, 169, 191.
 CLERMONT (Emile) I : 34.
 CLODION II : 33.
 CLOUARD (Henri) I : 38, 74, 105, 130, 204, 253, 275.
 COCTEAU (Jean) I : 176, 208, 212; II : 71, 150.
 CODREANU II : 118.
 COLLEVILLE (Maxence de) I : n. 179, 180, 182, 226.
 COLLEVILLE (Guy de) I : 186, 226.
 COLRAT (Maurice) I : 67, 69.
 COMBES (Emile) I : 38.
 COMTE (Auguste) I : 23, 24, 76, 124, 269.
 COPEAU (Jacques) I : 127, 128.
 CORAP (Général) II : 138.
 CORNILLEAU (R.) I : 192.
 CORPECHOT (Lucien) II : 64.
 CORTE (Marcel de) II : 172, 180.

 COTY (François) I : 190, 219, 225.
 COURBET (Gustave) II : 32, 33, 37, 56.
 CRÉMIEUX (Benjamin) II : 70.
 CREVEL (René) I : 140, 260.

 DABIT (Edouard) II : 75.
 DALADIER (Edouard) II : 122, 125, 126.
 DANTE I : 18; II : 33.
 DARD (Michel) I : 229.
 DAUDET (Alphonse) II : 50.
 DAUDET (Léon) I : 63, 105, 110, 112, 131, 146, 155, 184, 185, 207, 255, 264; II : 9, 10, 11, 21, 32, 33, 34, 36, 27, 38 à 64, 86, 200, 202, 203.
 DAUDET (M^{me} Léon) II : 62.
 DAUDET (Lucien) II : 62.
 DAUDET (Philippe) I : 281; II : 48 à 52.
 DÉAT (Marcel) II : 156, 157, 159, 160, 217.
 DEGAS II : 37.
 DEGRELLE II : 117.
 DELTEIL (Joseph) II : 71.
 DEMANGE (Charles) I : 88.
 DEROUËDE (Paul) I : 121; II : 196.
 DESCARTES (René) I : 115, 125; II : 178.
 DESCOQS (R. P.) I : 160.
 DESNOS (Robert) I : 140.
 DIDEROT II : 60.
 DOLLFUS (Chancelier) II : 118.
 DONCEUR (R. P.) I : 192.
 DORIOT (Jacques) I : 140; II : 116, 159, 217.
 DOUMIC (René) II : 106, 107.
 DREYFUS (A.) I : 105, 131; II : 35, 196.
 DRIEU LA ROCHELLE (Pierre) I : 142, 251-261, 264, 265, 273, 274, 275; II : 71, n. 152.
 DROMARD (Commandant) II : 203, 204, 205.
 DRUMONT (Edouard) I : 106, 178, 181, 194, 241, 248, 254; II : 46.
 DU BOS (Charles) II : 59, 66, 67.
 DUCHESNE (Monseigneur) I : 23.
 DUFF-COOPER II : 124.
 DUHAMEL (Georges) I : 277.
 DUPOUEY (Pierre) I : 130.
 DÜRER (Albert) II : 53.

 EICKSTEIN (Baron d') I : 27.
 ELUARD (Paul) I : 140.
 EMMERICH (Catherine) I : 229, 230.
 ESCHYLE II : 49.

 FABRE (Ferdinand) I : 112.
 FALLIÈRES II : 46.
 FAVRE (Geneviève) I : 165.
 FAVRE (Jules) I : 165.
 FÉNELON I : 103.
 FERRER (Francesco) II : 225.
 FICHTE I : 102, 121; II : 214.
 FIDAO I : 103.
 FLAUBERT (Gustave) II : 33.

FRANCE (Anatole) I : 32, 35-45, 69, 115,
187, 200, 201, 202, 257, 258.
FRANCHET D'ESPEREY (Maréchal) II :
84.
FRANCK (Henri) I : 181; II : 81.
FRANCK (Docteur) II : 128.
FRANCO (Général) II : 109, 110

GABOLDE (Jean) I : 76.
GAMBETTA II : 165.
GARIBALDI I : 202.
GARRIGOU-LAGRANGE (R. P.) I : 83,
84, 177, 193 n., 222.
GASPARRI (Cardinal) II : 246.
GAUDY (Georges) II : 31.
GAULLE (Général de) I : 234, 236; II :
138 à 140, 209, 210.
GAUTIER (Théophile) I : 72.
GAXOTTE (Pierre) II : 233.
GAY (Francisque) I : 212.
GEORGE V II : 36.
GHÉON (Henri) I : 127, 130, 232.
GIDE (André) I : 124, 128, 129, 130,
131, 134, 135, 204, 274, 275, 276;
II : 54 à 67, 81, 114, 152.
GILBERT (Pierre) I : 75.
GILLET (R. P.) I : 193; II : 245.
GILLOUIN (René) II : 158.
GIRAUD (Victor) I : 105.
GIRAUDOUX (Jean) I : 101; II : 82.
GNEISENAU II : 214.
GÖEBBELS II : 214.
GÖTTE I : 125; II : 121.
GOYA II : 53.
GOYAU (Georges) I : 229; II : 84.
GRANDMAISON (R. P. Léonce de) I :
206.
GREEN (Julien) II : 75.
GRIMM (Professeur) II : 146.
GSELL (Paul) II : 33.
GUÉHENNO (Jean) II : 67, 69.
GUIRAUD (Jean I) : 212.
GUITRY (Lucien) II : 29.

HALÉVY (Daniel) I : 280; II : 193, 198,
199.
HALIFAX (Lord) II : 125, 126.
HARTMANN II : 37.
HAVARD DE LA MONTAGNE II : 52, 248.
HÉBRARD (Adrien) II : 34.
HEGEL I : 121; II : 236. 185
HELLO (Ernest) I : 205.
HENRI IV I : 149; II : 104.
HERDER II : 37.
HERMANT (Abel) I : 41, 42.
HERRIOT (Edouard) II : 37.
HITLER II : 82, 111, 117, 118 à 122, 123,
124, 135, 158, 213, 214, 233.
HOMÈRE II : 175.
HUGO (Victor) II : 53.
HUME I : 19.
HUNTZIGER (Général) II : 134, 137, 138,
139, 140, 143, 146, 148.

JAMES (William) I : 167.
JAMMES (Francis) I : 129.
JANVIER (R. P.) I : 110, 167.
JARDEL (J.) II : 208, 221.
JAURÈS (Jean) I : 257; II : 23, 196,
197 à 199.
JEAN DE LA CROIX (Saint) II : 171.
JEANNE D'ARC I : 76, 169; II : 238.
JEAN-PAUL II : 41.
JOHANNET (René) I : 185.
JONNART (Célestin) I : 40.
JUDET (Ernest) I : 110.

KANT (Emmanuel) I : 18, 19.
KAYSERLING II : 121.
KEMP (Robert) I : 153.
KRUGG VON NIDA II : 208.

LABERTHONNIÈRE (R. P.) I : 160, 169;
II : 247.

LABOURDETTE (R. P.) I : 177 n.
LACAILLE (Général) II : 138.
LACOUR (Lucien) I : 180.
LACRETELLE (Jacques de) I : 260.
LAFARGE (M^{me}) II : 202.
LAFOND I : 183.

LACOR J. L. (Jean Arfel) I : 188, 198; 187
II : 183, 184, 185, 186, 243.

LAGRANGE (Henri) I : 180; II : 90.
LAGRANGE (R. P.) I : 22.
LALLEMENT (Abbé) I : 198.
LAMARTINE II : 240.
LAMENNAIS I : 106.

LA ROCQUE (colonel de) II : 116.
LARRIEU (Docteur) II : 203, 204.
LASSERRE (Pierre) I : 66, 155, 201, 255.
LAVAL (Pierre) I : 240; II : 96, 157,
161, 169, 170, 203, 206, 207, 208,
210, 211, 218, 220, 221, 223.

LEFÈVRE (Frédéric) I : 201.
LE FLAOUTTER II : 49.
LE FLOCH (R. P.) I : 209.
LÉGER (Alexis) II : 125.
LE GOFF (Marcel) I : 41.

LEIRIS (Michel) I : 140.
LEMAITRE (Jules) I : 11, 104; II : 34 à 36.
LÉNINE II : 67, 117.

LÉON XIII I : 23.
LE ROY (Edouard) II : 247.
LONGNON (Henri) II : 29, 30.
LONGNON (Jean) I : 71; II : 27.
LOTTE (Joseph) I : 111; II : 192.
LOUIS (Saint) II : 112.
LOYNES (M^{me} de) II : 34.
LYAUTEY (Maréchal) II : 21, 22, 34, 35.

MAC DONALD II : 36.
MAGLIONE (Cardinal) II : 248.
MAISTRE (Joseph de) I : 206, 257.
MALEBRANCHE I : 26.
MALHERBE II : 36.
MALIBRAN (Ernest de) I : 179, 180, 182.
MALIBRAN (Charles de) I : 186.

- MALRAUX (André) I : 268 à 273; II : 114, 117.
 MANET (Edouard) II : 56.
 MANOUVRIEZ (Abel) II : 13.
 MARCEL (Gabriel) II : 172.
 MARITAIN (Jacques) I : 146, 147, 155 à 177, 187, 188, 193, 194, 198, 200, 206, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 235, 260; II : 49, 67, 69, 75, 79, 100, 114, 170, 173, 248.
 MARIE-THÉRÈSE DU SAINT-SACREMENT (Sœur) II : 247.
 MARITAIN (Raïssa) I : 157, 158, 159, 160, 170, 171, 194.
 MARTIN DU GARD (Maurice) I : 201, 219, 251, 252, 254.
 MARX (Karl) I : 41, 257; II : 67, 234.
 MAURIAC (François) I : 69, 137, 142, 143, 260, 276; II : 67, 109.
 MAXENCE (Jean) II : 81, 88.
 MÉNARD (Louis) I : 36.
 MÉNÉREL (D^r) II : 205, 206, 221.
 MÉRIC (Victor) I : 181.
 MERLE (Eugène) I : 181.
 MEYER (Arthur) I : 58.
 MICHEL-ANGE I : 95.
 MICHELET (Jules) I : 104; II : 234.
 MILLERAND (Alexandre) I : 145.
 MISTRAL (Frédéric) I : 104; II : 41, 175.
 MOLIÈRE I : 23.
 MONTAIGNE I : 19, 26, 125; II : 41.
 MONTESQUIEU I : 150.
 MONTESQUIOU (Léon de) I : 145; II : 14.
 MONTHERLANT (Henry de) I : 261-268, 273, 275.
 MORAND (Paul) I : 260; II : 76.
 MORÉAS (Jean) I : 130; II : 14, 19.
 MOREAU (Lucien) II : 14, 17, 32, 61.
 MORÈS (Marquis de) I : 181.
 MOUNIER (Emmanuel) I : 123; II : 110, 112, 113, 201.
 MOZART I : 95.
 MUN (Albert de) II : 23.
 MURAT (Comtesse Joachim) II : 63.
 MUSSOLINI II : 123, 124, 127, 128.
 NAVAILLES (Comte de) II : 205.
 NEGRIN II : 109.
 NEUMANN (Thérèse) II : 75.
 NICOLAS (R. P.) I : 177 n.
 NIETZSCHE (Frédéric) I : 253, 257, 260; II : 62, 117, 121, 171.
 NOAILLES (Anna de) II : 81.
 NOLHAC (Pierre de) I : 40.
 NOSTRADAMUS II : 40.
 PACELLI (Cardinal) II : 245-248.
 PAMPILLE (M^{me} Léon Daudet) II : 36.
 PARIS (Gaston) II : 114.
 PASCAL (Blaise) I : 18, 19, 20-23, 26, 90, 100, 101, 108, 125, 242, 253, 255; II : 41.
 PASIONARIA II : 110.
 PAULHAN (Jean) II : n. 133.
 PÉGUY (Charles) I : 70, 111, 115, 126, 128, 144, 165, 204, 214, 219, 220, 235, 242, 257, 265, 276, 280; II : 70, 81, 152, 190-201, 206, 234 à 240.
 PÉTAÏN (Maréchal) I : 240, 243, 244; II : 84, 109, 139, 140, 141, 142, 143, 148, 149, 153, 154, 156, 158, 160, 170, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 218, 219, 220, 221, 222, 223.
 PEILLAUBE (R. P.) I : 209.
 PELLISSON II : 86.
 PENON (Mgr) I : 17, 19, 39, 84, 102; II : 100.
 PÉRET (Benjamin) I : 140.
 PEZERIL (Abbé) I : 238, 239, 240.
 PHILIPPE (Charles-Louis) I : 134.
 PICQUART (Colonel) I : 105.
 PIE XI I : 25, 85, 103, 104, 106, 160, 161; II : 95-106, 109, 246, 247.
 PIE XII I : 171, 192; II : 106, 149, 247, 248.
 PIERREFEU (Jean de) I : 110.
 PLOU I : 180.
 PIOVENE (Guido) I : 228.
 PLATEAU (Marius) I : 264, 265, 281.
 PLATON II : 87.
 POË (Edgar) II : 62.
 POINCARÉ (Raymond) I : 67, 181; II : 158.
 PRÉVOST (Jean) I : 123, 124.
 PROUDHON I : 257.
 PROUST (Marcel) I : 204, 276; II : 54, 55, 69.
 PSICHARI (Ernest) I : 24, 25, 34, 146, 162, 165; II : 206.
 PSICHARI (Henriette) I : 27, 28.
 PSICHARI (Jean) I : 34.
 PSICHARI (Michel) I : 34.
 PUJO (Maurice) I : 76; II : 13, 29, 158, 205, 208, 209, 210.
 RABELAIS II : 41, 60.
 RABIER (Elie) I : 18.
 RABUSE (Georg) II : n. 166.
 RACHILDE I : 141.
 RACINE (Jean) I : 30, 37, 95, 255; II : 62.
 RADIGUET (Raymond) I : 260.
 RAMBAUD (Henri) I : 255.
 RASPAIL I : 202.
 REAL DEL SARTE (Maxime) I : 180.
 REMBRANDT II : 53.
 RENAN (Ary) I : 28.
 RENAN (Ernest) I : 23, 25-35, 40, 69, 121, 123, 151, 152, 201, 207; II : 28.
 RENAN (Henriette) I : 27, 28, 29.
 RENTHE-FINCK II : 222.
 REYNAUD (Paul) II : 124, 138, 139.
 RIBBENTROP II : 218, 219, 221, 222.
 RIBEMONT-DESSAIGNES (Georges) I : 140.
 RIGAUD (Jacques) I : 260.
 RIMBAUD (Arthur) I : 114, 255, 259; II : 60, 61.

- RIQUET (R. P.) I : 174.
 RIVIÈRE (Jacques) I : 129, 131, 132, 133, 134, 275.
 ROCHAT II : 220.
 RODIN (Auguste) II : 33, 34, 56.
 ROEHM II : 120, 121.
 ROLLAND (Romain) I : 144; II : 200.
 ROMIER (Lucien) II : 124, 206, 219, 221, 223.
 ROMOFF (Serge) I : 141.
 RONSARD (Pierre de) II : 19, 185.
 ROUART (Louis) I : 101.
 ROUSSEAU (Jean-Jacques) I : 38, 203; II : 61.
 ROUX (Marie de) I : 155.
 ROY (Henri) II : 192.
 RUSINOL (Santiago) I : 112.
 RUXTON (Geneviève) I : 26, 28, 31.
 SABRAN (de) I : 181.
 SACHS (Maurice) I : 208.
 SAINTE-BEUVE I : 30, 33, 34, 104, 105.
 SAINT-POL-ROUX I : 140.
 SANGNIER (Marc) I : 192; II : 45.
 SARTRE (Jean-Paul) I : 35; II : 153.
 SCHARNHORST II : 215.
 SCHLEIER II : 207.
 SCHLUMBERGER (Jean) I : 128; II : 153.
 SCHOPENHAUER I : 18; II : 37, 40.
 SCHUMANN (R.) II : 233.
 SHAKESPEARE II : 41.
 SIMON (Richard) I : 22, 23.
 SOPHOCLE II : 49.
 SORDET (Dominique) II : 145, 217.
 SOREL (Georges) I : 257; II : 90.
 SOUDAY (Paul) II : 25.
 SOUPAULT (Philippe) I : 140.
 SPECKLIN (D^r) II : 171.
 SPENCER (Herbert) II : 189.
 SPINOZA I : 22, 23; II : 18, 40.
 STALINE II : 123.
 STEIN II : 214.
 STENDHAL I : 187, 255.
 STRAUSS I : 23.
 STROWSKI (Fortunat) I : 22.
 STULPFNAGEL (Général von) II : 148.
 SULLY-PRUDHOMME I : 77.
 SYLLA II : 47, 48.
 TAINE (Hippolyte) II : 28.
 TALON (Denys) I : 20, 47, 49, 50.
 TAUXIER (Octave) I : 11, 12.
 TELLIER (Jules) I : 38; II : 36.
 THALAMAS I : 66, 181.
 THARAUD (Jérôme) II : 150.
 THÉRÈSE DE L'ENFANT JÉSUS (Sainte) II : 96, 204, 246 à 249.
 THIBAUDET (Albert) I : 131; II : 83, 84.
 THIBON (Gustave) I : 247; II : 170-182, 183, 185, 195.
 THIERRY-MAULNIER (Jacques Tala-grand) II : 70, 73, 74, 81, 82, 88-94, 148, 169.
 THIERSCH (A.) II : 159.
 THOMAS D'AQUIN (Saint) I : 18, 23, 24, 25, 39, 161, 168, 173, 175, 176, 177, 198; II : 173, 183, 189, 245, 246.
 THOREZ (Maurice) I : 140.
 TOLSTOÏ II : 36.
 TONQUEDEC (J. de) I : 26.
 TOULET (P. J.) I : 204.
 TRACOU (Jean) II : 218.
 TROGAN (Edouard) I : 98, 99.
 TYRRELL (George) I : 103.
 TZARA (Tristan) I : 141.
 UNGARETTI (Giuseppe) I : 141.
 VAILLANT-COUTURIER (Paul) II : 114.
 VALÉRY (Paul) I : 35; II : 57, 75.
 VALLERY-RADOT (Robert) I : 94, 232.
 VALOIS (Georges) I : 155, 219; II : 90.
 VAN GOGH II : 202.
 VARILLON (Pierre) I : 255.
 VAUGEOIS (Henri) I 63, 145; II : 14.
 VAURY (Georges) I : 179 n.
 VERLAINE (Paul) II : 36.
 VEUILLLOT (Louis) I : 106; II : 36, 46.
 VILLARD (Pierre) I : 146, 147, 148, 149, 150.
 VILLENEUVE (Cardinal de) II : 249.
 VIRGILE II : 79.
 VITRAC (Roger) I : 140.
 VOLTAIRE I : 22, 23; II : 17, 60.
 WARWICK II : 21, 22.
 WEIL (Simone) I : 246, 247, 248, 249; II : 92.
 WEYGAND (Général) II : 139, 140, 142, 143, 144, 146, 148, 157.
 WILDE (Oscar) II : 60, 61.
 WYZEWA (Téodor de) I : 101, 102.
 ZOLA (Emile) I : 41.

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 25 SEPTEMBRE 1951
PAR L'IMPRIMERIE FLOCH
A MAYENNE (FRANCE)

DÉPOT LÉGAL : 3^e TRIMESTRE 1951

(2268)

SOMMAIRE

TOME I

En manière d'Exergue.

- I. — Les sources de Charles Maurras. — Le « funeste Pascal ». — Aristote et Comte. — Renan l'enchanteur. — Anatole France. — La rencontre de Barrès. — *Sous l'œil des Barbares*. — Au temps de la *Cocarde*. — Barrès et la monarchie. — Nos premiers colloques avec Maurras. — De Barrès à Maurras. — Premières objections. — Les héros et les saints. — Maurras et la foi : le problème du mal. — L'évolution religieuse de Barrès. — La querelle de l'*Oronte*. — Les attaques de l'abbé Bremond. — Bremond et Maurras. — La cabale des dévôts. — « Service commandé? ».
- II. — Maurras et la jeunesse. — Maurras professeur. — D'Alain à Maurras. — Du côté de la N. R. F. — André Gide et l'*Action française*. — Jacques Rivière et la « démobilisation de l'intelligence ». — Le « nouveau mal du siècle ». — De vieux Dadas. — François Mauriac et la « génération sans maîtres ». — Naissance de la *Revue Universelle*. — Jacques Bainville et nous. — Ce que fut notre apport et celui de Jacques Maritain. — Le grand orage de 1926. — Maritain et la monarchie. — Le Père Clérissac et l'*Action française*. — Maritain et Maurras. — « Par obéis-

sance ». — « Une nouvelle invasion moderniste ». — Georges Bernanos. — Le « camelot du roi ». — *L'Action française et le Vatican*. — Maurras et Bernanos. — Une « conspiration contre nos âmes ». — « Ce qui manquait à Maurras, nous l'avions... » — « Un cadavre... ». — « Partir, se rendre libre... » — Bernanos défend « sa propre querelle ». — L'angoisse de l'espérance. — Une vocation pleine d'exil. — L'honneur et la justice. — Nés de la guerre. — Drieu La Rochelle et le secret des tranchées. — Son dialogue avec Maurras. — Au temps du *Bœuf sur le Toit*. — La part de Montherlant. — A l'enterrement de Marius Plateau. — André Malraux et *Mlle Monk*. — Des activistes désespérés. — Avatars d'une génération. — Encore la N. R. F. — Maurras et la loi du rempart.

TOME II

- III. — De la rue de Rome à la rue du Boccador. — *L'Action française* : un « quinconce d'âmes contrastées ». — *Maurrassiana*. — Léon Daudet. — Daudet à la Chambre. — L'héritier d'Eschyle et de Sophocle. — L'agonie du père. — L'exil. — Daudet et Gide. — La fin de l'après-guerre. — Le 6 février 1934. — Une nouvelle « volée » : Robert Brasillach et Thierry Maulnier. — La mort de Jacques Bainville (9 février 1936). — L'affaire des sanctions contre l'Italie. — Charles Maurras en prison. — Les entretiens de la Santé : la « Politique naturelle » ; Maurras « socialiste ». — Maurras et Pie XI ; les préludes de la réconciliation avec le Vatican. — Maurras et l'Académie. — La guerre civile en Espagne. — La menace hitlérienne. — Le fascisme et nous. — La mobilisation de 1938 et Munich. — Maurras devant la guerre qui vient : *Armons, armons, armons!* — Daladier et Mussolini.
- IV. — Septembre 1939. La guerre nous prend une seconde fois. — A la II^e Armée : la démobilisation sous les armes. — Le 10 mai 1940 en Belgique. — Verdun. — Le général de Gaulle et le général Hunt-

ziger. — La défaite et l'exode. — Le 20 juin 1940 à Bordeaux. — Pétain et Weygand. — L'armistice. — L'*Action française* à Poitiers et à Limoges. — Les idées restent. — Vichy. — Déat et Laval. — Le parti franco-allemand. — Faire échec au collaborationnisme. — Maurras et l'affaire du 13 décembre. — La *Revue Universelle* et la résistance. — Entretiens à Lyon avec Maurras. — Pour une réforme intellectuelle et morale. — Mon ami Gustave Thibon. — Une promotion de l'ordre chrétien. — Retour à saint Thomas. — Un entretien avec le cardinal Pacelli sur l'*Action française*. — Maurras, Bergson et Péguy. — Où Maurras échappe à la mort (mars 1943). — Le 13 novembre 1943 : le message interdit. — Visite à Martigues. — Maurras et l'Allemagne. — Le drame de Vichy : Abetz et Laval. — Le martyre du Maréchal. — L'arrestation de Charles Maurras. — Le 25 janvier 1945 à la Cour de Justice de Lyon. — *La mort?* — A propos de Ferrer. — Les murs nous parlent. — Maurras et l'Europe. — Devant l'Allemagne éternelle. — Destin de Charles Maurras. —

Epilogue : L'hymne à deux voix : Maurras et Péguy ; l'Espérance et la Grâce.

LA PALATINE

HENRI MASSIS

MAURRAS ET NOTRE TEMPS

Tome I

« Pour qui veut connaître les itinéraires idéologiques de trois générations françaises, je dis et je répète que Maurras et notre temps est un livre capital, il éveille à chaque page notre curiosité, c'est un livre-ferment... »

(Robert KEMP, *Les Nouvelles Littéraires.*)

« En se faisant l'Eckermann de Charles Maurras, Henri Massis, témoin de la vie, confie des pensées d'un des hommes qui eurent le plus d'influence sur l'esprit de toute une époque, est conduit à nous révéler les rapports qu'eurent, de près ou de loin, avec le grand écrivain politique, les directeurs de conscience de la jeunesse française pendant un demi-siècle : Bernanos, Maritain, Bainville, Claudel, Gide, Alain, Brasillach, Malraux, Drieu La Rochelle, Montherlant, etc. »

(*La Dépêche.*)

1 vol. Prix : 390 fr.

LOUIS SALLERON

LES CATHOLIQUES et LE CAPITALISME

« Le glissement à l'étatisme et au salariat universel est un phénomène que chacun peut constater chaque jour. Louis Salleron juge dangereuse cette évolution, il pense qu'une réforme du capitalisme dans le sens d'un retour à la civilisation chrétienne est non seulement souhaitable, mais possible, et qu'elle doit essentiellement porter sur une réforme de la propriété privée. Il a cette formule frappante : Faire plus de propriété et plus de propriétaires.... Le livre s'achève sur les réflexions inspirées par des écrits inédits de Simone Weil... »

(Roger GIRON, *Le Figaro.*)

1 vol. Prix : 360 fr.

DIFFUSION PLON

Henri
MASSIS

LAURRA

ET

otre temp

★ ★



LA
PALATINE
